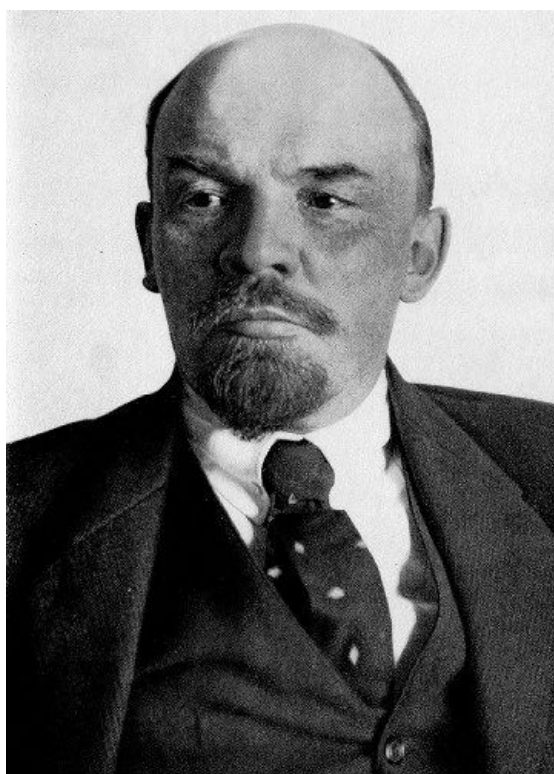


Vladimir Lénine



Textes choisis (I)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de textes extraits de l'ouvrage *Lénine : Œuvres choisies* publié aux Editions du progrès de Moscou en 1970.

WWW.MARXISME.FR

Sommaire

NOTRE PROGRAMME (p. 3)

PAR OÙ COMMENCER ? (p. 5)

ENTRETIEN AVEC LES DÉFENSEURS DE L'ÉCONOMISME (p. 8)

L'ORGANISATION DU PARTI ET LA LITTÉRATURE DE PARTI (p. 12)

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS À DISPOSER D'ELLES-MÊMES (THÈSES) (p. 15)

1. L'impérialisme, le socialisme et la libération des nations opprimées (p. 15)
2. La révolution socialiste et la lutte pour la démocratie (p. 15)
3. La signification du droit des nations à disposer d'elles-mêmes et son rapport avec la fédération (p. 16)
4. Comment le prolétariat révolutionnaire doit poser le problème du droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 16)
5. Le marxisme et le proudhonisme dans la question nationale (p. 17)
6. Trois types de pays par rapport au droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 18)
7. Le social-chaunisme et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 19)
8. Les tâches concrètes du prolétariat dans le proche avenir (p. 19)
9. L'attitude de la social-démocratie russe et polonaise de la II^e. Internationale envers le droit des nations à disposer d'elles-mêmes (p. 20)

AU SUJET DES COMPROMIS (p. 22)

LES BOLCHEVIKS GARDERONT-ILS LE POUVOIR ? (p. 25)

Préface à la seconde édition (p. 25)

Postface (p. 44)

SUR L'INFANTILISME «DE GAUCHE» ET LES IDÉES PETITES-BOURGEOISES (p. 48)

LETRE AUX OUVRIERS AMÉRICAINS (p. 62)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY (p. 69)

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES SOVIETS ? (p. 74)

RAPPORT PRÉSENTÉ AU II^e CONGRÈS DE RUSSIE DES ORGANISATIONS COMMUNISTES DES PEUPLES D'ORIENT, 22 NOVEMBRE 1919 (p. 75)

II^e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, 19 juillet-7 août 1920. (Extrait) RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE, 26 juillet (p. 80)

DE LA CULTURE PROLÉTARIENNE (p. 83)

DISCOURS A LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DES DIRECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT POLITIQUE AUPRÈS DES SECTIONS DE PROVINCE ET DE DISTRICT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 3 NOVEMBRE 1920 (p. 84)

X^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.C.(b)R., 26-28 mai 1921. DISCOURS DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE (p. 89)

LA PORTÉE DU MATÉRIALISME MILITANT (p. 90)

POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA PRAVDA (p. 95)

PROJET D'ARRÊTÉ DU C.E.C. DE RUSSIE SUR LE RAPPORT DE LA DÉLÉGATION À LA CONFÉRENCE DE GÈNES (p. 97)

DISCOURS PRONONCÉ À L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU SOVIET DE MOSCOU, LE 20 NOVEMBRE 1922 (p. 98)

Notes (p. 102)

NOTRE PROGRAMME

La social-démocratie internationale traverse à l'heure actuelle une période de flottement de la pensée. Jusqu'à présent, les doctrines de Marx et d'Engels étaient considérées comme le fondement solide de la théorie révolutionnaire ; maintenant, des voix s'élèvent de toutes parts pour proclamer ces doctrines insuffisantes et périmées. Quiconque se déclare social-démocrate et se propose de publier un organe social-démocrate doit définir nettement son attitude envers une question qui est loin de préoccuper uniquement les social-démocrates allemands.

Nous nous plaçons entièrement sur le terrain de la théorie de Marx : elle a été la première à faire du socialisme, d'utopie qu'il était, une science, à en poser les fondements inébranlables, à tracer le chemin à suivre en la développant plus avant et en l'élaborant dans tous ses détails. Elle a mis à nu la nature de l'économie capitaliste moderne en expliquant comment le salariat, l'achat de la force de travail, dissimule l'asservissement de millions de non-possédants par une poignée de capitalistes, de propriétaires de terres, de fabriques, de mines, etc. Elle a montré comment toute l'évolution du capitalisme moderne tend à évincer la petite production par la grande et crée les conditions qui rendent possible et nécessaire l'organisation socialiste de la société. Elle nous a appris à discerner, derrière le voile des coutumes enracinées, des intrigues politiques, des lois subtiles et des doctrines astucieuses, la *lutte des classes*, la lutte qui oppose les diverses classes possédantes à la masse des non-possédants, au *prolétariat*, qui est à la tête de tous les non-possédants. Elle a élucidé la véritable tâche d'un parti socialiste révolutionnaire, qui n'est pas d'inventer des plans de réorganisation de la société, ou de prêcher aux capitalistes et à leurs valets l'amélioration du sort des ouvriers, ou de tramer des complots, *mais d'organiser la lutte de classe du prolétariat et de diriger cette lutte dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation de la société socialiste*.

Et maintenant, nous demandons : qu'ont donc apporté de nouveau à cette théorie ces tonitruants « rénovateurs » qui font tant de tapage à l'heure actuelle et qui se groupent autour du socialiste allemand Bernstein ? *Absolument rien* : ils n'ont pas fait avancer d'un pas la science que Marx et Engels nous ont recommandé de développer ; ils n'ont enseigné au prolétariat aucun nouveau procédé de lutte ; ils n'ont fait que reculer en empruntant des bribes de théories arriérées et en prêchant au prolétariat non pas la théorie de la lutte, mais celle des concessions - des concessions aux pires ennemis du prolétariat, aux gouvernements et aux partis bourgeois, qui cherchent inlassablement de nouveaux moyens de traquer les socialistes. Plékhanov, l'un des fondateurs et des chefs de la social-démocratie russe, a eu tout à fait raison de critiquer impitoyablement la récente « critique » de Bernstein, dont les conceptions viennent également d'être répudiées par les représentants des ouvriers allemands (au congrès de Hanovre¹).

Nous savons que ces mots nous vaudront une avalanche d'accusations : on criera que nous voulons faire du parti socialiste un ordre d'« orthodoxes », persécutant les « hérétiques » qui s'écartent du « dogme », qui ont une opinion indépendante, etc. Nous les connaissons, toutes ces phrases cinglantes à la mode. Mais elles ne contiennent pas un grain de sens ni de vérité. Il ne saurait exister de parti socialiste fort sans une théorie révolutionnaire qui unisse tous les socialistes, d'où ils tirent toutes leurs convictions et qu'ils appliquent à leurs méthodes de lutte et à leurs moyens d'action. Défendre une telle théorie que l'on considère comme profondément vraie contre les attaques injustifiées et les tentatives de l'altérer ne signifie nullement qu'on soit l'ennemi de toute critique. Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes *doivent* faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes surtout doivent absolument développer *par eux-mêmes* la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux, qui s'appliquent dans chaque *cas particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie. Aussi réserverons-nous volontiers une place dans notre journal aux articles traitant de questions théoriques et invitons-nous tous nos camarades à discuter ouvertement sur les points litigieux.

Quelles sont donc les principales questions soulevées par l'application à la Russie du programme commun à tous les social-démocrates ? Nous avons déjà dit que l'essence de ce programme consiste à organiser et diriger la lutte de classe du prolétariat, dont le but final est la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et l'organisation d'une société socialiste. La lutte de classe du prolétariat comporte l'action économique (contre certains capitalistes ou contre certains groupes de capitalistes pour l'amélioration du sort des ouvriers) et la lutte politique (contre le gouvernement pour l'extension des droits du peuple, c'est-à-dire pour la démocratie, et pour l'extension du pouvoir politique du prolétariat). Certains social-démocrates russes (parmi lesquels se rangent vraisemblablement ceux qui dirigent la *Rabotchaïa Mysl*²) estiment que l'action économique est infiniment plus

importante, et c'est tout juste s'ils ne renvoient pas la lutte politique à un avenir plus ou moins éloigné. Ce point de vue est absolument faux. Tous les social-démocrates sont d'accord sur la nécessité d'organiser l'action économique de la classe ouvrière, de mener une agitation parmi les ouvriers sur ce terrain, c'est-à-dire d'aider les ouvriers dans leur bataille quotidienne contre les patrons, d'attirer leur attention sur toutes les formes et tous les cas d'oppression et de leur faire comprendre ainsi la nécessité de l'union. Mais oublier la lutte politique pour la lutte économique serait s'écarter du principe essentiel de la social-démocratie internationale et oublier ce que nous apprend toute l'histoire du mouvement ouvrier. Les défenseurs invétérés de la bourgeoisie et du gouvernement à sa dévotion ont même essayé plus d'une fois d'organiser des syndicats ouvriers purement économiques et de détourner ainsi les ouvriers de la « politique », du socialisme. Il est fort possible que le gouvernement russe réussisse lui aussi à entreprendre quelque chose d'analogue, car il a toujours cherché à jeter au peuple quelques misérables aumônes ou, plus exactement, quelques semblants d'aumônes, à seule fin de lui faire oublier qu'il est privé de droits et opprimé. Il n'est pas de lutte économique qui puisse apporter aux ouvriers une amélioration durable, qui puisse même se dérouler sur une vaste échelle, si les ouvriers n'ont pas le droit d'organiser librement des réunions, des syndicats, d'avoir leurs journaux, d'envoyer leurs représentants aux assemblées nationales, comme le font les ouvriers d'Allemagne et de tous les autres pays d'Europe (à l'exception de la Turquie et de la Russie). Or, pour conquérir ces droits, il faut mener une *lutte politique*. En Russie, non seulement les ouvriers, mais tous les citoyens sont privés de droits politiques. La Russie est une monarchie autocratique, absolue. Le tsar seul promulgue les lois, nomme et contrôle les fonctionnaires. De ce fait, il *semble* qu'en Russie le tsar et le gouvernement tsariste ne dépendent d'aucune classe et s'occupent tout autant des unes que des autres. Mais *en réalité*, tous les fonctionnaires sont choisis uniquement parmi la classe possédante, et tous sont soumis à l'influence des gros capitalistes qui mènent les ministres par le bout du nez et obtiennent tout ce qu'ils veulent. La classe ouvrière russe subit un double joug : elle est spoliée et dépouillée par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers et, pour l'empêcher de se battre contre eux, la police la tient ligotée et bâillonnée et réprime toute tentative de défendre les droits du peuple. A chaque grève contre un capitaliste on lance sur les ouvriers la troupe et la police. Toute lutte économique se transforme nécessairement en une lutte politique, et la social-démocratie doit lier indissolublement l'une et l'autre dans *une lutte de classe unique du prolétariat*. Le but premier et principal doit en être la conquête des droits politiques, *la conquête de la liberté politique*. Si les ouvriers de Pétersbourg à eux seuls, avec un faible appui des socialistes, ont su obtenir rapidement des concessions du gouvernement - la promulgation de la loi réduisant la journée de travail³, - nul doute que l'ensemble de la classe ouvrière russe, dirigée par le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » uni, saura obtenir par une bataille opiniâtre des concessions bien plus importantes encore.

La classe ouvrière russe saura mener sa lutte économique et politique même si elle est seule, même sans le concours d'aucune autre classe. Mais dans leur action politique les ouvriers ne sont pas seuls. La servitude totale du peuple et l'arbitraire barbare des argousins-fonctionnaires soulèvent également l'indignation de tous les hommes cultivés tant soit peu honnêtes, qui ne peuvent tolérer que toute parole ou pensée libre soit bafouée ; ils soulèvent l'indignation des Polonais, des Finlandais, des Juifs et des sectes russes qui sont en butte aux persécutions ; ils soulèvent l'indignation des petits marchands, des artisans, des paysans, qui ne savent où chercher protection contre les vexations des fonctionnaires et de la police. Séparément, tous ces groupes de la population sont incapables de mener une lutte politique opiniâtre, mais lorsque la classe ouvrière aura levé l'étendard de cette lutte, tout le monde lui prêterait main-forte. La social-démocratie russe prendra la tête de tous ceux qui combattent pour les droits du peuple, pour la démocratie, et alors elle sera invincible !

Tel est l'essentiel de nos conceptions que nous développerons systématiquement et sous tous leurs aspects dans notre journal. Nous avons la conviction qu'en agissant ainsi nous suivrons la voie tracée par le « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » dans son *Manifeste*⁴.

*Rédigé pas avant octobre 1899 Publié pour la première fois en 1925 dans le « Recueil Lénine » III
V. Lénine, Œuvres, t. 4, pp. 216-220*

PAR OÙ COMMENCER ?

Ces dernières années, la question : « Que faire ? » se pose avec force aux social-démocrates russes. Il ne s'agit plus de choisir une route (comme c'était le cas à la fin des années 80 et début des années 90), mais de déterminer ce que nous devons faire pratiquement sur une route connue, et de quelle façon. Il s'agit du système et du plan d'activité pratique. Il faut avouer que cette question, essentielle pour un parti d'action, relative au caractère et aux modalités de la lutte, est toujours sans solution et suscite encore parmi nous de sérieuses divergences, qui témoignent d'une instabilité et de flottements de pensée regrettables. D'une part, la tendance « économique⁵ », qui s'attache à tronquer, à rétrécir le rôle de l'organisation et de l'agitation politiques, est encore loin d'être morte. D'autre part, continue à porter la tête haute la tendance de l'éclectisme sans principes qui s'adapte à toute nouvelle « orientation » et est incapable de distinguer entre les besoins du moment et les buts essentiels et les exigences permanentes du mouvement pris dans son ensemble. Comme on sait, cette tendance a pris racine dans le *Rabotchéïé Diélo*⁶. Sa dernière déclaration-« programme », le retentissant article portant le titre retentissant : « Un tournant historique » (n° 6 du *Listok du « Rabotchéïé Diélo »*⁷), confirme de façon éclatante cette définition. Hier encore, nous étions en coquetterie avec l'« économisme », nous nous indignions de la condamnation catégorique portée contre la *Rabotchaïa Mysl*, nous « mitignons » la façon dont Plékhanov envisageait la lutte contre l'autocratie ; aujourd'hui, nous voilà déjà citant la phrase de Liebknecht : « Si les circonstances changent en 24 heures, il faut aussi, en 24 heures changer de tactique » ; nous parlons déjà de créer une « solide organisation de combat » pour attaquer de front, pour livrer assaut à l'absolutisme ; de faire « une large agitation politique révolutionnaire (comme nous y allons : politique et révolutionnaire à la fois !) dans les masses » ; de lancer « un appel incessant à la protestation dans la rue » ; « de préparer des manifestations publiques d'un caractère politique bien tranché » (*sic !*) etc., etc.

Nous pourrions, certes, exprimer notre satisfaction de voir le *Rabotchéïé Diélo* assimiler si vite le programme formulé par nous dès le premier numéro de *l'Iskra*⁸ : constituer un parti solidement organisé, visant non seulement à arracher des concessions de détail, mais à enlever la forteresse même de l'autocratie. Cependant, l'absence chez nos assimilateurs de tout point de vue bien ferme, est de nature à gêner tout notre plaisir.

Le nom de Liebknecht est, il va de soi, invoqué à tort par le *Rabotchéïé Diélo*. En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas en 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation ; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. « Changer de tactique en 24 heures ! » Mais pour en changer, il faut au préalable en avoir une. Or, sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique. Voyez en effet : on nous assure déjà que le « moment historique » pose à notre parti un problème « absolument nouveau », celui de la terreur. Hier, ce qui était « absolument nouveau », c'était le problème de l'organisation et de l'agitation politiques ; aujourd'hui, c'est celui de la terreur. N'est-il pas singulier d'entendre des gens aussi oublieux de leurs antécédents parler d'un changement radical de tactique ?

Heureusement, le *Rabotchéïé Diélo* a tort. Le problème de la terreur n'a rien de nouveau. Il nous suffira de rappeler brièvement les conceptions établies de la social-démocratie russe. Sur le plan des principes, nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre, qui peut convenir parfaitement et même être indispensable à un certain moment du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. D'ailleurs, à défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires. Souvenez-vous des derniers événements : sous nos yeux, la grande masse des ouvriers et du « bas peuple » des villes se ruait au combat, mais il manquait aux

révolutionnaires un état-major de dirigeants et d'organiseurs. Dans ces conditions, si les révolutionnaires les plus énergiques se consacrent à la terreur, ne risquons-nous pas d'affaiblir les détachements de combat, les seuls éléments sur lesquels on puisse fonder un espoir sérieux ? N'avons-nous pas à craindre une rupture de liaison entre les organisations révolutionnaires et ces foules dispersées d'hommes mécontents, protestants et prêts au combat, dont la faiblesse ne tient qu'à leur dispersion ? Or, cette liaison est le gage unique de notre succès. Loin de nous l'idée de refuser toute importance à des coups héroïques isolés, mais notre devoir est de mettre en garde de toute notre énergie contre cet engouement pour la terreur auquel tant de gens sont si enclins aujourd'hui, au point d'y voir notre arme principale et essentielle. La terreur ne sera jamais un acte de guerre à l'égal des autres : dans le meilleur des cas, elle ne convient que comme l'une des formes de l'assaut décisif. La question se pose : pouvons-nous, au moment actuel, *appeler* à cet assaut ? Le *Rabotchéïé Diélo* pense probablement que oui. Du moins, il s'écrie : « Formez les colonnes d'assaut ! » Mais c'est là encore un zèle mal inspiré. Le gros de nos forces est formé de volontaires et d'insurgés. En fait d'armée permanente, nous n'avons que quelques petits détachements, et encore ils ne sont pas mobilisés, n'ont pas de liaison entre eux, ne sont pas entraînés à se former en colonnes d'une façon générale, sans même parler de colonnes d'assaut. Dans ces conditions, tout homme capable d'envisager l'ensemble de notre lutte, sans s'en laisser distraire à chaque « tournant » de l'histoire, doit comprendre que notre mot d'ordre, à l'heure actuelle, ne saurait être « A l'assaut ! », mais bien « Entreprenez le siège en règle de la forteresse ennemie ! » En d'autres termes, l'objectif immédiat de notre Parti ne peut pas être d'appeler toutes les forces dont il dispose à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif. La leçon des événements de février et de mars⁹ est si suggestive qu'on ne rencontre guère aujourd'hui d'objections de principe à cette conclusion. Seulement, ce que l'heure présente réclame de nous, ce ne sont pas des principes, mais une solution pratique. Il ne suffit pas de voir clairement quel type d'organisation est nécessaire, et pour quel travail précis il faut en tracer le *plan*, de façon à pouvoir commencer à la bâtir, de tous les côtés à la fois. Vu l'urgence et l'importance de cette question, nous nous décidons, pour notre part, à soumettre à l'attention des camarades l'esquisse d'un plan que nous développerons plus longuement dans une brochure¹⁰ en cours de préparation.

A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force qu'aujourd'hui le besoin de compléter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militaire. Ensuite, il nous faut, très précisément, un journal pour toute la Russie. Si nous n'arrivons pas et tant que nous n'arriverons pas à unifier l'action que nous exerçons sur le peuple et sur le gouvernement par la presse, ce sera une utopie de penser coordonner d'autres modes d'action plus complexes, plus difficiles, mais aussi plus décisifs. Ce dont notre mouvement souffre le plus, sur le plan idéologique et sur celui de la pratique, de l'organisation, c'est de la dispersion, du fait que l'immense majorité des social-démocrates est à peu près totalement absorbée par des besognes purement locales qui réduisent à la fois leur horizon, l'envergure de leurs efforts, leur accoutumance et leur aptitude à l'action clandestine. C'est dans cette dispersion qu'il faut chercher les racines les plus profondes de cette instabilité et de ces flottements dont nous avons parlé plus haut. Aussi le *premier* pas à franchir pour échapper à ce défaut, pour faire converger plusieurs mouvements locaux en un seul mouvement commun à toute la Russie, doit être la fondation d'un journal pour toute la Russie. Enfin, il nous faut absolument un journal *politique*. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche : concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous avons fait le premier pas, nous avons suscité dans la classe ouvrière la passion des révélations « économiques », touchant la vie des fabriques. Nous devons faire le pas suivant : éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations *politiques*. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares, si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire écoutant avidement et encourageant les orateurs, et qu'ils ne voient nulle part dans le peuple de force à laquelle il vaille la

peine d'adresser ses plaintes contre le gouvernement « tout-puissant ». Mais maintenant tout cela change avec une extrême rapidité. Cette force existe, c'est le prolétariat révolutionnaire ; il a déjà prouvé sa volonté non seulement d'entendre et de soutenir un appel à la lutte politique, mais encore de se jeter hardiment dans la mêlée. Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. La classe ouvrière russe, à la différence des autres classes et catégories de la société russe, manifeste un intérêt soutenu pour les connaissances politiques et présente constamment (non pas seulement dans les moments d'effervescence particulière) une énorme demande de publications illégales. Étant donné cette demande massive, la formation déjà amorcée de dirigeants révolutionnaires expérimentés, le degré de concentration atteint par la classe ouvrière et qui lui assure en fait la maîtrise des quartiers ouvriers des grandes villes, des centres usiniers, des bourgs industriels, la fondation d'un journal politique est parfaitement à la mesure du prolétariat. Par l'entremise du prolétariat, le journal pénétrera parmi la petite bourgeoisie des villes, les artisans des campagnes et les paysans et deviendra ainsi un véritable organe politique populaire. Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment en construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques — la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion — obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents *[Il va de soi que ces agents ne pourraient travailler avec profit que s'ils étaient très proches des comités locaux (groupes, cercles) de notre Parti. En général, tout le plan esquissé par nous demande naturellement pour sa réalisation le concours le plus actif des comités, qui ont tenté maintes fois l'unification du Parti et qui, nous en sommes persuadés, obtiendront cette unification un jour ou l'autre sous une forme ou sous une autre.]* sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire : suffisamment étendue pour embrasser tout le pays ; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée ; suffisamment ferme pour pouvoir en toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne *propre* ; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos¹¹. Demain nous devons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre en retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et en assumer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc d'une explosion spontanée ou d'une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n'est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l'esprit d'aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désespérer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l'inattendu, plus nous aurons de chance de n'être jamais pris de court par les « tournants historiques. »

Rédigé en mai 1901

Paru en mai 1901 dans le n° 4 de l'« Iskra »

V. Lénine, Œuvres, t. 5, pp. 13-20

ENTRETIEN AVEC LES DÉFENSEURS DE L'ÉCONOMISME

Nous donnons *in extenso* le document qui nous a été envoyé par un de nos représentants :

« Lettre aux organes social-démocrates russes.

En réponse à la proposition de nos camarades d'exil de nous prononcer au sujet de *l'Iskra*, nous avons décidé de faire connaître les causes de notre désaccord avec cet organe.

Tout en jugeant parfaitement opportune la création d'un organe social-démocrate particulier, spécialement consacré aux problèmes de la lutte politique, nous ne pensons pas que *l'Iskra*, qui a assumé cette tâche, s'en soit acquittée de façon satisfaisante. Son défaut essentiel, inscrit en traits de lumière dans chacune de ses colonnes et d'où dérivent tous ses autres défauts grands et petits, est que *l'Iskra* réserve une très large place aux idéologues du mouvement, à l'influence qu'ils peuvent avoir sur son orientation dans tel ou tel sens. En même temps, *l'Iskra* tient peu de compte des éléments matériels du mouvement et du milieu matériel qui, par leurs actions et réactions, décident du type du mouvement ouvrier et tracent sa voie, dont aucun idéologue ne saurait le détourner, fût-il inspiré des meilleures théories et des meilleurs programmes.

Ce défaut de *l'Iskra* saute manifestement aux yeux, si on le compare au *Ioujny Rabotchi*¹², qui, tout en levant, comme elle, l'étendard de la lutte politique, relie celle-ci à la phase précédente du mouvement ouvrier de la Russie méridionale. Cette façon de poser la question est absolument étrangère à *l'Iskra*. Elle qui prétend faire « de l'étincelle un grand incendie », elle oublie qu'il faut pour cela des matières inflammables appropriées et des conditions extérieures favorables. En repoussant avec horreur les « économistes », *l'Iskra* perd de vue que leur activité a préparé la participation des ouvriers aux événements de février et de mars, participation dont elle s'efforce de souligner l'importance et que, selon toute apparence, elle exagère notablement. Critiquant l'activité des social-démocrates des dernières années du XIXe siècle, *l'Iskra* ne tient pas compte de l'absence à cette époque de conditions pour un travail autre que la lutte en faveur des menues revendications, et de l'immense importance éducative qu'avait cette lutte. Il est absolument inexact et antihistorique de définir cette période et cette orientation donnée à l'activité des social-démocrates russes comme le fait *l'Iskra*, qui identifie leur tactique à celle de Zoubatov, sans saisir la différence entre « la lutte pour les menues revendications » qui élargit et approfondit le mouvement ouvrier, et les « petites concessions », qui ont pour but de paralyser toute lutte et tout mouvement.

Toute imprégnée de cette intolérance sectaire, si caractéristique des idéologues de la période infantile des mouvements sociaux, *l'Iskra* est prête à flétrir tout désaccord avec elle non seulement comme un reniement des principes social-démocrates, mais comme un passage dans le camp ennemi. Ainsi, sa très indécente sortie, qu'il faut condamner de la façon la plus sévère et la plus impitoyable, contre la *Rabotchaïa Mysl* à laquelle elle a dédié un article sur Zoubatov et à l'influence de laquelle elle a attribué les succès de ce dernier parmi une certaine partie des ouvriers. En désapprouvant les autres organisations social-démocrates ayant une autre idée qu'elle de la marche et des objectifs du mouvement ouvrier russe, *l'Iskra*, dans le feu de la polémique, oublie parfois la vérité et, chicanant sur telle ou telle expression réellement malheureuse, attribuée à ses adversaires des points de vue qui ne sont pas les leurs, souligne des divergences souvent infimes et se tait obstinément sur de nombreuses affinités d'idées : nous voulons parler de l'attitude de *l'Iskra* envers le *Rabotchéïe Diélo*.

Cette propension excessive de *l'Iskra* à la polémique dérive avant tout de ce qu'elle surestime le rôle de l'« idéologie » (programmes, théories...) dans le mouvement, mais c'est aussi un écho des querelles intestines qui divisent en Occident les émigrés russes et dont ils se sont empressés de répandre la nouvelle par le monde dans une série de brochures et d'articles de polémique. Selon nous, toutes ces divergences n'ont pour ainsi dire aucune influence sur la marche effective du mouvement social-démocrate en Russie ; elles ne peuvent que lui nuire, en provoquant une scission indésirable entre les camarades militant en Russie, et c'est pourquoi nous ne pouvons pas ne pas désapprouver l'ardeur polémique de *l'Iskra*, surtout quand elle sort des limites permises par les convenances.

Ce même défaut essentiel de *l'Iskra* est la cause de son inconséquence dans la question des rapports de la social-démocratie avec les diverses classes et tendances sociales. Ayant décidé, au moyen de calculs théoriques, le problème du déclenchement immédiat de la lutte contre l'absolutisme et sentant, probablement, toute la difficulté de cette tâche pour les ouvriers dans l'état actuel des choses, mais n'ayant pas la patience d'attendre l'accumulation des forces nécessaires en vue de cette lutte, *l'Iskra* se met à chercher des alliés dans les rangs de libéraux et des intellectuels et, dans ses recherches, abandonne assez souvent le point de vue de classe, estompe les antagonismes de classe et porte au premier plan la communauté de mécontentement contre le gouvernement, quoique les causes et le degré de ce mécontentement soient très différents chez les « alliés ». Tels sont, par exemple, les rapports de *l'Iskra* avec les zemstvos. De leurs sorties frondeuses, provoquées d'ordinaire parce que le gouvernement protège relativement moins les convoitises agraires des membres des

zemstvos que ceux des industriels, *l'Iskra* s'efforce de tirer la flamme d'une lutte politique, elle promet aux nobles mécontents des aumônes gouvernementales l'appui de la classe ouvrière, sans souffler mot de l'antagonisme de classe qui sépare ces deux catégories de la population. Nous pouvons admettre qu'on parle du réveil des zemstvos et qu'on les considère comme un élément en lutte contre le gouvernement, mais seulement sous une forme claire et précise ne laissant aucun doute sur le caractère de notre entente éventuelle avec de tels éléments. Mais *l'Iskra* pose la question des rapports avec les zemstvos d'une façon qui ne peut, à notre avis, qu'obscurcir la conscience de classe, car ici, à l'égal des prédicateurs du libéralisme et des différentes initiatives culturelles, elle oppose un contrepoids à la tâche essentielle de la littérature social-démocrate, qui consiste à critiquer le régime bourgeois et à faire ressortir les intérêts des classes et non à dissimuler leur antagonisme. Telle est également l'attitude de *l'Iskra* envers le mouvement des étudiants. Cependant, dans d'autres articles, *l'Iskra* condamne sévèrement tout « compromis » et prend la défense, par exemple, du comportement intolérable des guesdistes.

Sans nous arrêter à d'autres défauts ou erreurs moins graves de *l'Iskra*, nous estimons, pour conclure, de notre devoir de noter que, par notre critique, nous ne voulons nullement diminuer l'importance que peut avoir *l'Iskra*. Nous ne fermons pas les yeux sur ses qualités. Nous l'accueillons comme un journal politique social-démocrate en Russie. Nous estimons qu'elle a rendu un immense service en éclairant avec bonheur, dans une série d'articles, la question du terrorisme. Enfin, nous ne pouvons pas ne pas faire remarquer la tenue littéraire impeccable de *l'Iskra*, si rare dans les publications illégales, la régularité de sa parution et l'abondance des matériaux tout frais et intéressants qu'elle offre.

Septembre 1901

Des « camarades »

Avant toute chose, nous dirons de cette lettre que nous félicitons de tout cœur ses auteurs de leur droiture et de leur franchise. Il est grand temps de cesser de jouer à cache-cache, en dissimulant son « credo » économique (comme le fait une partie du comité d'Odessa, dont se sont séparés les « politiques ») ou en déclarant, comme pour se moquer de la vérité, qu'actuellement « il n'est pas une seule organisation social-démocrate qui soit coupable d'économisme » (brochure *Deux congrès*, éditée par le *Rabotchéïé Diélo*, p. 32). Et maintenant, au fait.

La faute essentielle des auteurs de la lettre est exactement la même que celle du *Rabotchéïé Diélo* (voir surtout le n° 10). Ils s'embrouillent dans la question des rapports entre les éléments « matériels » (spontanés, comme s'exprime le *Rabotchéïé Diélo*) du mouvement et les éléments idéologiques (conscients, agissant « d'après un plan »). Ils ne comprennent pas qu'un « idéologue » n'est digne de ce nom que s'il marche *en avant* du mouvement spontané, auquel il indique le chemin, s'il sait avant les autres résoudre toutes les questions de théorie, de politique, de tactique et d'organisation auxquelles se heurtent fatalement les « éléments matériels » du mouvement. Pour réellement « tenir compte des éléments matériels du mouvement », il faut les aborder dans un sens critique, il faut savoir signaler les dangers et les défauts du mouvement spontané, il faut savoir *élever* la spontanéité jusqu'à la conscience. Mais affirmer que les idéologues (c'est-à-dire les dirigeants conscients) ne peuvent détourner le mouvement de la voie déterminée par l'interaction du milieu et des éléments, c'est oublier cette vérité première que la conscience *participe* à cette interaction et à cette détermination. Les syndicats ouvriers catholiques et monarchistes d'Europe sont aussi le résultat inévitable de l'interaction du milieu et des éléments, mais c'est la conscience des papes et des Zoubatov qui y participe, et non pas celle des socialistes. Les vues théoriques des auteurs de la lettre (comme celles du *Rabotchéïé Diélo*) ne sont pas du marxisme, c'est la parodie de marxisme qu'affichent tellement nos « critiques » et nos bernsteiniens, incapables de trouver le joint entre l'évolution spontanée et l'activité révolutionnaire consciente.

Cette profonde erreur théorique entraîne nécessairement, dans le moment que nous traversons, une immense faute de tactique, qui a déjà causé et cause encore un mal incalculable à la social-démocratie russe. Car la poussée spontanée des masses ouvrières et aussi (grâce à leur influence) des autres couches sociales s'effectue ces dernières années avec une étonnante rapidité. Les « éléments matériels » du mouvement ont grandi démesurément, même en comparaison de 1898¹³, mais les *guides éclairés* (les social-démocrates) *se laissent gagner de vitesse*. C'est là la cause essentielle de la crise que traverse la social-démocratie russe. Le mouvement (spontané) des masses manque d'« idéologues » assez bien préparés théoriquement pour être à l'abri de tout flottement, il manque de guides possédant un horizon politique assez large, assez d'énergie révolutionnaire et de talent d'organisation, pour fonder à partir du mouvement nouveau un parti politique de combat.

Mais tout cela ne serait encore que demi-mal. Les connaissances théoriques, l'expérience politique, l'habileté d'organisateur, autant de choses qui peuvent s'acquérir. Pour peu qu'il y ait le désir d'apprendre et de développer en soi les qualités requises. Or, depuis la fin de 1897 et surtout depuis l'automne de 1898, on a vu dans la social-

démocratie russe des gens et des organes relever la tête qui non seulement fermaient les yeux sur ce défaut, mais même en ont fait une vertu, ont érigé en théorie l'idolâtrie et le culte de la spontanéité, qui ont commencé à prêcher que les social-démocrates ne doivent pas marcher en tête, mais se traîner *à la remorque* du mouvement. (A ces organes n'appartenaient pas seulement la *Rabotchaïa Mysl*, mais aussi le *Rabotchéïé Diélo*, qui a commencé par la « théorie des stades » et a fini par l'apologie de principe de la spontanéité, du mouvement « se suffisant à lui-même dans son état actuel », de la « tactique-process », etc.)

Et cela a été là un véritable malheur. Il s'est formé *une tendance Particulière* qu'on est convenu d'appeler l'économisme (au sens large du mot) et dont le trait essentiel est de ne pas comprendre et même de *détendre le tétard*, c'est-à-dire, comme nous l'avons déjà expliqué, le retard des dirigeants conscients sur la poussée spontanée des masses. Cette tendance est caractérisée : du point de vue des principes, par son avilissement du marxisme et son impuissance devant la « critique » contemporaine, cette variété moderne de l'opportunisme ; du point de vue politique, par sa tendance à restreindre ou à rabaisser l'agitation politique et la lutte politique, sans comprendre que, tant qu'elle ne prendra pas *en main* la direction de tout le mouvement démocratique, la social-démocratie ne pourra pas renverser l'autocratie ; du point de vue tactique, par une parfaite instabilité (ce printemps, le *Rabotchéïé Diélo* s'arrêtait, troublé, devant la question « nouvelle » de la terreur, et ce n'est qu'au bout de six mois de flottement qu'il s'est prononcé contre elle dans une résolution des plus ambiguës, se traînant comme toujours à la remorque du mouvement) ; du point de vue de l'organisation, par son refus de comprendre que le caractère de masse du mouvement non seulement ne nous dispense pas, mais au contraire nous fait un devoir plus strict de créer une organisation révolutionnaire forte et centralisée, capable de diriger à la fois la préparation à la lutte et toutes les explosions inattendues, et enfin, l'assaut final.

A cette tendance nous avons toujours fait et continuerons à faire une guerre sans merci. Or, les auteurs de la lettre, visiblement, lui appartiennent eux-mêmes. Ils nous disent que la lutte économique a préparé la participation des ouvriers aux manifestations. En effet, et les premiers et plus profondément que tous les autres, nous avons apprécié cette préparation, quand nous nous sommes prononcés, déjà au mois de décembre 1900 (n° 1), contre la théorie des stades ; quand, au mois de février (n° 2), aussitôt après l'incorporation forcée des étudiants à l'armée et avant le début des manifestations, nous avons appelé les ouvriers à venir en aide aux étudiants. Les événements de février et mars, loin de « démentir les craintes et les appréhensions » de *l'Iskra* (comme le pense (*Rabotchéïé Diélo*, n° 10, p. 53) Martynov, qui manifeste là une incompréhension totale de la question), les ont confirmées en tous points, car les guides se sont trouvés *à la remorque* de l'élan spontané des masses, ne se sont pas trouvés préparés à remplir leurs obligations de dirigeants. Cette préparation est encore aujourd'hui très imparfaite, et c'est pourquoi toute allusion à une « exagération du rôle de l'idéologie » ou du rôle de l'élément conscient par rapport à l'élément spontané, etc., continue à exercer la plus pernicieuse influence sur le travail pratique de notre Parti.

Non moins funeste est l'influence des propos selon lesquels il faudrait, au nom d'un prétendu point de vue de classe, moins souligner la communauté du mécontentement des diverses couches de la population contre le gouvernement. Nous sommes fiers, au contraire, que *l'Iskra* suscite le mécontentement politique dans *toutes* les couches de la population et nous regrettons seulement qu'il ne nous soit pas possible de le faire sur une plus grande échelle. Il n'est pas vrai que par là nous estompions le point de vue de classe : les auteurs de la lettre n'en ont pas indiqué et n'en peuvent pas indiquer un seul exemple concret. Mais la social-démocratie, en tant que combattant d'avant-garde de la démocratie, doit — à l'encontre de l'opinion du *Rabotchéïé Diélo*, n° 10, p. 41 — diriger le travail actif des diverses couches d'opposition, leur expliquer la signification politique générale de leurs conflits privés ou professionnels avec le gouvernement, les amener à soutenir le parti révolutionnaire ; elle doit former en son sein des chefs capables d'influencer politiquement toutes les couches d'opposition. Chaque refus de jouer ce rôle, de quelques phrases grandiloquentes qu'il s'enveloppe sur la liaison organique étroite avec la lutte prolétarienne, etc., revient à une nouvelle « défense du retard » des social-démocrates, retard sur la montée du mouvement démocratique général ; il revient à remettre le rôle dirigeant à la démocratie bourgeoise. Que les auteurs de la lettre se demandent plutôt pourquoi les événements du printemps ont provoqué une si grande animation dans les tendances révolutionnaires *non* social-démocrates, au lieu de renforcer l'autorité et le prestige de la social-démocratie !

Nous ne pouvons pas ne pas nous élever aussi contre la stupéfiante myopie dont font preuve les auteurs de la lettre au sujet de la polémique et des disputes intestines entre les émigrants. Ils répètent les vieilles sottises sur l'« inconvenance » de dédier un article sur Zoubatov à la *Rabotchaïa Mysl*. Voudraient-ils nier que la diffusion de l'économisme facilite la tâche des Zoubatov ? C'est là tout ce que nous disons, sans « identifier » le moins du monde la tactique des économistes et celle de Zoubatov. En ce qui concerne les « émigrants » (si les auteurs de la lettre n'étaient pas si impardonnablement indifférents à la continuité des idées dans la social-démocratie russe, ils sauraient que les avertissements des « émigrants » justement du groupe « Libération du Travail¹⁴ », au sujet

de l'économisme, se sont vérifiés de la manière la plus brillante !), écoutez ce que disait Lassalle, militant en 1852 parmi les ouvriers du Rhin, des discussions entre émigrants à Londres :

« Il est peu probable, écrivait-il à Marx, que la police s'oppose à l'édition de ton travail contre « les grands hommes » Kinkel, Ruge et autres... Le gouvernement, je suppose, est même heureux de l'apparition de tels ouvrages, car il pense que « les révolutionnaires se dévoreront à belles dents les uns les autres ». Que la lutte de parti donne des forces et de la vitalité au parti, que la meilleure preuve de faiblesse d'un parti soit sa position diffuse et l'effacement des frontières nettement tracées, qu'un parti se renforce en s'épurant, la logique bureaucratique ne le soupçonne pas et ne le redoute pas » (*Lettre de Lassalle à Marx du 24 juin 1852*).

Que tous les généreux adversaires, si nombreux aujourd'hui, de la rudesse, de l'intransigeance, de l'ardeur polémique, etc., se le tiennent pour dit !

Disons en terminant que nous n'avons pu ici qu'effleurer les questions en litige. Nous consacrerons à leur examen détaillé une brochure spéciale, qui paraîtra, nous l'espérons, dans six semaines environ.

*« Iskra » n° 12, 6 décembre 1901
V. Lénine, Œuvres, t. 5, pp. 318-325*

L'ORGANISATION DU PARTI ET LA LITTÉRATURE DE PARTI

Les conditions nouvelles du travail social-démocrate, créées en Russie après la révolution d'octobre¹⁵, ont mis à l'ordre du jour la question d'une littérature de parti. La distinction entre la presse légale et illégale, triste héritage du servage et de l'autocratie russes, commence à disparaître. Elle n'a pas encore tout à fait disparu, loin de là. Le gouvernement hypocrite de notre premier ministre sévit encore à un tel point que les *Izvestia du Soviet des députés ouvriers*¹⁶ s'impriment « illégalement » ; mais, en dehors de la honte qui rejaillit sur le gouvernement, en dehors de nouveaux échecs moraux qu'il subit, rien ne résulte de ses tentatives stupides pour « interdire » ce qu'il est impuissant à empêcher.

Lorsque la distinction entre la presse illégale et la presse légale existait encore, la question de la presse de Parti et de la presse hors-parti recevait une solution très simple, mais aussi très fautive et anormale. Toute la presse illégale était une presse de Parti, elle était éditée par des organisations et dirigée par des groupes qui se trouvaient liés de façon ou d'autre avec des groupes de militants du Parti se consacrant au travail pratique. Toute la presse légale était hors-parti, parce que les partis étaient interdits, mais elle « gravitait » autour de tel ou tel parti. Il s'ensuivait des unions monstrueuses, des « promiscuités » anormales, de fausses enseignes ; les réticences forcées de ceux qui voulaient exprimer des opinions de parti s'entremêlaient à l'incompréhension ou à la lâcheté de ceux qui n'avaient pas encore atteint la hauteur de ces opinions, qui n'étaient pas, au fond, hommes de Parti.

Maudite époque de discours en langue d'Esopé, d'avalissement littéraire, d'expression servile, d'asservissement de la pensée ! Le prolétariat a mis fin à cette ignominie qui étouffait tout ce qu'il y avait de vivant et de probe en Russie. Mais le prolétariat n'a jusqu'à présent conquis qu'une demi-liberté pour la Russie.

La révolution n'est pas encore terminée. Si le tsarisme est *déjà impuissant* à la vaincre, la révolution *n'est pas encore* assez forte pour abattre le tsarisme. Et nous vivons à une époque où, en tout et partout, se manifeste cette coexistence contre nature d'un esprit de parti ouvert, honnête, droit, conséquent, avec une « légalité » souterraine, déguisée, « diplomatique », fuyante. Cette coexistence contre nature se répercute sur notre journal lui aussi : M. Goutchkov peut ironiser à son aise sur la tyrannie social-démocrate qui interdit la publication des journaux bourgeois modérés, il n'en reste pas moins que l'organe central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, le *Prolétari*, ne peut franchir la porte de la Russie *autocratique* et policière.

De toute façon, la moitié de la révolution accomplie nous oblige tous à nous remettre immédiatement à la besogne pour réorganiser les choses. La littérature peut être maintenant, même « légalement », pour les 9/10 une littérature de Parti. La littérature doit devenir une littérature de Parti. En opposition aux moeurs bourgeoises, en opposition à la presse bourgeoise patronale et mercantile, en opposition à l'arrivisme littéraire et à l'individualisme bourgeois, à l'« anarchisme de grand seigneur » et à la chasse au profit, le prolétariat socialiste doit préconiser le principe d'une *littérature de Parti*, le développer et l'appliquer sous une forme aussi pleine et aussi entière que possible.

En quoi consiste donc ce principe ? Non seulement aux yeux du prolétariat socialiste, la littérature ne doit pas constituer une source d'enrichissement pour des personnes ou des groupements ; mais d'une façon plus générale encore elle ne saurait être une affaire individuelle, indépendante de la cause générale du prolétariat. A bas les littérateurs sans-parti ! A bas les surhommes de la littérature ! La littérature doit devenir *un élément* de la cause générale du prolétariat, « une roue et petite vis » dans le grand mécanisme social-démocrate, un et indivisible, mis en mouvement par toute l'avant-garde consciente de la classe ouvrière. La littérature doit devenir partie intégrante du travail organisé, méthodique et unifié du Parti social-démocrate.

« Toute comparaison est boiteuse », dit un proverbe allemand. Ma comparaison de la littérature avec une vis, d'un mouvement vivant avec un mécanisme, boite-t-elle aussi. Il se trouvera même probablement des intellectuels hystériques qui pousseront des clameurs contre une pareille comparaison, laquelle signifierait une dégradation, une mortification, une « bureaucratisation » de la libre lutte idéologique, de la liberté de la critique, de la liberté de la création littéraire, etc., etc. De pareilles clameurs ne seraient, en fait, que l'expression de l'individualisme des intellectuels bourgeois. Il est indiscutable que la littérature se prête moins que toute chose à une égalisation mécanique, à un nivellement, à une domination de la majorité sur la minorité. Dans ce domaine, certes, il faut absolument assurer une plus large place à l'initiative personnelle, aux penchants individuels, à la pensée et à l'imagination, à la forme et au contenu. Tout cela est incontestable, mais tout cela prouve seulement que le secteur littéraire du travail d'un parti prolétarien ne peut pas être mécaniquement identifié aux autres secteurs de son travail. Tout cela ne contredit nullement ce principe, étranger et bizarre pour la bourgeoisie et la démocratie

bourgeoise, selon lequel la littérature doit nécessairement et obligatoirement devenir un élément du travail du Parti social-démocrate, indissolublement lié à ses autres éléments. Les journaux doivent devenir les organes des différentes organisations du Parti. Les écrivains doivent absolument rejoindre les organisations du Parti. Les maisons d'édition et les dépôts, les magasins et les salles de lecture, les bibliothèques et les diverses librairies doivent devenir des entreprises du Parti soumises à son contrôle. Le prolétariat socialiste organisé doit surveiller toute cette activité, la contrôler à fond, y introduire partout, sans exception, le vivant esprit de la cause vivante du prolétariat, mettant fin ainsi à ce vieux principe russe, semi-oblomovien, semi-mercantile : l'écrivain écrit quand ça lui chante, et le lecteur dit s'il lui chante.

Nous ne prétendons pas, naturellement, pouvoir réaliser d'un seul coup cette transformation de la littérature, avilie par la censure asiatique et la bourgeoisie européenne. Nous sommes loin de préconiser un système rigide quelconque ou de vouloir résoudre le problème par quelques règlements. Non, dans ce domaine il ne peut pas le moins du monde être question de schématiser. Il faut que tout notre Parti, tout le prolétariat social-démocrate conscient dans toute la Russie, prennent conscience de ce nouveau problème, le définissent clairement et s'attachent, toujours et partout, à le résoudre. Libérés des chaînes de la censure féodale, nous ne voulons pas accepter et nous n'accepterons pas de devenir les prisonniers des relations littéraires bourgeoises et mercantiles. Nous voulons créer et nous créerons une presse libre, libre non seulement au sens policier du mot, mais libre aussi du Capital, libre de l'arrivisme ; et, ce qui est plus encore, libre aussi de l'individualisme anarchique bourgeois.

Ces dernières paroles peuvent sembler au lecteur un paradoxe ou une raillerie. Comment ! va s'écrier peut-être quelque intellectuel, partisan passionné de la liberté. Comment ! Vous voulez donc soumettre à la collectivité un sujet aussi délicat, aussi individuel que celui de la création littéraire ! Vous voulez que des ouvriers résolvent, à la majorité des voix, les problèmes de la science, de la philosophie, de l'esthétique ! Vous niez la liberté absolue de la création purement individuelle de l'esprit !

— Rassurez-vous, messieurs ! D'abord, il s'agit de la littérature de Parti et de sa soumission au contrôle du Parti. Chacun est libre d'écrire et de dire tout ce qu'il veut, sans la moindre restriction. Mais toute association libre (y compris le Parti) est libre aussi de chasser les membres qui à l'abri de l'enseigne du Parti, prêcheraient des idées hostiles à ce dernier. La liberté de la parole et de la presse doit être entière. Mais il faut que la liberté d'association soit, elle aussi, entière. Je suis obligé de t'accorder, au nom de la liberté de parole, le plein droit de crier, de mentir et d'écrire tout ce qui te plaît. Mais tu es obligé, au nom de la liberté d'association, de m'accorder le droit de contracter ou de rompre une alliance avec des gens qui disent ceci ou cela. Le Parti est une association libre qui serait immanquablement vouée à la dissolution idéologique d'abord, matérielle ensuite, si elle ne s'épurait pas de ceux de ses membres qui répandent des idées hostiles au Parti. Or, pour délimiter ce qui correspond aux conceptions du Parti et ce qui leur est contraire, il y a le programme du Parti, il y a les résolutions tactiques du Parti et ses statuts, il y a enfin toute l'expérience de la social-démocratie internationale, des libres associations internationales du prolétariat. Ce dernier a constamment admis dans ses partis des éléments divers ou des courants, pas tout à fait conséquents, pas tout à fait marxistes, pas tout à fait sûrs, mais il a toujours procédé, d'autre part, à des « épurations » périodiques de ses partis. Il en sera de même chez nous, à l'intérieur du Parti, Messieurs les partisans de la « liberté de critique » bourgeoise : notre Parti devient maintenant d'un seul coup un parti de masses, nous assistons maintenant à un brusque passage à des formes ouvertes d'organisation, beaucoup de gens inconséquents (du point de vue marxiste), peut-être même des chrétiens, peut-être même des mystiques, vont fatalement venir à nous. Nous avons l'estomac solide, nous sommes des marxistes d'une trempe à toute épreuve. Nous saurons digérer ces éléments inconséquents. La liberté de pensée et la liberté de critique au sein du Parti ne nous feront jamais oublier la liberté pour les hommes de se grouper en associations libres, nommées partis.

En second lieu. Messieurs les individualistes bourgeois, nous tenons à vous dire que vos discours sur la liberté absolue ne sont qu'hypocrisie. Dans une société fondée sur la puissance de l'argent, dans une société où les masses laborieuses végètent dans la misère, tandis que quelques poignées de gens riches vivent en parasites, il ne peut y avoir de « liberté » réelle et véritable. Monsieur l'écrivain, ne dépendez-vous pas de votre éditeur bourgeois, de votre public bourgeois qui vous réclame de la pornographie et de la prostitution sous forme de « supplément » à l'art « sacré » de la scène ? Cette liberté absolue n'est, en effet, qu'une phrase bourgeoise ou anarchiste (car, en tant que conception du monde, l'anarchisme n'est qu'une philosophie bourgeoise à rebours). Vivre dans une société et ne pas en dépendre est impossible. La liberté de l'écrivain bourgeois, de l'artiste, de l'actrice, n'est qu'une dépendance masquée (ou qui se masque hypocritement), dépendance du sac d'écus, dépendance du corrupteur, dépendance de l'entreteneur.

Et nous, socialistes, démasquons cette hypocrisie, nous arrachons les fausses enseignes — non pour obtenir une littérature et un art en dehors des classes (cela ne sera possible que dans la société socialiste sans classe), mais pour opposer à une littérature prétendue libre, et en fait liée à la bourgeoisie, une littérature réellement libre, *ouvertement* liée au prolétariat.

Cette littérature sera libre, parce que ce ne seront pas l'âpreté au gain ni l'arrivisme qui lui amèneront des forces toujours nouvelles, mais l'idée du socialisme et la sympathie pour les travailleurs. Cette littérature sera libre, parce qu'elle ne servira pas une héroïne blasée, ni « les dix mille privilégiés » qui s'ennuient et souffrent de leur obésité, mais les millions et les dizaines de millions de travailleurs, qui sont la fleur du pays, sa force, son avenir. Cette littérature véritablement libre fécondera le dernier mot de la pensée révolutionnaire de l'humanité par l'expérience et le travail vivant du prolétariat socialiste, elle provoquera, de façon permanente, une action réciproque entre l'expérience du passé (le socialisme scientifique, couronnement de l'évolution du socialisme depuis ses formes utopiques primitives) et l'expérience du présent (la lutte actuelle des camarades ouvriers).

Et maintenant, au travail, camarades ! Nous avons devant nous une tâche difficile et nouvelle, mais, aussi, grande et noble, la tâche de promouvoir une littérature vaste, riche, variée, en liaison étroite et indissoluble avec le mouvement ouvrier social-démocrate. Toute la littérature social-démocrate doit devenir une littérature de Parti. Tous les journaux, revues, maisons d'édition, etc., doivent procéder immédiatement à leur réorganisation et prendre les mesures nécessaires pour s'intégrer entièrement, de façon et d'autre, à telle ou telle organisation du Parti. Alors seulement la littérature « social-démocrate » deviendra réellement social-démocrate, alors seulement elle saura remplir sa mission, alors seulement elle saura, même dans le cadre de la société bourgeoise, s'arracher à l'esclavage de la bourgeoisie et fusionner avec le mouvement de la classe qui marche véritablement à l'avant-garde et qui est révolutionnaire jusqu'au bout.

La « Novaïa Jizn » n° 12, (13 novembre 1905). Signé : N. L é n i n e
Conforme au texte du journal

LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES (THÈSES)

1. L'IMPÉRIALISME, LE SOCIALISME ET LA LIBÉRATION DES NATIONS OPPRIMÉES

L'impérialisme est le stade suprême de développement du capitalisme. Dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des Etats nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme. Voilà pourquoi, en Europe occidentale et aux Etats-Unis, s'inscrit à l'ordre du jour la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le renversement des gouvernements capitalistes, pour l'expropriation de la bourgeoisie. L'impérialisme pousse les masses à cette lutte, en exacerbant dans de vastes proportions les contradictions de classes, en aggravant la situation de ces masses aussi bien sous le rapport économique — trusts, vie chère — que sous le rapport politique : développement du militarisme, multiplication des guerres, renforcement de la réaction, affermissement et extension du joug national et du pillage des colonies. Le socialisme victorieux doit nécessairement instaurer une démocratie intégrale et, par conséquent, non seulement instaurer une égalité totale en droits des nations, mais aussi mettre en application le droit des nations opprimées à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire le droit à la libre séparation politique. Les partis socialistes qui ne prouveraient pas par toute leur activité maintenant, pendant la révolution et après sa victoire, qu'ils affranchiront les nations asservies et établiront leurs rapports avec elles sur la base d'une alliance libre — et l'alliance libre est une formule mensongère si elle n'implique pas la liberté de séparation — ces partis trahiraient le socialisme.

Certes, la démocratie est aussi une forme d'Etat, qui devra disparaître quand celui-ci disparaîtra lui-même, mais cela n'arrivera que lors du passage du socialisme définitivement victorieux et affermi au communisme intégral.

2. LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET LA LUTTE POUR LA DÉMOCRATIE

La révolution socialiste, ce n'est pas un acte unique, une bataille unique sur un seul front, c'est toute une époque de conflits de classes aigus, une longue succession de batailles sur tous les fronts, c'est-à-dire sur toutes les questions d'économie et de politique, batailles qui ne peuvent finir que par l'expropriation de la bourgeoisie. Ce serait une erreur capitale de croire que la lutte pour la démocratie est susceptible de détourner le prolétariat de la révolution socialiste ou d'éclipser celle-ci, de l'estomper, etc. Au contraire, de même qu'il est impossible de concevoir un socialisme victorieux qui ne réaliserait pas la démocratie intégrale, de même le prolétariat ne peut se préparer à la victoire sur la bourgeoisie s'il ne mène pas une lutte générale, systématique et révolutionnaire pour la démocratie.

Une erreur non moins grave serait de supprimer un des paragraphes du programme démocratique, par exemple celui concernant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, sous prétexte que ce droit serait « irréalisable » ou « illusoire » à l'époque de l'impérialisme. L'affirmation selon laquelle le droit des nations à disposer d'elles-mêmes est irréalisable dans le cadre du capitalisme peut être prise soit dans un sens absolu, économique, soit dans un sens relatif, politique.

Dans le premier cas, cette affirmation est foncièrement erronée au point de vue théorique. Premièrement, sont irréalisables dans ce sens, en régime capitaliste, par exemple la monnaie de travail ou la suppression des crises, etc. Mais il est absolument faux que le droit des nations à disposer d'elles-mêmes soit *également* irréalisable. Deuxièmement, l'exemple de la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905, suffit à lui seul pour réfuter ce « caractère irréalisable » compris dans ce sens. Troisièmement, il serait ridicule de nier qu'un petit changement du rapport des forces politiques et stratégiques, par exemple entre l'Allemagne et l'Angleterre, rendrait parfaitement « réalisable » aujourd'hui ou demain la formation de nouveaux Etats : polonais, indien, etc. Quatrièmement, le capital financier, dans sa tendance à l'expansion, achètera et soudoiera « librement » le gouvernement démocratique et républicain le plus libre et les fonctionnaires élus de n'importe quel pays, fût-il « indépendant ». La domination du capital financier, comme celle du capital en général, ne saurait être éliminée par *quelque* transformation *que ce soit* dans le domaine de la démocratie politique ; or, l'autodétermination se rapporte entièrement et exclusivement à ce domaine. Mais cette domination du capital financier n'abolit nullement l'importance de la démocratie politique en tant que *forme* plus libre, plus large et plus claire de l'oppression de classe et de la lutte des classes. C'est pourquoi tous les raisonnements présentant comme « irréalisable », du point de vue économique, l'une des revendications de la démocratie politique en régime capitaliste procèdent d'une définition théoriquement fautive des rapports généraux et fondamentaux du capitalisme et de la démocratie politique en général.

Dans le second cas, cette affirmation est incomplète et inexacte. Car ce n'est pas seulement le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *toutes* les revendications fondamentales de la démocratie politique qui, à l'époque de l'impérialisme, ne sont « réalisables » qu'incomplètement, sous un aspect tronqué et à titre tout à fait exceptionnel (par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède, en 1905). La revendication de l'affranchissement immédiat des colonies, formulée par tous les social-démocrates révolutionnaires, est-elle aussi « irréalisable » en régime capitaliste sans toute une série de révolutions. Cependant, cela n'entraîne nullement la renonciation de la social-démocratie à la lutte immédiate et la plus résolue pour *toutes* ces revendications — cette renonciation ferait tout simplement le jeu de la bourgeoisie et de la réaction — tout au contraire, il en découle la nécessité de formuler toutes ces revendications et de les faire aboutir non pas en réformistes, mais en révolutionnaires ; non pas en restant dans le cadre de la légalité bourgeoise, mais en le brisant ; non pas en se contentant d'interventions parlementaires et de protestations verbales, mais en entraînant les masses à l'action, en élargissant et en attisant la lutte autour de chaque revendication démocratique, fondamentale jusqu'à l'assaut direct du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est-à-dire jusqu'à la révolution socialiste qui exproprie la bourgeoisie. La révolution socialiste peut éclater non seulement à la suite d'une grande grève ou d'une manifestation de rue, ou d'une émeute de la faim, ou d'une mutinerie des troupes, ou d'une révolte coloniale, mais aussi à la suite d'une quelconque crise politique du genre de l'affaire Dreyfus¹⁷ ou de l'incident de Saverne¹⁸ ou à la faveur d'un référendum à propos de la séparation d'une nation opprimée, etc.

Le renforcement de l'oppression nationale à l'époque de l'impérialisme commande à la social-démocratie non pas de renoncer à la lutte « utopique », comme le prétend la bourgeoisie, pour la liberté de séparation des nations, mais, au contraire, d'utiliser au mieux les conflits qui surgissent *également* sur ce terrain, comme prétexte à une action de masse et à des manifestations révolutionnaires contre la bourgeoisie.

3. LA SIGNIFICATION DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES ET SON RAPPORT AVEC LA FÉDÉRATION

Le droit des nations à disposer d'elles-mêmes signifie exclusivement leur droit à l'indépendance politique, à la libre séparation politique d'avec la nation qui les opprime. Concrètement, cette revendication de la démocratie politique signifie l'entière liberté de propagande en faveur de la séparation et la solution de ce problème par la voie d'un référendum au sein de la nation qui se sépare. Ainsi, cette revendication n'a pas du tout le même sens que celle de la séparation, du morcellement, de la formation de petits Etats. Elle n'est que l'expression conséquente de la lutte contre toute oppression nationale. Plus le régime démocratique d'un Etat est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation, car les avantages des grands Etats, au point de vue aussi bien du progrès économique que des intérêts de la masse, sont indubitables, et ils augmentent sans cesse avec le développement du capitalisme. Reconnaître le droit d'autodétermination n'équivaut pas à reconnaître le principe de la fédération. On peut être un adversaire résolu de ce principe et être partisan du centralisme démocratique, mais préférer la fédération à l'inégalité nationale, comme la seule voie menant au centralisme démocratique intégral. C'est précisément de ce point de vue que Marx, tout en étant centraliste, préférerait même la fédération de l'Irlande avec l'Angleterre à l'assujettissement forcé de l'Irlande par les Anglais.

Le socialisme a pour but non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits Etats et à tout particularisme des nations, non seulement de rapprocher les nations, mais aussi de réaliser leur fusion. Et, précisément pour atteindre ce but, nous devons, d'une part, expliquer aux masses le caractère réactionnaire de l'idée de Renner et de O. Bauer sur ce qu'ils appellent l'« autonomie nationale culturelle¹⁹ » et, d'autre part, revendiquer la libération des nations opprimées, non pas en alignant des phrases vagues et générales, des déclamations vides de sens, non pas en « ajournant » la question jusqu'à l'avènement du socialisme, mais en proposant un programme politique clairement et exactement formulé, qui tienne tout particulièrement compte de l'hypocrisie et de la lâcheté des socialistes des nations oppressives. De même que l'humanité ne peut aboutir à l'abolition des classes qu'en passant par la période de transition de la dictature de la classe opprimée, de même elle ne peut aboutir à la fusion inévitable des nations qu'en passant par la période de transition de la libération complète de toutes les nations opprimées, c'est-à-dire de la liberté pour elles de se séparer.

4. COMMENT LE PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE DOIT POSER LE PROBLÈME DU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Ce n'est pas seulement la revendication du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais *tous* les points de notre programme-minimum démocratique qui ont été *autrefois*, dès le XVII^e et le XVIII^e siècle, formulés par la petite bourgeoisie. Et la petite bourgeoisie continue à les formuler *tous* d'une façon utopique, sans voir la lutte

des classes et son aggravation à l'époque de la démocratie, et en croyant au capitalisme « pacifique ». Telle est précisément l'utopie d'une union pacifique de nations égales en droits à l'époque de l'impérialisme, utopie qui trompe le peuple et que prônent les partisans de Kautsky. A l'opposé de cette utopie petite-bourgeoise et opportuniste, le programme de la social-démocratie doit mettre au premier plan, comme un fait fondamental, essentiel et inévitable à l'époque de l'impérialisme, la division des nations en nations oppressives et nations opprimées.

Le prolétariat des nations oppressives ne peut se contenter de phrases générales, stéréotypées, rabâchées par tous les bourgeois pacifistes, contre les annexions et pour l'égalité en droits des nations en général. Il ne peut passer sous silence le problème, particulièrement « désagréable » pour la bourgeoisie impérialiste, des *frontières* des Etats fondés sur l'oppression nationale. Il ne peut pas ne pas lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces Etats ; autrement dit, il doit lutter pour le droit d'autodétermination. Il doit revendiquer la liberté de séparation politique pour les colonies et les nations opprimées par « sa » nation. Sinon, l'internationalisme du prolétariat demeure vide de sens et verbal ; ni la confiance, ni la solidarité de classe entre les ouvriers de la nation opprimée et de celle qui opprime ne sont possibles ; et l'hypocrisie des défenseurs réformistes et kautskistes de l'autodétermination, qui ne disent rien des nations opprimées par « leur propre » nation et maintenues de force au sein de « leur propre » Etat, n'est pas démasquée.

D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manœuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir l'exemple des Polonais en Autriche et en Russie, qui concluent des marchés avec la réaction pour opprimer les Juifs et les Ukrainiens) ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc.).

Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les social-démocrates à renier leur républicanisme. *[Inutile de dire que repousser le droit d'autodétermination pour la raison qu'il en découlerait la nécessité de « défendre la patrie » serait tout à fait ridicule. C'est pour la même raison - c'est-à-dire aussi peu sérieusement - que les social-chauvins se réfèrent en 1914-1916 à n'importe quelle revendication de la démocratie (par exemple à son républicanisme) et à n'importe quelle formule de lutte contre l'oppression nationale pour justifier la « défense de la patrie ». Lorsque le marxisme déclare que la défense de la patrie se justifiait dans les guerres, par exemple, de la grande Révolution française, ou celles de Garibaldi, en Europe, et qu'elle ne se justifie pas dans la guerre impérialiste de 1914-1916, il procède de l'analyse des particularités historiques concrètes de chaque guerre en tant que telle, et nullement d'un « principe général » ni d'un paragraphe de programme.]*

5. LE MARXISME ET LE PROUDHONISME DANS LA QUESTION NATIONALE

A l'opposé des démocrates petits-bourgeois Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puisse servir et n'ait servi à la bourgeoisie à tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques, sans en excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie.

D'autre part, à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre. C'est du point de vue des intérêts du mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands que

Marx réclamait en 1848 que la démocratie victorieuse d'Allemagne proclamât et accordât la liberté aux peuples opprimés par les Allemands. C'est du point de vue de la lutte révolutionnaire des ouvriers anglais que Marx réclamait, en 1869, la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre. Et il ajoutait : « Dût-on, après la séparation, aboutir à la fédération²⁰. » Ce n'est qu'en formulant cette revendication que Marx éduquait véritablement les ouvriers anglais dans un esprit internationaliste. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer une solution révolutionnaire de ce problème historique aux opportunistes et au réformisme bourgeois, qui, jusqu'à présent, après un demi-siècle, n'a toujours pas réalisé la «réforme» irlandaise. C'est ainsi seulement qu'il pouvait, à l'encontre des apologistes du capital qui criaient à l'utopisme et à l'impossibilité de réaliser pour les petites nations le droit à la séparation, et proclamaient le caractère progressiste de la concentration non seulement économique, mais aussi politique, défendre le caractère progressiste de cette concentration opérée d'une manière *non* impérialiste, et défendre le rapprochement des nations basé non pas sur la violence, mais sur la libre union des prolétaires de tous les pays. C'est ainsi seulement qu'il pouvait opposer à la reconnaissance verbale, et souvent hypocrite, de l'égalité des nations et de leur droit à disposer d'elles-mêmes l'action révolutionnaire des masses *également* en ce qui concerne la solution des problèmes nationaux. La guerre impérialiste de 1914-1916 et les écuries d'Augias²¹ de l'hypocrisie opportuniste et kautskiste qu'elle a révélées ont nettement confirmé la justesse de cette politique de Marx, qui doit servir de modèle à tous les pays avancés, puisque chacun d'eux opprime actuellement des nations étrangères. *[On dit souvent — par exemple, ces derniers temps, le chauvin allemand Lensch, dans les numéros 8 et 9 de Die Glocke²² — que l'attitude négative de Marx envers le mouvement national de certains peuples, par exemple les Tchèques en 1848, réfute du point de vue du marxisme la nécessité de reconnaître le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Mais cela est faux, car, en 1848, il y avait des raisons historiques et politiques d'établir une distinction entre les nations « réactionnaires » et les nations démocratiques révolutionnaires. Marx avait raison de condamner les premières et de défendre les secondes. Le droit d'autodétermination est une des revendications de la démocratie, qui doit naturellement être subordonnée aux intérêts généraux de la démocratie. En 1848 et dans les années suivantes, ces intérêts généraux consistaient, au premier chef, à combattre le tsarisme.]*

6. TROIS TYPES DE PAYS PAR RAPPORT AU DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Il faut, sous ce rapport, distinguer trois principaux types de pays.

Premièrement, les pays capitalistes avancés de l'Europe occidentale et les Etats-Unis. Les mouvements nationaux progressistes bourgeois y ont depuis longtemps pris fin. Chacune de ces « grandes » nations opprime d'autres nations dans les colonies et à l'intérieur de ses frontières. Les tâches du prolétariat des nations dominantes y sont précisément celles du prolétariat de l'Angleterre, au XIX^e siècle, à l'égard de l'Irlande. *[Dans certains petits Etats restés à l'écart de la guerre de 1914-1916, par exemple en Hollande et en Suisse, la bourgeoisie exploite énergiquement le mot d'ordre d'« autodétermination des nations » pour justifier la participation à la guerre impérialiste. C'est une des raisons qui poussent les social-démocrates de ces pays à nier le droit d'autodétermination. On défend par des arguments faux la juste politique du prolétariat, à savoir : la négation de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste. Le résultat c'est, en théorie, une altération du marxisme, et, dans la pratique, une sorte d'étroitesse de petite nation, l'oubli des centaines de millions d'hommes des nations asservies par les nations « impérialistes ». Le camarade Gorter, dans son excellente brochure : L'impérialisme, la guerre et la social-démocratie, a tort de nier le principe de l'autodétermination des nations, mais l'applique de façon juste quand il revendique immédiatement l'« indépendance politique et nationale » des Indes néerlandaises et démasque les opportunistes hollandais qui refusent de formuler cette revendication et de lutter pour elle.]*

Deuxièmement, l'Est de l'Europe : l'Autriche, les Balkans et surtout la Russie. C'est au XX^e siècle que s'y sont particulièrement développés les mouvements nationaux démocratiques bourgeois et que la lutte nationale y a pris un caractère aigu. Dans ces pays, les tâches du prolétariat, tant pour achever la transformation démocratique bourgeoise que pour aider la révolution socialiste dans les autres pays, ne peuvent pas être menées à bien s'il n'y défend pas le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Particulièrement difficile et particulièrement importante y est la tâche consistant à fusionner la lutte de classe des ouvriers des nations oppressives et des ouvriers des nations opprimées.

Troisièmement, les pays semi-coloniaux comme la Chine, la Perse, la Turquie, et toutes les colonies totalisent environ 1 000 millions d'habitants. Là, les mouvements démocratiques bourgeois ou bien commencent à peine, ou bien sont loin d'être à leur terme. Les socialistes ne doivent pas seulement revendiquer la libération immédiate, sans condition et sans rachat, des colonies (et cette revendication, dans son expression politique, n'est pas autre chose que la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes) ; les socialistes doivent

soutenir de la façon la plus résolue les éléments les plus révolutionnaires des mouvements démocratiques bourgeois de libération nationale de ces pays et aider à leur insurrection (ou, le cas échéant, à leur guerre révolutionnaire) *contre* les puissances impérialistes qui les oppriment.

7. LE SOCIAL-CHAUVINISME ET LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES

L'époque impérialiste et la guerre de 1914-1916 ont mis particulièrement en relief la nécessité de lutter contre le chauvinisme et le nationalisme dans les pays avancés. En ce qui concerne le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, il existe deux nuances principales parmi les social-chauvins, c'est-à-dire les opportunistes et les kautskistes, qui maquillent et idéalisent la guerre impérialiste, réactionnaire, en lui appliquant la notion de « défense de la patrie ».

D'une part, nous voyons les serviteurs déclarés de la bourgeoisie, qui défendent les annexions sous prétexte que l'impérialisme et la concentration politique sont progressistes, et qui nient le droit d'autodétermination en le déclarant utopique, illusoire, petit-bourgeois, etc. Ce groupe comprend : Cunow, Parvus et les ultra-opportunistes en Allemagne, une partie des fabiens²³ et des chefs des trade-unions en Angleterre, les opportunistes en Russie : Semkovski, Liebmann, Tourkévitch, etc.

D'autre part, nous voyons les kautskistes, auxquels se rattachent également Vandervelde, Renaudel et beaucoup de pacifistes d'Angleterre et de France, etc. Ils sont pour l'unité avec les premiers et, en fait, ils les rejoignent pleinement en défendant d'une façon purement verbale et hypocrite le droit d'autodétermination : ils estiment « exagérée » (« zu viel verlangt » : Kautsky dans la *Neue Zeit*²⁴ du 21 mai 1915) la revendication du droit de séparation politique ; ils n'affirment pas la nécessité d'une tactique révolutionnaire des socialistes des nations oppressives, mais estompent au contraire leurs obligations révolutionnaires, justifient leur opportunisme, les aident à mystifier le peuple, éludent comme par hasard la question des *frontières* des Etats qui maintiennent de force dans leur sein des nations lésées dans leurs droits, etc.

Les uns comme les autres sont des opportunistes qui prostituent le marxisme parce qu'ils ont perdu toute faculté de comprendre la portée théorique et l'importance pratique capitale de la tactique de Marx, explicitée par lui-même à propos de l'Irlande.

En ce qui concerne plus particulièrement les annexions, ce problème a acquis une actualité toute spéciale du fait de la guerre. Mais qu'est-ce qu'une annexion ? Il est aisé de se convaincre que l'opposition aux annexions se ramène à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ou bien elle repose sur une phraséologie pacifiste qui défend le statu quo et est hostile à *toute* violence, même révolutionnaire. Une telle position est foncièrement fautive et inconciliable avec le marxisme.

8. LES TÂCHES CONCRÈTES DU PROLÉTARIAT DANS LE PROCHE AVENIR

La révolution socialiste peut débiter dans le plus proche avenir. Dès lors, le prolétariat se trouvera placé devant les tâches immédiates que voici : conquête du pouvoir, expropriation des banques et réalisation d'autres mesures dictatoriales. La bourgeoisie — et surtout les intellectuels du type des fabiens et des kautskistes — s'efforcera à ce moment de morceler et de freiner la révolution en lui imposant des buts limités, démocratiques. Si *toutes* les revendications purement démocratiques sont susceptibles, dans le cas où l'assaut des prolétaires a déjà commencé contre les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, de constituer en un sens un obstacle pour la révolution, la nécessité de proclamer et de réaliser la liberté de *tous* les peuples opprimés (c'est-à-dire leur droit à l'autodétermination) sera tout aussi essentielle pour la révolution socialiste qu'elle l'a été pour la victoire de la révolution démocratique bourgeoise, par exemple dans l'Allemagne de 1848 ou dans la Russie de 1905.

Il est possible, toutefois, qu'il s'écoule cinq ans, dix ans, voire davantage, avant le début de la révolution socialiste. A l'ordre du jour s'inscrira l'éducation révolutionnaire des masses dans un esprit qui rendrait impossibles l'appartenance des socialistes chauvins et opportunistes au parti ouvrier, ainsi que la répétition de leur victoire de 1914-1916. Les socialistes devront expliquer aux masses que les socialistes anglais qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies et l'Irlande — que les socialistes allemands qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies, les Alsaciens, les Danois et les Polonais, et qui n'entendent pas la propagande révolutionnaire et l'action de masse révolutionnaire jusque dans le domaine de la lutte contre le joug national, qui n'utilisent pas les incidents comme celui de Saverne pour développer une très large propagande illégale parmi le prolétariat de la nation oppressive, pour organiser des manifestations de rue et

des actions révolutionnaires de masse, — que les socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., — que ces socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue.

9. L'ATTITUDE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE RUSSE ET POLONAISE ET DE LA II^e INTERNATIONALE ENVERS LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MÊMES

Les divergences de vue qui existent entre les social-démocrates révolutionnaires de Russie et les social-démocrates polonais en ce qui concerne l'autodétermination se sont manifestées dès 1903, au congrès qui a adopté le programme du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et qui, malgré la protestation de la délégation des social-démocrates polonais, y a inclus le § 9, qui reconnaît le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Depuis cette date, les social-démocrates polonais n'ont jamais repris, au nom de leur parti, leur proposition d'éliminer ce § 9 du programme de notre parti ou de lui substituer une autre formule quelconque.

En Russie, où 57 % au moins de la population, plus de 100 millions d'habitants, appartiennent aux nations opprimées, — où ces nations peuplent principalement les régions périphériques, — où une partie de ces nations est plus cultivée que les Grands-Russes, où le régime politique est particulièrement barbare et médiéval, — où la révolution démocratique bourgeoise n'est pas encore achevée, — en Russie donc, la reconnaissance du droit de libre séparation d'avec la Russie des nations opprimées par le tsarisme est absolument obligatoire pour les social-démocrates, au nom de leurs objectifs démocratiques et socialistes. Notre parti, reconstitué en janvier 1912²⁵, a adopté en 1913 une résolution²⁶ qui confirme le droit d'autodétermination et l'explique précisément dans le sens concret indiqué plus haut. Le déchaînement du chauvinisme grand-russe en 1914-1916, tant au sein de la bourgeoisie que parmi les socialistes opportunistes (Roubanovitch, Plékhanov, *Naché Diélo*²⁷, etc.) nous donne une raison supplémentaire d'insister sur cette revendication et de considérer que ceux qui la rejettent soutiennent pratiquement le chauvinisme grand-russe et le tsarisme. Notre parti déclare qu'il décline de la façon la plus résolue toute responsabilité pour cette levée de boucliers contre le droit d'autodétermination.

Telle qu'elle a été récemment formulée, la position de la social-démocratie polonaise dans la question nationale (déclaration de la social-démocratie polonaise à la conférence de Zimmerwald²⁸) renferme les idées suivantes :

Cette déclaration stigmatise les gouvernements allemand et autres qui considèrent les « régions polonaises » comme un gage dans le futur jeu des compensations, « *en privant le peuple polonais de la possibilité de décider lui-même de son sort* ». « La social-démocratie polonaise proteste résolument et solennellement contre le *découpage et le démembrement de tout un pays* »... Elle flétrit les socialistes qui s'en rapportent aux Hohenzollern... pour « *la libération des peuples opprimés* ». Elle exprime sa conviction que seule la participation à la lutte imminente du prolétariat révolutionnaire international, à la lutte pour le socialisme, « *brisera les chaînes de l'oppression nationale, anéantira toutes les formes de domination étrangère, et garantira au peuple polonais la possibilité d'un libre et ample développement en qualité de membre égal de l'union des peuples* ». La déclaration indique que la guerre est « *doublément fratricide* » « *pour les Polonais* ». (Bulletin de la Commission socialiste internationale²⁹ n° 2, 27.IX.1915, p. 15 ; traduction russe dans le recueil *L'Internationale et la guerre*, p. 97.)

Ces thèses ne se différencient en rien, pour l'essentiel, de la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, mais leurs formules politiques sont encore plus imprécises et plus vagues que la plupart des programmes et résolutions de la II^e Internationale³⁰. Toute tentative d'exprimer ces idées dans des formules politiques nettement définies et de préciser dans quelle mesure elles sont applicables au régime capitaliste ou seulement au régime socialiste, ne pourra que faire ressortir l'erreur que commettent les social-démocrates polonais en niant le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

La décision du Congrès socialiste international de Londres de 1896, qui reconnaissait le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, doit être complétée sur la base des thèses exposées ci-dessus, par des indications soulignant 1) l'urgence particulière de cette revendication à l'époque de l'impérialisme ; 2) la nature politique conditionnelle et le contenu de classe de toutes les revendications de la démocratie politique, y compris celle-ci ; 3) la nécessité de distinguer entre les tâches concrètes des social-démocrates des nations oppressives et celles des social-démocrates des nations opprimées ; 4) la reconnaissance inconséquente, purement verbale et, par cela même, hypocrite quant à sa signification politique, du droit d'autodétermination par les opportunistes et les kautskistes ; 5) le fait que la position des social-démocrates, particulièrement ceux des nations dominatrices (Grands-Russes, Anglo-Américains, Allemands, Français, Italiens, Japonais, etc.), qui ne défendent pas la liberté de séparation pour les colonies et les nations opprimées par « leurs » nations, est pratiquement identique à celle

des chauvins ; 6) la nécessité de subordonner la lutte pour cette revendication, comme pour toutes les revendications fondamentales de la démocratie politique, à la lutte révolutionnaire de masse directement orientée vers le renversement des gouvernements bourgeois et la réalisation du socialisme.

Reprendre le point de vue de certaines petites nations et surtout des social-démocrates polonais, que leur lutte avec la bourgeoisie polonaise dont les mots d'ordre nationalistes trompent le peuple a conduit jusqu'au rejet erroné du droit d'autodétermination, serait, pour l'Internationale, commettre une faute théorique, substituer le proudhonisme au marxisme et, en pratique, soutenir involontairement le chauvinisme et l'opportunisme hautement dangereux des nations impérialistes.

La Rédaction du « Social-Démocrate », organe central du P.O.S.D.R.

Post-scriptum. Dans la *Neue Zeit* du 3 mars 1916, qui vient de paraître, Kautsky tend ouvertement une main chrétienne de réconciliation à Austerlitz, le représentant du plus sordide chauvinisme allemand, en refusant pour l'Autriche des Habsbourg la liberté de séparation des nations opprimées, mais en la reconnaissant pour la Pologne *russe*, afin de rendre un service de larbin à Hindenburg et à Guillaume II. Il serait difficile de souhaiter une meilleure auto-dénonciation du kautskisme !

Écrit en janvier-février 1916

Publié en avril 1916 dans la revue « Vorbote » n° 2

Publié en langue russe en octobre 1916, dans le « Recueil du Social-Démocrate » n° 1

V. Lénine, Œuvres, t. 22, pp. 155-170

AU SUJET DES COMPROMIS

On appelle compromis, en politique, l'abandon de certaines revendications, d'une partie de ces revendications, en vertu d'un accord avec un autre parti.

L'idée que la foule se fait habituellement des bolcheviks, idée entretenue par la presse qui nous calomnie, c'est que les bolcheviks n'acceptent jamais aucun compromis avec qui que ce soit.

Cette idée nous flatte en tant que parti du prolétariat révolutionnaire, car elle prouve que nos ennemis même sont obligés de reconnaître notre fidélité aux principes fondamentaux du socialisme et de la révolution. Mais il faut cependant dire ce qui est vrai : cette idée ne correspond pas à la vérité. Engels avait raison lorsque, dans sa critique du manifeste des communards blanquistes (1873), il raillait leur déclaration : « Pas de compromis³¹ ! » Ce n'est qu'une phrase, disait-il, car il arrive fréquemment que les circonstances imposent fatalement des compromis à un parti en lutte, et il est absurde de renoncer à tout jamais à « accepter le paiement d'une dette par tranches ». Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, *à travers tous les compromis*, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèles à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation des masses en vue de la victoire révolutionnaire.

Un exemple. La participation aux III^e et IV^e Doumas³² était un compromis, une abdication temporaire des revendications révolutionnaires. Mais c'était un compromis rigoureusement imposé, car le rapport des forces excluait pour nous, et cela pour un certain temps, l'action révolutionnaire des masses ; pour préparer cette action à longue échéance, il *fallait* savoir travailler aussi *de l'intérieur* de cette « écurie ». L'histoire a démontré que les bolcheviks avaient pleinement raison, en tant que parti, de poser ainsi la question.

Il s'agit maintenant non d'un compromis imposé, mais d'un compromis volontaire.

Notre parti aspire, comme tout parti politique, *au pouvoir*. La dictature du prolétariat révolutionnaire est notre but. Six mois de révolution ont confirmé, avec une netteté, une force, un éclat extraordinaire, que cette revendication était juste et inévitable, précisément dans l'intérêt de la révolution actuelle. Car, autrement, le peuple ne pourra obtenir ni une paix démocratique, ni la remise de la terre aux paysans, ni la liberté complète (c'est-à-dire une république entièrement démocratique). La marche des événements durant ces six mois de révolution, la lutte des classes et des partis, le développement des crises des 20-21 avril, des 9-10 et 18-19 juin, des 3-5 juillet et des 27-31 août³³ l'ont montré et démontré.

Nous sommes maintenant en présence d'un tournant tellement brusque et tellement original de la révolution russe que nous pouvons, en tant que parti, proposer un compromis volontaire, non certes à la bourgeoisie, notre ennemi direct, notre ennemi principal, mais à nos adversaires les plus proches, aux partis « dirigeants » de la démocratie petite-bourgeoise, aux socialistes-révolutionnaires et aux menchéviks.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel, ce n'est qu'en vertu d'une situation spéciale, qui, vraisemblablement, durera très peu de temps, que nous pouvons proposer un compromis à ces partis et que nous devons, me semble-t-il, le faire.

Ce qui est un compromis pour nous, c'est le retour à notre revendication d'avant juillet : Tout le pouvoir aux Soviets, formation d'un gouvernement de socialistes-révolutionnaires et de menchéviks, responsable devant les Soviets.

En ce moment, et en ce moment seulement, *peut-être pendant quelques jours tout au plus* ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique. Il pourrait très vraisemblablement assurer la *progression* pacifique de la révolution russe et de très grandes chances de progrès au mouvement mondial vers la paix et vers la victoire du socialisme.

Ce n'est qu'en faveur de ce développement pacifique de la révolution, ce n'est que pour profiter de cette possibilité historique *extrêmement* rare et *extrêmement* précieuse que les bolcheviks, partisans de la révolution mondiale et des méthodes révolutionnaires, peuvent et doivent, à mon avis, accepter un compromis de ce genre.

Ce compromis serait que, sans prétendre à la participation gouvernementale (impossible pour un internationaliste sans que soient effectivement assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres), les

bolcheviks renonceraient à réclamer la remise immédiate du pouvoir au prolétariat et aux paysans pauvres et à employer les méthodes révolutionnaires pour faire triompher cette revendication. Une condition allant de soi, qui n'aurait rien de nouveau pour les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, ce serait l'entière liberté de l'agitation et la convocation de l'Assemblée constituante à la date fixée, ou même dans un délai plus rapproché.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, en tant que bloc gouvernemental, consentiraient (à supposer que le compromis soit réalisé) à former un gouvernement entièrement et exclusivement responsable devant les Soviets, auxquels serait transmis tout le pouvoir central et aussi local. Telle serait la condition « nouvelle ». Les bolcheviks, me semble-t-il, ne devraient poser aucune autre condition. Car ils estiment qu'une liberté vraiment entière de l'agitation et l'application immédiate du nouveau principe démocratique lors de la constitution des Soviets (leur renouvellement) et dans leur fonctionnement assureraient par elles-mêmes la progression pacifique de la révolution et *l'extinction pacifique* de la lutte des partis au sein des Soviets.

Mais peut-être n'est-ce *plus* possible ? Peut-être. S'il ne restait pourtant qu'une chance sur cent, cette chance vaudrait d'être tentée.

Que gagneraient à ce « compromis » les deux parties « contractantes », les bolcheviks d'une part et le bloc des socialistes-révolutionnaires et menchéviks de l'autre ? Si *les deux* parties n'y gagnent rien, le compromis est évidemment impossible et il est inutile d'en parler. Quelque difficulté que présente maintenant sa réalisation (après juillet et août, deux mois qui valent vingt ans de « paisible » torpeur), il me semble qu'il lui reste encore une petite chance, et cette chance est fournie par la décision qu'ont prise les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks de ne pas participer au gouvernement avec les cadets.

Les bolcheviks gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient la possibilité de propager librement leurs idées et, grâce à la réalisation effective d'une démocratie intégrale, de gagner de l'influence dans les Soviets. En paroles, « tout le monde » leur reconnaît maintenant cette liberté. En réalité, elle est *impossible* sous un gouvernement bourgeois ou sous un gouvernement auquel participe la bourgeoisie, sous un gouvernement autre que celui des Soviets. Sous le gouvernement des Soviets, cette liberté serait *possible* (nous ne disons pas qu'elle serait absolument assurée ; elle serait en tout cas possible). Pour s'assurer une telle possibilité, il conviendrait, en ces heures difficiles, d'accepter un compromis avec la majorité actuelle des Soviets. Nous n'avons rien à craindre, quant à nous, d'une démocratie authentique, car la vie est avec nous, et les tendances mêmes qui se développent au sein des partis socialiste-révolutionnaire et menchévik, nos adversaires, nous donnent raison.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires gagneraient à ce compromis en ce sens qu'ils auraient d'emblée l'entière possibilité de réaliser le programme de *leur* bloc, en s'appuyant manifestement sur l'immense majorité du peuple et en s'assurant la faculté d'utiliser « pacifiquement » leur majorité dans les Soviets.

Certes, deux voix se feraient sans doute entendre au sein de ce bloc, nécessairement hétérogène comme tout bloc et aussi parce que la démocratie petite-bourgeoise est *toujours* moins homogène que la bourgeoisie et le prolétariat.

L'une dirait : Notre chemin n'est pas celui des bolcheviks et du prolétariat révolutionnaire. Ce dernier formulera, quoi que nous fassions, des revendications excessives et entraînera, par sa démagogie, les paysans pauvres. Il exigera la paix et la rupture avec les alliés. Chose impossible. Nous sommes plus près de la bourgeoisie et plus à l'aise avec elle ; il n'y a pas eu de rupture entre nous, mais simplement une *brouille* momentanée, encore n'est-elle due qu'à l'incident Kornilov. On s'est brouillé, on se raccommode. Les bolcheviks ne nous « concèdent » d'ailleurs absolument rien, car toutes leurs tentatives insurrectionnelles seraient vouées à des défaites analogues à celle de la Commune de 1871.

L'autre voix dirait : Il est très superficiel et même sot de se référer à la Commune. D'abord, parce que les bolcheviks ont malgré tout profité quelque peu de l'expérience de 1871 ; ils ne manqueraient pas de mettre la main sur la Banque et n'hésiteraient pas à marcher sur Versailles. Dès lors, la Commune elle-même aurait pu vaincre. En outre, la Commune ne pouvait donner immédiatement au peuple ce que pourraient lui donner les bolcheviks en accédant au pouvoir, c'est-à-dire la terre aux paysans, la paix immédiate, le contrôle effectif de la production, une paix honnête avec les Ukrainiens, les Finlandais, etc. Les bolcheviks ont, vulgairement parlant, dix fois plus d'« atouts » en main que la Commune. En second lieu, la Commune implique de toute façon une âpre guerre civile suivie d'un arrêt prolongé du développement paisible de la civilisation ; elle faciliterait les opérations et les machinations de toutes sortes des Mac-Mahon et des Kornilov, grave danger pour toute notre société bourgeoise. Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

Or la Commune est inévitable en Russie, si nous ne prenons pas le pouvoir, si la situation reste ce qu'elle a été du 6 mai au 31 août.

Tout ouvrier révolutionnaire, tout soldat révolutionnaire pensera infailliblement à la Commune, y croira, tentera inévitablement de la réaliser. « Le peuple, se dira-t-il, va à sa perte ; la guerre, la famine, la ruine s'aggravent. Seule la Commune peut nous sauver. Sacrifions-nous, mourons tous, s'il le faut, mais vive la Commune ! » Ces idées se feront jour infailliblement chez les ouvriers, et il ne sera plus aussi facile de vaincre la Commune qu'en 1871. La Commune russe aura dans le monde entier des alliés cent fois plus puissants qu'il n'y en a eu en 1871... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ? On ne saurait d'ailleurs convenir qu'au fond les bolcheviks ne nous accordent rien par leur compromis. Dans tous les pays civilisés, les ministres intelligents apprécient hautement tout accord, si mince soit-il, avec le prolétariat durant la guerre. Ils en connaissent la valeur. Or, ce sont des hommes d'affaires, des ministres authentiques. Les bolcheviks, eux s'affermissent rapidement, malgré la répression dont ils sont l'objet et la faiblesse de leur presse... Est-il raisonnable de courir le risque d'une Commune ?

La majorité nous est assurée, les paysans pauvres ne sont pas encore près de se réveiller, nous avons du temps de reste. J'ai peine à croire que la majorité suive, dans un pays essentiellement agricole, les éléments extrémistes. Or, dans une république vraiment démocratique, l'insurrection contre une majorité notoirement établie est impossible. Ainsi parlerait la seconde voix.

Il se trouvera peut-être, parmi quelques amis politiques de Mar-tov et de Spiridonova, une troisième voix qui dira : Je suis indigné, « camarades », de ce que, raisonnant sur la Commune et ses possibilités de réalisation, vous vous rangiez tous deux sans hésitation aux côtés de ses adversaires. Sous une forme ou sous une autre, vous êtes tous deux avec ceux qui ont écrasé la Commune. Je n'irai pas mener campagne pour la Commune, je ne puis m'engager d'avance à combattre dans ses rangs comme le fera tout bolchevik ; mais je dois dire que *si malgré* mes efforts, la Commune surgit, je soutiendrai plutôt ses défenseurs que ses ennemis...

Les divergences de vues sont considérables et inévitables au sein du « bloc », car la démocratie petite-bourgeoise comporte une foule de nuances qui vont du bourgeois bien établi et parfaitement ministra-ble au quasi-miséreux, qui n'est pas encore tout à fait capable d'adopter le point de vue du prolétaire. Et nul ne saurait dire quel sera, à tel ou tel moment, le résultat de ces divergences de vues.

Les lignes qui précèdent ont été écrites vendredi dernier, 1^{er} septembre, mais par suite de circonstances fortuites (l'Histoire dira que, sous Kérénski, les bolcheviks n'avaient pas tous le droit d'élire domicile où bon leur semblait), elles ne sont pas parvenues le même jour à la rédaction. Je me dis maintenant, après avoir lu les journaux de samedi et de dimanche : notre offre de compromis arrive sans doute trop tard. Les quelques jours pendant lesquels le développement pacifique des événements était *encore* possible, appartiennent sans doute, eux *aussi*, au passé. Oui, tout montre qu'il en est ainsi³⁴. D'une façon ou d'une autre Kérénski *sortira* du parti socialiste-révolutionnaire et *s'écartera* des socialistes-révolutionnaires, et il s'affermira au pouvoir avec l'aide des bourgeois *sans* les socialistes-révolutionnaires, grâce à leur inaction... Oui, tout montre que les jours où la possibilité de s'engager dans la voie du développement pacifique s'offrit fortuitement sont *déjà* révolus. Il ne me reste plus qu'à envoyer ces notes à la rédaction avec prière de les intituler : « Réflexions tardives »... Il n'est pas jusqu'à des réflexions tardives qui ne puissent présenter, parfois, un certain intérêt.

Ecrit du 1^{er} au 3 (du 14 au 16) septembre 1917

Publié dans le n° 3 du « Rabotchi Pout », le 19(6) septembre 1917

Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres, t. 25, pp. 333-339

LES BOLCHEVIKS GARDERONT-ILS LE POUVOIR ?

PRÉFACE À LA SECONDE ÉDITION

La présente brochure a été écrite, comme on le voit d'après son contenu, à la fin de septembre et terminée le 1^{er} octobre 1917.

La Révolution du 25 octobre a fait passer la question posée dans cette brochure du domaine de la théorie au domaine de la pratique.

Ce n'est pas par des paroles, mais par des actes qu'il faut maintenant répondre à cette question. Les arguments théoriques avancés contre le pouvoir bolchevique sont faibles au dernier point. Ces arguments sont réduits à néant.

La tâche d'aujourd'hui consiste à prouver par la *pratique* de la classe d'avant-garde — le prolétariat — la vitalité du gouvernement ouvrier et paysan. Tous les ouvriers conscients, tout ce qu'il y a de vivant et d'honnête dans la paysannerie, tous les travailleurs et tous les exploités banderont toutes leurs forces pour résoudre dans la pratique cette grande question historique.

A l'œuvre, tous ; la cause de la révolution socialiste universelle doit vaincre et elle vaincra.

N. Lénine

Pétersbourg, le 9 novembre 1917.

*Paru pour la première fois en 1918 dans la brochure : N. Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »
Collection « Bibliothèque du soldat et du paysan », Pétersbourg*

Sur quoi toutes les tendances sont-elles d'accord, de la *Retch* à la *Novaïaa Jizn*³⁵ inclusivement, des cadets partisans de Kornilov aux semi-bolchéviks, *toutes* à l'exception des bolcheviks ?

Sur le point que : ou bien les bolcheviks seuls ne se décideront jamais à prendre en main tout le pouvoir, ou bien, s'ils s'y décident et s'en emparent, ils ne pourront le garder même pendant un laps de temps très court.

Si l'on nous fait remarquer que la prise de tout le pouvoir par les seuls bolcheviks est une question politique tout à fait chimérique, que seule la pire présomption de quelque « fanatique » peut la considérer comme fondée, nous réfuterons cette remarque en citant les déclarations précises des partis et des tendances politiques de toutes « couleurs », les plus responsables et les plus influents.

Mais, tout d'abord, deux mots sur la première question ci-dessus, à savoir : les bolcheviks se décideront-ils à prendre seuls le pouvoir ? J'ai déjà eu l'occasion, au Congrès des Soviets de Russie, de répondre à cette question par une affirmation catégorique dans une remarque que j'ai été amené à lancer de ma place, pendant un des discours ministériels de Tsérétéli³⁶. Et je n'ai jamais rencontré de déclarations imprimées ou orales de la part des bolcheviks disant que nous ne devrions pas prendre seuls le pouvoir. Je continue à être d'avis qu'un parti politique en général — et le parti de la classe d'avant-garde en particulier — n'aurait pas le droit d'exister, ne serait pas digne d'être considéré comme un parti, ne serait qu'un pauvre zéro dans tous les sens du mot, s'il renonçait au pouvoir, alors qu'il y a possibilité de l'obtenir.

Citons maintenant les déclarations des cadets, des socialistes-révolutionnaires et des semi-bolchéviks (des quarts de bolcheviks, dirais-je plus volontiers) sur la question qui nous intéresse.

Editorial de la *Retch* du 16 septembre :

« ... Les divergences de vues, les désaccords régnaient dans la salle du théâtre Alexandra, et la presse socialiste reflète la même situation. Seul le point de vue des bolcheviks se distingue par sa netteté et sa rectitude. C'est, à la Conférence, le point de vue de la minorité. C'est, dans les Soviets, un courant qui ne cesse de grandir. Mais, malgré toute la fougue de leurs propos, malgré leurs rodomontades, leurs

manifestations d'assurance, les bolcheviks, à l'exception de quelques fanatiques, ne sont braves qu'en paroles. Ils ne tenteraient pas de prendre « tout le pouvoir » de leur propre chef. Désorganisateur et destructeur *par excellence* [En français dans le texte. (N.R.)], ce sont au fond des poltrons qui reconnaissent parfaitement, dans leur for intérieur, leur ignorance crasse et le caractère éphémère de leurs succès actuels. Aussi bien que nous tous, ils comprennent que le premier jour de leur triomphe final serait le premier jour de leur chute vertigineuse. Irresponsables par leur nature même, anarchistes par leurs méthodes et par leurs procédés, ils ne peuvent se concevoir que comme une des tendances de la pensée politique, ou, pour mieux dire, comme une de ses aberrations. Le meilleur moyen de se libérer pour de longues années du bolchévisme, de le rejeter, serait de confier à ses chefs les destinées du pays. Et n'était la conscience que de semblables expériences seraient impossibles et funestes, on pourrait en désespoir de cause recourir à un moyen aussi héroïque. Heureusement, nous le répétons, ces tristes héros du jour n'aspirent nullement en fait à s'emparer de la totalité du pouvoir. Quelles que soient les conditions, nul travail créateur ne leur est accessible. Ainsi, toute leur détermination, toute leur rectitude se bornent à la tribune politique, à la rhétorique des meetings. Pratiquement, on ne peut d'aucun point de vue tenir aucun compte de leur position. Par ailleurs, elle a pourtant à un seul égard une conséquence réelle : elle réunit toutes les autres nuances de la « pensée socialiste » contre elle... »

Ainsi raisonnent les cadets. Et voici le point de vue du plus grand parti « qui règne et qui dirige » en Russie, le parti des « socialistes-révolutionnaires », exprimé dans un éditorial également non signé, c'est-à-dire émanant de la rédaction de leur organe officiel, le *Diélo Naroda* du 21 septembre :

« ... Si la bourgeoisie ne veut pas travailler avec la démocratie jusqu'à l'Assemblée constituante sur la plate-forme approuvée par la Conférence, *une coalition doit se former au sein de la Conférence elle-même*. C'est un sacrifice pénible de la part des partisans de la coalition, *mais les promoteurs de la « pureté de ligne » du pouvoir doivent y venir*. Mais nous craignons que l'accord ne se fasse peut-être pas à ce sujet. Il restera alors une troisième et dernière combinaison : la moitié de la Conférence qui a défendu *en principe* l'idée d'un pouvoir homogène est *tenue* de l'organiser. Parlons nettement : *les bolcheviks seront tenus de former le cabinet*. Avec la plus grande énergie, ils ont inculqué à la démocratie révolutionnaire la haine de la coalition, ils ont promis tous les bonheurs imaginables après la suppression de la « politique d'entente » par laquelle ils ont expliqué tous les maux dont souffre le pays. S'ils se sont rendus compte de leur propre *agitation*, s'ils *n'ont pas trompé les masses*, ils sont *obligés d'acquitter* les traites qu'ils ont données à droite et à gauche. La question se pose nettement. Et qu'ils ne fassent pas d'efforts inutiles pour se retrancher derrière des théories hâtivement conçues sur l'impossibilité où ils sont de prendre le pouvoir. Ces théories, la démocratie ne les acceptera pas. Cependant, les partisans de la coalition doivent leur garantir un soutien sans réserve. Telles sont les trois combinaisons, les trois voies qui s'ouvrent à nous, — il n'y en a pas d'autres ! » (Les italiques sont dus au *Diélo Naroda* lui-même.)

Ainsi raisonnent les socialistes-révolutionnaires. Voici enfin là « position », si l'on peut appeler position l'effort tenté pour s'asseoir entre deux chaises, des « quarts de bolcheviks » de la *Novaïa Jizn*, prise dans leur éditorial du 23 septembre :

« ... Si la coalition est rétablie avec Konovalov et avec Kichkine, cela ne signifiera rien de plus qu'une nouvelle capitulation de la démocratie et l'annulation de la résolution de la Conférence sur la responsabilité du pouvoir fondée sur la plate-forme du 14 août... Un ministère homogène de menchéviks et de socialistes-révolutionnaires ne pourra pas se sentir plus comptable de son action que les ministres socialistes ne l'avaient fait dans le ministère de coalition... Non seulement un tel gouvernement ne pourrait rallier autour de lui les « forces vives » de la révolution, mais encore il ne pourrait pas compter sur un soutien quelconque de son avant-garde, le prolétariat. Cependant, ce ne serait pas une meilleure issue, ce serait une issue pire, et, à vrai dire, non pas une issue mais un échec pur et simple, que la formation d'un cabinet homogène d'un autre type, d'un gouvernement « du prolétariat et de la paysannerie pauvre ». Ce mot d'ordre, à vrai dire, n'est formulé par personne, si ce n'est dans quelques remarques accidentelles et timides du *Rabothi Pout*³⁷ systématiquement « éclaircies par la suite ».

(Cette contre-vérité criante est « hardiment » exprimée par des publicistes responsables qui vont jusqu'à oublier l'éditorial du 21 septembre du *Diélo Naroda*...)

« Le mot d'ordre : tout le pouvoir aux Soviets, est ressuscité aujourd'hui formellement par les bolcheviks. Il fut supprimé, après les journées de juillet, lorsque les Soviets, représentés par le Comité exécutif central, s'engagèrent résolument sur la voie d'une politique antibolchévique active. Mais aujourd'hui, non seulement on peut estimer que la « ligne du Soviet » a été redressée, mais encore que toutes les raisons existent pour que le Congrès des Soviets qu'on se propose de réunir donne une majorité bolchévique. Dès lors, le mot d'ordre ressuscité par les bolcheviks : « tout le pouvoir aux Soviets » représente la « ligne tactique » qui vise précisément à la dictature du prolétariat et de la « paysannerie pauvre ». Il est vrai que sous le nom de Soviets on entend aussi les Soviets de députés paysans et que, par suite, le mot d'ordre bolchévique implique un pouvoir

qui s'appuie sur une partie considérable de toute la démocratie russe. Mais, dans ce cas, le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » n'a plus de signification propre, car il fait des Soviets, par leur composition, à peu près l'équivalent du « préparlement » créé par la Conférence... » (Cette affirmation de la *Novaïa Jizn* est un mensonge éhonté qui revient à dire que la falsification et le truquage de la démocratie sont « à peu près équivalents » à la démocratie : le préparlement est une *falsification* qui donne la volonté de la minorité du peuple, en particulier de Kouskova, de Berkenheim, des Tchaïkovski et consorts, comme la volonté de la majorité. Voilà un premier point. Deuxièmement, les Soviets de paysans, même truqués par les Avksentiev et les Tchaïkovski, ont fourni à la Conférence une proportion si élevée d'adversaires de la coalition que leur union avec les Soviets de députés ouvriers et soldats aboutirait à *coup sûr à l'échec de la coalition*. Troisièmement, le mot d'ordre « le pouvoir aux Soviets » signifie que le pouvoir des Soviets de paysans s'étendrait avant tout à la campagne, et dans les villages la prépondérance des paysans *pauvres* est assurée). « ... S'il en est bien ainsi, il faut sans tarder retirer le mot d'ordre bolchevique de l'ordre du jour. Mais si « le pouvoir aux Soviets » ne sert qu'à masquer la dictature du prolétariat, alors ce pouvoir signifie précisément l'échec et l'effondrement de la révolution. Est-il besoin de démontrer que le prolétariat, isolé non seulement des autres classes du pays, mais encore des véritables forces vives de la démocratie, ne pourra ni assimiler la technique de l'appareil d'Etat et le faire fonctionner dans une situation exceptionnellement compliquée, ni résister politiquement à toute la poussée des forces ennemies qui balaiera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, toute la révolution ? Le seul pouvoir qui réponde aux exigences de l'heure est aujourd'hui une coalition vraiment honnête à l'intérieur de la démocratie. »

Nous nous excusons auprès des lecteurs de ces longues citations, mais elles étaient absolument indispensables. Il était indispensable de présenter avec précision la position des différents partis hostiles aux bolcheviks. Il était indispensable d'établir avec précision cette circonstance extrêmement importante, que *tous* ces partis ont reconnu que la question de la prise du pouvoir dans sa totalité par les seuls bolcheviks est non seulement une question tout à fait fondée, mais encore une question d'une actualité pressante.

Passons maintenant à l'analyse des arguments selon lesquels « tous », des cadets à la *Novaïa Jizn*, sont convaincus que les bolcheviks ne pourront pas garder le pouvoir.

La grave *Retch* n'avance pas le moindre argument. Elle se contente de déverser sur les bolcheviks des flots d'injures choisies et virulentes. L'extrait que nous avons cité montre, entre autres, quelle erreur profonde ce serait de penser que la *Retch* prétend « inciter » les bolcheviks à prendre le pouvoir et que pour cette raison « il faut être prudents, camarades, car ce que l'ennemi conseille ne peut qu'être mauvais ! ». Si, au lieu de faire état pratiquement des raisons à la fois d'ordre général et d'ordre concret, nous nous laissons « convaincre » que la bourgeoisie nous « incite » à nous saisir du pouvoir, nous nous trouverons mystifiés par la bourgeoisie, car, à coup sûr, elle prophétisera toujours malignement que des millions de maux suivront la prise du pouvoir par les bolcheviks, elle criera toujours malignement : « il vaudrait mieux nous débarrasser des bolcheviks d'un seul coup et « pour longtemps », en les laissant accéder au pouvoir pour ensuite les battre à plate couture ». Ces cris sont aussi des « provocations », si vous le voulez, mais des provocations à rebours. Les cadets et les bourgeois ne nous « conseillent » nullement, ils ne nous ont jamais « conseillé » de prendre le pouvoir, ils s'efforcent seulement de nous *intimider* en nous montrant les problèmes prétendument insolubles, du pouvoir.

Non. Nous ne devons pas nous laisser intimider par les cris des bourgeois apeurés. Nous devons bien nous rappeler que nous ne nous sommes jamais proposé de problèmes sociaux « insolubles », mais que les problèmes *parfaitement* solubles concernant les pas à faire immédiatement vers le socialisme, seule issue à une situation très difficile, *ne peuvent être résolus que* par la dictature du prolétariat et de la paysannerie pauvre. La victoire, une victoire solide, est plus que jamais, plus qu'en aucun endroit, assurée aujourd'hui au prolétariat en Russie, s'il prend le pouvoir.

Examinons de façon essentiellement pratique les circonstances *concrètes* qui rendent défavorable tel ou tel moment pris à part, mais ne nous laissons pas un seul instant effrayer par les clameurs sauvages de la bourgeoisie et n'oublions pas que la prise de tout le pouvoir par les bolcheviks devient en vérité une question *d'actualité immédiate*. Aujourd'hui, un danger infiniment plus grand menace notre parti au cas où nous l'oublierions qu'au cas où nous considérerions la prise du pouvoir comme « prématurée ». Sur ce point, *il ne peut y avoir aujourd'hui d'action «prématurée»* : toutes les chances, sauf peut-être une ou deux sur un million, sont de ce côté. A propos des injures haineuses de la *Retch*, on peut et on doit répéter :

Nous entendons des approbations
non pas dans le doux murmure de la louange,
mais dans les cris sauvages de la fureur³⁸ !

La haine sauvage que nous porte la bourgeoisie illustre de la façon la plus concrète cette vérité que nous montrons *correctement* au peuple les voies et moyens qui permettront de mettre fin à la domination de la bourgeoisie.

Le *Diélo Naroda*, cette fois — une fois n'est pas coutume, — n'a pas daigné nous honorer de ses injures, mais il n'a pas davantage avancé l'ombre d'un argument. C'est seulement de biais, par allusion, qu'il cherche à nous *intimider* par cette perspective : « les bolcheviks seront obligés de former le cabinet ». J'admets sans réserve que les socialistes-révolutionnaires, au moment où ils cherchent à nous effrayer, éprouvent eux-mêmes une véritable frayeur, une épouvante mortelle, celle du libéral épouvanté par un spectre. De même, j'admets que dans certaines institutions particulièrement élevées et particulièrement pourries, dans le genre du Comité exécutif central et dans les commissions « de liaison » qui lui ressemblent (c'est-à-dire dans les commissions qui touchent aux cadets, ou, pour mieux dire, qui s'acoquinent avec les cadets), les socialistes-révolutionnaires réussiront à intimider un certain nombre de bolcheviks, car d'abord dans tous ces Comités exécutifs centraux, au « préparlement », etc., l'atmosphère est complètement viciée, elle sent le remugle à vous donner la nausée, la respirer longtemps est pernicieux pour *qui que ce soit*, ensuite, la sincérité est contagieuse et un philistin sincèrement épouvanté est capable de transformer pour un temps même un révolutionnaire en philistin.

Mais, quelque compréhensible que soit, si l'on juge « à l'échelle humaine », cette frayeur sincère chez un socialiste-révolutionnaire qui a eu le malheur d'appartenir au ministère avec les cadets ou d'être ministrable pour eux, se laisser effrayer, c'est commettre une faute politique qui peut trop facilement confiner à la trahison envers le prolétariat. Vos arguments pratiques, messieurs ! N'espérez pas que nous nous laisserons intimider par vos frayeurs !

Des arguments pratiques, nous n'en trouvons cette fois que dans la *Novaïa jizn*. Elle se manifeste cette fois dans le rôle d'avocat de la bourgeoisie, rôle qui lui sied mieux que celui de défenseur des bolcheviks qui « choque » évidemment cette dame bien³⁹.

L'avocat a avancé six arguments :

- 1° le prolétariat est « isolé des autres classes du pays » ;
- 2° il est « isolé des véritables forces vives de la démocratie » ;
- 3° il « ne pourra pas assimiler la technique de l'appareil d'Etat » ;
- 4° il « ne pourra pas faire fonctionner » cet appareil ;
- 5° « la situation est exceptionnellement compliquée » ;
- 6° il « ne pourra pas résister à la poussée des forces ennemies qui balayera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, la révolution ».

Le premier argument est exposé par la *Novaïa Jizn* avec une maladresse qui frise le ridicule, car dans la société capitaliste ou semi-capitaliste, nous ne connaissons que trois classes : la bourgeoisie, la petite bourgeoisie (représentée surtout par la paysannerie) et le prolétariat. A quoi sert de dire que le prolétariat est isolé des autres classes, quand il s'agit de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ? de la révolution contre la bourgeoisie ?

La *Novaïa Jizn* voulait probablement dire que le prolétariat est isolé de la paysannerie, car il ne peut pas, en effet, être ici question des propriétaires fonciers. Mais dire nettement, clairement, qu'à l'heure actuelle le prolétariat est isolé de la paysannerie était chose impossible, car la fausseté criante de cette affirmation saute aux yeux. Il est difficile de se représenter un pays capitaliste où le prolétariat soit aussi peu isolé de la petite bourgeoisie — et remarquez-le, dans une révolution *contre la bourgeoisie* — que le prolétariat l'est aujourd'hui en Russie. Au nombre des données objectives et indiscutables, nous avons les chiffres tout à fait récents du vote *pour* ou *contre* la coalition avec la bourgeoisie, dans les « curies » de la « Douma Boulyguine » de Tsérétéli, c'est-à-dire de la fameuse Conférence « démocratique ». Prenons les curies des Soviets. Voici ce que nous obtenons :

	Pour la coalition	Contre
Soviets de députés ouvriers et soldats	83	192
Soviets de députés paysans	102	70
Total des Soviets	185	262

Ainsi, la majorité dans son ensemble se prononce pour le mot d'ordre prolétarien : *contre* la coalition avec la bourgeoisie. Et nous avons vu plus haut que les cadets eux-mêmes sont obligés de reconnaître le renforcement de l'influence des bolcheviks dans les Soviets. Or nous avons ici une Conférence convoquée par les maîtres *d'hier* dans les Soviets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks qui ont une majorité assurée dans les institutions centrales ! Il est évident que la prépondérance *réelle* des bolcheviks dans les Soviets se trouve ici *minimisée*.

Sur la question de la coalition avec la bourgeoisie, aussi bien que sur la question de la remise immédiate des propriétés foncières aux comités paysans, les bolcheviks ont dès aujourd'hui la *majorité* dans les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans, la *majorité du peuple*, la majorité de la petite bourgeoisie. Le *Rabotchi Pout* du 24 septembre, n° 19, donne, d'après le n° 25 du *Znamia Trouda*⁴⁰, organe des socialistes-révolutionnaires, des informations sur la conférence des Soviets locaux des députés paysans qui s'est tenue le 18 septembre, à Pétrograd. A cette conférence, les comités exécutifs de quatre Soviets paysans (provinces de Kostroma, de Moscou, de Samara et de Tauride) se sont prononcés pour la coalition sans réserve. Pour la coalition sans les cadets se sont prononcés les comités exécutifs de *trois* provinces et de *deux armées* (provinces de Vladimir, de Riazan et de la mer Noire). Contre la coalition se sont prononcés les comités exécutifs de *vingt-trois* provinces et de *quatre armées*.

Donc, la majorité des paysans est contre la coalition !

Le voilà, votre « isolement du prolétariat ».

D'ailleurs, il faut remarquer que se sont prononcées pour la coalition trois provinces des confins, celles de Samara, de Tauride et de la mer Noire, où il y a relativement beaucoup de paysans riches, de gros propriétaires fonciers qui emploient une main-d'œuvre salariée, et aussi quatre provinces industrielles (Vladimir, Riazan, Kostroma et Moscou) où la bourgeoisie paysanne est également plus forte que dans la majorité des provinces de la Russie. Il serait intéressant de rassembler des données plus détaillées sur cette question et d'examiner si l'on n'a pas de renseignements précisément sur les paysans *pauvres* dans les provinces où la proportion des paysans « *riches* » est la plus considérable.

Il est, en outre, intéressant de voir que les « groupes nationaux » ont donné une majorité très importante aux adversaires de la coalition, à savoir : 40 voix contre 15. La politique annexionniste, d'oppression brutale du bonapartiste Kérenski et de ses amis concernant les nations opprimées de Russie, a porté ses fruits. Dans sa masse, la population de ces nations, c'est-à-dire la masse de la petite bourgeoisie qu'elle contient, fait plus confiance au prolétariat de Russie qu'à la bourgeoisie, car l'histoire a porté à l'ordre du jour la lutte des nations opprimées pour leur libération contre leurs oppresseurs. La bourgeoisie a basement trahi la cause de la liberté des nations opprimées ; le prolétariat est fidèle à la cause de la liberté.

La question nationale et la question agraire sont à l'heure actuelle les questions fondamentales pour les masses petites-bourgeoises de la population de Russie. C'est incontestable. Et sur ces deux questions le prolétariat est aussi *loin* que possible d'être « isolé ». Il a pour lui la majorité du peuple. Il est *seul* capable de mener dans ces deux questions la politique résolue et vraiment « démocratique révolutionnaire » qui assurerait d'emblée au pouvoir prolétarien non seulement le soutien de la majorité de la population, mais encore une véritable explosion d'enthousiasme révolutionnaire dans les masses, car pour la première fois les masses rencontreraient de la part du gouvernement, non pas l'oppression impitoyable des paysans par les propriétaires fonciers, des Ukrainiens par les Grands-Russes, comme sous le tsarisme, non pas la tentative, en pleine république, de continuer sous le couvert de phrases ronflantes la même politique, non pas des chicanes, des vexations, des tracasseries, des atermoiement, des crocs-en-jambe, des faux-fuyants (tout ce dont Kérenski gratifie les paysans et les nations opprimées), mais une sympathie ardente, attestée par des actes, des mesures révolutionnaires immédiates contre les propriétaires fonciers, la restitution immédiate d'une *entière* liberté à la Finlande, à l'Ukraine, à la Biélorussie, aux Musulmans, etc.

MM. les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks le savent très bien, et c'est pourquoi ils cherchent à amener les semi-cadets que sont les dirigeants des coopératives à leur donner un coup d'épaule dans leur politique démocratique *réactionnaire* contre les masses. C'est pourquoi ils ne se décideront jamais à consulter les masses, à instituer un référendum ou simplement un vote dans tous les Soviets locaux, dans toutes les organisations locales sur des points déterminés de politique pratique, comme par exemple sur la question de savoir s'il faut remettre immédiatement aux comités paysans toutes les terres des propriétaires fonciers, s'il faut faire droit à telle ou telle revendication des Finlandais ou des Ukrainiens, etc.

Passons à la question de la paix, question décisive de l'heure. Le prolétariat est « isolé des autres classes »... En réalité le prolétariat intervient ici comme le représentant de la nation *entière*, de tout ce qu'il y a de vivant et d'honnête *dans toutes* les classes, de l'immense majorité de la petite bourgeoisie, car seul le prolétariat, une fois au pouvoir, proposera *sur-le-champ* une paix juste à tous les peuples en guerre, seul le prolétariat prendra des mesures vraiment *révolutionnaires* (publication des traités secrets, etc.), afin d'obtenir au plus vite une paix aussi juste que possible.

Non. Ces messieurs de la *Novaïa Jizn* qui prétendent que le prolétariat est isolé ne font qu'exprimer leur propre peur de la bourgeoisie. La situation objective en Russie est à n'en pas douter telle que *justement aujourd'hui* le prolétariat *n'est pas* « isolé » de la majorité de la petite bourgeoisie. Justement aujourd'hui, après la lamentable expérience de la « coalition », le prolétariat a la sympathie de la *majorité* du peuple. *Cette* condition nécessaire aux bolcheviks pour garder le pouvoir *existe* bel et bien.

Le deuxième argument consiste à dire que le prolétariat serait « isolé des véritables forces vives de la démocratie ». Il est impossible de comprendre ce que cela signifie. C'est du grec, comme disent les Français.

Les écrivains de la *Novaïa Jizn* sont ministrables. Ils feraient même de parfaits ministres avec les cadets. Car, ce qu'on demande à de tels ministres, c'est de savoir tourner des phrases spécieuses, bien léchées, mais parfaitement dénuées de sens, capables de couvrir toutes sortes de saletés et assurées pour cette raison de recueillir les applaudissements des impérialistes et des social-impérialistes. Les applaudissements des cadets, de Brechkovskaïa, de Plékhanov et C^{ie} sont assurés aux hommes de la *Novaïa Jizn*, parce qu'ils affirment que le prolétariat est isolé des véritables forces vives de la démocratie, car ils disent sous une forme *voilée*, — en tout cas c'est ainsi qu'on le comprend, comme s'ils l'avaient dit que les cadets, Brechkovskaïa, Plékhanov, Kérenski et C^{ie} sont, eux, les « forces vives de la démocratie ».

C'est faux. Ce sont des forces mortes. C'est ce qu'a prouvé l'histoire de la coalition.

Effrayés par la bourgeoisie et par le milieu intellectuel bourgeois, les hommes de la *Novaïa Jizn* reconnaissent comme « vivante » l'aile *droite* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks, que rien d'essentiel ne distingue des cadets, et qui se manifeste sous la forme de la *Volia Naroda*, de l'*Edinstvo*⁴¹, etc. Quant à nous, nous considérons comme vivants seulement ceux qui sont liés aux masses et non pas aux koulaks, ceux que les leçons de la coalition ont détachés d'elle. « Les forces vives agissantes » de la démocratie petite-bourgeoise sont représentées par l'aile *gauche* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Le renforcement de cette aile gauche, en particulier après la contre-révolution de juillet, est l'un des indices objectifs les plus sûrs que le prolétariat *n'est pas* isolé.

C'est ce que montrent de façon plus concrète encore, ces tout derniers temps, les oscillations vers la gauche des socialistes-révolutionnaires centristes, mouvement prouvé par la déclaration que fit Tchernov le 24 septembre, selon laquelle son groupe ne peut soutenir la nouvelle coalition avec Kichkine et C^{ie}. Ces oscillations vers la gauche du centre socialiste-révolutionnaire qui donnait jusqu'à présent l'immense majorité aux représentants du parti socialiste-révolutionnaire, parti dominant et dirigeant par le nombre des voix qu'il a recueillies à la ville et surtout à la campagne, ces oscillations prouvent que les déclarations citées plus haut du *Diélo Naroda* sur la nécessité pour la démocratie de « garantir », dans des conditions données, un « appui sans réserve » à un gouvernement purement bolchevique, ne sont pas en tout cas de simples phrases.

Des faits tels que le refus du centre socialiste-révolutionnaire de soutenir la nouvelle coalition avec Kichkine, ou tels que la prépondérance des *adversaires* de la coalition parmi les *menchéviks-jusqu'aboutistes* de province (Jordania au Caucase, etc.) sont la preuve objective qu'une partie des *masses* qui jusqu'ici suivait les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, *soutiendra* un gouvernement purement bolchevik.

C'est précisément de ces forces *vives* de la démocratie que le prolétariat russe n'est pas isolé aujourd'hui.

Troisième argument : le prolétariat « ne pourra pas assimiler la technique de l'appareil d'Etat ». C'est peut-être l'argument le plus ordinaire, le plus courant. Par là même il mérite le plus d'attention ; mais aussi parce qu'il soulève un des problèmes les plus *sérieux*, les plus *ardus* qui s'offriront au prolétariat victorieux. Il ne fait pas de doute que ces problèmes sont très ardu, mais si nous, qui nous disons socialistes, nous ne soulignons cette difficulté que pour *nous dérober* à l'accomplissement de ces tâches, la différence qui nous distingue des serviteurs de la bourgeoisie serait en fait réduite à zéro. La difficulté des problèmes qui se posent à la révolution

prolétarienne doit inciter les partisans du prolétariat à étudier avec encore plus d'attention et de façon plus concrète les moyens de les résoudre.

Par appareil d'Etat, on entend avant tout l'armée permanente, la police et le corps des fonctionnaires. En disant que le prolétariat ne pourra pas s'assimiler la technique de cet appareil, les écrivains de la *Novaïa Jizn* révèlent leur ignorance extrême et leur répugnance à tenir compte des faits réels, des réflexions exposées depuis longtemps dans les écrits des bolcheviks.

Les écrivains de la *Novaïa Jizn* se considèrent tous sinon comme des marxistes, du moins comme des socialistes cultivés qui connaissent le marxisme. Or Marx enseigne, en s'appuyant sur l'expérience de la Commune de Paris, que le prolétariat *ne peut pas* s'emparer tout simplement de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour atteindre ses buts mais que le prolétariat doit *briser* cette machine et la remplacer par une nouvelle (je traite cette question avec plus de détails dans une brochure dont la première partie est terminée et qui paraîtra bientôt sous le titre : l'« Etat et la révolution. L'enseignement du marxisme sur l'Etat et les tâches du prolétariat dans la révolution ». Cette nouvelle machine d'Etat a été créée par la Commune de Paris et en Russie les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans constituent un « appareil d'Etat » *du même genre*. Je l'ai maintes fois répété, depuis le 4 avril 1917⁴² ; il en est question et dans les résolutions des conférences bolcheviques et dans les écrits des bolcheviks. La *Novaïa Jizn* aurait naturellement pu déclarer son désaccord total avec Marx et avec les bolcheviks, mais éluder tout à fait la question, c'est, de la part d'un journal qui fait si souvent et avec tant de hauteur la leçon aux bolcheviks pour la prétendue légèreté avec laquelle ils traitent les questions difficiles, se donner un brevet d'impuissance.

Le prolétariat *ne peut pas* « s'emparer » de l'« appareil d'Etat » et « le faire fonctionner ». Mais il peut *briser* tout ce qu'il y a d'oppresseur, de routinier, d'irremédiablement bourgeois dans l'ancien appareil d'Etat et le remplacer par un nouvel appareil, *le sien*. Cet appareil, ce sont les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans.

On est contraint de qualifier de proprement monstrueux le fait que la *Novaïa Jizn* ait complètement oublié l'existence de cet « appareil d'Etat ». Se comportant ainsi dans leurs raisonnements théoriques, les hommes de la *Novaïa Jizn* font en réalité dans la théorie politique ce que font les cadets dans la pratique politique. Car, si effectivement le prolétariat et la démocratie révolutionnaire *n'ont nullement besoin* d'un nouvel appareil d'Etat, alors les Soviets perdent leur *raison d'être* [En français dans le texte. (N.R.)] et perdent le droit d'exister ; alors les cadets korniloviens *ont raison* de faire tous leurs efforts pour réduire les Soviets à néant !

Cette erreur théorique monstrueuse et cette cécité politique de la *Novaïa Jizn* sont d'autant plus monstrueuses que même les menchéviks-internationalistes⁴³ (avec qui la *Novaïa Jizn* a fait bloc aux dernières élections de la Douma municipale de Pétrograd) ont manifesté sur ce point un certain rapprochement avec les bolcheviks. Ainsi, dans la déclaration de la majorité des Soviets que le camarade Martov a lue à la Conférence démocratique, nous lisons :

« ... Créés aux premiers jours de la révolution par le puissant élan de forces créatrices authentiquement populaires, les Soviets de députés ouvriers, soldats et paysans ont constitué la nouvelle trame de l'Etat révolutionnaire qui a remplacé la trame vétusté de l'Etat de l'ancien régime... »

Cela est dit en termes un peu trop beaux : la recherche de l'expression couvre ici le manque de clarté de la pensée politique. Les Soviets *n'ont pas encore* remplacé la « trame » ancienne, et celle-ci *n'est pas* l'Etat de l'ancien régime, mais l'Etat *aussi bien* du tsarisme *que* de la République bourgeoise. Mais, en tout cas, Martov est ici de cent coudées au-dessus des hommes de la *Novaïa Jizn*.

Les Soviets constituent un nouvel appareil d'Etat qui représente, en premier lieu, la force armée des ouvriers et des paysans, force qui n'est pas détachée du peuple comme celle de l'ancienne armée permanente, mais qui est étroitement liée à lui ; du point de vue militaire, cette force est infiniment plus puissante qu'auparavant ; du point de vue révolutionnaire, elle est irremplaçable. Deuxièmement, cet appareil assure avec les masses, avec la majorité du peuple, un lien si étroit, si indissoluble, si facilement contrôlable et renouvelable que rien de semblable n'a existé dans l'ancien appareil d'Etat. Troisièmement, cet appareil, en raison de son caractère électif et de la possibilité de modifier sa composition au gré du peuple, sans formalités bureaucratiques, est beaucoup plus démocratique que les précédents. Quatrièmement, il assure un lien solide avec les professions les plus diverses, en facilitant ainsi les réformes les plus diverses et les plus profondes, sans bureaucratie. Cinquièmement, il assure une forme d'organisation de l'avant-garde, c'est-à-dire de la partie la plus consciente, la plus énergique, la plus avancée des classes *opprimées*, paysans et ouvriers ; c'est donc un appareil au moyen

duquel l'avant-garde des classes opprimées peut élever, éduquer, instruire et entraîner derrière soi *toute la masse énorme* de ces classes, qui a été jusqu'à présent complètement en dehors de la vie politique, de l'histoire. Sixièmement, il permet d'allier les avantages du parlementarisme et ceux de la démocratie immédiate et directe, c'est-à-dire d'allier dans la personne des représentants élus du peuple à la fois la fonction législative *et l'exécution des lois*. C'est, par rapport au parlementarisme bourgeois, un pas en avant dans le développement de la démocratie qui a une portée universelle.

En 1905, nos Soviets n'ont eu pour ainsi dire qu'une existence embryonnaire puisqu'ils n'ont duré que quelques semaines. Il est clair, il ne pouvait pas être question, dans les conditions d'alors, d'un développement harmonieux et complet. Et dans la révolution de 1917, il ne peut pas encore en être question, un délai de quelques mois étant extrêmement court, et surtout : les dirigeants socialistes-révolutionnaires et menchéviks *ont prostitué* les Soviets, les ont réduits au rôle de parlotes, au rôle d'appendices à une politique d'entente entre dirigeants. Les Soviets se sont décomposés et putréfiés vivants sous la conduite des Liber, des Dan, des Tsérétéli, des Tchernov. Les Soviets ne peuvent se développer véritablement, ne peuvent pleinement accomplir leurs tâches et déployer leurs possibilités que s'ils prennent *tout* le pouvoir d'Etat, autrement ils n'ont *rien à taire*, autrement ils ne sont que des embryons (et il n'est pas possible d'être longtemps un embryon), ou des jouets. La « dualité des pouvoirs » est la paralysie des Soviets.

Si le génie créateur des classes révolutionnaires n'avait pas formé les Soviets, la révolution prolétarienne serait sans espoir en Russie, car, avec l'ancien appareil d'Etat, le prolétariat, sans aucun doute, n'aurait pas pu garder le pouvoir, et on ne peut d'un coup créer un nouvel appareil. La triste histoire de la prostitution des Soviets par Tsérétéli et Tchernov, l'histoire de la « coalition » est en même temps l'histoire de l'affranchissement des Soviets à l'égard des illusions petites-bourgeoises, de leur passage par le « purgatoire » de l'étude pratique qu'ils ont faite de toutes les turpitudes et saletés qu'entraînent *toutes* les coalitions bourgeoises *quelles quelles soient*. Espérons que ce « purgatoire » n'a pas débilité les Soviets, mais les a trempés.

La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le *contrôle ouvrier*, de la production et de la répartition des produits.

Quand les gens de la *Novaïa Jizn* nous ont objecté que nous tombions dans le syndicalisme en avançant le mot d'ordre de « contrôle ouvrier », cette objection est un exemple de l'application scolaire et assez sotte d'un « marxisme » qui n'a pas été médité, mais *appris* par cœur à la Strouvé. Ou bien le syndicalisme rejette la dictature révolutionnaire du prolétariat, ou bien il la relègue, comme le pouvoir politique en général, à la toute dernière place. Nous lui accordons la première place. A dire simplement, dans l'esprit des hommes de la *Novaïa Jizn*, *non pas* contrôle ouvrier, *mais* contrôle de l'Etat, on aboutit à une phrase réformiste-bourgeoise, on aboutit en fait à une formule purement dans le sens des cadets, car les cadets n'ont rien contre la *participation* des ouvriers au contrôle « de l'Etat ». Les cadets-korniloviens savent fort bien que cette participation est le meilleur moyen pour la bourgeoisie de tromper les ouvriers, le moyen le plus raffiné pour *soudoyer* politiquement tous les Gvozdev, les Nikitine, les Prokopovitch, les Tsérétéli et toute leur bande.

Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons par là de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'organe de domination d'une *classe*. De quelle classe ? Si c'est de la bourgeoisie, c'est bien l'Etat cadet-Kornilov-« Kérenski », par lequel le peuple est « kornilovisé et kérenskisé » en Russie voici déjà plus de six mois. Si c'est la domination du prolétariat, s'il s'agit de l'Etat prolétarien, *c'est-à-dire* de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier *peut* devenir le *recensement* national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits.

Là est la principale difficulté, la tâche principale de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Sans les Soviets cette tâche, du moins pour la Russie, serait insoluble. Les Soviets *décident* du travail d'organisation qui *permettra* au prolétariat de réaliser cette tâche de portée universelle.

Nous en venons ici à un autre aspect de la question de l'appareil d'Etat. Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement s'il est permis de s'exprimer ainsi. Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le *couper*, le *trancher*, le *scinder* des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le *soumettre* aux Soviets prolétariens, il faut l'élargir, l'étendre à tous les domaines, à toute la nation. Et l'on *peut* faire cela, si on s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme

(car c'est seulement en s'appuyant sur ces conquêtes que la révolution prolétarienne en général sera capable d'atteindre son but).

Le capitalisme a créé des *appareils* de contrôle sous forme de banques, cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable :*

Les grandes banques *constituent* l'« appareil d'Etat » dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *prenons tout prêt* au capitalisme ; notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'Etat ce qui en *tait un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel. La quantité se changera en qualité. Une banque d'Etat, unique, vaste parmi les plus vastes, qui aurait des succursales dans chaque canton, auprès de chaque usine, voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste*. Voilà la *comptabilité* à l'échelle nationale, le *contrôle* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste.

Cet « appareil d'Etat » (qui n'est pas complètement un appareil d'Etat en régime capitaliste, mais qui le sera complètement chez nous, en régime socialiste), nous pouvons nous « en emparer » et le « faire fonctionner » en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des *employés* qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires.

Par un seul décret, le gouvernement prolétarien peut et doit transformer ces employés en fonctionnaires de l'Etat, tout comme les chiens de garde du capitalisme, les Briand et autres ministres bourgeois, assimilent par un seul décret les cheminots en grève aux agents de l'Etat. De ces fonctionnaires, il nous en faudra beaucoup plus et nous *pourrons* en avoir plus, car le capitalisme a simplifié les fonctions de l'enregistrement et du contrôle et les a ramenées à des *opérations* peu compliquées et accessibles à tout homme qui sait lire et écrire.

« L'étatisation » de la masse des employés des banques, des cartels, du commerce, etc., etc., est une chose parfaitement réalisable et du point de vue technique (grâce au travail préliminaire accompli à notre profit par le capitalisme et par le capitalisme financier), et du point de vue politique, si le contrôle et la surveillance par les *Soviets* sont réalisés.

Quant aux cadres supérieurs qui sont très peu nombreux, mais qui penchent vers le capitalisme, force sera de les traiter « avec rigueur », tout comme les capitalistes. Tout comme les capitalistes, ils *résisteront*. Il faudra *briser* cette résistance ; et si Pékékhonov, cet éternel naïf, balbutiait déjà en juin 1917, comme un véritable « apprenti en politique » : « la résistance des capitalistes est brisée », cette affirmation puérile, cette vantardise enfantine, cette boutade de petit garçon, *le prolétariat la réalisera pour de bon*.

Nous pouvons bien le faire, puisqu'il s'agit de briser la résistance d'une minorité infime de la population, littéralement d'une poignée d'hommes, dont chacun sera de la part des associations d'employés, des syndicats, des coopératives de consommation, des Soviets l'objet d'une *surveillance* telle que le premier Tit Titytch⁴⁴ venu sera *cerné* comme les Français à Sedan⁴⁵. Nous savons les noms de ces Tit Titytch : il suffit de prendre les listes des directeurs, des membres des conseils d'administration, des gros actionnaires, etc. Ils sont quelques centaines, tout au plus quelques milliers dans *toute* la Russie, — auprès de chacun d'eux, l'Etat prolétarien, disposant de l'appareil des Soviets, des associations d'employés, etc., peut préposer une dizaine, une centaine de contrôleurs, si bien même que, au lieu d'avoir à « briser leur résistance », on réussira peut-être, grâce au *contrôle ouvrier* (sur les capitalistes), à rendre toute résistance *impossible*.

Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « noeud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition. Nous remplacerons facilement la confiscation par la levée d'un impôt *équitable* (ne serait-ce qu'aux taux de « Chingarev »), mais à la condition d'exclure toute possibilité de se dérober au contrôle, de cacher la vérité, de tourner la loi. Or, cette possibilité, *seul* le contrôle ouvrier de l'Etat *peut l'écarter*.

La *cartellisation obligatoire*, c'est-à-dire l'association obligatoire en unions placées sous le contrôle de l'Etat, voilà ce que le capitalisme a préparé, ce que l'Etat des hobereaux a réalisé en Allemagne, voilà ce que pourront parfaitement réaliser en Russie les Soviets et la dictature du prolétariat, voilà ce que nous *donnera* « un appareil

d'Etat » à la fois universel, tout à fait moderne et sans bureaucratie. [Pour plus de détails sur l'importance du groupement syndical obligatoire, voir ma brochure La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer. (Euvres, Paris-Moscou, t. 25, pp. 372-375. - N.R.)]

Quatrième argument des avocats de la bourgeoisie : le prolétariat ne pourra pas «faire fonctionner» l'appareil d'Etat. Cet argument n'offre rien de nouveau par rapport au précédent. Naturellement, nous ne pourrions ni assimiler techniquement l'ancien appareil, ni le faire fonctionner. Le nouvel appareil, les Soviets, est *déjà* mis en mouvement par le « puissant essor créateur des forces populaires ». Il suffit de dégager cet appareil des *entraves* qui lui ont été imposées par la domination des chefs socialistes-révolutionnaires et menchéviks. Cet appareil fonctionne *déjà* —, il suffit de rejeter ce monstrueux attirail petit-bourgeois qui l'empêche d'avancer toujours à pleine vitesse.

Deux circonstances sont ici à considérer pour compléter ce que nous avons dit plus haut : d'abord, les nouveaux moyens de contrôle, créés *non pas* par nous, mais par le capitalisme dans sa phase de guerre impérialiste ; ensuite, l'importance de la pénétration des principes démocratiques dans *l'administration* de l'Etat de type prolétarien.

Le monopole des céréales, le rationnement du pain n'ont pas été introduits par nous, mais par l'Etat capitaliste en guerre. C'est lui qui a d'ores et déjà créé l'obligation générale du travail dans le cadre du capitalisme — ce qui est un baignoire militaire pour les ouvriers. Mais ici encore, comme dans toute son œuvre historique, le prolétariat emprunte ses armes au capitalisme, il ne les « imagine » pas, il ne les « tire pas du néant ».

Le monopole des céréales, le rationnement du pain, l'obligation générale du travail sont dans les mains de l'Etat prolétarien, dans les mains des Soviets investis de la plénitude du pouvoir, le moyen le plus puissant de comptabilité et de contrôle, un moyen tel que s'il est étendu aux capitalistes et *aux riches en général*, s'il leur est appliqué *par les ouvriers*, il « fera fonctionner » l'appareil d'Etat avec une force inconnue jusqu'ici dans l'histoire et permettra de triompher de la résistance des capitalistes et de les soumettre à l'Etat prolétarien. Ce moyen de contrôle, cette *obligation du travail* sont autrement puissants que les lois de la Convention et que sa guillotine. La guillotine *n'était qu'un* épouvantail qui brisait la résistance *active*. *Cela ne nous suffit pas.*

Cela ne nous suffit pas. Nous ne devons pas seulement « épouvanter » les capitalistes, c'est-à-dire leur faire sentir la toute-puissance de l'Etat prolétarien et leur faire oublier l'idée d'une résistance active contre lui. Nous devons briser aussi leur résistance *passive*, incontestablement plus dangereuse et plus nuisible encore. Nous ne devons pas seulement briser toute résistance, quelle qu'elle soit. Nous devons encore *obliger les gens à travailler* dans le cadre de la nouvelle organisation de l'Etat. Il ne suffit pas de « flanquer à la porte » les capitalistes, il faut (après avoir flanqué à la porte les « récalcitrants » bons à rien et incurables) les mettre *au service du nouvel Etat*. Ceci concerne autant que les capitalistes une certaine couche des dirigeants intellectuels bourgeois, des employés, etc.

Et nous avons les moyens de le faire. L'Etat capitaliste en guerre nous a lui-même mis entre les mains les moyens et les armes pour cela. Ces moyens, ce sont le monopole des céréales, le rationnement du pain, l'obligation générale du travail. « Qui ne travaille pas ne mange pas », telle est la règle fondamentale, la règle première, essentielle que peuvent appliquer et qu'appliqueront les Soviets de députés ouvriers, quand ils accéderont au pouvoir.

Chaque ouvrier a un livret de travail. Ce document ne le dégrade pas, encore *qu'aujourd'hui* ce soit, sans aucun doute, la preuve de l'esclavage salarié capitaliste, l'attestation que le travailleur appartient à tel ou tel parasite.

Les Soviets institueront le livret de travail *pour les riches*, et *ensuite* progressivement pour toute la population (dans un pays agricole, il est vraisemblable que pendant longtemps le livret de travail ne sera pas nécessaire pour l'immense majorité des paysans). Le livret de travail cessera d'être le signe qu'on fait partie de la « plèbe », il cessera d'être l'attribut des classes « inférieures », la preuve de l'esclavage salarié. Il deviendra la preuve que dans la nouvelle société il n'y a plus d'« ouvriers », mais que par contre il n'y a plus personne qui ne soit un *travailleur*.

Les riches devront recevoir un livret de travail du syndicat des ouvriers ou des employés, le plus proche de leur activité ; ils devront recevoir toutes les semaines, ou à tout autre intervalle fixé, de ce syndicat l'attestation qu'ils accomplissent consciencieusement leur travail, faute de quoi, ils ne pourront pas recevoir leurs bons de

ravitaillement et les produits alimentaires en général. Nous aurons besoin de bons organisateurs du système bancaire, de gens capables de grouper les entreprises (dans ce domaine, les capitalistes ont plus d'expérience et avec des gens expérimentés, le travail marche mieux) ; il nous faudra en nombre toujours plus grand que par le passé des ingénieurs, des agronomes, des techniciens, des spécialistes de tout genre, instruits et cultivés, dira l'Etat prolétarien. A tous ces travailleurs nous donnerons un travail approprié à leurs forces et à leurs habitudes ; nous n'instituerons vraisemblablement que peu à peu l'égalité des salaires dans toute la mesure du possible, laissant pendant la période transitoire un salaire plus élevé aux spécialistes, mais nous les soumettrons au contrôle total des ouvriers, nous obtiendrons la mise en application complète et sans réserve de la règle : « qui ne travaille pas ne mange pas ». Et nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés.

Et, naturellement, nous ne tomberons pas le moins du monde dans l'utopie, nous n'abandonnerons pas le terrain du calcul le plus sensé et le plus pratique, si nous disons : la classe capitaliste dans son ensemble opposera la résistance la plus acharnée, mais l'organisation de la population tout entière dans les Soviets brisera cette résistance, et il faudra, cela va de soi, punir par la confiscation de tous leurs biens et par la prison les capitalistes particulièrement obstinés et récalcitrants ; mais en revanche la victoire du prolétariat *augmentera* le nombre des exemples pareils à celui que je lis aujourd'hui dans les *Izvestia*⁴⁶ :

« Le 26 septembre, deux ingénieurs se sont présentés au Conseil central des comités d'usine et ont déclaré qu'un groupe d'ingénieurs a décidé de former une association d'ingénieurs socialistes. Considérant que le moment présent marque en fait le début de la révolution sociale, l'association se met à la disposition des masses ouvrières et, désireuse de soutenir les intérêts des ouvriers, entend agir en complète union avec les organisations ouvrières. Les représentants du Conseil central des comités d'usine ont répondu que le conseil formera volontiers au sein de son organisation une section d'ingénieurs qui fera entrer dans son programme les thèses fondamentales de la *pe* Conférence des comités d'usine relative au contrôle ouvrier de la production. Dans les jours prochains, se tiendra une séance commune des délégués du Conseil central des comités d'usine et du groupe d'initiative des ingénieurs socialistes. » (*Izvestia du Comité exécutif central*, 27 septembre 1917.)

Le prolétariat ne pourra pas, nous dit-on, faire fonctionner l'appareil d'Etat.

La Russie a été dirigée, depuis la révolution de 1905, par 130 000 propriétaires fonciers, qui ont usé de violences incessantes contre 150 millions d'hommes, et leur ont imposé des vexations sans bornes ; l'énorme majorité de ces hommes, contraints de travailler comme des galériens, étaient réduits à un régime de famine.

Et les 240 000 membres du Parti bolchevik ne pourront, prétend-on, diriger la Russie, la diriger dans l'intérêt des pauvres et contre les riches. Ces 240 000 hommes ont dès maintenant l'appui apporté par les suffrages d'un million d'adultes pour le moins ; car tel est bien le rapport numérique entre les effectifs d'un parti et les suffrages qu'il recueille, d'après l'expérience de l'Europe et celle de la Russie, ne fût-ce, par exemple, qu'aux élections d'août à la Douma de Pétrograd. Nous avons donc déjà un « appareil d'Etat » *d'un million d'hommes* dévoués à l'Etat socialiste par conviction et non pas pour recevoir le 20 du mois la forte somme.

Bien plus, nous avons un « moyen merveilleux » pour *découpler* tout de suite, d'un seul coup, notre appareil d'Etat, moyen dont jamais n'a disposé aucun Etat capitaliste et dont il ne peut pas disposer. Ce moyen merveilleux, c'est l'accession des travailleurs, l'accession des classes pauvres au travail quotidien de la gestion de l'Etat.

Pour montrer combien il est facile d'appliquer ce moyen merveilleux, combien son action est infaillible, prenons l'exemple le plus simple et le plus concret possible.

L'Etat doit par la contrainte expulser d'un appartement telle famille pour en installer une autre. C'est ce que fait constamment l'Etat capitaliste, c'est ce que fera aussi notre Etat prolétarien ou socialiste.

L'Etat capitaliste expulse une famille d'ouvrier qui a perdu le chef de la famille et ne paie pas son loyer. L'huissier apparaît flanqué d'un commissaire de police, de tout un peloton d'agents. Dans un quartier ouvrier, pour procéder à une expulsion, il faut un détachement de cosaques. Pourquoi ? Parce que l'huissier et le « commissaire » refusent de s'y rendre sans une très forte protection armée. Ils savent que le spectacle de l'expulsion provoque une telle fureur parmi toute la population voisine, provoque chez des milliers et des milliers

de gens à peu près réduits au désespoir une telle haine des capitalistes et de l'Etat capitaliste, qu'ils risquent, eux et leurs agents, d'être à tout instant écharpés par la foule. Il faut de grandes forces militaires, il faut amener dans une grande ville plusieurs régiments recrutés absolument dans une région éloignée, afin que les soldats soient étrangers à la vie des classes pauvres de la ville, afin que les soldats ne puissent être atteints par la « contagion » du socialisme.

L'Etat prolétarien doit installer de force une famille extrêmement nécessiteuse dans l'appartement d'un riche. Notre détachement de milice ouvrière se compose, par exemple, de 15 hommes : deux matelots, deux soldats, deux ouvriers conscients (à supposer que l'un des deux seulement soit membre de notre parti ou sympathisant), puis d'un intellectuel et de 8 personnes appartenant à la catégorie des travailleurs pauvres (dont au moins 5 femmes, domestiques, ouvriers non qualifiés, etc.). Notre détachement se présente chez le riche, visite l'appartement, y trouve cinq pièces pour deux hommes et deux femmes. « Vous vous serrerez dans deux pièces, citoyens, pour cet hiver, et vous en aménagerez deux pour qu'on y installe deux familles qui habitent dans des sous-sols. En attendant que nous ayons construit, avec le concours d'ingénieurs (vous êtes ingénieur, je crois ?), des appartements convenables pour tous, il faudra absolument que vous vous serriez un peu. Votre téléphone servira à dix ménages. Cela économisera 100 heures de travail, de courses dans les boutiques, etc. En outre, il y a dans votre famille deux personnes sans profession à peu près inoccupées, mais capables d'exécuter un travail facile, une citoyenne de 55 ans et un citoyen de 14 ans. Ils seront de service 3 heures par jour pour veiller à la juste répartition des produits alimentaires entre les 10 familles et pour tenir les écritures nécessaires. Le citoyen étudiant qui se trouve dans notre détachement va vous copier à deux exemplaires le texte de cet ordre du gouvernement et vous aurez l'obligeance de nous remettre un reçu par lequel vous vous engagerez à l'exécuter ponctuellement. »

Telles pourraient être, à mon avis, illustrées par des exemples concrets, les différences entre l'ancien appareil d'Etat et l'ancien Etat bourgeois et le nouvel appareil d'Etat et le nouvel Etat socialistes.

Nous ne sommes pas des utopistes. Nous savons que le premier manoeuvre ou la première cuisinière venus ne sont pas sur-le-champ capables de participer à la gestion de l'Etat. Sur ce point, nous sommes d'accord et avec les cadets, et avec Brechkovskaïa, et avec Tsérétéli. Mais ce qui nous distingue de ces citoyens, c'est que nous exigeons la rupture immédiate avec le préjugé selon lequel seuls seraient en état de gérer l'Etat, d'accomplir le travail courant, quotidien de direction les fonctionnaires riches ou issus de familles riches. Nous exigeons que *l'apprentissage* en matière de gestion de l'Etat soit fait par les ouvriers conscients et les soldats, et que l'on commence sans tarder, c'est-à-dire qu'on *commence* sans tarder à faire participer à cet apprentissage tous les travailleurs, tous les citoyens pauvres.

Nous savons que les cadets sont eux aussi d'accord pour apprendre au peuple les principes de la démocratie. Les dames du parti cadet sont d'accord pour faire, d'après les meilleures sources anglaises et françaises, des conférences à leurs bonnes sur l'égalité juridique de la femme. Au prochain concert-meeting, devant des milliers de gens, on organisera aussi sur l'estrade une embrassade générale : la conférencière du parti cadet embrassera Brechkovskaïa, Brechkovskaïa embrassera l'ancien ministre Tsérétéli, et le peuple reconnaissant apprendra ainsi concrètement ce que sont l'égalité, la liberté et la fraternité républicaines...

Oui, nous le reconnaissons, les cadets, Brechkovskaïa, Tsérétéli sont, à leur manière, dévoués à la démocratie et en diffusent les principes parmi le peuple. Mais qu'y faire, si nous avons une idée quelque peu différente de la démocratie ?

A notre avis, pour alléger les charges incroyables de la guerre et les calamités qu'elle entraîne, ainsi que pour guérir les horribles blessures qu'elle a causées au peuple, il faut une démocratie *révolutionnaire*, il faut des mesures *révolutionnaires*, précisément comme celle que je viens de décrire à propos de la distribution des logements dans l'intérêt des pauvres. *C'est exactement ainsi* qu'il faut agir et à la ville et à la campagne pour les denrées alimentaires, les vêtements, les chaussures, etc., pour la terre à la campagne, etc. Pour diriger l'Etat dans *cet* esprit, nous pouvons *recruter d'un seul coup* un appareil d'Etat d'une dizaine, sinon d'une vingtaine de millions d'hommes, un appareil d'Etat sans exemple dans aucun Etat capitaliste. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous sommes assurés de la sympathie la plus complète et la plus dévouée de l'immense majorité de la population. Cet appareil, nous seuls pouvons le créer, car nous avons des ouvriers conscients, disciplinés par un long « apprentissage » capitaliste (ce n'est pas pour rien que nous avons été à l'école du capitalisme), qui sont *en mesure* de créer une milice ouvrière, de la développer *progressivement* (mais sans tarder), d'en faire une milice *nationale*. Les ouvriers conscients doivent assumer la direction, mais ils peuvent amener à la direction de l'Etat les masses vraiment profondes d'ouvriers et d'opprimés.

Il va de soi que les erreurs sont inévitables quand ce nouvel appareil fera ses premiers pas. Mais les paysans n'ont-ils pas commis de fautes, quand ils sont passés du servage à la liberté et qu'ils ont commencé à gérer eux-mêmes leurs affaires ? Peut-il exister une autre voie pour apprendre au peuple à se diriger lui-même, pour lui éviter les fautes, que la voie de la pratique, que la mise en œuvre immédiate de la véritable administration du peuple par lui-même ? L'essentiel aujourd'hui, c'est de rompre avec le préjugé des intellectuels bourgeois d'après lequel seuls des fonctionnaires spéciaux, qui dépendent entièrement du capital par toute leur position sociale, peuvent diriger l'Etat. L'essentiel, c'est de mettre fin à un état de choses où les bourgeois, les fonctionnaires, les ministres « socialistes » s'efforcent de gérer l'Etat comme par le passé sans y parvenir et aboutissent après sept mois à un soulèvement paysan dans un pays agricole !! L'essentiel, c'est d'inspirer aux opprimés et aux travailleurs la confiance dans leur propre force, de leur montrer par la pratique qu'ils peuvent et doivent entreprendre eux-mêmes la répartition *équitable*, strictement réglementée, organisée du pain, de toutes les denrées alimentaires, du lait, des vêtements, des logements, etc., *dans l'intérêt des classes pauvres*. Sans cela, la Russie *ne* sera sauvée *ni* de la faillite *ni* de la destruction ; alors que si en tous lieux on remet consciencieusement, hardiment l'administration aux mains des prolétaires et des semi-prolétaires, cela suscitera dans les masses un si grand enthousiasme révolutionnaire dont l'histoire n'a pas d'exemple ; cela accroîtra dans de telles proportions les forces du peuple dans la lutte contre les fléaux que beaucoup de choses qui paraissent impossibles à nos forces restreintes, vieilles, bureaucratiques, deviendront réalisables pour les forces d'une masse de plusieurs millions qui *se mettra à travailler pour elle-même*, et non pas pour le capitaliste, pas pour le fils à papa, pas pour le fonctionnaire, pas sous la trique.

A la question de l'appareil d'Etat se rattache aussi la question de la centralisation que le camarade Bazarov a soulevée avec tant d'énergie et tant d'insuccès, dans le n° 138 de la *Novaïa Jizn* du 27 septembre, dans son article : « Les bolcheviks et le problème du pouvoir ».

Voici comment raisonne le camarade Bazarov : « Les Soviets ne constituent pas un appareil adapté à tous les domaines de la vie de l'Etat », car, dit-il, une expérience de sept mois a montré, « des dizaines et des centaines de documents qui se trouvent à la Section économique du Comité exécutif de Pétrograd » ont confirmé que les Soviets, bien que disposant pratiquement en maints endroits de « la plénitude du pouvoir », « n'ont pas pu obtenir de résultats tant soit peu satisfaisants dans le domaine de la lutte contre la désorganisation ». Il faut un appareil « divisé par branches de production, rigoureusement centralisé à l'intérieur de ces branches et subordonné à un centre national unique ». « Il s'agit, voyez-vous, non pas de remplacer l'ancien appareil, mais seulement de le réformer... quelles que soient les railleries des bolcheviks à l'adresse des hommes qui ont un plan... »

Tous ces raisonnements du camarade Bazarov sont d'une faiblesse stupéfiante : ils sont calqués sur les raisonnements de la bourgeoisie dont ils reflètent le point de vue de classe.

En effet, il est tout bonnement ridicule (à moins qu'on ne veuille répéter les mensonges de classe, les mensonges intéressés des capitalistes) de prétendre que les Soviets aient jamais disposé en Russie où que ce soit et à quel moment que ce soit, de la « plénitude du pouvoir ». La plénitude du pouvoir exige le pouvoir sur toute la terre, sur toutes les banques, sur toutes les usines. Un homme tant soit peu au courant de l'expérience de l'histoire et des données de la science sur la liaison entre la politique et l'économie, ne saurait « oublier » ce « petit » détail.

La duplicité de la bourgeoisie consiste à *ne pas* donner le pouvoir aux Soviets, à *saboter* chacune des mesures sérieuses qu'ils prennent, à conserver le gouvernement entre ses mains, à conserver sa mainmise sur la terre, les banques, etc., tout en faisant retomber la responsabilité de la désorganisation sur les Soviets !! C'est là encore toute la triste expérience de la coalition.

Les Soviets n'ont jamais disposé de la plénitude du pouvoir, et leurs mesures n'ont été que des palliatifs, elles n'ont servi qu'à aggraver la confusion.

Vouloir prouver aux bolcheviks, centralistes par conviction, par leur programme et par la tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte. Si les hommes de la *Novaïa Jizn* s'occupent à ces billevesées, c'est uniquement parce qu'ils n'ont pas du tout compris le sens et la portée de nos railleries sur leur point de vue « national ». Et cela, les gens de la *Novaïa Jizn* ne l'ont pas compris parce qu'ils ne reconnaissent l'enseignement de la lutte des classes que *du bout des lèvres*, et non pas en pensée. En répétant des phrases apprises sur la lutte des classes, ils se laissent égarer à chaque instant par leur « point de vue », risible sur le plan théorique et réactionnaire sur le plan pratique, qui les place « au-dessus des classes » et leur fait appeler « intérêt national » leur servilité à l'égard de la bourgeoisie.

L'Etat, bonnes gens, est une conception de classe. L'Etat est un instrument ou une machine d'oppression d'une classe par une autre. Tant qu'il est la machine qui sert à la bourgeoisie à opprimer le prolétariat, le mot d'ordre du prolétariat ne peut être que la *destruction* de cet Etat. Et quand l'Etat sera prolétarien, quand il sera un instrument d'oppression de la bourgeoisie par le prolétariat, alors nous serons partisans d'un pouvoir fort et de la centralisation.

Pour parler en termes plus explicites : ce n'est pas des « plans » que nous rions, mais de l'incapacité de Bazarov et consorts à comprendre que, en niant le « contrôle ouvrier », en niant la « dictature du prolétariat », ils *soutiennent* la dictature de la bourgeoisie. Il n'y a pas de moyen terme, le moyen terme est un rêve creux de démocrate petit-bourgeois.

Aucun organisme du Parti, aucun bolchevik ne s'est jamais opposé à la « centralisation » des Soviets. Nul parmi nous ne soulève d'objections contre les comités d'usine par branches de production et contre leur centralisation. Les coups de Bazarov portent à *faux*.

Nous raillons, nous avons raillé et nous raillerons non pas la « centralisation », non pas les « plans », mais le *réformisme*. Car votre réformisme est doublement risible après l'expérience de la coalition. Parler « non pas de remplacer l'appareil, mais de le réformer », c'est être réformiste, c'est devenir un démocrate réformiste et non révolutionnaire. Le réformisme ne consiste qu'à accepter les concessions de la part de la classe dirigeante *sans* la renverser, concessions qui lui permettent de garder le pouvoir *pour elle*.

C'est précisément la politique qui a été expérimentée pendant six mois de coalition.

Voilà de quoi nous nous moquons. Bazarov, qui n'a pas réfléchi à la doctrine de la lutte de classe, se laisse prendre au piège par la bourgeoisie qui chante en chœur : « Voilà, voilà justement, nous ne sommes pas contre une réforme, nous sommes pour la participation des ouvriers au contrôle de l'Etat, nous sommes entièrement d'accord », et le brave Bazarov joue *objectivement* le rôle de sous-fifre des capitalistes.

Il en a toujours été ainsi, il en sera toujours ainsi des hommes qui, en période de lutte de classe aiguë, s'efforcent de se tenir dans un « juste milieu ». Et c'est précisément parce que les hommes de la *Novaïa Jizn* sont incapables de comprendre la lutte des classes que leur politique est une oscillation perpétuelle et ridicule entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Mettez-vous donc à faire des « plans », chers citoyens ; ce n'est ni de la politique ni de la lutte de classe ; ici, vous pouvez être utiles au peuple. Vous avez à votre journal une foule d'économistes. Unissez-vous aux ingénieurs, etc., qui sont disposés à étudier les problèmes de réglementation et de répartition de la production, consacrez une feuille supplémentaire de votre grande « machine » (votre journal) à l'étude pratique de données précises sur la production et sur la répartition des produits en Russie, sur les banques et les cartels, etc., etc. Voilà comment vous vous rendrez utiles au peuple, voilà le domaine où votre position entre deux chaises ne pourra pas être trop nuisible, voilà le travail en matière de « plan » qui suscitera non pas les railleries des ouvriers, mais leur reconnaissance.

Voilà comment procédera le prolétariat victorieux : il placera les économistes, les ingénieurs, les agronomes, etc., *sous le contrôle* des organisations ouvrières en vue d'élaborer un « plan », de le vérifier, de rechercher les moyens d'économiser le travail par la centralisation, de trouver les mesures et les moyens de contrôler les plus simples, les moins chers, les plus pratiques et les plus généraux. Nous donnerons de bons salaires aux économistes, aux statisticiens, aux techniciens pour ce travail, mais... nous ne leur donnerons rien à manger s'ils n'exécutent pas ce travail consciencieusement et entièrement *dans l'intérêt des travailleurs*.

Nous sommes partisans de la centralisation et du « plan », mais de la centralisation et du plan de l'Etat *prolétarien*, de la réglementation prolétarienne de la production et de sa répartition dans l'intérêt des pauvres, des travailleurs, des exploités, *contre* les exploités. Sous le mot « de l'Etat », nous sommes d'accord pour entendre seulement ce qui brise la résistance des capitalistes, ce qui donne la plénitude du pouvoir à la majorité du peuple, c'est-à-dire aux prolétaires et aux semi-prolétaires, aux ouvriers et aux paysans pauvres.

Le cinquième argument consiste à dire que les bolcheviks ne garderont pas le pouvoir, car « la situation est exceptionnellement complexe »...

Oh, les sages ! Ils sont disposés peut-être à se réconcilier avec la révolution, pourvu qu'il n'y ait pas de « situation exceptionnellement complexe ».

Il n'existe pas de ces révolutions et il n'y a que lamentations réactionnaires d'intellectuels bourgeois dans les soupirs de ceux qui aspirent à une telle révolution. Même si une révolution commence dans des conditions en apparence peu compliquées, elle suscite *toujours* au cours de son développement des circonstances *exceptionnellement* complexes. Car une révolution vraiment profonde, « populaire » selon l'expression de Marx, est un processus incroyablement complexe et douloureux ; c'est l'agonie d'un vieux régime social et la naissance d'un nouveau régime, d'un mode de vie nouveau pour des dizaines de millions d'hommes. La révolution, c'est la lutte de classe, la guerre civile, la plus âpre, la plus furieuse, la plus désespérée. Il n'est pas dans l'histoire de grande révolution qui ait pu se faire sans guerre civile. Et penser que la guerre civile se conçoit en dehors d'une « situation exceptionnellement complexe », c'est ce que seuls des hommes qui vivent dans leur coquille peuvent faire.

Sans situation exceptionnellement complexe, il n'y aurait pas de révolution. Qui craint les loups n'aille point en forêt.

Dans ce cinquième argument il n'y a rien à examiner, puisqu'il ne renferme nulle idée, ni économique, ni politique, ni d'aucune autre sorte. On n'y trouve que les lamentations d'hommes que la révolution attriste et terrifie. Pour caractériser ces lamentations, je me permettrai d'évoquer deux petits souvenirs personnels.

Une conversation avec un riche ingénieur peu de temps avant les journées de juillet. Cet ingénieur avait été à un moment donné un révolutionnaire ; il avait été membre du parti social-démocrate et même du Parti bolchevik. Aujourd'hui, il n'est plus que terreur, que haine contre les ouvriers déchaînés et indomptables. Si encore, dit-il (lui qui est un homme cultivé, qui a été à l'étranger), c'étaient des ouvriers comme le sont les ouvriers allemands ; je comprends, certes, qu'en général la révolution sociale est inévitable ; mais chez nous, avec l'abaissement du niveau des ouvriers que la guerre a causé... ce n'est pas une révolution, c'est un abîme.

Il serait prêt à reconnaître la révolution sociale, si l'histoire y conduisait avec autant de calme, de tranquillité, de régularité, d'exactitude qu'un express allemand entre en gare. Très digne, le conducteur ouvre les portières des wagons et annonce « Terminus : Révolution sociale. Alle aussteigen (tout le monde descend) ! » Alors pourquoi ne passerait-il pas de la situation d'ingénieur sous le règne des Tit Titytch à la situation d'ingénieur sous le règne des organisations ouvrières.

Cet homme a vu des grèves. Il sait quelle tempête de passions déchaîne toujours, même dans les périodes les plus calmes, la plus ordinaire des grèves. Il comprend, bien sûr, combien de millions de fois plus forte cette tempête doit être, quand la lutte de classe a soulevé *tous* les travailleurs d'un immense pays, quand la guerre et l'exploitation ont conduit au bord du désespoir des millions d'hommes que les propriétaires faisaient souffrir depuis des siècles, que les capitalistes et les fonctionnaires du tsar dépouillaient et brimaient depuis des dizaines d'années. Tout cela il le comprend « en théorie », il ne le reconnaît que *du bout des lèvres*, il est simplement épouvanté par la « situation exceptionnellement complexe ».

Après les journées de juillet, je dus, grâce à la sollicitude spécialement attentive dont m'honorait le gouvernement Kérenski, passer dans la clandestinité. Nous autres, c'étaient naturellement les ouvriers qui nous cachaient. Dans un lointain faubourg ouvrier de Pétrograd, dans un petit logement ouvrier, on sert le repas. La femme apporte le pain. Le maître de maison dit : « Regarde un peu, quel beau pain. « Ils » n'osent pas maintenant, pour sûr, nous donner de mauvais pain. Nous ne pensions plus qu'on pouvait donner de bon pain à Pétrograd. »

Je fus frappé de cette appréciation de classe portée sur les journées de juillet. Ma pensée tournait autour de leur portée politique, pesait leur rôle dans la marche générale des événements, cherchait à démêler de quelle situation était sorti ce zigzag de l'histoire, quelle situation il créerait, dans quel sens nous devrions modifier nos mots d'ordre et l'appareil de notre parti pour l'adapter à la situation nouvelle. Moi qui n'avais pas connu le besoin, je ne pensais pas au pain. Le pain était pour moi quelque chose qui allait de soi, une sorte de produit auxiliaire du travail du publiciste. La pensée n'arrive au fondement de tout, à la lutte de classe pour le pain, que par l'analyse politique, par une voie extraordinairement difficile et embrouillée.

Mais le représentant de la classe opprimée, quoique au nombre des ouvriers bien payés et cultivés, prend immédiatement le taureau par les cornes, avec cette simplicité, cette franchise étonnantes, cette ferme résolution, cette netteté de vue incroyable, dont nous sommes, nous intellectuels, aussi éloignés que des étoiles du ciel. Le monde entier se divise en deux camps : « nous », les travailleurs, et « eux », les exploités. Pas l'ombre de perplexité sur ce qui s'est passé : ce n'est qu'une des batailles dans la longue lutte entre le travail et le capital. On ne fait pas d'omelette sans casser les œufs.

« Combien douloureuse cette « situation exceptionnellement complexe » de la révolution », tels sont la pensée et le sentiment de l'intellectuel bourgeois.

« Nous « les » tenons de près, « ils » n'oseront plus plastronner, comme par le passé. Encore un petit effort, et nous les faisons toucher les épaules », telle est la manière de penser et de sentir de l'ouvrier.

Sixième et dernier argument : le prolétariat « ne sera pas en mesure de résister à la poussée des forces hostiles qui balayera non seulement la dictature du prolétariat, mais, par surcroît, la révolution ».

Ne cherchez pas à nous faire peur, messieurs, vous ne nous effrayez pas. Nous les avons vues ces forces hostiles et leur poussée au cours de l'aventure Kornilov (dont le régime Kérenski ne se distingue en rien). Nous avons vu le prolétariat et les paysans pauvres balayer Kornilov et les siens, nous avons vu à quelle pitoyable situation, à quelle impuissance se sont trouvés réduits les partisans de la bourgeoisie et les quelques représentants locaux des petits propriétaires particulièrement aisés et particulièrement « hostiles » à la révolution, tout cela nous l'avons vu, tout cela le peuple s'en souvient. Dans son numéro du 30 septembre, s'efforçant de persuader les ouvriers de prendre en patience le régime Kérenski (c'est-à-dire le régime Kornilov) et la Douma de Tsérétéli, imitation de celle de Boulyguine, dans l'attente de l'Assemblée constituante (convoquée sous la protection de « mesures militaires » prises contre le soulèvement paysan !), le *Diélo Naroda* s'exalte à répéter précisément le sixième argument de la *Novaïa Jizn* et crie à s'érailler la voix : « le gouvernement Kérenski ne se soumettra en aucun cas » (au pouvoir des Soviets, au pouvoir des ouvriers et des paysans, pouvoir que le *Diélo Nazoda*, pour ne pas être en reste avec les fauteurs de pogroms, les antisémites, les monarchistes et les cadets appelle le pouvoir « de Trotski et de Lénine » : voilà où en arrivent les socialistes-révolutionnaires !!).

Mais ni la *Novaïa Jizn*, ni le *Diélo Naroda* ne feront peur aux ouvriers conscients. « Le gouvernement Kérenski, dites-vous, ne se soumettra en aucun cas », autrement dit, il répétera l'expérience Kornilov, pour parler plus simplement, plus franchement, plus clairement. Et ces messieurs du *Diélo Naroda* osent dire que ce serait la « guerre civile », que c'est une « perspective effroyable » !

Non, messieurs, vous ne trompez pas les ouvriers. Ce ne sera pas une guerre civile, mais la mutinerie désespérée d'une poignée de korniloviens : peut-être désirent-ils « ne pas se soumettre » au peuple et l'inciter à tout prix à répéter sur une grande échelle ce qui s'est produit à Vyborg vis-à-vis des korniloviens ; si les socialistes-révolutionnaires en ont le *désir*, si Kérenski, membre du parti socialiste-révolutionnaire, en a le *désir*, il peut réduire le peuple à l'exaspération. Quant aux ouvriers et aux soldats, messieurs, ce n'est pas ainsi que vous leur ferez peur.

Quelle impudence ! Ils ont fabriqué une nouvelle Douma Boulyguine ; par la fraude ils ont appelé à leur aide des coopérateurs réactionnaires, des koulaks, ils leur ont adjoint des capitalistes et des propriétaires fonciers (dénommés éléments censitaires), et ils veulent avec cette bande de korniloviens *îcrirre échec à la volonté du peuple*, à la volonté des ouvriers et des paysans. Dans ce pays rural, ils ont tant fait que partout s'étale, pareil à un large fleuve, le soulèvement paysan ! Pensez-y : dans une république démocratique qui compte 80 % de paysans, on en est venu à un soulèvement paysan... Et ce même *Diélo Naroda*, journal de Tchernov, organe du parti des « socialistes-révolutionnaires », qui, le 30 septembre, a le front de conseiller aux ouvriers et aux paysans de « patienter », se voit obligé d'avouer dans l'éditorial du 29 septembre :

« Presque rien n'a été fait jusqu'ici pour mettre fin au régime d'asservissement qui règne encore dans les campagnes, surtout en Russie centrale. »

C'est ce même *Diélo Naroda* qui, dans ce même éditorial du 29 septembre, déclare que « la poigne de Stolypine se fait encore fortement sentir » dans les procédés des « ministres révolutionnaires » ; en d'autres termes, s'exprimant plus clairement et plus simplement, il qualifie Kérenski, Nikitine, Kichkine et consorts de *stolypiniens*.

Les « stolypiniens » Kérénski et consorts ont amené les paysans à se soulever, ils prennent maintenant des « mesures militaires » contre les paysans, ils cherchent à rassurer le peuple par la promesse d'une Assemblée constituante (encore que Kérénski et Tsérétéli aient déjà une fois *trompé* le peuple, en déclarant solennellement le 8 juillet que l'Assemblée constituante serait convoquée à la date fixée, le 17 septembre, et *en manquant* ensuite à *leur parole* et en ajournant l'Assemblée constituante, au mépris des conseils du *menchévik Dan* lui-même, non pas à la fin d'octobre, comme le voulait le Comité exécutif central menchévique d'alors, mais à la fin de novembre). Les « stolypiniens » Kérénski et consorts rassurent le peuple en lui parlant de la convocation prochaine de l'Assemblée constituante, comme si le peuple pouvait croire ceux qui lui ont menti dans des circonstances analogues, comme si le peuple pouvait croire à la convocation *régulière* de l'Assemblée constituante par le gouvernement qui prend des *mesures militaires* dans les campagnes les plus reculées, qui de toute évidence *couvre* les arrestations arbitraires de paysans conscients et le *truquage* des élections.

Amener les paysans à se soulever et avoir le front de leur dire : « il faut « prendre patience », il faut attendre, il faut faire confiance au gouvernement qui par des « mesures militaires » pacifie les paysans qui se soulèvent ! »

En arriver à mener à la mort des centaines de milliers de soldats russes lors de l'offensive qui a suivi le 19 juin, à la prolongation de la guerre, au soulèvement des matelots allemands qui jettent leurs chefs par-dessus bord ; palabrer sans fin sur la paix sans *proposer* une paix équitable à *tous* les belligérants, et avoir le front de dire aux ouvriers et aux paysans, de dire aux soldats qui meurent : « Il faut prendre patience », faites confiance au gouvernement du « stolypinien » Kérénski, faites confiance un mois encore aux généraux de Kornilov, peut-être pendant ce mois-là enverront-ils encore quelques dizaines de milliers de soldats à l'abattoir... « Il faut prendre patience. »

N'est-ce pas le comble de l'impudence ?? Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérénski, vous ne trompez pas les soldats !

Les ouvriers et les soldats ne supporteront pas un jour, pas une heure *de trop* le gouvernement Kérénski, car ils savent que le gouvernement des *Soviets* offrira *immédiatement* à tous les belligérants une paix équitable, ce qui *selon toute vraisemblance* amènera un armistice immédiat et une paix rapide.

Les soldats de notre armée paysanne ne supporteront pas un jour, pas une heure *de trop* que le gouvernement Kérénski, qui pacifie par des *mesures militaires* le soulèvement paysan, reste au pouvoir contre la volonté des *Soviets*. Non, messieurs les socialistes-révolutionnaires, collègues politiques de Kérénski, vous ne trompez plus les ouvriers et les paysans.

A propos de la poussée des forces hostiles qui, ainsi que l'assure la *Novaïa Jizn* mortellement effrayée, balaiera la dictature du prolétariat, il y a encore une erreur logique et politique monstrueuse que seuls ne peuvent pas voir ceux qui se sont laissés effrayer au point de perdre la tête.

« La poussée des forces hostiles balaiera la dictature du prolétariat », dites-vous. Fort bien. Mais, voyons, vous êtes tous des économistes et des gens instruits, chers concitoyens. Vous savez tous qu'opposer la démocratie à la bourgeoisie est une absurdité, une ignorance, que cela revient à opposer des pouds et des archines. Car il existe une bourgeoisie démocratique et des couches non démocratiques de la petite bourgeoisie (capables d'une Vendée⁴⁷).

Les « forces hostiles », c'est une formule. Du point de vue de classe, il y a la *bourgeoisie* (que soutiennent d'ailleurs les propriétaires fonciers).

Bourgeoisie et propriétaires fonciers, prolétariat, petite bourgeoisie et petits propriétaires, surtout paysannerie, voilà les trois « forces » fondamentales entre lesquelles se partage la Russie, comme *tout* pays capitaliste. Voilà les trois « forces » fondamentales dont l'existence, dans tous les pays capitalistes (y compris la Russie), a été démontrée non seulement par l'analyse économique scientifique, mais encore par *l'expérience politique* de l'histoire moderne de *tous* les pays, par l'expérience de *toutes* les révolutions depuis le XVIII^e siècle en Europe, par l'expérience des *deux* révolutions russes de 1905 et 1917.

Vous menacez donc les prolétaires en déclarant que la poussée de la bourgeoisie balaiera leur pouvoir ? C'est à cela et à cela seulement se réduit votre menace ; elle ne contient rien de plus.

Parfait. Si, par exemple, la bourgeoisie peut balayer le pouvoir des ouvriers et des paysans pauvres, il ne reste pas d'autre issue que la « coalition », c'est-à-dire l'alliance ou l'accord des petits bourgeois avec la bourgeoisie. On ne peut rien imaginer d'autre !!

Or la coalition, mise à l'épreuve depuis six mois, a fait faillite, et vous-mêmes, très chers citoyens de la *Novaïa Jizn* qui ne savez pas penser, vous avez *renoncé* à la coalition.

Où en sommes-nous donc ?

Vous vous êtes si bien empêtrés, citoyens de la *Novaïa Jizn*, vous vous êtes si bien laissé terrifier, que dans les raisonnements les plus simples, quand *il s'agit de compter, non pas même jusqu'à cinq, mais seulement jusqu'à trois*, vous n'êtes pas capables d'arriver au bout de l'opération.

Ou tout le pouvoir à la bourgeoisie — mais cela il y a longtemps que vous ne le soutenez plus ; la bourgeoisie elle-même n'ose souffler mot là-dessus, sachant que dès les 20-21 avril, d'un seul mouvement d'épaule le peuple a jeté bas ce pouvoir et qu'il le rejettera maintenant avec une décision beaucoup plus implacable. Ou le pouvoir à la petite bourgeoisie, c'est-à-dire à la coalition (l'alliance, l'accord) de celle-ci avec la bourgeoisie, car la petite bourgeoisie ne veut pas et *ne peut pas* prendre toute seule, de son propre chef, le pouvoir, ainsi que l'a prouvé l'expérience de toutes les révolutions, comme le prouve aussi la science économique, qui explique que dans un pays capitaliste on peut être pour le capital, on peut être pour le travail, mais qu'on ne peut se maintenir entre les deux. Cette coalition a tenté depuis six mois en Russie tous les moyens, et elle a essuyé un échec.

Ou, enfin, tout le pouvoir aux prolétaires et aux paysans pauvres, contre la bourgeoisie, pour briser sa résistance. C'est ce qu'on n'a pas encore essayé ; et c'est ce que vous, messieurs de la *Novaïa Jizn*, vous *déconseillez* au peuple, en cherchant à lui communiquer la frayeur que vous inspire à vous-mêmes la bourgeoisie.

On ne peut pas imaginer une quatrième voie.

Donc, si la *Novaïa Jizn* redoute la dictature du prolétariat et y renonce par crainte d'une défaite soi-disant possible que la bourgeoisie infligerait au pouvoir prolétarien, cela équivaut à un *retour voilé à l'accord* avec les capitalistes !!! Il est clair comme le jour que celui qui redoute la résistance des capitalistes, celui qui ne croit pas possible de briser cette résistance, celui qui enseigne au peuple : « Craignez la résistance des capitalistes, vous n'en viendrez pas à bout », celui-là l'invite *par là-même* à s'entendre à nouveau avec les capitalistes.

La *Novaïa Jizn* s'est empêtrée, impuissante et lamentable, comme s'empêtrant aujourd'hui tous les démocrates petits-bourgeois qui voient la faillite de la coalition, qui n'osent pas la défendre ouvertement et qui, soutenus en même temps par la bourgeoisie, redoutent la souveraineté des prolétaires et des paysans pauvres.

Redouter la résistance des capitalistes et se dire en même temps révolutionnaire, vouloir compter parmi les socialistes, quelle turpitude ! Quelle déchéance idéologique du socialisme mondial corrompu par l'opportunisme a-t-il fallu pour que de telles voix *puissent* se faire entendre !

La force de résistance des capitalistes, nous l'avons déjà vue, le peuple tout entier l'a vue, car les capitalistes étaient plus conscients que les autres classes et ils ont tout de suite compris l'importance des Soviets, ils ont tout de suite bandé *toutes leurs forces* à l'extrême, ils ont mis en jeu toutes leurs batteries, sans retenue, ils ont eu recours à des procédés inouïs, mensonge, calomnie, conspirations militaires, *pour faire sauter les Soviets*, pour les réduire à néant, pour les prostituer (avec l'aide des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires), pour les transformer en parlotes, pour lasser les paysans et les ouvriers par des mois et des mois de belles paroles vides en jouant à la révolution.

Mais la force de résistance des prolétaires et des paysans pauvres, *nous ne l'avons pas encore vue*, car cette force n'apparaîtra dans toute son ampleur que lorsque le pouvoir sera aux mains du prolétariat, lorsque des dizaines de millions d'hommes, écrasés par la misère et par l'esclavage capitaliste, verront à l'expérience, *sentiront* que le pouvoir dans l'Etat est exercé par les classes opprimées, que le pouvoir aide la classe pauvre à lutter contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, qu'il *brise* leur résistance. Alors *seulement* nous pourrons voir quelles forces encore intactes de résistance aux capitalistes dorment chez le peuple, alors *seulement* se manifesteront ce qu'Engels appelle le « socialisme latent », alors *seulement* pour chaque *dizaine de milliers* d'ennemis déclarés ou cachés, se révélant par leur action ou par leur résistance passive contre le pouvoir de la classe ouvrière, se

dresseront *par million* de nouveaux combattants, plongés jusqu'alors dans le sommeil politique, végétant dans les souffrances de la misère et le désespoir, qui avaient cessé de croire qu'ils sont eux aussi des hommes, qu'ils ont eux aussi droit à la vie, que toute la puissance d'un Etat moderne centralisé puisse être aussi à leur service, que les détachements de la milice prolétarienne les appellent, *eux* aussi, avec une confiance sans réserve, à prendre une part directe, immédiate, quotidienne à la gestion de l'Etat.

Les capitalistes aidés des propriétaires fonciers et grâce à la bienveillante participation des Plékhanov, des Brechkovskaïa, des Tsérétéli, des Tchernov et consorts, ont *tout fait* pour *salir* la république démocratique, pour la salir par leur servilité devant la richesse, à tel point que le peuple est en proie à l'apathie, à l'indifférence, que *tout lui est égal*, car un homme qui souffre de la faim ne peut distinguer la république de la monarchie, un soldat transi de froid, nu-pieds, harassé, qui meurt pour les intérêts d'autrui, ne peut pas aimer la république.

Mais quand le dernier manoeuvre, quand n'importe quel chômeur, quand toute cuisinière, tout paysan ruiné verra — non pas dans les journaux, mais de ses propres yeux — que le pouvoir prolétarien ne rampe pas devant la richesse, mais qu'il aide le pauvre, que ce pouvoir ne recule pas devant des mesures révolutionnaires, qu'il prend aux parasites leur superflu pour le donner aux affamés, qu'il installe de force les sans-abri dans les appartements des riches, qu'il contraint les riches à payer le lait, mais ne leur donne pas une goutte de lait tant que les enfants de *toutes* les familles pauvres n'en ont pas reçu en quantité suffisante, quand ils verront que la terre est remise à ceux qui la travaillent, que les usines et les banques sont placées sous le contrôle des ouvriers, qu'un châtimement immédiat et sévère attend les millionnaires qui dissimuleront leur richesse, quand donc le pauvre verra et sentira tout cela, alors aucune force des capitalistes et des koulaks, aucune force du capital financier mondial qui brasse des centaines de milliards, ne pourra vaincre la révolution populaire ; c'est *elle*, au contraire, qui vaincra le monde entier, car dans tous les pays mûrit la révolution socialiste.

Notre révolution est invincible, si elle n'a pas peur d'elle-même, si elle confie la totalité du pouvoir au prolétariat, car nous avons derrière nous des forces encore infiniment plus considérables, plus développées, plus organisées du prolétariat mondial, écrasées pour un temps par la guerre ; mais la guerre ne les a pas détruites ; elle les a, au contraire, multipliées.

Craindre que le pouvoir des bolcheviks, c'est-à-dire le pouvoir du prolétariat, auquel est assuré le soutien sans réserve des paysans pauvres, soit « balayé » par messieurs les capitalistes ! Quel aveuglement, quelle peur honteuse du peuple, quelle hypocrisie ! Les hommes qui manifestent cette crainte appartiennent à cette « haute société » (haute d'après l'estimation capitaliste, mais en réalité *pourrie*), qui prononce le mot « justice » sans y croire elle-même, par habitude, comme une formule à laquelle on n'attache aucun sens.

Voici un exemple :

Monsieur Péchékhonov est un demi-cadet bien connu. On ne saurait trouver de troudivik⁴⁸ plus modéré que ce partisan des Brechkovskaïa et des Plékhanov. Jamais on n'a vu ministre plus obligeant à l'égard de la bourgeoisie. Le monde n'a pas vu de plus chaud partisan de la « coalition », de l'entente avec les capitalistes !

Et voici les aveux que ce monsieur a été *obligé* de faire dans son discours à la Conférence « démocratique » (lire : Conférence Boulyguine), d'après l'organe des jusqu'aboutistes, les *Izvestia* :

« Il y a deux programmes. L'un est le programme qui exprime les revendications des groupes, celles des classes et des nationalités. Ce programme, ce sont les bolcheviks qui le défendent le plus ouvertement. Mais pour les autres fractions de la démocratie aussi il n'est pas du tout facile d'y renoncer. C'est que ce sont les revendications des masses laborieuses, les revendications des nationalités lésées dans leurs intérêts et opprimées. Et c'est pourquoi il n'est guère facile pour la démocratie de rompre avec les bolcheviks, de renoncer à ces revendications de classe, avant tout parce que ces revendications sont au fond justes. Mais ce programme pour lequel nous avons lutté jusqu'à la révolution, pour lequel nous avons fait la révolution et que nous soutiendrions tous ensemble, dans d'autres conditions, présente dans la situation actuelle un immense danger. Aujourd'hui ce danger est d'autant plus grand qu'il faut présenter ces revendications à un moment où l'Etat est dans l'impossibilité de les satisfaire. Il faut d'abord sauvegarder le tout, c'est-à-dire l'Etat, le sauver de la ruine et pour cela il n'existe qu'une voie : non pas satisfaire les revendications, si justes et si fortes qu'elles soient, mais au contraire les limiter, accepter des sacrifices qu'il est indispensable d'apporter de toutes parts. » (*Izvestia du Comité exécutif central*, 17 septembre.)

Monsieur Péchékhonov ne comprend pas que, tant que les capitalistes sont au pouvoir, ce *n'est pas* l'intérêt général qu'il défend, mais les intérêts égoïstes du capital impérialiste de la Russie et des « alliés ». Monsieur

Péchékhnov ne comprend pas que la guerre ne cessera d'être une guerre impérialiste de conquête et de rapine qu'après la rupture avec les capitalistes, avec *leurs* traités secrets, avec *leurs* annexions (conquêtes de territoires étrangers), avec *leurs* escroqueries financières et bancaires. Monsieur Péchékhnov ne comprend pas que c'est seulement *après* cela que la guerre, au cas où l'adversaire refuserait la paix équitable qui lui serait proposée formellement, deviendrait une guerre défensive, une guerre juste. Monsieur Péchékhnov ne comprend pas que la capacité de défense d'un pays, qui aurait rejeté le joug du capital, donné la terre aux paysans, placé les banques et les usines sous le contrôle des ouvriers, serait *infiniment* plus grande que la capacité de défense d'un pays capitaliste.

Et surtout, Monsieur Péchékhnov *ne* comprend *pas* que, forcé de reconnaître la justesse du bolchévisme, forcé de reconnaître que les revendications du bolchévisme sont les revendications des « masses laborieuses », c'est-à-dire de la majorité de la population, il *abandonne* par là toutes ses positions, toutes les positions de la démocratie petite-bourgeoise.

Voilà ce qui fait notre force. Voilà pourquoi notre gouvernement sera invincible : nos adversaires eux-mêmes sont obligés de reconnaître que le programme des bolcheviks est le programme des « masses laborieuses » et des « nationalités opprimées ».

Mais Monsieur Péchékhnov est l'ami politique des cadets, des gens de *l'Edinstvo* et du *Diélo Naroda*, des Brechkovskaïa et des Plékhanov ; il est le représentant des koulaks⁴⁹ et des messieurs dont les femmes et les sœurs viendraient demain crever de leurs ombrelles les yeux des bolcheviks pour les achever si par hasard ils se trouvaient vaincus par les troupes de Kornilov ou (ce qui revient exactement au même) par les troupes de Kérenski.

Et ce monsieur est *obligé* de reconnaître que les revendications des bolcheviks sont « justes ».

Pour lui « justice » n'est qu'un mot. Mais pour la masse des semi-prolétaires, pour la majorité de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ruinées, exténuées, épuisées par la guerre, ce n'est pas un mot, c'est la question la plus poignante, la plus brûlante, la plus importante, la question de la mort par inanition, la question d'une bouchée de pain. Voilà pourquoi il est *impossible* de fonder une politique *quelconque* sur la « coalition », sur l'« entente » entre les intérêts des gens affamés et ruinés et ceux des exploités. Voilà pourquoi le soutien de ces masses, dans leur écrasante majorité, est *assuré* au gouvernement bolchevique.

La justice est un vain mot, disent les intellectuels et les gredins enclins à se déclarer marxistes, sous le noble prétexte qu'ils ont « vu les petits côtés » du matérialisme économique.

Les idées deviennent une force quand elles s'emparent des masses. Et c'est précisément maintenant que les bolcheviks, c'est-à-dire les représentants de l'internationalisme révolutionnaire prolétarien, incarnent par leur politique l'idée qui anime dans le monde entier des masses innombrables de travailleurs.

A elle seule la justice, à lui seul le sentiment des masses révoltées par l'exploitation ne sauraient les conduire sur la voie sûre du socialisme. Mais quand, grâce au capitalisme, l'appareil matériel des grosses banques, des cartels, des chemins de fer, etc., a grandi ; quand la riche expérience des pays avancés a accumulé les merveilles de la technique dont l'application est *freinée* par le capitalisme ; quand les ouvriers conscients ont forgé un parti d'un quart de million d'hommes pour prendre méthodiquement en main cet appareil et pour le faire fonctionner, avec le soutien de tous les travailleurs et de tous les exploités, quand ces conditions *existent*, alors il n'est pas de force au monde qui puisse faire obstacle aux bolcheviks, *s'il ne se laissent pas intimider*, s'ils savent s'emparer du pouvoir et le garder jusqu'à la victoire de la révolution socialiste mondiale.

POSTFACE

Les lignes précédentes étaient déjà écrites lorsque l'éditorial de la *Novaïa Jizn* du 1^{er} octobre est venu ajouter une nouvelle stupidité, d'autant plus dangereuse qu'elle se couvre du prétexte de la sympathie pour les bolcheviks et s'abrite sous le raisonnement philistin très sage : « ne pas tomber dans la provocation » (ne pas se laisser prendre au piège de ceux qui crient à la provocation afin de faire peur aux bolcheviks et de les engager à *ne pas* prendre le pouvoir).

Voici cette perle :

« L'enseignement des mouvements comme celui des 3-5 juillet, d'une part, et comme les journées de Kornilov, d'autre part, nous montre avec une parfaite évidence que la démocratie qui a à sa disposition les organes les plus influents parmi la population, est invincible, lorsque, dans la guerre civile, elle a une position défensive, mais elle subit une défaite et perd tous les éléments intermédiaires et hésitants quand elle prend en main l'initiative de l'attaque. »

Si les bolcheviks manifestaient, sous une forme quelconque, le moindre esprit de conciliation avec l'absurdité philistine de ce raisonnement, ils perdraient et leur parti et la révolution.

Car l'auteur de ce raisonnement, s'étant mis à parler de la guerre civile (thème qui sied à ravir à une dame bien), a dénaturé les *leçons de l'histoire* sur cette question. C'est d'un comique achevé.

Voici comment raisonnait sur *ces* leçons, sur les leçons de l'histoire touchant *cette* question, le représentant et le fondateur de la tactique révolutionnaire prolétarienne, Karl Marx :

« L'insurrection est un art au même titre que la guerre et que d'autres formes d'art. Elle est soumise à certaines règles dont l'omission conduit à sa perte le parti coupable de les négliger. Ces règles qui découlent logiquement de la nature du parti, de la nature des circonstances avec lesquelles il faut compter en pareil cas, sont si claires et si simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les faire connaître aux Allemands. Primo, il convient de ne jamais jouer à l'insurrection, si l'on n'est pas décidé à la mener jusqu'au bout (littéralement, à affronter toutes les conséquences de ce jeu). L'insurrection est une équation dont les paramètres sont indéterminés au plus haut point et peuvent changer de valeur d'un jour à l'autre. Les forces combattantes contre lesquelles il faut agir ont entièrement de leur côté la supériorité de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. » (Marx a en vue le cas le plus « difficile » : l'insurrection contre un pouvoir ancien et « solide », contre une armée qui ne s'est pas encore désagrégée sous l'influence de la révolution et des hésitations du gouvernement.) « Si les insurgés ne peuvent pas rassembler des forces supérieures contre leur adversaire, alors ils sont battus et anéantis. Secundo, une fois l'insurrection commencée, il faut alors agir avec la plus grande détermination et passer à l'attaque. La défensive est la mort de tout soulèvement armé ; dans la défensive, il est perdu avant même de s'être mesuré avec les forces de l'ennemi. Il faut attaquer l'adversaire à l'improviste, alors que ses troupes sont encore dispersées, il faut s'efforcer de remporter chaque jour de nouveaux succès, même modestes ; il faut maintenir l'ascendant moral que vous aura valu le premier succès des insurgés ; il faut attirer les éléments hésitants qui suivent toujours le plus fort et se rangent toujours du côté le plus sûr ; il faut contraindre l'ennemi à la retraite avant qu'il ait pu rassembler ses troupes contre vous ; bref, agissez suivant les paroles de Danton, le plus grand maître jusqu'à ce jour de la tactique révolutionnaire : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace » (*La révolution et la contre-révolution en Allemagne*, édition allemande de 1907, p. 118).

Tout cela nous l'avons fait et refait, pourront dire les « pseudomarxistes » de la *Novaïa Jizn*, au lieu d'une triple audace, nous avons deux mérites : « oui, deux : la modération et la précision ». Pour « nous », l'expérience de l'histoire universelle, l'expérience de la grande révolution française n'est rien. Pour « nous », l'important c'est l'expérience des deux mouvements de 1917, déformés par les lunettes de Moltchaline⁵⁰.

Examinons cette expérience sans ces chères lunettes.

Vous assimilez le mouvement des 3-5 juillet à la « guerre civile », car vous avez eu confiance en Alexinski, en Péréverzev et C^{ie}. Il est caractéristique des messieurs de la *Novaïa Jizn* qu'ils aient confiance en de *tels* hommes (car ils n'ont rien fait d'eux-mêmes, malgré l'énorme appareil d'un grand quotidien, pour *réunir* des documents sur les journées des 3-5 juillet).

Mais admettons un instant seulement que les journées des 3-5 juillet aient été non pas le tout premier début de la guerre civile, maintenu dans ces limites par les bolcheviks, mais une véritable guerre civile. Admettons-le.

Que prouve donc, dans ce cas, cette leçon ?

Tout d'abord que les bolcheviks *ne* sont *pas* passés à l'offensive, car il est incontestable que si, dans la nuit du 3 au 4 juillet et même dans la journée du 4 juillet, ils étaient passés à l'offensive, ils auraient obtenu beaucoup de choses. C'est la défensive qui fut leur faiblesse, s'il s'agit de guerre civile (comme l'estime la *Novaïa Jizn*, et non pas de la transformation d'un mouvement spontané en une manifestation analogue à celle des 20-21 avril, ce dont témoignent les *faits*).

Ainsi donc, la « leçon » témoigne *contre* les sages de la *Novaïa Jizn*.

En second lieu, si les 3-4 juillet les bolcheviks ne s'étaient pas assigné pour but l'insurrection, si *aucune de leurs organisations* n'avait soulevé cette question, la raison est *en dehors* de notre discussion avec la *Novaïa Jizn*. Car nous discutons sur les *leçons* de la « guerre civile », c'est-à-dire de l'insurrection, et non pas sur le moment où l'absence notoire d'une majorité en sa faveur retient un parti révolutionnaire de penser à l'insurrection.

Comme chacun sait que les bolcheviks ont obtenu la majorité à la fois dans les Soviets des deux capitales et dans le pays (plus de 49 % des voix à Moscou) seulement *longtemps après* les journées de juillet 1917, il s'ensuit que les «leçons» à tirer sont tout autres, tout autres que ne le désire la dame bien de la *Novaïa Jizn*.

Non, non, vous feriez mieux de ne pas vous attaquer à la politique, citoyens de la *Novaïa Jizn* !

Si le parti révolutionnaire n'a pas la majorité dans les détachements avancés des classes révolutionnaires ni dans le pays, il ne peut être question d'insurrection. En outre, l'insurrection a besoin : 1) de la croissance de la révolution à l'échelle nationale ; 2) d'une faillite morale et politique complète de l'ancien gouvernement, par exemple, du gouvernement de « coalition » ; 3) de grandes hésitations dans le camp des éléments intermédiaires, c'est-à-dire de ceux qui *ne sont pas* entièrement pour le gouvernement, encore qu'hier ils fussent pleinement pour lui.

Pourquoi la *Novaïa Jizn*, en se mettant à parler des « leçons » des 3-5 juillet, n'a-t-elle pas même remarqué cette leçon très importante ? Parce que ce ne sont pas des hommes politiques qui se sont attaqués à une question politique, mais un cénacle d'intellectuels effrayés par la bourgeoisie.

Continuons. En troisième lieu, les faits attestent que c'est précisément *après* les 3-4 juillet, précisément après que les messieurs Tsérétéli furent *démasqués* par leur politique *de juillet*, précisément parce que les *masses* ont vu dans les bolcheviks *leurs* combattants d'avant-garde et dans les « partisans du bloc social » des traîtres, que commence *l'effondrement* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Cet effondrement était prouvé, *dès avant* l'aventure Kor-nilov, par les élections du 20 août, à Pétrograd, qui avaient amené la victoire des bolcheviks et la défaite des « partisans du bloc social » (le *Diélo Naroda* s'est tout récemment efforcé de réfuter ces faits, *en dissimulant* les résultats pour *tous* les partis ; mais il n'a fait que se tromper lui-même et tromper ses lecteurs ; d'après les données du *Bien* du 24 août, données qui ne se rapportent qu'à la ville, le pourcentage des voix en faveur des cadets est passé de 22 à 23 %, mais le chiffre absolu de voix en leur faveur a diminué de 40 % ; le pourcentage des voix obtenues par les bolcheviks est passé de 20 à 33 % et le nombre absolu des voix recueillies n'a diminué que de 10 % ; le pourcentage des voix pour les partis « du milieu » est passé de 58 à 44 % et le nombre absolu des voix qu'ils ont obtenues a diminué de 60 % !!).

L'effondrement des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks après les journées de juillet et jusqu'à l'expérience Kornilov est également prouvé par le développement de l'aile « gauche » dans ces deux partis, qui va presque jusqu'à 40 % : « revanche » des bolcheviks persécutés par les Kérénski.

Le parti prolétarien, malgré la « perte » de quelques centaines de membres, *a eu des gains* gigantesques, à la suite des 3-4 juillet, car c'est précisément au cours de ces rudes journées que les *masses* ont compris et ont vu son dévouement et la *trahison* des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. La « leçon » donc n'est pas du tout, du tout celle que prétend la *Novaïa Jizn* ; elle est tout autre : ne pas s'éloigner des masses en effervescence pour se ranger aux côtés des « Moltchaline de la démocratie », et, s'il faut en venir à l'insurrection, passer à l'attaque, tant que les forces de l'ennemi sont dispersées, prendre l'ennemi à l'improviste.

N'est-il pas vrai, messieurs les « pseudo-marxistes » de la *Novaïa Jizn* ?

Ou bien le « marxisme » consiste-t-il à *ne pas* fonder la tactique sur l'appréciation exacte de la situation *objective*, mais à mettre en un seul tas, sans réflexion et sans critique, la « guerre civile » et le « Congrès des Soviets accompagné de la convocation de l'Assemblée constituante » ?

C'est tout simplement ridicule, messieurs : c'est tourner complètement en dérision et le marxisme et toute logique en général !

Si la situation *objective n'offre pas* de terrain à une aggravation de la lutte des classes telle qu'elle devienne « guerre civile », pourquoi alors avez-vous parlé de « guerre civile » à *propos* du « Congrès des Soviets et de l'Assemblée constituante ? » (tel est précisément le titre de l'éditorial de la *Novaïa Jizn* que nous considérons). Il fallait alors dire clairement au lecteur et lui prouver que dans les conditions objectives *il n'y a pas* de terrain possible pour la guerre civile et que, pour cette raison, on peut et on doit reconnaître comme l'essentiel de la tactique les moyens « simples » du point de vue juridique et du point de vue parlementaire, pacifiques, constitutionnels et légaux, tels que le Congrès des Soviets et l'Assemblée constituante. Alors, on *pourrait* être d'avis qu'un tel congrès, qu'une telle assemblée sont réellement en mesure de *décider*.

Mais si, objectivement, dans la situation présente, il se trouve que la guerre civile est inévitable ou même simplement probable, si vous n'en avez pas parlé « en l'air », mais si vous avez vu clairement, si vous avez senti, si vous avez touché du doigt l'existence de circonstances propres à conduire à la guerre civile, comment avez-vous pu reconnaître comme essentiels le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ?? C'est bafouer les masses affamées et déchirées par les souffrances ! Eh quoi, l'homme qui a faim consentira-t-il à « attendre » deux mois ? La désorganisation économique dont vous annoncez tous les jours les progrès consentira-t-elle à « attendre » le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ? Et l'offensive allemande, si nous ne faisons pas des démarches sérieuses en vue de la paix (c'est-à-dire si nous ne proposons pas officiellement une paix équitable à tous les belligérants) consentira-t-elle à « attendre » le Congrès des Soviets ou l'Assemblée constituante ? Auriez-vous des données qui vous permettent de conclure que la révolution russe dont l'histoire, du 28 février au 30 septembre, s'est déroulée avec une impétuosité rare et sur un rythme exceptionnellement rapide se développera du 1^{er} octobre au 29 novembre⁵¹ à une allure archi-tranquille, pacifique, légale, équilibrée, sans heurts, sans saccades, sans défaites militaires, sans crises économiques ? L'armée du front, à propos de laquelle Doubassov, officier *non* bolchevik, a déclaré officiellement au nom du front qu'elle « ne se battra pas », cette armée acceptera-t-elle tranquillement de souffrir de la faim et du froid jusqu'à la date « fixée » ? Et le soulèvement paysan, parce que vous l'appellerez « anarchie » et « pogrom », parce que Kérénski enverra des forces « militaires » *contre les paysans*, cessera-t-il d'être un élément de la guerre civile ? Est-il possible, est-il *concevable* que le gouvernement travaille tranquillement, correctement, *sans* feinte, à convoquer l'Assemblée constituante, dans ce pays *rural* alors que ce gouvernement *réprime* le soulèvement paysan ? Ne riez pas, messieurs, du « désarroi de l'Institut Smolny⁵² » ! Votre désarroi n'est pas moindre. Aux questions menaçantes que pose la guerre civile, vous répondez par des phrases d'hommes désemparés, par de pitoyables illusions constitutionnelles. Voilà pourquoi je déclare que si les bolcheviks s'abandonnaient à un tel état d'esprit, ils perdraient et leur parti et leur révolution.

1^{er} octobre 1917

N. Lénine

Écrit fin septembre jusqu'au 1^{er} (14) octobre 1917

Publié en octobre 1917 dans la revue « Prosvéchtchénié », n° 1-2

V. Lénine, Œuvres, t. 26, pp. 81-134

SUR L'INFANTILISME «DE GAUCHE» ET LES IDÉES PETITES-BOURGEOISES

L'édition par le petit groupe des « communistes de gauche » de leur revue *Kommunist*⁵³ (n° 1, 20 avril 1918) et de leurs « thèses » confirme parfaitement ce que j'avais dit dans ma brochure sur *Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets*. [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 27, pp. 243-287. (N.R.)] On ne pouvait souhaiter une confirmation plus frappante — dans la littérature politique — de toute la naïveté qu'il y a à défendre le laisser-aller petit-bourgeois qui se dissimule parfois sous des mots d'ordre « de gauche ». Il est utile et nécessaire de s'arrêter aux raisonnements des « communistes de gauche », car ils sont caractéristiques de la période que nous vivons ; ils font ressortir avec une netteté extraordinaire, sous son aspect négatif, ce qu'il y a de plus important dans cette période ; ils sont riches d'enseignements, car nous avons affaire ici aux meilleurs représentants de ceux qui n'ont pas compris la situation actuelle, à des hommes qui, par leurs connaissances et leur dévouement, sont de beaucoup, de très loin supérieurs aux représentants ordinaires de la même erreur, je veux parler des socialistes-révolutionnaires de gauche.

I

En sa qualité de facteur politique, ou prétendant à un rôle politique, le groupe des « communistes de gauche » nous a donné ses « thèses sur la situation actuelle ». C'est une excellente habitude marxiste que de présenter un exposé complet et harmonieux des principes de ses conceptions et de sa tactique. Et cette excellente habitude marxiste a contribué à mettre en évidence l'erreur de nos « communistes de gauche », car rien que leur tentative de construire une argumentation — au lieu de se cantonner dans des déclamations — suffit à faire éclater l'inconsistance de leurs arguments.

Ce qui saute avant tout aux yeux, c'est l'abondance des allusions, des insinuations, des dérobades au sujet de la vieille question de savoir si l'on a bien fait de conclure la paix de Brest-Litovsk. Les « communistes de gauche » n'ont pas osé poser cette question de front ; ils ont bonne mine, entassant argument sur argument, ergotant à perte de vue, recherchant tous les « d'une part » et tous les « d'autre part », dissertant de tout et de rien, et s'efforçant d'ignorer combien ils se contredisent eux-mêmes. Ils ont bien soin de relever le chiffre des 12 voix qui se sont affirmées contre la paix au congrès du parti, 28 étant pour⁵⁴ mais ils passent modestement sous silence le fait qu'à la fraction bolchevique du Congrès des Soviets, ils ont réuni moins du dixième des voix sur plusieurs centaines de votants⁵⁵. Ils inventent une « théorie » d'après laquelle ce sont « les éléments fatigués et déclassés » qui étaient pour la paix, tandis que « les ouvriers et les paysans des régions du Sud, économiquement plus d'aplomb et mieux ravitaillées en blé », étaient contre... Comment ne pas rire de ces affirmations ? Pas un mot sur le vote en faveur de la paix émis par le Congrès des Soviets d'Ukraine ; pas un mot sur le caractère social, le caractère de classe du conglomerat politique typiquement petit-bourgeois et déclassé (le parti socialiste-révolutionnaire de gauche) qui, en Russie, était contre la paix. C'est là une manière typiquement enfantine de dissimuler sa banqueroute sous d'amusantes explications « scientifiques », en taisant des faits dont la simple énumération eût montré que c'étaient précisément des éléments intellectuels déclassés des couches « supérieures » du parti qui combattaient la paix par des mots d'ordre relevant de la phraséologie petite-bourgeoise révolutionnaire, et que ce sont précisément les masses des ouvriers et des paysans exploités qui ont imposé la paix.

La simple et claire vérité se fraie néanmoins un chemin à travers toutes ces déclarations et ces arguties des « communistes de gauche » sur la question de la guerre et de la paix. « La conclusion de la paix — doivent reconnaître les auteurs des thèses — a momentanément affaibli l'aspiration des impérialistes à s'entendre sur le plan international » (les « communistes de gauche » le disent en des termes inexacts, mais ce n'est pas ici le lieu de nous arrêter à leurs inexactitudes). « La conclusion de la paix a déjà entraîné une exacerbation de la lutte entre les puissances impérialistes. »

Voilà qui est un fait. Voilà qui a une importance décisive. Voilà pourquoi les adversaires de la conclusion de la paix faisaient objectivement le jeu des impérialistes, étaient tombés dans leur piège. Car, tant que n'a pas éclaté une révolution socialiste internationale, embrassant plusieurs pays, assez forte pour vaincre *l'impérialisme international*, le premier devoir des socialistes victorieux dans un seul pays (particulièrement arriéré) est de *ne pas* accepter la bataille contre les géants impérialistes, de s'efforcer de l'éviter, d'attendre que la lutte des impérialistes entre eux les affaiblisse *encore plus*, qu'elle rapproche encore la révolution dans les autres pays. Cette simple vérité, nos « communistes de gauche » ne l'ont pas comprise en janvier, en février et en mars ; ils craignent aujourd'hui encore de la reconnaître ouvertement, elle se fraie un chemin à travers tous leurs balbutiements embrouillés : « On ne saurait, d'une part, ne pas admettre... mais on doit, d'autre part, reconnaître... »

« Dans le courant du printemps et de l'été prochains, écrivent les « communistes de gauche » dans leurs thèses, doit commencer l'écroulement du système impérialiste, écroulement que la victoire éventuelle de l'impérialisme allemand dans la phase actuelle de la guerre ne peut que différer, et qui revêtira alors des formes encore plus aiguës. »

La formule est ici encore plus enfantine et inexacte, en dépit de tout son appareil pseudo-scientifique. C'est le propre des enfants de « comprendre » la science comme si elle pouvait prévoir en quelle année, au printemps, en été, en automne ou en hiver, « doit » commencer l'écroulement ».

Ce sont des tentatives ridicules de connaître l'inconnaissable. Aucun homme politique sérieux ne dira jamais *quand* « doit commencer » l'écroulement d'un « système » (d'autant plus que l'écroulement du *système* a déjà commencé et qu'il s'agit de dire quand se produira l'explosion dans les *divers* pays). Mais une vérité indéniable se fraie cependant un chemin à travers la puérile impuissance de cette formule : les explosions de la révolution dans les autres pays plus avancés que le nôtre, sont *plus près* de nous maintenant, un mois après la « trêve » ouverte par la signature de la paix, qu'elles ne l'étaient il y a un mois ou un mois et demi.

Qu'est-ce à dire ?

C'est dire que les partisans de la paix avaient pleinement raison, et que l'histoire les a déjà justifiés, lorsqu'ils s'efforçaient d'expliquer aux amateurs d'attitudes romantiques qu'il fallait savoir calculer le rapport des forces et *ne pas venir en aide* aux impérialistes en leur facilitant la lutte contre le socialisme lorsque celui-ci est encore faible et que ses chances dans la lutte sont *a priori* défavorables.

Mais nos « communistes de gauche », qui aiment aussi se qualifier de « communistes prolétariens », car ils n'ont pas grand-chose de prolétarien et sont surtout des petits bourgeois, ne savent pas réfléchir au rapport des forces ni à la nécessité d'en tenir compte. C'est là l'essentiel du marxisme et de la tactique marxiste, mais ils passent outre à l'« essentiel », avec des phrases pleines de « superbe aplomb » du genre de celle-ci :

... « L'enracinement parmi les masses d'une « psychologie de paix » toute de passivité est un fait objectif de la conjoncture politique actuelle... »

N'est-ce pas là vraiment une parole ? Alors que, après trois années de la plus douloureuse et de la plus réactionnaire des guerres, le peuple a obtenu, grâce au pouvoir des Soviets et à sa juste tactique qui ne s'égare pas dans la phraséologie, une petite, une toute petite trêve, bien précaire et incomplète, nos petits intellectuels « de gauche » déclarent d'un air profond, avec le superbe aplomb d'un Narcisse amoureux de lui-même : « L'enracinement (!!!) parmi les masses (???) d'une psychologie de paix toute de passivité (!!!???) ». N'avais-je pas raison de dire au congrès du parti que le journal ou la revue des « gauches » aurait dû s'appeler le *Gentilhomme* et non le *Kommounist*⁵⁶ ?

Comment un communiste qui comprend tant soit peu les conditions d'existence et la mentalité des masses laborieuses et exploitées peut-il en venir à cette mentalité typique d'intellectuel, de petit bourgeois, de déclassé, à l'état d'esprit d'un nobliau ou d'un gentilhomme, qui taxe de « passivité » la « psychologie de paix » et considère comme « actif » le geste de brandir un sabre de carton ? Car c'est bien brandir un sabre de carton que d'éluder, comme le font nos « communistes de gauche », le fait parfaitement connu et démontré une fois de plus par la guerre en Ukraine que les peuples épuisés par trois années de carnage ne peuvent poursuivre la guerre sans bénéficier d'une trêve, et que la guerre, si l'on n'a pas la force de l'organiser à l'échelle nationale, engendre très souvent un état de déliquescence inhérent à l'esprit petit-proprétaire, et non la discipline de fer, propre au prolétariat. La revue *Kommounist* nous montre à chaque instant que nos « communistes de gauche » n'ont pas la moindre idée de ce que c'est que la discipline de fer prolétarienne et des moyens de l'assurer, qu'ils sont pénétrés jusqu'à la moelle de psychologie de l'intellectuel petit-bourgeois déclassé.

II

Mais peut-être les phrases des « communistes de gauche » sur la guerre ne sont-elles que le fruit d'une fougue enfantine, d'ailleurs tournée vers le passé et n'ayant par conséquent aucune portée politique ? C'est ainsi que d'aucuns essaient de défendre nos « communistes de gauche ». Mais c'est faux. Quand on prétend assumer un rôle de direction politique, on doit savoir *méditer* sur les tâches politiques, sinon nos « communistes de gauche » en viennent à manquer de caractère et à prêcher des flottements dont le seul sens objectif est *d'aider* les

impérialistes à provoquer la République Soviétique de Russie à un combat manifestement désavantageux pour cette dernière, *d'aider* les impérialistes à nous faire tomber dans un piège. Ecoutez :

... « La révolution ouvrière de Russie ne peut pas « rester sauve » en abandonnant le chemin de la révolution internationale, en évitant sans cesse le combat et en reculant devant la poussée du capital international, en faisant des concessions au « capital national ».

« De ce point de vue, il est indispensable de poursuivre résolument une politique internationale de classe, joignant à la propagande révolutionnaire internationale par la parole et par l'action, le renforcement de la liaison organique avec le socialisme international (et non avec la bourgeoisie internationale) »...

Nous aurons l'occasion de reparler des attaques contenues dans ce passage et se rapportant à la politique intérieure. Mais voyez d'abord ce déferlement de grandes phrases — en même temps que cette timidité sur le plan pratique — dans le domaine de la politique extérieure. Quelle est la tactique *obligatoire* pour quiconque ne veut pas être un instrument de la provocation impérialiste et tomber dans le piège qui nous est tendu *actuellement* ? Tout homme politique doit donner à cette question une réponse nette et directe. On connaît la réponse de notre parti : dans la situation *actuelle*, il faut *battre en retraite*, éviter le combat. Nos « communistes de gauche » n'osent pas dire le contraire et tirent en l'air : « poursuivre résolument une politique internationale de classe » !!

C'est mystifier les masses. Si vous voulez faire la guerre maintenant, dites-le franchement. Si vous ne voulez pas *battre en retraite* maintenant, dites-le franchement. Sinon vous devenez, de par votre rôle objectif, des instruments de la provocation impérialiste. Quant à votre « psychologie » subjective, elle est celle du petit bourgeois exaspéré qui plastronne et fanfaronne, mais sent très bien que le prolétaire *a raison* de battre en retraite et de s'efforcer de le faire d'une façon organisée, que le prolétaire a raison d'estimer que tant qu'on n'a pas encore assez de forces, il faut reculer (devant l'impérialisme occidental et oriental), fût-ce jusqu'à l'Oural, car c'est la *seule chance* de triompher en cette période de maturation de la révolution en Occident, révolution qui (malgré les bavardages des « communistes de gauche ») ne doit pas commencer « au printemps ou en été », mais devient *de mois en mois* de plus en plus proche et probable.

Les « communistes de gauche » n'ont pas de politique « en propre » ; ils *n'osent pas* déclarer que la retraite est inutile *en ce moment*. Ils tergiversent et se dérobent, jouant sur les mots et parlant d'éviter « sans cesse » le combat, alors qu'il est question de l'éviter *en ce moment*. Ils lancent des bulles de savon : « propagande révolutionnaire internationale par l'action » !! Qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela ne peut vouloir dire que de deux choses l'une : ou bien c'est pure vantardise à la Nozdrev⁵⁷, ou bien il s'agit d'une guerre offensive en vue de renverser l'impérialisme international. Comme on ne saurait avancer ouvertement pareille absurdité, les « communistes de gauche » se voient obligés, de peur d'être tournés en ridicule par tout prolétaire conscient, de se réfugier derrière des phrases grandiloquentes et creuses : peut-être le lecteur distrait ne pensera-t-il pas ainsi à se demander ce que veut dire exactement cette « propagande révolutionnaire internationale par l'action » ?

Lancer des phrases ronflantes, c'est le propre des intellectuels petits-bourgeois déclassés. Il est certain que les prolétaires communistes organisés condamneront cette « méthode », tout au moins en la ridiculisant et en expulsant les partisans de cette méthode de tout poste responsable. Il faut dire aux masses l'amère vérité simplement, clairement, sans ambages : il est possible et même probable que le parti militaire l'emporte une fois de plus en Allemagne (dans le sens d'une offensive immédiate contre nous) et que l'Allemagne et le Japon essaient de nous étrangler et de partager notre territoire en vertu d'un accord formel ou tacite. Si nous ne voulons pas prêter l'oreille aux braillards, notre tactique doit consister à attendre, à gagner du temps, à éviter le combat, à battre en retraite. Si nous repoussons loin de nous les braillards et si nous nous « reprenons en main », en créant une véritable discipline de fer, véritablement prolétarienne, véritablement communiste, nous avons des chances sérieuses de gagner de nombreux mois. Et alors, même en reculant (en mettant les choses au pire) jusqu'à l'Oural, nous *faciliterons* à notre allié (le prolétariat international) le concours qu'il peut nous apporter, nous lui offrirons (pour employer le vocabulaire sportif) la possibilité de « couvrir » la distance qui sépare le début des explosions révolutionnaires de la révolution elle-même.

Cette tactique est la seule qui puisse renforcer effectivement la liaison entre un détachement du socialisme international qui se trouve momentanément isolé et les autres détachements ; alors que chez vous, chers «

communistes de gauche », on ne voit à vrai dire qu'un « renforcement de la liaison organique » entre une phrase ronflante et une autre phrase ronflante. C'est là une piètre « liaison organique » !

Et je vais vous expliquer, chers amis, pourquoi ce malheur vous est arrivé : parce que vous apprenez par coeur et vous retenir les mots d'ordre de la révolution beaucoup plus que vous n'essayez de les comprendre. C'est pourquoi vous mettez entre guillemets les mots « défense de la patrie socialiste », en essayant probablement d'être ironiques, mais en montrant en fait combien vos idées sont brouillées. Vous êtes habitués à considérer la défense nationale comme quelque chose d'infâme et d'ignoble, vous l'avez appris par coeur et vous l'avez retenu, vous l'avez seriné avec tant de zèle que plusieurs d'entre vous en sont arrivés à cette affirmation absurde qu'à l'époque impérialiste la défense de la patrie serait inadmissible (en fait, elle n'est inadmissible que dans une guerre impérialiste, réactionnaire, menée par la bourgeoisie). Mais vous n'avez pas essayé de comprendre pourquoi et quand la « défense de la patrie » est une infamie.

Reconnaître la défense de la patrie, c'est reconnaître qu'une guerre est juste et légitime. Juste et légitime à quel point de vue ? Uniquement du point de vue du prolétariat socialiste et de sa lutte pour l'émancipation ; nous n'admettons pas d'autre point de vue. Si c'est la classe des exploités qui fait la guerre pour renforcer sa domination de classe, il s'agit d'une guerre criminelle et la « défense de la patrie » dans cette guerre est une infamie et une trahison envers le socialisme. Si c'est le prolétariat qui, après avoir triomphé de la bourgeoisie dans son propre pays, fait la guerre pour consolider et développer le socialisme, il s'agit d'une guerre légitime et « sacrée ».

Nous sommes partisans de la défense de la patrie depuis le 25 octobre 1917. Je l'ai dit plus d'une fois avec la plus grande netteté, et vous n'osez pas le contester. C'est précisément pour « renforcer la liaison » avec le socialisme international, qu'il est de notre *devoir* de défendre la patrie *socialiste*. Celui-là compromettrait la liaison avec le socialisme international qui traiterait avec légèreté la défense du pays où le prolétariat a déjà triomphé. Quand nous étions des représentants de la classe opprimée, nous ne traitions pas avec légèreté la défense de la patrie dans la guerre impérialiste, nous en étions les adversaires de principe. Devenus les représentants de la classe dominante qui a commencé à organiser le socialisme, nous exigeons de tous une attitude *sérieuse* envers la défense du pays. Et cette attitude sérieuse consiste à se préparer activement à la défense du pays et à tenir rigoureusement compte du rapport des forces. S'il est évident que nos forces sont insuffisantes, la *retraite au coeur du pays* est le principal moyen de défense (celui qui voudrait ne voir là qu'une formule de circonstance, forgée pour les besoins de la cause, peut lire chez le vieux Clausewitz, l'un des grands écrivains militaires, le bilan des enseignements de l'histoire qu'il dégage à ce propos). Or, chez les « communistes de gauche », rien ne nous permet de penser qu'ils comprennent l'importance du problème du rapport des forces.

Du temps où nous étions les adversaires de principe de la défense de la patrie, nous avions le droit de tourner en ridicule ceux qui voulaient « sauvegarder » leur patrie dans l'intérêt, prétendaient-ils, du socialisme. Maintenant que nous avons le droit d'être des partisans prolétariens de la défense de la patrie, le problème se pose d'une tout autre façon. Notre devoir devient de mesurer avec la plus grande prudence nos forces, d'examiner minutieusement les possibilités de recevoir à temps du renfort de notre allié (le prolétariat international). L'intérêt du capital est de battre son ennemi (le prolétariat révolutionnaire) par parties, tant que les ouvriers de tous les pays ne se sont pas encore unis (dans l'action, c'est-à-dire en commençant la révolution). Notre intérêt à nous est de faire tout notre possible, d'utiliser toutes les chances, aussi minimes soient-elles, pour différer la bataille décisive jusqu'au moment (ou « *jusqu'après* » le moment) où se produira cette fusion des détachements révolutionnaires au sein de la grande et indivisible armée internationale.

III

Passons maintenant aux déboires de nos « communistes de gauche » en matière de politique intérieure. Il est difficile de ne pas sourire en lisant dans les thèses sur la situation *actuelle* des phrases comme celle-ci :

« ...L'utilisation méthodique des moyens de production restés intacts ne se conçoit que dans le cadre de la socialisation la plus résolue »... « non pas la capitulation devant la bourgeoisie et ses suppôts intellectuels petits-bourgeois, mais l'écrasement complet de la bourgeoisie et une action tendant à briser définitivement le sabotage... »

Chers « communistes de gauche », quelle surabondance de résolution... et quelle insuffisance de réflexion ! Que veut dire cette « socialisation la plus résolue » ?

On peut être résolu ou irrésolu en matière de nationalisation et de confiscation. Mais aucune « résolution », fût-elle la plus grande qui soit, ne suffit pour assurer le passage *de* la nationalisation et des confiscations à la socialisation. Toute la question est là, précisément. Le malheur de nos « communistes de gauche », c'est que par ce naïf et puéril assemblage de mots : « La socialisation... la plus résolue », ils révèlent leur incompréhension totale du nœud de la question et de la situation « actuelle ». Les déboires des « communistes de gauche » viennent précisément de ce qu'ils ne voient pas le trait essentiel de la « situation actuelle », du passage des confiscations (pour lesquelles un homme politique doit surtout faire preuve de résolution) à la socialisation (qui exige des révolutionnaires *d'autres* qualités).

Hier, il fallait essentiellement nationaliser, confisquer, battre et achever la bourgeoisie et briser le sabotage avec le maximum de résolution. Aujourd'hui, il n'est que des aveugles pour ne pas voir que nous avons nationalisé, confisqué, brisé et démolé *plus que nous n'avons réussi à compter*. Or, la socialisation diffère de la simple confiscation précisément en ceci qu'on peut confisquer avec la seule « résolution », sans être compétent en matière de recensement et de répartition rationnels de ce qui a été confisqué, *tandis qu'on ne peut socialiser à défaut de cette compétence*.

Notre mérite historique est d'avoir été hier (comme nous le serons demain) résolu dans le domaine des confiscations, de l'écrasement de la bourgeoisie, de la répression du sabotage. En parler aujourd'hui dans des « thèses sur la situation actuelle », c'est se tourner vers le passé et ne pas comprendre le passage vers l'avenir.

... « Briser définitivement le sabotage »... La belle tâche que voilà ! Mais les saboteurs sont déjà bien assez « brisés » chez nous. C'est tout autre chose qui nous manque : nous ne savons pas *calculer* où il faut mettre tel ou tel saboteur, nous ne savons pas organiser *nos propres* forces pour la surveillance, charger un directeur ou un contrôleur bolchevik de surveiller, disons, une centaine de saboteurs qui viennent travailler chez nous. Dans cette situation, lancer des phrases telles que « la socialisation la plus résolue », « l'écrasement », « briser définitivement », c'est se fourrer le doigt dans l'œil. Il est typique, pour un révolutionnaire petit-bourgeois, de ne pas remarquer qu'il ne suffit pas au socialisme d'achever, de briser, etc. ; cela suffit au petit propriétaire exaspéré contre le grand, mais le révolutionnaire prolétarien ne saurait tomber dans une pareille erreur.

Si les paroles que nous venons de citer appellent un sourire, c'est un rire homérique que provoque la découverte faite par les « communistes de gauche » et selon laquelle si « la déviation bolchevique de droite » l'emportait, la République des Soviets risquerait d'« évoluer vers un capitalisme d'Etat ». Voilà qui semble bien fait pour nous remplir d'effroi ! Et quel zèle nos « communistes de gauche » ne mettent-ils pas à répéter dans leurs thèses et dans leurs articles cette redoutable découverte...

Or, ils n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait *un pas en avant* par rapport à l'état actuel des choses dans notre République des Soviets. Si, dans six mois, par exemple, nous avions instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie qu'un an plus tard, dans notre pays, le socialisme serait définitivement assis et invincible.

Je vois d'ici avec quelle noble indignation le « communiste de gauche » va repousser cette affirmation et à quelle « critique destructrice » de la « déviation bolchevique de droite » il va se livrer devant les ouvriers. Comment ? Dans la République *socialiste* des Soviets, le passage au *capitalisme* d'Etat serait un pas en avant ?... N'est-ce pas trahir le socialisme ?

C'est là précisément qu'est l'erreur économique des « *communistes de gauche* ». C'est donc sur ce point qu'il faut nous arrêter plus longuement.

Premièrement, les « communistes de gauche » n'ont pas compris quel est exactement le caractère de la *transition* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit et toutes les raisons de nous appeler République socialiste des Soviets.

Deuxièmement, ils révèlent leur nature petite-bourgeoise du fait, justement, qu'ils *ne voient pas* dans l'élément petit-bourgeois l'ennemi *principal* auquel se heurte chez nous le socialisme.

Troisièmement, en agitant l'épouvantail du « capitalisme d'Etat », ils montrent qu'ils ne comprennent pas ce qui, au point de vue économique, distingue l'Etat soviétique de l'Etat bourgeois.

Examinons ces trois points.

Parmi les gens qui se sont intéressés à l'économie de la Russie, personne, semble-t-il, n'a nié le caractère transitoire de cette économie. Aucun communiste non plus n'a nié, semble-t-il, que l'expression de République socialiste des Soviets traduit la volonté du pouvoir des Soviets d'assurer la transition au socialisme, mais n'entend nullement signifier que le nouvel ordre économique soit socialiste.

Mais que veut dire le mot transition ? Ne signifie-t-il pas, appliqué à l'économie, qu'il y a dans le régime en question des éléments, des fragments, des parcelles, *à la fois* de capitalisme et de socialisme ? Tout le monde en conviendra. Mais ceux qui en conviennent ne se demandent pas toujours quels sont précisément les éléments qui relèvent de différents types économiques et sociaux qui coexistent en Russie. Or, là est toute la question.

Enumérons ces éléments :

- 1) l'économie patriarcale, c'est-à-dire, dans une très grande mesure, l'économie naturelle, paysanne ;
- 2) la petite production marchande (cette rubrique comprend la plupart des paysans qui vendent du blé) ;
- 3) le capitalisme privé ;
- 4) le capitalisme d'Etat ;
- 5) le socialisme.

La Russie est si grande et d'une telle diversité que toutes ces formes économiques et sociales s'y enchevêtrent étroitement. Et c'est ce qu'il y a de particulier dans notre situation.

Quels sont donc les types qui prédominent ? Il est évident que, dans un pays de petits paysans, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine et ne peut manquer de dominer ; la majorité, l'immense majorité des agriculteurs sont de petits producteurs. L'enveloppe du capitalisme d'Etat (monopole du blé, contrôle exercé sur les propriétaires d'usines et des commerçants, coopératives bourgeoises) est déchirée çà et là par les *spéculateurs*, le *blé* étant l'objet principal de la spéculation.

C'est dans ce domaine précisément que se déroule la lutte principale. Quels sont les adversaires qui s'affrontent dans cette lutte, si nous parlons par catégories économiques, comme le « capitalisme d'Etat » ? Sont-ce le quatrième et le cinquième élément de ceux que je viens d'énumérer ? Non, bien sûr. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est ici aux prises avec le socialisme, mais la petite bourgeoisie et le capitalisme privé qui luttent, au coude à coude, à la fois contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite bourgeoisie s'oppose à *toute* intervention de la part de l'Etat, à tout inventaire, à tout contrôle, qu'il émane d'un capitalisme d'Etat ou d'un socialisme d'Etat. C'est là un fait réel, tout à fait indéniable, dont l'incompréhension est à la base de l'erreur économique des « communistes de gauche ». Le spéculateur, le mercanti, le saboteur du monopole, voilà notre pire ennemi « intérieur », l'ennemi des mesures économiques, du pouvoir des Soviets. Si, il y a 125 ans, les petits bourgeois français, révolutionnaires des plus ardents et des plus sincères, étaient encore excusables de vouloir vaincre la spéculation en envoyant à l'échafaud un petit nombre d'« élus » et en usant de foudres déclamatoires, aujourd'hui, les attitudes de phraseurs avec lesquelles tel ou tel socialiste-révolutionnaire de gauche aborde cette question n'inspirent qu'aversion et dégoût à tous les révolutionnaires conscients. Nous savons parfaitement que la base économique de la spéculation est constituée par la couche des petits propriétaires si largement répandus en Russie et par le capitalisme privé dont chaque petit bourgeois est un agent. Nous savons que des millions de tentacules de cette hydre petite-bourgeoise pénètrent çà et là dans certaines couches de la classe ouvrière et que la spéculation s'introduit dans tous les pores de notre vie économique et sociale, *l'emportant sur le monopole d'Etat*.

Quiconque ne le voit pas montre par son aveuglement à quel point il est prisonnier des préjugés petits-bourgeois. Tels sont précisément nos « communistes de gauche » qui, en paroles (et dans leur conviction la plus sincère, naturellement), sont des ennemis acharnés de la petite bourgeoisie, mais qui, en réalité, ne font que l'aider, que la servir, que traduire son point de vue à elle, en combattant — en avril 1918 !! — le... « capitalisme d'Etat » ! C'est ce qu'on appelle se fourrer le doigt dans l'œil !

Le petit bourgeois a mis de côté une somme coquette, quelques milliers de roubles amassés pendant la guerre par des moyens « licites » (et le plus souvent illicites). Tel est le type économique caractéristique qui forme la base de la spéculation et du capitalisme privé. L'argent est un bon tiré sur la richesse sociale, et des millions de petits propriétaires, cramponnés à ce bon, le cachent à « l'Etat », ne croyant à aucun socialisme, à aucun communisme,

et « attendant patiemment » que l'orage prolétarien ait passé. Ou bien nous soumettrons ce petit bourgeois à *notre* contrôle et à *notre* enregistrement (nous pourrions le faire si nous organisons les pauvres, c'est-à-dire la majorité de la population ou les semi-prolétaires, autour de l'avant-garde prolétarienne consciente), ou bien il culbutera notre pouvoir ouvrier, infailliblement et inéluctablement, comme l'ont fait les Napoléon et les Cavaignac nés précisément sur ce terrain de la petite propriété. Voilà comment se pose la question. Seuls les socialistes-révolutionnaires de gauche n'aperçoivent pas, derrière les phrases sur la paysannerie « laborieuse », cette simple et claire vérité. Mais en est-il qui prennent au sérieux les socialistes-révolutionnaires de gauche noyés dans la phraséologie ?

Le petit bourgeois cramponné à ses billets de mille est l'ennemi du capitalisme d'Etat ; et ces billets de mille, il entend les réaliser absolument à son propre profit, contre les pauvres, contre tout contrôle général de l'Etat. Or, le total de ces billets de mille donne une base de plusieurs milliards à la spéculation qui sape notre effort d'édification socialiste. Admettons qu'un certain nombre d'ouvriers produisent en quelques jours un total de biens chiffré à 1 000. Admettons ensuite que 200 unités sur ce total se perdent du fait de la petite spéculation, des vols de tout genre et des procédés petits-proprétaires visant à « tourner » les décrets et les réglementations soviétiques. Tout ouvrier conscient dira : si je pouvais donner 300 sur 1 000 pour assurer plus d'organisation et plus d'ordre, je les donnerais volontiers au lieu de ces 200, car il nous sera très facile, sous le pouvoir des Soviets, d'abaisser par la suite ce « tribut », par exemple, à 100 ou à 50, du fait que l'ordre et l'organisation auront été établis, du fait qu'auront été définitivement brisés les efforts des petits propriétaires pour mettre en échec tout monopole d'Etat.

Cet exemple chiffré tout à fait élémentaire — que j'ai simplifié exprès au maximum dans un but de vulgarisation — explique le *rapport* qui existe à l'heure actuelle entre le capitalisme d'Etat et le socialisme. Les ouvriers détiennent le pouvoir dans l'Etat ; ils ont l'entière possibilité juridique de « prendre » tout le millier de roubles, c'est-à-dire de n'autoriser aucune dépense qui n'ait une destination socialiste. Cette possibilité juridique, s'appuyant sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers, voilà qui va dans le sens du socialisme. Mais la petite propriété et le capitalisme privé sabotent de mille façons cette situation juridique, introduisent par la bande la spéculation, entravent l'application des décrets soviétiques. Le capitalisme d'Etat serait un immense pas en avant *même* si (et c'est à dessein que j'ai choisi cet exemple chiffré pour renforcer ma démonstration) nous le payions *plus cher* qu'à présent, car cela vaut la peine de payer pour « s'instruire », car c'est utile aux ouvriers, car la victoire sur le désordre, la désorganisation, l'incurie est plus importante que tout, car la continuation de l'anarchie inhérente à la petite propriété est le pire, le plus grave des dangers, celui qui (si nous n'en venons pas à bout) nous conduira *certainement* à la faillite, tandis que si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'Etat, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'Etat contre l'esprit anarchique de la petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en main et la consolidation du socialisme sera assurée.

Le capitalisme d'Etat est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle. C'est là un premier point.

Ensuite, il ne contient rien que le pouvoir des Soviets doive redouter, car l'Etat soviétique est un Etat dans lequel le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré. Les « communistes de gauche » n'ont pas compris ces vérités incontestables, que ne comprendra naturellement jamais aucun « socialiste-révolutionnaire de gauche », incapable en général de lier dans sa tête deux idées quelconques sur l'économie politique, mais que tout marxiste sera *obligé* de reconnaître. Il est inutile de discuter avec un socialiste-révolutionnaire de gauche, il suffit de le désigner du doigt comme un « exemple à ne pas suivre » de bavard futile ; mais *il faut* discuter avec un « communiste de gauche », car dans ce cas l'erreur est commise par des marxistes, et l'analyse de leur erreur aidera la *classe ouvrière* à trouver le bon chemin.

IV

Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple : l'Allemagne. Nous trouvons dans ce pays le « dernier mot » de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique *au service de l'impérialisme des bourgeois et des junkers*. Supprimez les mots soulignés, remplacez *l'Etat* militaire, l'Etat des junkers, l'Etat bourgeois et impérialiste par un *autre Etat*, mais un Etat de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'Etat *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien, et vous obtiendrez *tout* l'ensemble de conditions qui donne le socialisme.

Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne, sans une organisation d'Etat méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous, les marxistes, nous l'avons toujours affirmé ; quant aux gens qui ont été incapables de comprendre *au moins* cela (les anarchistes et une bonne moitié des socialistes-révolutionnaires de gauche), il est inutile de perdre même deux secondes à discuter avec eux.

Le socialisme est également impossible sans que le prolétariat domine dans l'Etat : cela aussi, c'est de l'abc. Et l'histoire (dont personne, sauf peut-être des benêts menchéviks de première grandeur, n'attendait qu'elle produisît sans heurt, dans le calme, facilement et simplement le socialisme « intégral ») a suivi des chemins si particuliers qu'elle a *donné naissance*, en 1918, à deux moitiés de socialisme, séparées et voisines comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme international. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, avec une évidence particulière, la réalisation matérielle des conditions du socialisme, des conditions économiques, productives et sociales, d'une part, et des conditions politiques, d'autre part.

Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec la plus grande facilité, toutes les coquilles de l'impérialisme (faites, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent de ce fait briser les efforts de *n'importe quel...* poussin) et assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés insignifiantes, à condition évidemment de considérer les « difficultés » à l'échelle de l'histoire mondiale, et non à celle de quelque groupe de philistins.

Tant que la révolution tarde encore à « éclore » en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre 1^{er} pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. S'il se trouve, parmi les anarchistes et les socialistes-révolutionnaires de gauche (je me suis, sans le vouloir, souvenu des discours prononcés par Karéline et Gué au Comité exécutif central), des gens capables de tenir des raisonnements à la Narcisse comme quoi il ne serait pas digne de nous autres, révolutionnaires, de « nous mettre à l'école » de l'impérialisme allemand, il faut leur dire ceci : une révolution qui prendrait ces gens au sérieux serait perdue sans rémission (et elle l'aurait bien mérité).

Ce qui prédomine actuellement en Russie, c'est le capitalisme petit-bourgeois, à partir duquel il n'est *qu'un seul et même chemin* pour parvenir *aussi bien* au grand capitalisme d'Etat *qu'au* socialisme, et ce chemin passe par *la même* étape intermédiaire qui s'appelle « inventaire et contrôle exercés par le peuple entier sur la production et la répartition des produits ». Quiconque ne le comprend pas commet une erreur économique impardonnable, soit en ignorant les faits réels, en ne voyant pas ce qui est, en ne sachant pas regarder la vérité en face, soit en se contentant d'opposer dans l'abstrait le « capitalisme » au « socialisme », sans analyser les formes et les étapes concrètes de cette transition telle qu'elle s'effectue chez nous à l'heure actuelle. Soit dit entre parenthèses, c'est cette même erreur théorique qui a désorienté les meilleurs représentants du camp de la *Novaja Jizn* et du *Vpériod* : les pires d'entre eux et les médiocres terrorisés par la bourgeoisie, se traînent à sa remorque par stupidité ou par manque de caractère ; quant aux meilleurs, ils n'ont pas compris que ce n'est pas pour rien que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme et que ce n'est pas sans raison qu'ils ont insisté sur les « longues douleurs de l'enfantement » de la société nouvelle, celle-ci n'étant du reste elle-même qu'une abstraction et ne pouvant s'incarner dans la vie qu'à travers toute une série de tentatives concrètes diverses et imparfaites visant à créer tel ou tel Etat socialiste.

C'est justement parce qu'il est impossible, en partant de la situation économique actuelle de la Russie, de progresser sans passer par *ce qu'il y a de commun* au capitalisme d'Etat et au socialisme (l'inventaire et le contrôle exercés par la nation), qu'il est complètement absurde au point de vue théorique de vouloir terroriser tout le monde et soi-même en invoquant l'« évolution vers le capitalisme d'Etat » (*Kommunist* n° 1, p. 8, 1^{re} colonne). C'est, très précisément, laisser sa pensée « s'écarter » du chemin véritable que suit l'« évolution », c'est ne pas comprendre ce chemin. Dans la pratique, cela revient à tirer en arrière vers le capitalisme basé sur la petite propriété.

Pour que le lecteur puisse se convaincre que ma « haute » appréciation du capitalisme d'Etat ne date nullement d'aujourd'hui et que je la professais dès *avant* la prise du pouvoir par les bolcheviks, je me permets de citer ici un passage de ma brochure sur la *Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, écrite en septembre 1917 :

... « Eh bien, essayez un peu de *substituer* à l'Etat des capitalistes et des hobereaux, à l'Etat des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, l'Etat *démocratique révolutionnaire*, c'est-à-dire un Etat qui détruit révolutionnairement *tous* les privilèges quels qu'ils soient, qui ne craigne pas d'appliquer révolutionnairement le démocratisme le plus complet. Et vous verrez que dans un Etat véritablement démocratique révolutionnaire, le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme ! ... Car le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. ... Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, *l'antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire *qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme » (pp. 27 et 28). [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 25, pp. 388-390. (N.R.)]

Remarquez que ces lignes ont été écrites à l'époque de Kérénski, qu'il ne s'agissait là *ni* de la dictature du prolétariat *ni* d'un Etat socialiste, mais d'un Etat « démocratique révolutionnaire ». N'est-il pas évident que *plus nous nous élevons* au-dessus de ce degré politique, *plus nous réussissons complètement* à incarner dans les Soviets l'Etat socialiste et la dictature du prolétariat, et *moins* il nous est permis de redouter le « capitalisme d'Etat » ? N'est-il pas évident qu'au point de vue *matériel*, économique, au point de vue de la production, nous n'en sommes pas encore à l'« antichambre » du socialisme ? Et qu'on ne saurait franchir le seuil du socialisme sans passer par cette « antichambre » que nous n'avons pas encore atteinte ?

De quelque côté qu'on aborde la question, une seule conclusion s'impose : le raisonnement des « communistes de gauche » au sujet de la menace que ferait peser sur nous le « capitalisme d'Etat » n'est qu'une erreur économique et la preuve manifeste qu'ils sont complètement prisonniers de l'idéologie petite-bourgeoise.

Voici un autre fait extrêmement édifiant.

Lors de notre discussion au Comité exécutif central avec le camarade Boukharine [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 27, pp. 322-323. (N.R.)], celui-ci a fait notamment la remarque suivante : dans la question des traitements élevés des spécialistes, « nous » (nous, « communistes de gauche », bien entendu) sommes « plus à droite » que Lénine, car nous ne voyons ici aucune atteinte aux principes, nous souvenant de ce qu'avait dit Marx, à savoir que, dans certaines conditions, le plus rationnel serait que la classe ouvrière « se rédime de cette bande⁵⁸ » (de la bande des capitalistes s'entend, c'est-à-dire qu'elle *rachète* à la bourgeoisie la terre, les fabriques, les usines et autres moyens de production).

Cette remarque extrêmement intéressante montre, tout d'abord, que Boukharine dépasse de deux têtes les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes, qu'il ne s'est pas irrémédiablement embourbé dans des phrases, mais qu'il s'efforce au contraire de réfléchir aux difficultés *concrètes* de la transition — transition douloureuse et difficile — qui mène du capitalisme au socialisme.

D'autre part, cette remarque rend encore plus évidente l'erreur de Boukharine.

En effet. Réfléchissez à ce qu'a dit Marx.

Il s'agissait de l'Angleterre des années 70, à l'apogée du capitalisme prémonopoliste, du pays qui était alors le moins militarisé et le moins bureaucratique, du pays qui offrait à cette époque le plus de possibilités quant à la victoire « pacifique » du socialisme sous la forme d'un « rachat » de la bourgeoisie par les ouvriers. Et Marx disait que, dans certaines conditions, les ouvriers ne s'interdiraient nullement de se racheter de la bourgeoisie. Marx ne se liait pas les mains et n'entravait en rien les futurs artisans de la révolution socialiste quant aux formes, procédés ou méthodes de la révolution, comprenant parfaitement que de nouveaux et nombreux problèmes surgiraient à cette époque, que la situation changerait complètement au cours de la révolution, et qu'elle continuerait à se modifier *souvent et considérablement* au fur et à mesure des progrès de la révolution.

Or, n'est-il pas évident que dans la Russie des Soviets, *après* la prise du pouvoir par le prolétariat, *après* la répression de la résistance armée et du sabotage des exploités, nous voyons réalisées *certaines* conditions du genre de celles qui auraient pu se réaliser il y a un demi-siècle en Angleterre si ce pays s'était mis à évoluer pacifiquement vers le socialisme ? Voici les facteurs qui pouvaient, à cette époque, assurer en Angleterre la soumission des capitalistes aux ouvriers : (1) une population dont la majorité absolue était composée d'ouvriers, de prolétaires, la paysannerie étant inexistante (certains indices permettaient d'espérer, vers les années 70, que le socialisme ferait en Angleterre des progrès extrêmement rapides parmi les ouvriers agricoles) ; (2) une excellente organisation du prolétariat dans les syndicats (l'Angleterre était alors le premier pays du monde sous ce rapport) ; (3) le niveau culturel relativement élevé du prolétariat, éduqué par un siècle de libertés politiques ; (4) la vieille

habitude des capitalistes anglais, admirablement organisés — ils étaient alors les capitalistes les mieux organisés du monde (cette priorité appartient maintenant à l'Allemagne), — de régler les questions politiques et économiques par des compromis. Tels étaient les facteurs qui avaient pu faire penser à la possibilité d'une soumission *pacifique* des capitalistes d'Angleterre aux ouvriers de ce pays.

Chez nous, cette soumission est actuellement assurée par certaines prémisses fondamentales (la victoire d'Octobre et la répression, entre octobre et février, de la résistance armée et du sabotage des capitalistes). Chez nous, *au lieu* de la majorité absolue des ouvriers, des prolétaires, parmi la population, et de leur haut degré d'organisation, le facteur de victoire a été le soutien accordé aux prolétaires par la paysannerie pauvre qui est en train de se ruiner rapidement. Chez nous, enfin, on ne trouve ni un niveau culturel élevé, ni l'habitude de faire des compromis. Si l'on réfléchit à ces conditions concrètes, il devient évident que nous pouvons et devons arriver maintenant à *conjuguer* les méthodes de répression implacable [*Il s'agit, là aussi, de regarder la vérité bien en face : nous n'avons pas encore suffisamment de cette implacabilité qui est indispensable au succès du socialisme. Non pas que nous ne soyons pas assez résolus ; ce n'est pas la résolution qui nous manque. Mais nous ne savons pas attraper assez vite un nombre assez important de spéculateurs, de maraudeurs, de capitalistes qui enfreignent les prescriptions soviétiques. Car on n'acquiert ce « savoir-faire » que par l'organisation de l'enregistrement et du contrôle ! En second lieu, nous manquons de fermeté dans nos tribunaux, qui, au lieu de faire fusiller les concussionnaires, leur infligent six mois de prison. Ces deux défauts ont la même racine sociale : l'influence de l'élément petit-bourgeois, sa débilité.*] à l'égard des capitalistes sans culture, qui n'acceptent aucun « capitalisme d'Etat », ne songent à aucun compromis et continuent à contrecarrer les mesures prises par l'Etat soviétique au moyen de la spéculation, en corrompant les pauvres, etc., avec les *procédés de compromis* ou de rachat à l'égard des capitalistes cultivés qui acceptent le « capitalisme d'Etat », sont capables de l'appliquer, se montrent utiles au prolétariat en qualité d'organiseurs intelligents et expérimentés des entreprises *les plus importantes*, susceptibles d'assurer l'approvisionnement effectif de dizaines de millions d'hommes.

Boukharine est un économiste marxiste d'une excellente culture. Aussi s'est-il rappelé que Marx avait profondément raison quand il enseignait aux ouvriers combien il est important de conserver l'organisation de la grande production, précisément pour faciliter la transition au socialisme ; quand il enseignait qu'on peut parfaitement envisager *de bien payer les capitalistes*, de les « racheter » *si* (par exception, l'Angleterre étant alors cette exception) les circonstances obligent les capitalistes à se soumettre pacifiquement et à passer au socialisme d'une façon civilisée et organisée, moyennant ce « rachat ».

Si Boukharine s'est trompé, c'est parce qu'il n'a pas réfléchi aux particularités concrètes de la situation actuelle en Russie, situation exceptionnelle, précisément, du fait que nous nous trouvons, nous, prolétariat de Russie, *en avance* sur n'importe quelle Angleterre et n'importe quelle Allemagne par notre régime politique, par la force du pouvoir politique des ouvriers, et en même temps *en retard* par rapport au pays le plus arriéré d'Europe occidentale en ce qui concerne l'organisation d'un capitalisme d'Etat digne de ce nom, en ce qui concerne notre niveau culturel et le degré de notre préparation à l'« instauration » du socialisme dans le domaine de la production matérielle. N'est-il pas évident que de cette situation particulière découle, en ce moment, la nécessité d'une sorte de « rachat » que les ouvriers doivent offrir aux capitalistes les plus cultivés, les plus doués, les plus capables en matière d'organisation, disposés à servir le pouvoir des Soviets en l'aidant honnêtement à organiser la grande et la très grande production « d'Etat » ? N'est-il pas évident que, dans cette situation particulière, nous devons nous efforcer d'éviter deux sortes d'erreurs relevant, chacune à sa façon, de l'esprit petit-bourgeois ? D'une part, nous commettrions une faute irréparable en déclarant que, la disproportion entre nos « forces » économiques et notre force politique étant un fait avéré, il en « découle » qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir. C'est là un raisonnement de « maniaques vivant dans du coton », qui oublie qu'il n'y aura jamais de « proportion », qu'il ne saurait y en avoir ni dans le développement de la nature ni dans celui de la société, que le socialisme achevé ne saurait résulter que de la collaboration révolutionnaire des prolétaires de *tous* les pays et à la suite de nombreuses tentatives dont chacune, considérée isolément, sera unilatérale et souffrira d'une certaine disproportion.

D'autre part, il serait profondément erroné de laisser faire les braillards et les phraseurs, qui se laissent séduire par les « belles » attitudes révolutionnaires, mais sont incapables d'un travail révolutionnaire persévérant, réfléchi, mûrement pesé, tenant compte des transitions les plus difficiles.

Heureusement, l'histoire du développement des partis révolutionnaires et de la lutte que leur a livrée le bolchévisme nous a légué des types nettement dessinés, parmi lesquels les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes offrent le type de piêtres révolutionnaires. Ils poussent maintenant de grands cris, à perdre

haleine, jusqu'à piquer des crises d'hystérie, contre l'« esprit conciliateur » des « bolcheviks de droite ». Mais ils sont incapables de comprendre *en quoi* cet « esprit conciliateur » était mauvais et *pourquoi* il a été avec juste raison condamné par l'histoire et par tout le cours de la révolution.

L'esprit conciliateur du temps de Kérénski livrait le pouvoir à la bourgeoisie impérialiste ; or, la question du pouvoir est la question capitale de toute révolution. En octobre-novembre 1917, la tendance conciliatrice d'une partie des bolcheviks les amenait, soit à redouter la prise du pouvoir par le prolétariat, soit à vouloir *partager* le pouvoir sur une base paritaire non seulement avec des « compagnons de route peu sûrs », tels que les socialistes-révolutionnaires de gauche, mais même avec des ennemis, tels que les partisans de Tchernov et les menchéviks, qui nous auraient certainement gênés dans l'essentiel : dans la dissolution de la Constituante, dans l'écrasement impitoyable des Bogaïevski, dans la mise en place généralisée des institutions soviétiques, dans chaque confiscation.

Maintenant le pouvoir est conquis, conservé, consolidé entre les mains d'un seul parti, le parti du prolétariat, qui n'a même pas à ses côtés des « compagnons de route peu sûrs ». Parler maintenant d'esprit conciliateur, alors qu'il n'est pas et qu'il ne saurait être question de partager le *pouvoir*, de renoncer à la dictature du prolétariat contre la bourgeoisie, c'est répéter comme un perroquet des mots que l'on a appris par coeur sans les comprendre. Parler d'« esprit conciliateur » à propos du fait que, placés dans une situation où nous pouvons et devons gouverner le pays, nous nous efforçons d'attirer à nous, sans regarder à la dépense, les éléments les plus cultivés parmi ceux que le capitalisme a formés, de les engager à notre service contre la désorganisation inhérente à l'esprit petit-propritaire, c'est être totalement incapable de réfléchir aux tâches économiques de l'édification socialiste.

Et c'est pourquoi, s'il est tout à l'honneur du camarade Boukharine qu'il se soit tout de suite senti « honteux », au Comité exécutif central, du « service » que lui avaient rendu les Karéline et les Gué, il n'en demeure pas moins que l'existence de tels compagnons de lutte politique garde la valeur d'une sérieuse mise en garde pour la *tendance* des « communistes de gauche ».

Prenez le *Znamia Trouda*, organe des socialistes-révolutionnaires de gauche, qui déclare fièrement dans son numéro du 25 avril 1918 : « En ce qui concerne sa plate-forme actuelle, notre parti est solidaire d'une autre tendance du bolchévisme (Boukharine, Pokrovski, etc.) » Prenez l'organe menchévik *Vpériod* de la même date ; on y trouve, notamment, la « thèse » suivante du menchévik bien connu Issouv :

« Dépourvue dès le début de tout caractère authentiquement prolétarien, la politique du pouvoir des Soviets s'engage de plus en plus ouvertement, ces derniers temps, dans la voie de la conciliation avec la bourgeoisie et prend un caractère manifestement antiouvrier. Sous le drapeau de la nationalisation de l'industrie, on poursuit une politique d'implantation des trusts industriels ; sous prétexte de rétablir les forces productives du pays, on tente d'abolir la journée de 8 heures, d'introduire le travail aux pièces et le système Taylor, les listes noires et les passeports d'indésirables. Cette politique menace de ravir au prolétariat ses principales conquêtes dans le domaine économique et d'en faire la victime d'une exploitation illimitée de la part de la bourgeoisie. »

N'est-ce pas magnifique ?

Les amis de Kérénski qui ont mené avec lui la guerre impérialiste au nom des traités secrets promettant des annexions aux capitalistes russes, les collègues de Tsérétéli qui voulaient désarmer les ouvriers le 11 juin, les Liber-Dan⁵⁹ qui essayaient de camoufler le pouvoir de la bourgeoisie derrière des phrases ronflantes, ce sont eux qui accusent le pouvoir des Soviets de chercher « une conciliation avec la bourgeoisie », d'« implanter des trusts » (c'est-à-dire, plus précisément, d'implanter le « capitalisme d'Etat » !), d'introduire le système Taylor.

En vérité, les bolcheviks devraient offrir à Issouv une médaille et exposer sa thèse dans chaque club ouvrier et dans chaque syndicat, comme un échantillon des *discours provocateurs de la bourgeoisie*. Aujourd'hui, les ouvriers connaissent bien, ils connaissent partout par expérience les Liber-Dan, les Tsérétéli et les Issouv, et il leur sera archiutile de réfléchir sérieusement aux raisons pour lesquelles *ces valets de la bourgeoisie* les incitent à résister au système Taylor et à l'« implantation des trusts ».

Les ouvriers conscients confronteront attentivement la « thèse » d'Issouv, ami de Messieurs les Liber-Dan et les Tsérétéli, à la thèse suivante des « communistes de gauche » :

« L'introduction de la discipline du travail, liée au rétablissement de la direction des capitalistes dans la production, ne peut augmenter sensiblement la productivité du travail, mais elle diminuera l'initiative de classe, l'activité et le degré d'organisation du prolétariat. Elle menace d'asservir la classe ouvrière, elle suscitera le mécontentement tant des couches arriérées que de l'avant-garde du prolétariat. Etant donné la haine qui règne dans les milieux prolétariens à l'égard des « capitalistes saboteurs », le Parti communiste devrait, pour appliquer ce système, s'appuyer sur la petite bourgeoisie contre les ouvriers et se perdre ainsi en tant que parti du prolétariat » (*Kommunist* n° 1, p. 8, 2^e colonne).

Voilà la preuve éclatante que les « communistes de gauche » sont tombés dans le piège, se sont laissé prendre à la provocation des Issouf et autres Judas capitalistes. Bonne leçon pour les ouvriers qui savent que c'est l'avant-garde du prolétariat qui est pour l'introduction de la discipline du travail, et que c'est la petite bourgeoisie qui se démène le plus pour détruire cette discipline. Des discours tels que la thèse des « communistes de gauche » que nous venons de citer sont une honte insigne et un total abandon du communisme dans la pratique, un ralliement total à la petite bourgeoisie.

« Liée au rétablissement de la direction des capitalistes » : c'est avec de tels mots que les « communistes de gauche » pensent pouvoir « se défendre ». Leur défense ne vaut rien, parce que la « direction » est accordée aux capitalistes par le pouvoir des Soviets, premièrement, avec des commissaires ouvriers ou des comités ouvriers qui surveillent chaque geste du directeur, qui s'assimilent son expérience de direction et qui ont la possibilité, non seulement de faire appel contre ses décisions, mais de le destituer par le truchement des organes du pouvoir soviétique. Deuxièmement, la « direction » est confiée aux capitalistes afin qu'ils remplissent certaines fonctions executives au cours d'un travail dont les conditions sont définies par le pouvoir soviétique, lequel peut également les annuler et les réviser. Troisièmement, le pouvoir soviétique confie la « direction » aux capitalistes non pas en tant que capitalistes, mais en tant que spécialistes-techniciens ou organisateurs, moyennant des salaires élevés. Et les ouvriers savent parfaitement que 99 % des organisateurs des grosses et des très grosses entreprises, trusts ou autres établissements, appartiennent à la classe capitaliste, de même que les meilleurs techniciens ; mais c'est eux précisément que nous, parti prolétarien, devons embaucher en tant que « dirigeants » du processus de travail et d'organisation de la production, car nous n'avons *personne* d'autre qui connaisse la question pratiquement, par expérience. Car les ouvriers, sortis de cette première enfance où la phrase de « gauche » et le laisser-aller petit-bourgeois pouvaient les fourvoyer, s'acheminent vers le socialisme précisément à travers la direction des trusts par les capitalistes, à travers la grande production mécanisée, à travers les entreprises dont le chiffre d'affaires se monte à plusieurs millions par an, et uniquement par la voie de cette production et de ces entreprises. Les ouvriers ne sont pas des petits bourgeois. Ils n'ont pas peur du grand « capitalisme d'Etat », ils le considèrent comme leur instrument *prolétarien*, dont *leur* pouvoir *soviétique* usera contre le désordre et le gâchis caractérisant la petite propriété.

Seuls sont incapables de le comprendre les intellectuels déclassés et par conséquent petits-bourgeois jusqu'à la moelle, dont le type, au sein du groupe des « communistes de gauche » et dans leur revue, est représenté par Ossinski lorsqu'il écrit :

« ... Toute l'initiative dans l'organisation et la direction de l'entreprise appartiendra aux « organisateurs de trusts » : car nous ne voulons pas leur *enseigner* des choses et en faire de simples collaborateurs, mais nous voulons *nous mettre à leur école* » (*Kommunist* n° 1, p. 14, 2^e colonne).

Les essais d'ironie contenus dans cette phrase visent mon expression : « Apprendre le socialisme en se mettant à l'école des organisateurs de trusts. »

Ossinski trouve cela ridicule. Il veut faire des organisateurs de trusts de « simples collaborateurs ». Si cela avait été écrit par un homme de l'âge dont le poète a dit : « Quinze printemps, pas plus⁶⁰ ? » il n'y aurait pas lieu de s'étonner. Mais il est plutôt étrange d'entendre de pareils propos de la part d'un marxiste qui devrait savoir qu'il est impossible de réaliser le socialisme sans utiliser les conquêtes de la technique et de la culture obtenues par le grand capitalisme. Il ne reste plus là le moindre soupçon de marxisme.

Non. Ne sont dignes de s'appeler communistes que ceux qui comprennent qu'on *ne peut pas* créer ou instaurer le socialisme sans *se mettre à l'école* des organisateurs de trusts. Car le socialisme n'est pas une invention ; c'est l'assimilation et l'application, par l'avant-garde du prolétariat qui a conquis le pouvoir, de ce qui a été créé par les trusts. Nous, parti du prolétariat, nous ne pouvons prendre *nulle part* l'art d'organiser la grande production à l'instar des trusts, comme les trusts, — *nulle part* à moins que nous n'allions le chercher chez les spécialistes les plus qualifiés du capitalisme.

Nous n'avons rien à leur apprendre, si nous ne nous assignons pas la tâche puérile d'« enseigner » le socialisme à des intellectuels bourgeois : ce qu'il faut, ce n'est pas les instruire, mais les exproprier (ce qui se fait en Russie avec assez de « résolution »), c'est *briser* leur sabotage, c'est les *soumettre* au pouvoir des Soviets en tant que groupe ou couche sociale. Mais, si nous ne sommes pas des communistes d'une mentalité et d'un âge enfantins, nous devons nous instruire à leur école, nous avons des choses à apprendre, car le parti et l'avant-garde du prolétariat *ne possèdent pas l'expérience* d'un travail indépendant dans l'organisation de vastes entreprises desservant des dizaines de millions d'habitants.

Et les meilleurs ouvriers de Russie l'ont compris. Ils se sont mis à l'école des capitalistes-organiseurs, des ingénieurs-dirigeants, des techniciens-spécialistes. Ils ont commencé avec fermeté et prudence, passant graduellement du plus facile au plus difficile. Si, dans la métallurgie et dans les constructions mécaniques, le travail avance lentement, c'est parce que la tâche y est plus difficile. Quant aux ouvriers du textile, du tabac, des cuirs et peaux, ils ne craignent pas le « capitalisme d'Etat », comme les intellectuels petits-bourgeois déclassés ; ils ne craignent pas de « se mettre à l'école des organisateurs de trusts ». Dans des administrations dirigeantes centrales telles que la « Direction principale du cuir » ou la « Direction centrale du textile », ces ouvriers siègent à côté des capitalistes, *s'instruisent à leur école*, organisent des trusts, organisent le « capitalisme d'Etat » qui est, sous le pouvoir des Soviets, l'antichambre du socialisme, la condition de la victoire durable du socialisme.

Ce travail des ouvriers avancés de Russie, parallèle à celui qu'ils accomplissent pour introduire la discipline du travail, a été commencé et se poursuit sans bruit, sans éclat, sans le tapage et le fracas dont certains « communistes de gauche » ne peuvent se passer, avec la plus grande circonspection et par degrés, compte tenu des enseignements de la pratique. Ce travail ardu, qui vise à *apprendre* dans la pratique comment on édifie la très grande production, est le gage que nous sommes dans la bonne voie, que les ouvriers conscients de Russie luttent contre le désordre et le gâchis engendrés par la petite propriété, qu'ils luttent contre l'indiscipline [*Il est extrêmement typique que les auteurs des thèses ne disent pas un mot de la signification de la dictature du prolétariat dans le domaine économique. Ils ne parlent que d'« organisation », etc. Mais la nécessité de l'organisation est reconnue aussi par le petit bourgeois, qui redoute la dictature des ouvriers dans les rapports économiques. Un révolutionnaire prolétarien n'aurait jamais pu, à un pareil moment, « oublier » ce « pivot » de la révolution prolétarienne, qui est dirigée contre les fondements économiques du capitalisme.*] petite-bourgeoise ; il est le gage de la victoire du communisme.

VI

Deux remarques pour conclure.

Quand nous discutons avec les « communistes de gauche » le 4 avril 1918 (voir *Kommunist*, n° 1, p. 4, note), je leur ai posé la question de front : Essayez de nous dire ce qui vous déplaît dans le décret sur les chemins de fer ; apportez-y vos amendements. C'est votre devoir de dirigeants soviétiques du prolétariat ; sinon, vos paroles ne sont que de la phraséologie.

Le 20 avril 1918 paraît le n° 1 du *Kommunist*, qui ne contient *pas un mot* sur les modifications ou les corrections qu'il aurait fallu, de l'avis des « communistes de gauche », apporter au décret sur les chemins de fer.

Par ce silence, les « communistes de gauche » se sont eux-mêmes condamnés. Ils se sont contentés d'insinuations agressives *contre* le décret sur les chemins de fer (pages 8 et 16 du n° 1 de leur revue), mais ils n'ont *rien répondu* de clair à la question : « Dans quel sens corriger le décret s'il est erroné ? »

Cela se passe de commentaires. Une *pareille* « critique » du décret sur les chemins de fer (modèle de notre ligne politique, politique de fermeté, politique de dictature, politique de discipline prolétarienne), les ouvriers conscients la qualifieront soit de « critique à la Issouv », soit de phrase en l'air.

L'autre remarque. Le n° 1 du *Kommunist* publie un article critique, très flatteur pour moi, consacré par le camarade Boukharine à ma brochure *l'Etat et la Révolution*. Mais quelque prix que j'attache à l'avis d'hommes tels que Boukharine, je dois dire en toute conscience que le *caractère* de cet article révèle un fait affligeant et significatif : c'est tourné vers le *passé*, et non vers l'avenir, que Boukharine envisage les tâches de la dictature du prolétariat. Boukharine a remarqué et souligné ce qu'un révolutionnaire prolétarien et un révolutionnaire petit-bourgeois peuvent avoir de commun dans la question de l'Etat. Mais il n'a pas « remarqué » ce qui distingue le premier du second.

Boukharine a remarqué et souligné que l'ancien appareil d'Etat doit être « démoli », qu'il faut « le faire sauter », que la bourgeoisie doit être « étranglée jusqu'au bout », etc. Cela, un petit bourgeois enragé peut le désirer également. Et c'est ce que notre révolution a *déjà* fait dans l'essentiel, entre octobre 1917 et février 1918.

Mais ce que ne peut vouloir même le petit bourgeois le plus révolutionnaire, ce que veut le prolétaire conscient, ce que notre révolution n'a *pas encore* fait ma brochure en parle également. Or, cette tâche, la tâche de demain, Boukharine l'a passée sous silence.

j'ai, quant à moi, d'autant moins de raisons de garder le même silence que, tout d'abord, on doit, quand on est communiste, être plus attentif aux tâches de demain qu'à celles d'hier, et qu'ensuite ma brochure a été écrite *avant* la prise du pouvoir par les bolcheviks, à une époque où l'on ne pouvait pas servir aux bolcheviks le vulgaire argument petit-bourgeois : « Eh bien, *maintenant* que vous avez pris le pouvoir, vous vous mettez *naturellement* à faire le grand air de la discipline »...

... Le socialisme « dans son évolution... aboutira au communisme... car les hommes *s'habitueront* à observer les conditions élémentaires de la vie en société, *sans violence* et *sans soumission* » (*L'Etat et la Révolution*, pages 77-78. Il était donc question de « conditions élémentaires » *avant* la prise du pouvoir).

... « Alors seulement la démocratie commencera à *s'éteindre* »... quand « les hommes *s'habitueront* graduellement à respecter les règles élémentaires de la vie en société connues depuis des siècles, rebattues durant des millénaires dans toutes les prescriptions, morales, à les respecter sans violence, sans contrainte... sans cet appareil spécial de coercition qui s'appelle l'Etat » (*ibid.*, p. 84 ; il était donc question de « prescriptions » *avant* la prise du pouvoir).

... « La phase supérieure du communisme » (à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités) « suppose une productivité du travail différente de celle d'aujourd'hui, et la disparition de l'homme moyen d'aujourd'hui, capable, comme les séminaristes de Pomialovski, de gaspiller à plaisir les richesses publiques et d'exiger l'impossible » (*ibid.*, p. 91).

« ... En attendant l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, les socialistes réclament de la société et de l'Etat qu'ils exercent le contrôle le plus rigoureux sur la mesure de travail et la mesure de consommation »... (*ibidem*).

« ... Enregistrement et contrôle, tel est l'essentiel pour la mise en route, pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase (*ibid.*, p. 95). Et ce contrôle, il faut l'organiser non seulement « sur l'infime minorité de capitalistes, sur les petits messieurs désireux de conserver leurs pratiques capitalistes », mais aussi sur ceux des ouvriers qui sont « profondément corrompus par le capitalisme » (*ibid.*, p. 96) et sur « les parasites, les fils à papa, les filous et autres gardiens des traditions du capitalisme » (*ibidem*).

Il est significatif que *cela*, Boukharine *ne l'ait pas* relevé.

5 mai 1918.

Publié les 9, 10 et 11 mai 1918 dans les n°s 88, 89 et 90 de la « Pravda »

Signé : N.Lénine

V. Lénine, *Œuvres*, t. 27, pp. 337-370

LETTRE AUX OUVRIERS AMÉRICAINS⁶¹

Camarades, un bolchevik russe qui a pris part à la Révolution de 1905 et a vécu ensuite de longues années dans votre pays, s'est chargé de vous faire parvenir ma lettre. J'ai accepté d'autant plus volontiers sa proposition que les prolétaires révolutionnaires américains sont appelés, aujourd'hui surtout, à jouer un rôle extrêmement important en tant qu'ennemis intransigeants de l'impérialisme américain, le plus jeune, le plus fort, le dernier à participer au carnage mondial des peuples pour le partage des profits capitalistes. Les milliardaires américains, ces modernes esclavagistes, ont ouvert aujourd'hui une page particulièrement tragique dans l'histoire sanglante de l'impérialisme sanglant en donnant leur consentement, — explicite ou non, formel ou hypocritement dissimulé, peu importe, — à l'intervention armée entreprise par les brutes anglo-japonaises pour étrangler la première république socialiste.

L'histoire de l'Amérique moderne, civilisée, débute par une de ces grandes guerres réellement libératrices, réellement révolutionnaires, si rares parmi les innombrables guerres de rapine provoquées, comme la guerre impérialiste actuelle, par conflit entre les rois, les gros propriétaires fonciers, les capitalistes, pour le partage des territoires envahis ou des profits volés. Ce fut la guerre du peuple américain contre les brigands anglais qui opprimaient l'Amérique et la tenaient dans un esclavage colonial, de même que ces pieuvres « civilisées », aujourd'hui encore, oppriment et tiennent dans un esclavage colonial des centaines de millions d'hommes aux Indes, en Egypte et dans toutes les parties du monde.

Près de 150 ans se sont écoulés. La civilisation bourgeoise a porté ses fruits. L'Amérique a pris la première place parmi les pays libres et cultivés par le niveau de développement des forces productives du travail social, par l'emploi du machinisme et de toutes les merveilles de la technique moderne. Par ailleurs, elle est devenue aussi un des premiers pays par la profondeur de l'abîme qui sépare une poignée de milliardaires sans vergogne, vautrés dans la fange et le luxe, et des millions de travailleurs éternellement au bord de la misère. Le peuple américain, qui a donné au monde l'exemple d'une guerre révolutionnaire contre l'esclavage féodal, subit cette forme moderne d'esclavage qu'est l'esclavage capitaliste, salarié, que fait peser sur lui une poignée de milliardaires ; il a joué le rôle de bourreau à gages qui, dans l'intérêt de la canaille riche, a étranglé les Philippines en 1898 sous prétexte de les « libérer⁶² » et, en 1918, étrangle la République socialiste de Russie sous prétexte de la « défendre » contre les Allemands.

Mais les quatre années de la boucherie impérialiste des peuples n'ont pas été vaines. Des faits évidents, indiscutables, ont entièrement démasqué la duperie dont le peuple est victime de la part des coquins des deux groupes de brigands, anglais et allemand. Le bilan de quatre années de guerre a montré ce qu'était la loi générale du capitalisme dans une guerre entre forbans pour le partage du butin : les plus riches et les plus forts ont le plus profité, le plus pillé ; les plus faibles ont été dépouillés, déchirés, écrasés, étranglés sans merci.

Les rapaces de l'impérialisme anglais étaient les plus forts quant au nombre de leurs « esclaves coloniaux ». Les capitalistes anglais n'ont pas perdu un pouce de « leurs » territoires (c'est-à-dire raflés au cours des siècles) : bien au contraire, ils ont fait main basse sur toutes les colonies allemandes en Afrique, sur la Mésopotamie et la Palestine, ils ont pris la Grèce à la gorge et entrepris de dépouiller la Russie.

Les forbans de l'impérialisme allemand étaient les plus forts quant au degré d'organisation et à la discipline de « leurs » troupes, mais les plus faibles sous le rapport des colonies. Ils ont perdu toutes leurs colonies, mais ils ont pillé la moitié de l'Europe, étranglé le plus grand nombre de petits pays et de peuples faibles. Quelle grande guerre « libératrice » de part et d'autre, n'est-il pas vrai ? Comme ils ont bien « défendu la patrie », les requins des deux groupes, les capitalistes anglo-français et allemands avec leurs valets, les social-chauvins, c'est-à-dire les socialistes passés du côté de « leur » bourgeoisie !

Les milliardaires américains étaient peut-être les plus riches et se trouvaient, géographiquement parlant, le plus en sécurité. Ce sont eux qui ont le plus gagné. Ils ont fait de tous les pays, même les plus riches, leurs tributaires. Ils ont raflé des centaines de milliards de dollars. Et chaque dollar porte des traces de boue : celle des sordides traités secrets conclus entre l'Angleterre et ses « alliés », entre l'Allemagne et ses vassaux, traités relatifs au partage du butin, traités d'« assistance » mutuelle pour opprimer les ouvriers et persécuter les socialistes internationalistes. Sur chaque dollar, il y a la boue des fournitures militaires « lucratives » qui, dans chaque pays, ont enrichi les riches et ruiné les pauvres. Chaque dollar porte des traces de sang, de cette mer de sang qu'ont versée les 10 millions de morts et les 20 millions de mutilés dans la grande, la noble, la sainte lutte libératrice livrée pour savoir qui, du brigand anglais ou du brigand allemand, s'appropriera la plus grande part de butin ; qui,

des bourreaux anglais et allemands, seront les *premiers* parmi les étrangleurs des peuples faibles du monde entier.

Si les forbans d'Allemagne ont battu tous les records par la férocité de leurs répressions militaires, ceux d'Angleterre ont battu tous les records non seulement par le nombre des colonies accaparées, mais aussi par le raffinement de leur abominable hypocrisie. La presse bourgeoise anglo-française et américaine déverse justement à l'heure actuelle, à des millions et des millions d'exemplaires, le mensonge et la calomnie sur la Russie, cherchant hypocritement à justifier la campagne de piraterie qu'elle a entreprise contre notre pays par le soi-disant désir de la « défendre » contre les Allemands !

Point n'est besoin de longs discours pour réduire à néant ce mensonge aussi odieux que vil : il suffira de rappeler un fait connu de tous. Quand les ouvriers de Russie eurent renversé leur gouvernement impérialiste, en octobre 1917, le pouvoir des Soviets, pouvoir des ouvriers et des paysans révolutionnaires, proposa ouvertement une paix juste, sans annexions ni contributions, une paix respectant entièrement l'égalité en droits de toutes les nations, et cette paix, il la proposa à *tous* les pays belligérants.

C'est justement la bourgeoisie anglo-française et américaine qui a repoussé notre proposition ; elle qui a même refusé d'entrer en conversations avec nous en vue d'une paix générale ! C'est *elle qui* a trahi les intérêts de tous les peuples, c'est elle qui a prolongé le carnage impérialiste !

C'est elle qui afin d'entraîner à nouveau la Russie dans la guerre impérialiste, s'est, dérobée à des pourparlers de paix et, de la sorte, a donné les coudées franches aux capitalistes d'Allemagne, non moins rapaces, qui ont imposé de force à la Russie la paix annexionniste de Brest-Litovsk !

On a peine à imaginer hypocrisie plus répugnante que celle de la bourgeoisie anglo-française et américaine rejetant sur nous la « responsabilité » de la paix de Brest-Litovsk. Ce sont les capitalistes des pays dont il dépendait de faire des pourparlers de Brest-Litovsk des négociations générales, en vue d'une paix générale, qui se font nos « accusateurs » ! Les charognards de l'impérialisme anglo-français, que le pillage des colonies et le carnage des peuples ont enrichis et qui prolongent la guerre depuis bientôt un an après Brest-Litovsk, ont aujourd'hui le front de *nous* « accuser », nous bolcheviks, qui avons proposé une paix juste à tous les pays ; *nous* qui avons déchiré, rendu publics et cloué au pilori les traités secrets criminels conclus entre l'ex-tsar et les capitalistes anglo-français⁶³.

Les ouvriers du monde entier, de quelque pays qu'ils soient, sympathisent avec nous, nous acclament et nous applaudissent parce que nous avons rompu les chaînes de l'impérialisme et ses traités sordides ; parce que nous avons conquis notre liberté au prix des plus lourds sacrifices ; parce que nous, république socialiste martyrisée et ravagée par les impérialistes, nous sommes restés *en dehors* de la guerre impérialiste, et avons levé à la face du monde entier le drapeau de la paix, le drapeau du socialisme.

Quoi d'étonnant si la bande des impérialistes internationaux nous hait pour cette raison, s'ils nous « accusent », si tous les larbins des impérialistes, y compris nos socialistes-révolutionnaires de droite et nos menchéviks, nous « accusent » eux aussi ? Dans la haine que ces chiens de garde de l'impérialisme vouent aux bolcheviks, comme dans la sympathie des ouvriers conscients de tous les pays, nous puisons une assurance nouvelle dans la justesse de notre cause.

Celui-là n'est pas un socialiste qui ne comprend pas que pour vaincre la bourgeoisie, pour assurer le passage du pouvoir aux ouvriers, pour *déclencher* la révolution prolétarienne internationale, on ne peut et on *ne* doit s'arrêter devant aucun sacrifice, y compris celui d'une partie du territoire, celui qu'imposent de lourdes défaites infligées par l'impérialisme. Celui-là n'est pas un socialiste qui n'a pas prouvé par des *actes* qu'il était prêt à consentir les plus grands sacrifices de « sa » patrie, pourvu que la cause de la révolution socialiste progressât effectivement.

Au nom de « leur » cause, c'est-à-dire pour conquérir la domination mondiale, les impérialistes d'Angleterre et d'Allemagne n'ont pas hésité à ruiner entièrement et à étrangler nombre de pays, à commencer par la Belgique et la Serbie, et en continuant par la Palestine et la Mésopotamie. Quant aux socialistes, devraient-ils, au nom de « leur » cause, pour affranchir les travailleurs du monde entier du joug du capital, pour assurer une paix générale solide, attendre de voir s'ouvrir une route exempte de sacrifices ? Devraient-ils craindre d'engager le combat tant qu'un succès facile ne leur serait pas « garanti » ? Devraient-ils placer la sécurité et l'intégrité de « leur patrie »,

œuvre de la bourgeoisie, au-dessus des intérêts de la révolution socialiste universelle ? Mille fois méprisables les gredins du socialisme international, les larbins de la morale bourgeoise qui pensent de la sorte !

Les rapaces de l'impérialisme anglo-français et américain nous « accusent » d'« entente » avec l'impérialisme allemand. O hypocrites ! O gredins qui calomnient le gouvernement ouvrier tout en tremblant devant la sympathie que les ouvriers de « leur » propre pays manifestent pour nous ! Mais leur hypocrisie sera démasquée. Ils font mine de ne pas comprendre la différence qui existe entre une entente des « socialistes » avec la bourgeoisie (nationale et étrangère) *contre les ouvriers*, contre les travailleurs, et une entente conclue avec la bourgeoisie d'une couleur *contre la bourgeoisie* d'une autre couleur nationale, *pour la sauvegarde* des ouvriers qui ont triomphé de leur bourgeoisie, afin de permettre au prolétariat de tirer parti de l'antagonisme qui divise des différents groupements de la bourgeoisie.

Or, tout Européen saisit très bien cette différence, et le peuple américain, comme je le montrerai tout à l'heure, a appris à la « connaître » d'une manière particulièrement tangible au cours de son histoire. Il y a ententes et ententes, de même *qu'il y a fagots et fagots [En français dans le texte. (N.R.)]*, comme disent les Français.

Quand, en février 1918, les rapaces de l'impérialisme allemand eurent lancé leurs troupes contre la Russie désarmée qui, confiante dans la solidarité internationale du prolétariat, avait démobilisé avant que la révolution internationale ne fût tout à fait mûre, je n'hésitai pas un seul instant à m'« entendre » dans un certain sens avec des monarchistes français. Le capitaine français Sadoul, qui en paroles sympathisait avec les bolcheviks mais en fait servait corps et âme l'impérialisme français, me présenta l'officier français de Lubersac. « Je suis monarchiste ; mon seul but est la défaite de l'Allemagne », me déclara de Lubersac. *Cela va sans dire [En français dans le texte. (N.R.)]*, répondis-je. Ce qui ne m'empêcha pas le moins du monde de m'« entendre » avec de Lubersac au sujet des services que désiraient nous rendre des officiers français du génie pour faire sauter des voies ferrées afin d'entraver l'invasion allemande. C'est là l'exemple d'une « entente » qu'approuvera tout ouvrier conscient, d'une entente dans l'intérêt du socialisme. Nous échangeâmes une poignée de main, le monarchiste français et moi, chacun de nous sachant que son « partenaire » l'aurait fait pendre volontiers. Mais, momentanément, nos intérêts coïncidaient. Contre les requins allemands qui nous attaquaient, *nous* avons tiré parti dans l'intérêt de la révolution socialiste russe et internationale des intérêts contraires, non moins rapaces, *d'autres* impérialistes. Nous avons ainsi servi les intérêts de la classe ouvrière de Russie et des autres pays, nous avons renforcé le prolétariat et affaibli la bourgeoisie du monde entier ; nous avons manœuvré, ce qui est parfaitement légitime et obligatoire dans toute guerre, nous avons louvoyé, nous nous sommes repliés en attendant le moment où *achèverait de mûrir* la révolution prolétarienne qui montait rapidement dans nombre de pays avancés.

Et les requins de l'impérialisme anglo-français et américain auront beau écumer de rage, nous calomnier, dépenser des millions pour soudoyer les journaux social-patriotes — socialistes-révolutionnaires de droite, menchéviks et autres, — *je n'hésiterai pas un instant* à conclure une « entente » *de ce genre* avec les rapaces de l'impérialisme allemand si une attaque des troupes anglo-françaises contre la Russie nous y oblige. Et je sais très bien que ma tactique sera approuvée par le prolétariat conscient de Russie, d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Amérique, bref, du monde civilisé tout entier. Cette tactique facilitera la révolution socialiste, hâtera sa venue, affaiblira la bourgeoisie internationale, renforcera les positions de la classe ouvrière en train de triompher d'elle.

Il y a longtemps que le peuple américain a appliqué cette même tactique pour le plus grand profit de sa révolution. Lorsqu'il menait sa grande guerre libératrice contre ses oppresseurs anglais, il avait également contre lui les oppresseurs français et espagnols auxquels appartenait alors une partie du territoire actuel des Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Dans sa lutte difficile pour la libération, le peuple américain s'est « entendu », lui aussi, avec certains oppresseurs contre d'autres, afin d'affaiblir les oppresseurs et de renforcer ceux qui combattaient révolutionnairement l'oppression, dans l'intérêt de la *masse* opprimée. Le peuple américain a su mettre à profit la rivalité entre Français, Espagnols et Anglais ; il a même parfois combattu de concert avec les armées des oppresseurs français et espagnols contre les oppresseurs anglais ; il a triomphé d'abord des Anglais, puis s'est débarrassé (en partie à prix d'argent) des Français et des Espagnols.

La marche de l'histoire n'est pas aussi rectiligne que la perspective Nevski, disait le grand révolutionnaire russe Tchernychevski. Celui qui n'« admet » la révolution du prolétariat qu'« à la condition » qu'elle se déroule avec facilité et sans heurt ; que l'action commune des prolétaires des différents pays soit acquise d'emblée ; que l'éventualité des défaites soit exclue d'avance ; que la révolution suive une voie large, dégagée, bien droite ; qu'on n'ait pas, en marchant à la victoire, à faire parfois les plus grands sacrifices, à « résister dans une forteresse assiégée » ou à se frayer un passage par d'étroits sentiers de montagne, impraticables, tortueux et pleins de périls

— celui-là n'est pas un révolutionnaire, celui-là ne s'est pas affranchi du pédantisme de l'intellectuel bourgeois, celui-là glissera toujours, pratiquement, dans le camp de la bourgeoisie contre-révolutionnaire comme nos socialistes-révolutionnaires de droite, nos menchéviks et même (bien que plus rarement) nos socialistes-révolutionnaires de gauche.

A la suite de la bourgeoisie, ces messieurs se plaisent à nous imputer le « chaos » de la révolution, la « ruine » de l'industrie, le chômage et le manque de pain. Que d'hypocrisie dans ces accusations de la part de ceux qui ont acclamé et soutenu la guerre impérialiste, ou se sont « entendus » avec Kérénski qui poursuivait cette guerre ! C'est la guerre impérialiste qui a entraîné toutes ces calamités. La révolution engendrée par la guerre ne peut manquer de connaître des difficultés et des souffrances incroyables, héritées d'une longue guerre dévastatrice, réactionnaire, qui a massacré les peuples. Nous accuser de la « ruine » de l'industrie ou de « terrorisme », c'est faire preuve d'hypocrisie ou bien d'un pédantisme obtus, d'une incapacité de comprendre les conditions essentielles de cette lutte de classe farouche, exacerbée à l'extrême, qu'est la révolution.

Au fond, les « accusateurs » de ce genre, s'ils « reconnaissent » la lutte de classe, ne la reconnaissent qu'en paroles ; en fait, ils donnent constamment dans l'utopie philistine d'une « entente » et d'une « collaboration » des classes. Car à l'époque de la révolution, la lutte des classes a pris nécessairement, inéluctablement, toujours et dans tous les pays, la forme d'une *guerre civile* ; et une guerre civile est inconcevable sans les pires destructions, sans la terreur, sans des restrictions apportées à la démocratie formelle dans l'intérêt de la guerre. Seuls des curés mielleux — qu'ils soient chrétiens ou « laïques » comme les socialistes parlementaires, les socialistes de salon, — peuvent ne pas voir, ne pas comprendre, ne pas sentir cette nécessité. Seuls des « hommes sous cloche de verre », inertes, peuvent, pour cette raison, se détourner de la révolution au lieu de s'élancer passionnément et résolument au combat quand l'histoire exige que les problèmes majeurs de l'humanité soient tranchés par la lutte et par la guerre.

Le peuple américain possède une tradition révolutionnaire dont ont hérité les meilleurs représentants du prolétariat américain qui, à maintes reprises, ont affirmé leur entière sympathie pour nous autres, bolcheviks. Cette tradition, c'est la guerre d'affranchissement contre les Anglais au XVIII^e siècle, puis la guerre de Sécession du XIX^e siècle. A certains égards, si l'on s'en tient à la « ruine » de quelques branches de l'industrie et de l'économie nationale, l'Amérique a été, en 1870, rejetée *en arrière* par rapport à 1860. Mais seul un pédant, un crétin fini pourrait nier pour *cette* raison l'immense portée progressiste et révolutionnaire, l'importance historique de la guerre de Sécession de 1863-1865 en Amérique⁶⁴ !

Les porte-parole de la bourgeoisie comprennent que l'abolition de l'esclavage des Noirs, le renversement du pouvoir des esclavagistes méritaient bien que le pays connût de longues années de guerre civile, toutes les ruines, les destructions, la terreur inséparables d'une guerre. Mais aujourd'hui, lorsqu'il s'agit d'une tâche infiniment plus haute, celle de l'abolition de l'esclavage *salarié*, capitaliste, du renversement du pouvoir de la bourgeoisie, les porte-parole et les avocats de cette dernière, ainsi que les socialistes réformistes intimidés par elle et qui se déroberont à la révolution ne peuvent ni ne veulent comprendre la nécessité et la légitimité de la guerre civile.

Les ouvriers américains ne suivront pas la bourgeoisie. Ils seront avec nous, pour la guerre civile contre la bourgeoisie. L'histoire du mouvement ouvrier, en Amérique comme dans le monde entier, me confirme dans cette conviction. Je me rappelle aussi les paroles d'Eugène Debs, un des chefs les plus aimés du prolétariat américain, qui écrivait dans *l'Appel à la Raison* (*Appeal to Reason*⁶⁵) — à la fin de 1915, je crois — dans son article « What shall I fight for » (Pour quoi je me battraï), — (j'ai cité cet article au début de 1916 à une réunion publique ouvrière tenue à Berne, en Suisse [*Voir V. Lénine, Œuvres, t. 22, pp. 134-135. (N.R.)*]). Il disait que lui, Debs, se ferait fusiller plutôt que de voter des crédits pour la guerre actuelle, criminelle et réactionnaire ; que lui, Debs, ne connaissait qu'une seule guerre sainte et légitime aux yeux des prolétaires, — la guerre contre les capitalistes, la guerre pour affranchir l'humanité de l'esclavage salarié.

Que Wilson, ce leader des milliardaires américains, ce valet des requins capitalistes, ait fait jeter Debs en prison, n'est pas pour m'étonner. La bourgeoisie aura beau sévir contre les vrais internationalistes, contre les vrais représentants du prolétariat révolutionnaire ! Plus elle est enragée et féroce, et plus est proche le jour de la révolution prolétarienne victorieuse.

On nous rend responsables des ruines qu'a causées notre révolution !... Et qui donc nous accuse ? Les larbins de la bourgeoisie, de cette bourgeoisie qui, après quatre années de guerre impérialiste, a presque anéanti la culture européenne et réduit l'Europe à la barbarie, à la sauvagerie, à la famine. Elle voudrait aujourd'hui, cette bourgeoisie, que nous ne fassions pas la révolution au milieu de ces destructions, parmi les décombres de la

culture, les décombres et les ruines amoncelées par la guerre, avec des hommes que la guerre a rendus sauvages ! Oh ! que cette bourgeoisie est humaine et équitable !

Ses valets nous accusent de terrorisme... Les bourgeois anglais ont oublié 1649 et les Français 1793⁶⁶. La terreur était juste et légitime quand la bourgeoisie l'appliquait en sa faveur contre les féodaux. Elle est monstrueuse et criminelle quand les ouvriers et les paysans pauvres ont osé l'appliquer contre la bourgeoisie ! La terreur était juste et légitime quand elle était mise en œuvre pour substituer une minorité exploiteuse à une autre. Elle est monstrueuse et criminelle dès qu'elle est mise en œuvre pour aider au renversement de *toute* minorité exploiteuse, dans l'intérêt d'une majorité réellement immense, dans l'intérêt du prolétariat et du semi-prolétariat, de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre !

La bourgeoisie impérialiste internationale a fait exterminer 10 millions d'hommes et estropier 20 millions d'autres dans « sa » guerre, déchaînée pour savoir qui, des rapaces anglais ou allemands, dominera le monde.

Si *notre* guerre, la guerre des opprimés et des exploités contre leurs oppresseurs et leurs exploités, entraîne un demi-million ou un million de victimes dans tous les pays, la bourgeoisie dira que les premiers sacrifices étaient légitimes et les seconds criminels.

Le prolétariat, lui, sera d'un tout autre avis.

A l'heure actuelle, parmi les horreurs de la guerre impérialiste, il se pénètre pleinement, et de façon concrète, de cette grande vérité qu'enseignent toutes les révolutions, vérité qu'ont léguée aux ouvriers leurs plus grands éducateurs, les fondateurs du socialisme moderne. Cette vérité, c'est que la révolution ne peut réussir sans *écraser la résistance des exploités*. Nous autres, ouvriers et paysans travailleurs, nous étions tenus, une fois maîtres du pouvoir, d'écraser la résistance des exploités. Nous sommes fiers de l'avoir fait et de continuer à le faire. Nous regrettons de ne pas le faire avec assez de fermeté et de résolution.

Nous savons que dans tous les pays la résistance furieuse de la bourgeoisie contre la révolution socialiste est inévitable, et qu'elle *grandira* à mesure que grandira la révolution. Le prolétariat brisera cette résistance, il deviendra définitivement capable de vaincre et d'exercer le pouvoir au cours même de la lutte contre la bourgeoisie récalcitrante.

La presse bourgeoise vénale peut claironner sur tous les toits chaque faute commise par notre révolution. Nos fautes ne nous font pas peur. Les hommes ne sont pas devenus des saints du fait que la révolution a commencé. Les classes laborieuses opprimées, abêties, maintenues de force dans l'étau de la misère, de l'ignorance, de la barbarie pendant des siècles, ne peuvent accomplir la révolution sans commettre d'erreurs. Et, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, on ne peut enfermer dans un cercueil le cadavre de la société bourgeoise et l'enterrer. [Voir V. Lénine, *Œuvres*, t. 27, p. 461. (N.R.)] Le capitalisme abattu pourrit, se décompose parmi nous, infectant l'air de ses miasmes, empoisonnant notre vie ; ce qui est ancien, pourri, mort, s'accroche par des milliers de fils et de liens à tout ce qui est nouveau, frais, jeune, vivant.

Pour cent erreurs commises par nous et que vont claironnant partout la bourgeoisie et ses larbins (nos menchéviks et nos socialistes-révolutionnaires de droite y compris), on compte dix mille actes grands et héroïques, d'autant plus grands et héroïques qu'ils sont simples, effacés, enfouis dans l'existence quotidienne d'un quartier ouvrier ou d'un village perdu, qu'ils sont accomplis par des hommes qui n'ont pas l'habitude (ni la possibilité) de crier sur les toits chacun de leur succès.

Mais si même c'était le contraire — bien que je sache qu'une telle hypothèse serait inexacte, — si même pour cent actes justes on comptait dix mille erreurs, notre révolution n'en serait pas moins, — *et elle le sera devant l'Histoire*, — grande et invincible, car *pour la première fois*, ce n'est pas une minorité, ce ne sont pas uniquement les riches, uniquement les couches instruites, c'est la masse véritable, l'immense majorité des travailleurs qui édifient *eux-mêmes* une vie nouvelle, tranchent, *en se fondant sur leur propre expérience*, les problèmes si ardues de l'organisation socialiste.

Chaque erreur dans ce travail-là, dans ce travail qu'exécutent de la façon la plus consciencieuse et la plus sincère des dizaines de millions de simples ouvriers et paysans pour transformer toute leur existence, chacune de ces défaillances vaut des milliers et des millions de succès « infaillibles » de la minorité exploiteuse, de succès remportés dans l'art de duper et de gruger les travailleurs. Car *ce n'est qu'au prix* de ces erreurs que les ouvriers

et les paysans *apprendront* à bâtir une vie nouvelle, apprendront à se *passer* des capitalistes ; ce n'est qu'ainsi qu'ils se frayeront un chemin — à travers mille obstacles — vers le triomphe du socialisme.

Ils commettent des erreurs dans leur oeuvre révolutionnaire, nos paysans qui, d'un seul coup, dans la nuit du 25 au 26 octobre (vieux style) 1917, ont aboli toute propriété privée de la terre⁶⁷ et qui à présent, mois après mois, malgré d'immenses difficultés et en corrigeant eux-mêmes leurs fautes, mènent à bien pratiquement la tâche si ardue d'organiser les conditions nouvelles de la vie économique, de lutter contre les koulaks, d'assurer la terre aux *travailleurs* (et non aux richards), de passer à la grande agriculture *communiste*.

Ils commettent des erreurs en accomplissant leur oeuvre révolutionnaire, nos ouvriers qui, en l'espace de quelques mois, ont nationalisé presque toutes les fabriques et usines importantes, et qui apprennent, par un dur effort de chaque jour, cette chose nouvelle pour eux qu'est la gestion d'industries entières, mettent en marche les exploitations nationalisées en surmontant la formidable résistance de la routine, de l'esprit petit-bourgeois, de l'égoïsme, et posent pierre par pierre le fondement de *nouveaux* rapports sociaux, d'une *nouvelle* discipline du travail, d'une *nouvelle* autorité des syndicats ouvriers sur leurs adhérents.

Ils commettent des erreurs en accomplissant leur oeuvre révolutionnaire, nos Soviets créés dès 1905 par le puissant élan des masses. Les Soviets ouvriers et paysans constituent un nouveau *type* d'Etat, un *type* nouveau et supérieur de démocratie ; ils sont la forme que revêt la dictature du prolétariat, un moyen d'administrer l'Etat *sans* la bourgeoisie et *contre* la bourgeoisie. Pour la première fois, la démocratie est ici au service des masses, au service des travailleurs ; elle a cessé d'être une démocratie pour les riches, ce qu'elle reste dans toutes les républiques bourgeoises, même les plus démocratiques. Pour la première fois, les masses populaires entreprennent l'instauration, à l'échelle d'une centaine de millions d'hommes, de la dictature des prolétaires et des semi-prolétaires, tâche sans l'exécution de laquelle *il ne saurait être* question de socialisme.

Qu'importe si les pédants ou tous ceux qui sont irrémédiablement bourrés de préjugés démocratiques bourgeois ou parlementaires secouent la tête, perplexes, devant nos Soviets, se récriant par exemple contre l'absence d'élections directes. Ces gens-là n'ont rien appris ni rien oublié au cours des grands bouleversements de 1914-1918. L'union de la dictature du prolétariat et d'une démocratie nouvelle, pour les travailleurs, — de la guerre civile et de la participation la plus large des masses à la politique, — pareille union ne se réalise pas d'emblée, et ne cadre pas avec les formes éculées d'un démocratisme parlementaire routinier. Un monde nouveau, le monde du socialisme — voilà comment se présente à nous la République des Soviets. Aussi, rien d'étonnant si ce monde ne naît point de toutes pièces, d'un seul coup, comme Minerve sortant de la tête de Jupiter.

Alors que les vieilles constitutions démocratiques bourgeoises s'étendaient, par exemple, sur l'égalité formelle et sur le droit de réunion, notre Constitution soviétique, prolétarienne et paysanne, rejette l'hypocrisie d'une égalité toute formelle. Quand les républicains bourgeois renversaient les trônes, ils ne se souciaient nullement de l'égalité formelle des monarchistes et des républicains. Quand il s'agit de jeter bas la bourgeoisie, seuls des traîtres ou des crétiens peuvent réclamer l'égalité formelle pour la bourgeoisie. Dès l'instant où les meilleurs édifices sont tous accaparés par la bourgeoisie, la « liberté de réunion » pour les ouvriers et les paysans ne vaut pas un rouge liard. Nos Soviets *ont enlevé* aux riches tous les beaux édifices, à la ville et à la campagne, et les ont *tous remis* aux ouvriers et aux paysans pour en faire le siège de *leurs* associations et y tenir leurs réunions. Telle est *notre* liberté de réunion — pour les travailleurs ! Telles sont la raison d'être et la substance de notre Constitution soviétique, de notre Constitution socialiste⁶⁸ !

C'est pourquoi nous sommes tous si profondément convaincus que quelles que soient les épreuves qui s'abattent encore sur notre république des Soviets, *elle est invincible*.

Elle est invincible, car chaque coup porté par l'impérialisme furieux, chaque défaite qui nous est infligée par la bourgeoisie internationale, entraînent dans la lutte des couches toujours nouvelles d'ouvriers et de paysans, les instruisent au prix des plus grands sacrifices, les aguerrissent, suscitent un nouvel héroïsme au sein des masses.

Nous savons que votre aide, camarades ouvriers américains, se fera peut-être encore bien attendre, car la marche de la révolution dans les divers pays se poursuit sous des formes différentes, à un rythme différent (et il ne peut en être autrement). Nous savons que malgré sa montée rapide ces derniers temps, la révolution prolétarienne en Europe peut ne pas éclater dans les semaines à venir. Nous misons sur la nécessité inéluctable de la révolution internationale, mais cela ne signifie nullement que nous misions comme des benêts sur la nécessité inéluctable de la révolution à bref délai et à date *fixe*. Nous avons connu, en 1905 et en 1917, deux grandes révolutions dans notre pays, et nous savons que les révolutions ne se font ni sur commande, ni après entente préalable. Nous

savons que les circonstances ont mis en avant *notre* détachement, le détachement russe du prolétariat socialiste, non en raison de nos mérites, mais par suite d'un retard particulier à la Russie, et que certaines révolutions auront peut-être à essuyer des défaites *avant* que n'éclate la révolution internationale.

Néanmoins, nous savons très bien que nous sommes invincibles, car le carnage impérialiste n'abattra pas l'humanité ; c'est elle qui en viendra à bout. *Notre pays*, le premier, a *brisé* le carcan de la guerre impérialiste. Nous avons enduré les plus lourds sacrifices en luttant pour détruire ce carcan, mais nous l'avons *brisé*. Nous sommes *en dehors* des servitudes impérialistes, nous avons levé à la face du monde entier le drapeau de la lutte pour le renversement complet de l'impérialisme.

Nous nous trouvons comme dans une forteresse assiégée tant que les autres détachements de la révolution socialiste internationale ne sont pas venus à notre aide. Mais ces détachements *existent*, ils sont *plus nombreux* que les nôtres ; ils se développent, ils grandissent, ils se renforcent à mesure que l'impérialisme poursuit ses atrocités. Les ouvriers rompent avec les social-traîtres, les Gompers, les Henderson, les Renaudel, les Scheidemann, les Renner. Ils se rallient, peu à peu mais sûrement, à la tactique communiste, bolchevique, à la révolution prolétarienne qui seule peut sauver la culture et l'humanité en péril.

Bref, nous sommes invincibles, car la révolution prolétarienne mondiale est invincible.

20 août 1918

« *Pravda* » n° 178, le 22 août 1918

N. Lénine

V. Lénine, *Œuvres*, t. 28, pp. 57-71

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ET LE RENÉGAT KAUTSKY

Sous ce titre, j'ai commencé d'écrire une brochure⁶⁹ consacrée à la critique de celle de Kautsky : *la Dictature du prolétariat* qui vient de sortir à Vienne. Mais, étant donné que mon travail traîne en longueur, j'ai décidé de prier la rédaction de la *Pravda* de donner une place à un court article sur le même sujet.

Plus de quatre années d'une guerre réactionnaire, et des plus épuisantes, ont fait leur œuvre. On sent en Europe le souffle de la révolution prolétarienne montante, à la fois en Autriche, en Italie, en Allemagne, en France, même en Angleterre (les *Aveux d'un capitaliste* que nous trouvons dans la livraison de juillet de l'archi-opportuniste *Revue socialiste*⁷⁰ dirigée par le semi-libéral Ramsay Mac-Donald, sont par exemple extrêmement caractéristiques).

Et c'est à ce moment que le chef de la II^e Internationale, M. Kautsky, publie un livre sur la dictature du prolétariat, c'est-à-dire sur la révolution prolétarienne, livre cent fois plus infâme, plus révoltant, plus renégat que les fameuses *Prémises du socialisme* de Bernstein. Près de 20 ans se sont écoulés depuis le jour où a été publié cet ouvrage renégat ; et voici qu'aujourd'hui Kautsky reprend à son compte ce reniement en l'aggravant !

Une partie insignifiante du livre traite à proprement parler de la révolution bolchevique russe. Kautsky répète sans y rien changer les vérités premières de la sagesse menchévique, que l'ouvrier russe ne pourrait accueillir qu'avec un rire homérique. Imaginez, par exemple, que l'on baptise « marxisme » un raisonnement parsemé de citations d'écrits semi-libéraux du semi-libéral Maslov, selon lequel les paysans riches s'efforcent d'accaparer la terre (une nouveauté !), les prix élevés du blé leur sont avantageux, etc. Et à côté de cela, la déclaration dédaigneuse, cent pour cent libérale, de notre « marxiste » : « Le paysan pauvre est reconnu ici (c'est-à-dire par les bolcheviks dans la république des Soviets) comme le produit de masse constant de la réforme agraire socialiste, de « la dictature du prolétariat » (p. 48 de la brochure de Kautsky).

Vraiment bien, n'est-il pas vrai ? Un socialiste, un marxiste s'applique à *nous* prouver le caractère *bourgeois* de la révolution et, ce faisant, tourne en dérision (tout à fait dans l'esprit de Maslov, de Potressov et *des cadets*) l'organisation de la paysannerie pauvre à la campagne.

« L'expropriation des paysans riches ne fait qu'apporter un nouvel élément de trouble et de guerre civile dans le processus de la production, dont l'assainissement exige impérieusement la tranquillité et la sécurité » (p. 49).

C'est incroyable, mais c'est un fait. C'est Kautsky, et non pas Savinkov ou Milioukov, qui écrit cela en toutes lettres !

En Russie, nous avons déjà tant de fois vu les défenseurs des koulaks se draper du manteau de « marxisme » que Kautsky ne nous étonnera pas. Mais peut-être faudra-t-il s'arrêter plus longuement pour le lecteur européen sur cette lâche soumission à la bourgeoisie et sur cette crainte libérale devant la guerre civile. Quant à l'ouvrier et au paysan russes, il suffit de leur montrer du doigt ce reniement de Kautsky... et de poursuivre notre chemin.

Les neuf dixièmes du livre de Kautsky, ou peu s'en faut, sont réservés à une question théorique générale d'importance capitale : les rapports entre la dictature du prolétariat et la « démocratie ». Et c'est ici que la rupture totale de Kautsky avec le marxisme apparaît avec le plus d'éclat.

Kautsky assure à ses lecteurs — de l'air le plus sérieux et le plus « savant » — que Marx entendait par « dictature révolutionnaire du prolétariat » non pas « *une forme de gestion* », excluant la démocratie, mais un *état*, à savoir : « un état de domination ». Or la domination du prolétariat, en tant que majorité de la population, est compatible avec le respect le plus strict de la démocratie, et la Commune de Paris, par exemple, qui était précisément la dictature du prolétariat, fut élue au suffrage universel. Et que Marx, en parlant de la dictature du prolétariat, n'ait pas eu en vue une « forme de gestion » (ou forme de gouvernement, *Regierungsform*), cela est, paraît-il, « prouvé par le fait que lui, Marx, considérait possible pour l'Angleterre et pour l'Amérique le passage (au communisme) par une voie pacifique, c'est-à-dire démocratique » (pp. 20-21).

C'est incroyable, mais c'est un fait ! C'est exactement de la sorte que raisonne Kautsky ; et il tonne contre les bolcheviks, qu'il accuse d'enfreindre la « démocratie » dans leur constitution et dans toute leur politique, et il prône de toutes ses forces et à tout propos une « méthode démocratique, et non pas dictatoriale ».

C'est se ranger totalement aux côtés des opportunistes (du genre des Allemands David, Kolb et autres piliers du social-chauvinisme, ou du genre des Fabiens et des Indépendants anglais, ou des réformistes français et italiens) qui déclaraient plus franchement et plus honnêtement qu'ils rejetaient la doctrine de Marx sur la dictature du prolétariat, car, disaient-ils, elle est en contradiction avec la démocratie.

C'est revenir totalement au point de vue du socialisme allemand d'avant Marx que de dire que nous aspirerions à un « Etat populaire libre » ; c'est revenir à l'opinion des démocrates petits-bourgeois qui ne comprennent pas que *tout* Etat est une machine permettant à une classe d'en écraser une autre.

C'est renier totalement la révolution du prolétariat, pour lui substituer la théorie libérale de « la conquête de la majorité », de « l'utilisation de la démocratie » ! Tout ce que Marx et Engels ont enseigné et démontré pendant quarante ans, de 1852 à 1891, sur la nécessité pour le prolétariat de « briser » la machine d'Etat bourgeoise, tout cela est intégralement oublié, déformé, jeté par-dessus bord par le renégat Kautsky.

Analyser en détail les erreurs théoriques de Kautsky serait répéter ce que j'ai dit dans *l'Etat et la Révolution*. C'est inutile. Je me contenterai d'indiquer succinctement :

Kautsky a renié le marxisme en oubliant que *tout* Etat est une machine permettant à une classe d'en réprimer une autre et que la république bourgeoise la plus *démocratique* est une machine qui donne le moyen à la bourgeoisie d'opprimer le prolétariat.

La dictature du prolétariat n'est pas une « forme de gouvernement », mais *un Etat d'un autre type*, un Etat prolétarien, un instrument permettant au *prolétariat* d'écraser la *bourgeoisie*. Cet écrasement est nécessaire, parce que la bourgeoisie opposera toujours une résistance acharnée à son expropriation.

(Alléguer que Marx, dans les années 70, a admis la possibilité du passage pacifique au socialisme en Angleterre et en Amérique est un argument de sophiste, ou, pour parler plus simplement, de filou qui triche à coup de citations et de références. En premier lieu, Marx considérait dès cette époque cette possibilité comme exceptionnelle. En second lieu, le capitalisme monopoliste, c'est-à-dire l'impérialisme, n'existait pas encore. En troisième lieu, précisément en Angleterre et en Amérique, il n'y avait pas alors de clique militaire — (*elle existe aujourd'hui*) — en tant que pièce maîtresse de la machine d'Etat bourgeois.)

Là où il y a oppression il ne peut y avoir de liberté, d'égalité, etc. Voilà pourquoi Engels disait : « Tant que le prolétariat a besoin d'un Etat, il en a besoin non pas dans l'intérêt de la liberté, mais afin d'écraser ses adversaires ; et quand il deviendra possible de parler de liberté, alors l'Etat, en tant que tel, cessera d'exister. »

La démocratie bourgeoise, dont la valeur n'est pas niable lorsqu'il s'agit d'éduquer le prolétariat et de le former à l'action, est toujours étriquée, hypocrite, mensongère, fallacieuse, elle demeure toujours une démocratie pour les riches, une duperie pour les pauvres.

La démocratie prolétarienne s'abat sur les exploiters, sur la bourgeoisie ; c'est pourquoi elle n'est pas hypocrite ; elle *ne leur promet* ni la liberté ni la démocratie ; mais, aux travailleurs, elle donne la *véritable démocratie*. Seule la Russie des Soviets offre au prolétariat et à l'énorme majorité laborieuse *une liberté et une démocratie*, inconnues jusqu'à ce jour, impossibles et inconcevables dans une république démocratique bourgeoise quelconque, en enlevant, par exemple, les palais et les hôtels particuliers à la bourgeoisie (sans cela, la liberté de réunion est une hypocrisie), en enlevant les imprimeries et le papier aux capitalistes (sans cela, la liberté de la presse pour la majorité laborieuse de la nation est un mensonge), en remplaçant le parlementarisme bourgeois par l'organisation démocratique des *Soviets*, *1 000 fois plus* près du « peuple », plus « démocratiques », que le parlement bourgeois le plus démocratique. *Et ainsi de suite.*

Kautsky a jeté par-dessus bord... « la lutte de classe » appliquée à la démocratie ! Kautsky est devenu un parfait renégat, un laquais de la bourgeoisie.

Chemin faisant, il n'est pas possible de ne pas noter quelques perles de ce reniement.

Kautsky se trouve contraint de reconnaître que l'organisation des Soviets a une portée non seulement russe, mais mondiale, qu'elle est au nombre des « phénomènes les plus importants de notre temps », qu'elle est appelée à acquérir une « signification décisive » dans les grandes « luttes entre le capital et le travail » de demain. Mais,

faisant sienne la suprême sagesse des menchéviks, passés sans encombre aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat, Kautsky en « tire cette déduction » : les Soviets sont bien en tant qu'« organisation de lutte », mais non en tant qu'« organisation d'Etat ».

Admirable ! Organisez-vous en Soviets, prolétaires et paysans pauvres ! Mais Dieu vous garde d'oser remporter la victoire ! Ne vous avisez pas de vaincre ! Dès que vous aurez triomphé de la bourgeoisie, alors tout est perdu, car vous ne devez pas être des organisations « d'Etat » dans un Etat prolétarien. C'est précisément après votre victoire que vous devez vous dissoudre !

Oh l'admirable « marxiste » que Kautsky ! Oh « théoricien » hors pair du reniement !

Perle numéro deux. La guerre civile est l'« ennemi mortel » de la « révolution sociale », car, comme nous l'avons déjà entendu, celle-ci « a besoin de tranquillité » (pour les riches ?) « et de sécurité » (pour les capitalistes ?).

Prolétaires d'Europe ! Ne songez pas à la révolution tant que vous n'aurez pas trouvé une bourgeoisie qui *n'embauchera pas* contre vous pour la guerre civile Savinkov et Dan, Doutov et Krasnov, les Tchécoslovaques⁷¹ et les koulaks !

En 1870, Marx écrivait : le principal espoir, c'est que la guerre apprenne aux ouvriers français à manier les armes. Le « marxiste » Kautsky attend après quatre ans de guerre non pas que les ouvriers se servent de leurs armes contre la bourgeoisie (à Dieu ne plaise ! Cela ne serait sans doute pas tout à fait « démocratique »), mais... qu'ils concluent une bonne petite paix avec les bons petits capitalistes !

Perle numéro trois. La guerre civile présente encore un côté déplaisant : tandis que dans la « démocratie » existe « la protection de la minorité » (protection, remarquons-le entre parenthèses, qu'ont si bien expérimentée à leurs dépens les défenseurs de Dreyfus, en France, ou les Liebknecht, les MacLean, les Debs, ces derniers temps), la guerre civile (écoutez ! écoutez bien !) « menace le vaincu d'un anéantissement total ».

Allons, ce n'est pas un vrai révolutionnaire que ce Kautsky ? Il est du fond du cœur avec la révolution... mais seulement à condition qu'elle se fasse sans lutte sérieuse, comportant une menace de destruction ! Il a complètement « surmonté » les vieilles erreurs du vieil Engels qui chantait avec enthousiasme l'action éducatrice des révolutions violentes. Lui, en tant qu'historien « sérieux », a tout à fait abjuré les égarements de ceux qui disaient que la guerre civile trempe les exploités et leur apprend à créer une société nouvelle *sans* exploités.

Perle numéro quatre. La dictature des prolétaires et des petits bourgeois dans la révolution de 1789 a-t-elle été quelque chose de grand et d'utile ? Pas le moins du monde. Car Napoléon est venu. « La dictature des couches inférieures ouvre la voie devant la dictature du sabre » (p. 26). Notre historien « sérieux » comme les libéraux dont il a rallié le camp, est fermement convaincu que dans les pays qui n'ont pas connu la « dictature des couches inférieures », par exemple en Allemagne, il n'y a pas eu de dictature du sabre. L'Allemagne ne s'est jamais distinguée de la France par une dictature du sabre plus grossière, plus vile, ce ne sont là que calomnies imaginées par Marx et Engels qui ont menti sans vergogne en disant que jusqu'ici dans le « peuple » de France, les opprimés ont fait preuve de plus d'amour de la liberté et de plus de fierté qu'en Angleterre ou en Allemagne, et que la France le doit précisément à ses révolutions.

... Mais cela suffit ! Il faudrait écrire une brochure spéciale pour relever toutes les perles du reniement chez le renégat Kautsky.

On ne manquera pas de s'arrêter sur l'« internationalisme » de M. Kautsky. Sans le vouloir, Kautsky l'a mis en pleine lumière, en décrivant dans des termes empreints de la plus vive sympathie l'internationalisme des menchéviks qui, eux aussi, sont des Zimmerwaldiens — c'est le mielleux Kautsky qui nous l'assure, — et qui sont même — ne riez pas ! — les « frères » des bolchéviks !

Voici ce tableau idyllique du « zimmerwaldisme » des menchéviks :

« Les menchéviks voulaient une paix générale. Ils voulaient que tous les belligérants adoptent le mot d'ordre de la paix sans annexions ni contributions. Tant que ce but n'était pas atteint, l'armée russe devait, d'après eux, être sur le pied de guerre »... Mais les méchants bolchéviks « ont désorganisé » l'armée et conclu la méchante paix de

Brest-Litovsk... Et Kautsky déclare on ne peut plus clairement qu'il fallait garder la Constituante, que les bolcheviks ne devaient pas prendre le pouvoir.

Ainsi donc l'internationalisme consiste à *soutenir* « son » gouvernement impérialiste, comme les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont soutenu Kérenski, à couvrir ses traités secrets, à tromper le peuple par des paroles douceâtres : nous « exigeons », disaient-ils, des bêtes sauvages qu'elles deviennent douces, nous « exigeons » des gouvernements impérialistes qu'ils « acceptent le mot d'ordre de la paix sans annexions ni contributions ».

Voilà l'internationalisme d'après Kautsky.

Mais, d'après nous, c'est un reniement total.

L'internationalisme consiste à rompre avec *ses propres* social-chauvins (c'est-à-dire les jusqu'aboutistes) et avec *son propre* gouvernement impérialiste, à mener la lutte révolutionnaire contre lui, à le renverser, à consentir les plus grands sacrifices nationaux (même la paix de Brest-Litovsk), si cela est utile au développement de la révolution ouvrière *internationale*.

Nous savons fort bien que Kautsky et sa bande (de l'espèce de Ströbel, de Bernstein, etc.) ont été grandement « indignés » par la conclusion de la paix de Brest-Litovsk ; ils auraient voulu que nous fissions un « geste »...en remettant incontinent le pouvoir en Russie aux mains de la bourgeoisie ! Ces petits bourgeois allemands, obtus mais si bons et si gentils, ne désiraient pas que la république prolétarienne des Soviets, la première au monde à renverser son impérialisme par la révolution, se maintienne jusqu'à la révolution en Europe, en allumant l'incendie dans les autres pays (les petits bourgeois *craignent* l'incendie en Europe, ils *craignent* la guerre civile qui détruit leur «tranquillité et leur sécurité⁷²»). Non. Ils désiraient que dans *tous* les pays le nationalisme *petit-bourgeois*, se baptisant « internationalisme », se maintienne par sa « modération et ses bonnes manières ». Que la république russe reste bourgeoise et... qu'elle attende... Alors, sur terre, tous les hommes seraient de braves petits bourgeois nationalistes, modérés, sans esprit de conquête ; et voilà justement en quoi consisterait l'internationalisme !

C'est ce que pensent les kautskistes en Allemagne, les partisans de Longuet⁷³ en France, les indépendants (I.L.P.) en Angleterre, Turati et ses « frères » en reniement en Italie, etc., etc.

Aujourd'hui, il n'y a plus que de fieffés imbéciles pour ne pas voir que nous avons raison, non seulement de renverser notre bourgeoisie (et ses valets, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires), mais encore de conclure la paix de Brest-Litovsk, *après* que l'appel public à la paix générale, appuyé de la publication et de la dénonciation des traités secrets, eut été repoussé par la bourgeoisie de l'Entente⁷⁴. En premier lieu, si nous n'avions pas conclu la paix de Brest-Litovsk, nous aurions d'un seul coup abandonné le pouvoir à la bourgeoisie russe et aurions de ce fait porté le plus grand préjudice à la révolution socialiste mondiale. En second lieu, au prix de sacrifices *nationaux*, nous avons conservé une influence révolutionnaire *internationale* telle qu'à présent la Bulgarie nous imite manifestement, l'Autriche et l'Allemagne sont en effervescence, que *les deux* impérialismes sont affaiblis, tandis que nous nous sommes renforcés et que nous avons *commencé* à créer une véritable armée prolétarienne.

Il découle de la tactique du renégat Kautsky que les ouvriers allemands doivent maintenant défendre la patrie aux côtés de la bourgeoisie et craindre par-dessus tout la révolution en Allemagne, car les Anglais pourraient leur imposer un nouveau Brest-Litovsk. Voilà bien le reniement. Voilà bien le nationalisme petit-bourgeois.

Quant à nous, nous disons : la conquête de l'Ukraine a été un immense sacrifice national, mais elle a trempé et *rentorcé* les prolétaires et les paysans pauvres d'Ukraine, en tant que combattants de la révolution ouvrière internationale. L'Ukraine a souffert, mais la révolution internationale y a gagné, car elle a « corrompu » l'armée allemande, affaibli l'impérialisme allemand, *rapproché* les ouvriers révolutionnaires allemands, ukrainiens et russes.

Il serait « plus agréable », évidemment, de renverser par une simple guerre à la fois Guillaume et Wilson. Mais c'est une chimère. Les renverser par une guerre nous est impossible. Mais, ce que nous pouvons faire, c'est avancer leur dégradation *intérieure*. Nous y sommes parvenus par la révolution soviétique, prolétarienne, dans une mesure *considérable*.

Les ouvriers allemands remporteraient un succès encore plus grand s'ils allaient à la révolution, *en consentant* des sacrifices nationaux (en cela seul consiste l'internationalisme), s'ils disaient (et confirmaient *par des actes*) que pour eux l'intérêt de la révolution ouvrière internationale *passé avant* l'intégrité territoriale, la sécurité, la tranquillité de tel ou tel Etat national, *et plus précisément de leur propre*.

Le plus grand malheur pour l'Europe, le plus grand danger pour elle, c'est qu'il *n'y existe pas* de parti révolutionnaire. Il y a des partis de traîtres, tels que les Scheidemann, les Renaudel, les Henderson, les Webb et C^{ie}, ou des âmes serviles telles que Kautsky. Il n'y existe pas de parti révolutionnaire.

Certes, un puissant mouvement révolutionnaire des masses peut corriger ce défaut, mais ce fait demeure un grand malheur et un grand danger.

C'est pourquoi on doit par tous les moyens démasquer les renégats tels que Kautsky, et soutenir ainsi les *groupes* révolutionnaires de prolétaires vraiment internationalistes, comme il y en a dans *tous* les pays. Le prolétariat se détournera vite des traîtres et des renégats et suivra ces groupes, au sein desquels il formera ses chefs. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie de tous les pays hurle au « bolchévisme mondial ».

Le bolchévisme mondial triomphera de la bourgeoisie mondiale.

9 octobre 1918.

« Pravda » n° 219, le 11 octobre 1918

Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres. t. 28, pp. 103-112

QU'EST-CE QUE LE POUVOIR DES SOVIETS⁷⁵

Qu'est-ce que le pouvoir des Soviets ? Quelle est la nature de ce pouvoir nouveau qu'on ne veut ou qu'on ne peut encore comprendre dans la plupart des pays ? Ce qui attire de plus en plus les ouvriers de tous les pays, c'est que l'Etat, autrefois gouverné de façon ou d'autre par les riches ou les capitalistes, l'est aujourd'hui, pour la première fois, sur une vaste échelle, par les classes justement que le capitalisme opprimait. Même dans la plus démocratique, même dans la plus libre des républiques, tant que la domination du capital subsiste, tant que la terre reste propriété privée, l'Etat est toujours gouverné par une petite minorité, composée pour les neuf dixièmes de capitalistes ou de riches.

Pour la première fois au monde le pouvoir d'Etat a été construit chez nous, en Russie, de façon que seuls les ouvriers, seuls les paysans travailleurs, les exploités étant exclus, forment les organisations de masse, les Soviets ; et c'est à ces Soviets-là que tout le pouvoir d'Etat est transmis. C'est pourquoi, en dépit des calomnies que les représentants de la bourgeoisie de tous les pays déversent sur la Russie, le mot « Soviet » est devenu dans le monde entier non seulement intelligible, mais aussi populaire et cher aux ouvriers, à tous les travailleurs. Et c'est pourquoi, en dépit de toutes les persécutions dont font l'objet les partisans du communisme dans les différents pays, le pouvoir des Soviets triomphera sur toute la terre à coup sûr, inéluctablement et dans un proche avenir.

Nous savons fort bien qu'il y a encore beaucoup de défauts dans l'organisation du pouvoir soviétique. Le pouvoir des Soviets n'est pas un talisman merveilleux. Il ne peut guérir d'un seul coup les défauts du passé, l'analphabétisme, l'inculture, l'héritage d'une guerre barbare, l'héritage d'un capitalisme spoliateur. Mais en revanche, il permet de passer au socialisme. Il permet à ceux qui étaient opprimés de se relever et de prendre eux-mêmes en main de plus en plus toute la direction de l'Etat, toute la direction de l'économie, toute la direction de la production.

Le pouvoir des Soviets est le chemin du socialisme, découvert par les masses laborieuses, donc un chemin sûr, donc un chemin invincible.

Prononcé à la fin de mars 1919

Publié le 2 janvier 1928 dans la « Pravda » n° 18

V. Lénine, Œuvres, t. 29, pp. 250-251

RAPPORT PRÉSENTÉ AU II^e CONGRÈS DE RUSSIE DES ORGANISATIONS COMMUNISTES DES PEUPLES D'ORIENT⁷⁶, 22 NOVEMBRE 1919

Camarades,

Je suis très heureux de pouvoir saluer le congrès de nos camarades communistes, représentants des organisations musulmanes d'Orient, et de dire quelques mots sur la situation qui est aujourd'hui celle de la Russie et du monde entier. Mon rapport traite de l'état actuel des choses, et il me semble que ce qui prime dans cette question à l'heure présente, c'est l'attitude des peuples d'Orient face à l'impérialisme et le mouvement révolutionnaire parmi ces peuples. Il va de soi que ce mouvement révolutionnaire des peuples d'Orient ne peut aujourd'hui se développer avec succès, ne peut aboutir qu'en relation directe avec la lutte révolutionnaire de notre République des Soviets contre l'impérialisme international. Pour de multiples raisons — entre autres parce que la Russie est un pays arriéré et immense, parce qu'elle est à la charnière de l'Europe et de l'Asie, de l'Occident et de l'Orient — nous avons dû assumer toute la charge - et c'est pour nous un grand honneur — d'être les promoteurs de la lutte mondiale contre l'impérialisme. Aussi, tous les événements qui s'annoncent présagent-ils une lutte encore plus vaste et opiniâtre contre l'impérialisme international ; ils seront inmanquablement liés à la lutte de la République des Soviets contre les forces de l'impérialisme coalisé : Allemagne, France, Angleterre et Amérique.

Vous savez que, sur le plan militaire, la situation nous est aujourd'hui favorable sur tous les fronts. Je ne vais pas m'arrêter longuement sur cette question ; je dirai seulement que la guerre civile, que l'impérialisme international nous a imposée, a pendant deux ans causé des maux sans nombre à la République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie ; elle a accablé les paysans et les ouvriers d'un fardeau si pesant qu'on a pu croire souvent qu'ils y succomberaient. Mais d'autre part cette guerre, par suite des violences sans nom, de l'implacable brutalité de nos prétendus « alliés », transformés en bêtes féroces, qui nous pillaient dès avant la révolution socialiste, cette guerre a fait un miracle ; elle a changé des hommes las de la guerre et incapables, semblait-il, d'en supporter une autre en combattants qui non seulement ont tenu pendant deux ans, mais sont en train de la mener à une fin victorieuse. Les victoires que nous remportons aujourd'hui sur Koltchak, Ioudénitch et Dénikine marquent le début d'une étape nouvelle dans l'histoire de la lutte de l'impérialisme mondial contre les pays et les nations engagés dans un combat émancipateur. Sous ce rapport, nos deux années de guerre civile n'ont pas seulement donné entièrement raison à cette constatation que l'histoire a faite de longue date : le caractère d'une guerre et son triomphe dépendent par-dessus tout du régime intérieur du pays qui entre en guerre ; la guerre est le reflet de la politique intérieure que ce pays menait avant les hostilités. Tous ces facteurs ne peuvent manquer d'influer sur la conduite de la guerre.

La question de savoir quelle classe menait la guerre et la poursuit est fort importante. C'est uniquement parce que notre guerre civile est faite par des ouvriers et des paysans libérés et parce qu'elle continue la lutte politique menée pour affranchir les travailleurs du joug des capitalistes de leur pays et du monde entier, que dans un pays aussi arriéré que la Russie, épuisé par quatre années de guerre impérialiste, il s'est trouvé des hommes d'une volonté telle qu'ils ont pu faire encore deux ans de guerre sans reculer devant les difficultés et les souffrances inouïes, sans exemple.

L'histoire de la guerre civile l'a montré de façon particulièrement frappante par l'exemple de Koltchak. Un ennemi comme lui était assisté par tous les Etats les plus puissants du monde ; il avait à sa disposition une ligne de chemin de fer gardée par une centaine de milliers de soldats étrangers, parmi lesquels les troupes d'élite des impérialistes internationaux, comme les troupes japonaises qui s'étaient préparées à la guerre impérialiste, mais n'y avaient presque pas participé et, par conséquent, en avaient peu souffert ; il s'appuyait sur les paysans de Sibérie, les plus aisés, qui n'avaient pas connu le servage et qui, par suite, étaient tout naturellement les plus éloignés du communisme. Koltchak semblait donc invincible, ses troupes formant l'avant-garde de l'impérialisme international. Les troupes japonaises, tchécoslovaques et les armées d'autres nations impérialistes opèrent aujourd'hui encore en Sibérie. Néanmoins, l'expérience de Koltchak au pouvoir depuis plus d'un an dans une Sibérie dotée de prodigieuses richesses naturelles, expérience appuyée au début par les partis socialistes de la II^e Internationale, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, groupés dans le front du Comité de l'Assemblée constituante⁷⁷ et qui, dans ces conditions, du point de vue du sens commun et du cours habituel de l'histoire, paraissait concluante et imbattable, cette expérience a montré que plus Koltchak pénétrait vers l'intérieur de la Russie, plus il s'épuisait, et nous assistons en fin de compte à la victoire complète de la Russie des Soviets sur Koltchak. C'est sans nul doute la preuve évidente que les forces conjuguées des ouvriers et des paysans affranchis du joug capitaliste accomplissent vraiment des prodiges. C'est la preuve évidente que la guerre révolutionnaire, quand elle entraîne réellement et intéresse les masses laborieuses opprimées, quand elle

les rend conscientes de lutter contre les exploiters, qu'une telle guerre révolutionnaire suscite l'énergie et la capacité de réaliser des miracles.

Ce que l'Armée Rouge a fait, sa lutte et l'histoire de sa victoire auront, à mon avis, une portée prodigieuse, universelle pour tous les peuples d'Orient. Elle leur montrera que, malgré leur faiblesse, malgré l'invincibilité apparente des oppresseurs européens qui mettent en œuvre toutes les merveilles de la technique et de l'art militaire, la guerre révolutionnaire des peuples opprimés, pour peu qu'elle soit vraiment à même de tirer de leur torpeur les millions de travailleurs et d'exploités, recèle tant de possibilités, tant de prodiges que la libération des peuples d'Orient est aujourd'hui parfaitement réalisable non seulement du point de vue des perspectives de la révolution internationale, mais aussi de celui de l'expérience acquise directement, dans la guerre d'Asie, de Sibérie, par la République des Soviets, face à l'invasion militaire de toutes les grandes puissances impérialistes.

Au surplus, cette expérience de la guerre civile en Russie nous a montré, comme aux communistes de tous les pays, que dans le feu de la guerre civile les progrès de l'enthousiasme révolutionnaire s'accompagnent d'un renforcement vigoureux à l'intérieur du pays. La guerre met à l'épreuve toutes les forces économiques, toute la capacité d'organisation de chaque nation. Malgré l'extrême dureté de la guerre pour les ouvriers et les paysans qui souffrent de la faim et du froid, on peut dire en définitive, après deux années d'expérience, que nous triomphons et triompherons, car nos arrières sont des arrières bien fermes ; malgré la faim et le froid, les paysans et les ouvriers, animés d'une même volonté, se sont aguerris et ripostent à chaque coup en renforçant leur cohésion et leur puissance économique ; et c'est uniquement ce qui a permis de battre Koltchak, Ioudénitch et leurs alliés, les plus puissants Etats du monde. Les deux dernières années nous montrent, d'une part, la possibilité d'une extension de la guerre révolutionnaire, et, d'autre part, le renforcement du pouvoir soviétique, malgré les coups très durs portés par l'invasion étrangère visant à abattre rapidement le foyer révolutionnaire, la République des ouvriers et des paysans qui ont osé déclarer la guerre à l'impérialisme international. Mais loin d'abattre les ouvriers et les paysans de Russie, ils n'ont fait que les aguerrir.

C'est là le bilan principal, la principale signification de la phase que nous traversons. Nous sommes à la veille de victoires décisives sur Dénikine, le dernier ennemi resté sur notre territoire. Nous nous sentons forts et nous pouvons répéter mille fois que nous ne nous trompons pas quand nous disons qu'à l'intérieur la République s'est affermie, et que nous sortirons de la guerre contre Dénikine beaucoup plus forts et mieux préparés à réaliser la construction de l'édifice socialiste, construction à laquelle nous ne pouvions, pendant la guerre civile, consacrer que trop peu de temps et de forces et à laquelle, maintenant que nous entrons dans la voie libre, nous pourrions sans aucun doute nous adonner entièrement.

Nous assistons à la désagrégation de l'impérialisme en Europe occidentale. Vous savez qu'il y a un an, même les socialistes allemands, tout comme l'immense majorité des socialistes qui ne comprenaient pas la situation, croyaient que la lutte se déroulait entre les deux blocs de l'impérialisme mondial ; ils pensaient que cette lutte emplissait l'histoire, qu'il n'existait point de force capable de donner autre chose ; il leur semblait que même les socialistes n'avaient d'autre ressource que de se rallier à l'un des blocs de puissants rapaces mondiaux. Telles apparaissaient les choses fin octobre 1918. Nous voyons cependant des événements d'une envergure et d'une profondeur sans précédent se produire depuis un an dans l'histoire mondiale ; ils ont ouvert les yeux à bien des socialistes qui, pendant la guerre impérialiste, étaient patriotes et cherchaient à justifier leur comportement par le fait qu'ils se trouvaient en face de l'ennemi ; ils cherchaient à justifier leur alliance avec les impérialistes anglo-français qui, disaient-ils, allaient mettre fin au joug de l'impérialisme allemand. Voyez combien d'illusions cette guerre a dissipées ! Nous assistons à la décomposition de l'impérialisme allemand, décomposition qui a entraîné une révolution non seulement républicaine, mais socialiste. Vous savez qu'à l'heure actuelle la lutte des classes s'est exacerbée en Allemagne, qu'elle se rapproche de plus en plus de la guerre civile, de la lutte du prolétariat allemand contre les impérialistes allemands qui, camouflés en républicains, n'en sont pas moins restés des impérialistes.

Chacun sait que la révolution sociale mûrit de jour en jour, d'heure en heure, en Europe occidentale, de même qu'en Amérique et en Angleterre, chez ces prétendus représentants de la culture et de la civilisation et ces vainqueurs des Huns, les impérialistes allemands ; et quand on en est arrivé à la paix de Versailles, chacun a pu constater qu'elle est cent fois plus spoliatrice que celle de Brest-Litovsk qui nous avait été imposée par les pillards allemands ; et que cette paix de Versailles est le coup le plus sensible que pouvaient se porter les capitalistes et les impérialistes de ces malencontreux pays vainqueurs. La paix de Versailles a ouvert les yeux précisément aux nations victorieuses ; elle a prouvé que nous n'avons pas devant nous des représentants de la culture et de la civilisation, que l'Angleterre et la France, tout en étant des Etats démocratiques, sont dirigées par des rapaces impérialistes. La lutte qui se déroule à l'intérieur de ces pays impérialistes évolue si rapidement que

nous pouvons exulter à l'idée que la paix de Versailles n'est qu'une victoire apparente des impérialistes triomphants, qu'elle marque en réalité la faillite du monde impérialiste tout entier et l'abandon résolu par les masses laborieuses des socialistes qui, pendant la guerre, se sont alliés aux représentants de l'impérialisme pourri et ont défendu l'un des blocs de rapaces belligérants. Les yeux des travailleurs se sont ouverts parce que la paix de Versailles a été une paix de rapine ; elle a montré qu'en réalité la France et l'Angleterre se sont battues contre l'Allemagne pour renforcer leur pouvoir sur les colonies et accroître leur puissance impérialiste. Cette lutte intestine ne cesse de s'étendre. J'ai lu aujourd'hui un radiotélégramme de Londres du 21 novembre, où des journalistes américains — qu'on ne saurait suspecter de sympathie pour les révolutionnaires — annoncent qu'on assiste en France à une explosion de haine sans précédent contre les Américains qui refusent de ratifier le traité de Versailles.

L'Angleterre et la France ont vaincu, mais elles sont endettées jusqu'au cou vis-à-vis de l'Amérique qui estime que Français et Anglais ont beau se considérer comme vainqueurs, c'est elle cependant qui va ramasser le dessus du panier, se faire rembourser, avec de beaux intérêts, l'aide qu'elle a fournie pendant la guerre. La flotte que les Américains sont en train de construire et qui surpasse la flotte anglaise, doit en être la caution. Une preuve de la brutalité de l'impérialisme rapace des Américains, c'est que les agents de l'Amérique achètent de la marchandise humaine, femmes et jeunes filles, et les emmènent en Amérique, développant ainsi la prostitution. L'Amérique, libre et civilisée, est la pourvoyeuse des maisons de tolérance ! En Pologne et en Belgique, des conflits éclatent avec les agents américains. C'est là une petite illustration de ce qui se passe en grand dans chacun des petits pays qui ont bénéficié de l'aide de l'Entente. Prenons la Pologne, par exemple. Vous y voyez les agents et spéculateurs américains qui viennent accaparer toutes les richesses de ce pays lequel se vante d'être à présent une puissance indépendante. Les agents de l'Amérique mettent la main sur la Pologne : pas une fabrique, pas une usine, pas une branche d'industrie qui ne soit mise en poche par les Américains. L'impudence de l'Amérique va si loin qu'elle commence à asservir la « grande, libre et victorieuse » France, autrefois pays d'usuriers, aujourd'hui chargée de dettes envers l'Amérique. Privée de forces économiques, incapable de se suffire avec son blé ou avec son charbon, la France ne peut développer largement ses possibilités matérielles, tandis que l'Amérique exige que son dû lui soit payé rubis sur l'ongle. Ainsi donc la faillite économique de la France, de l'Angleterre et des autres grandes puissances s'affirme chaque jour davantage. En France, les élections ont donné l'avantage aux cléricaux. Le peuple français dupé, à qui on a dit qu'il devait lutter de toutes ses forces contre l'Allemagne pour la liberté et la démocratie, a vu, en guise de récompense, ses dettes croître à l'infini, les rapaces impérialistes américains le narguer, et puis a eu une majorité cléricale de tenants de la pire réaction.

Dans le monde entier, la situation est plus embrouillée que jamais. Nous avons remporté une grande victoire sur Koltchak et Ioudénitch, ces domestiques du capital international ; mais la victoire que nous remportons à l'échelle mondiale est beaucoup plus grande, bien que moins nette. Cette victoire, c'est la désagrégation intérieure de l'impérialisme qui ne peut lancer ses troupes contre nous. L'Entente l'a essayé, mais sans le moindre résultat, parce que ses armées se désagrègent au contact des nôtres, quand elles lisent la Constitution de notre Russie soviétique, traduite dans leur langue. Malgré l'influence des chefs du socialisme pourri, notre Constitution gagne toujours les sympathies des masses laborieuses. Aujourd'hui, chacun comprend le mot de « Soviet » ; la Constitution soviétique est traduite dans toutes les langues, et il n'est pas un ouvrier qui ne la connaisse, qui ne sache que c'est la Constitution des travailleurs, que c'est le régime politique des travailleurs appelant à triompher du capital international ; qui ne sache que c'est une conquête que nous avons remportée sur les impérialistes internationaux. Notre victoire a eu ses répercussions dans tous les pays impérialistes, puisque nous leur avons enlevé, ravi leurs propres troupes, nous leur avons ôté la possibilité de les acheminer contre la Russie soviétique.

Ils ont tenté de faire la guerre avec des troupes étrangères, celles de la Finlande, de la Pologne, de la Lettonie, mais cela non plus n'a rien donné. Il y a quelques semaines, le ministre anglais Churchill s'est vanté dans un discours aux Communes — et des dépêches l'ont annoncé au monde entier — qu'une croisade de quatorze nations était organisée contre la Russie des Soviets, et qu'avant le Nouvel An la Russie serait battue. Il est exact que de nombreuses nations y ont participé : la Finlande, l'Ukraine, la Pologne, la Géorgie, les Tchécoslovaques, les Japonais, les Français, les Anglais, les Allemands. Mais nous savons ce qu'il en est advenu ! Nous savons que les Estoniens ont lâché les troupes de Ioudénitch et qu'une polémique furieuse se poursuit à l'heure actuelle dans la presse parce que les Estoniens ne veulent pas l'assister ; que la Finlande, malgré le grand désir de sa bourgeoisie, n'a pas non plus aidé Ioudénitch. Ainsi donc, la deuxième tentative d'agression contre nous a elle aussi échoué. La première étape a été l'envoi des propres troupes de l'Entente, équipées dans toutes les règles de la technique militaire, et qui, pour cette raison, semblaient devoir vaincre la République des Soviets. Elles ont déjà évacué le Caucase, Arkhangelsk, la Crimée, mais restent encore dans la région de Mourmansk, comme les Tchécoslovaques en Sibérie ; elles n'y forment plus que des îlots. La première tentative pour nous vaincre avec ses propres troupes s'est terminée par notre victoire. La seconde a consisté à faire marcher contre nous les nations voisines entièrement soumises à l'Entente du point de vue financier, pour les obliger à nous étouffer, comme

foyer du socialisme. Mais cette tentative encore s'est soldée par un échec : il s'est avéré que pas un seul de ces petits Etats n'est capable de mener une telle guerre. Mieux : la haine de l'Entente s'est intensifiée dans chaque petit Etat. Si la Finlande n'a pas marché contre Pétrograd quand Ioudénitch avait déjà pris Krasnoïé Sélo, c'est parce qu'elle hésitait et se rendait compte qu'elle pouvait vivre dans l'indépendance à côté de la Russie soviétique, mais ne pourrait vivre en paix avec l'Entente. C'est le cas de tous les petits Etats, Finlande, Lituanie, Estonie, Pologne, où le chauvinisme règne sans partage, mais où l'on déteste l'Entente qui accroît son exploitation dans ces pays. Et aujourd'hui, en évaluant exactement le cours des événements, nous pouvons dire sans la moindre exagération qu'après la première étape, la deuxième étape de la guerre internationale contre la République soviétique a fait fiasco. Il ne nous reste plus aujourd'hui qu'à vaincre les troupes déjà à moitié battues de Dénikine.

Telle est aujourd'hui, en Russie et dans le monde, la situation que j'ai brièvement analysée dans mon exposé. Permettez-moi, pour terminer, de dire quelques mots de la situation telle qu'elle se présente pour les nationalités d'Orient. Vous représentez ici les organisations communistes et les partis communistes des différents peuples d'Orient. Je dois dire que si les bolcheviks russes ont pu ouvrir une brèche dans le vieil impérialisme, assumer la tâche extrêmement difficile, mais éminemment noble, de frayer les voies nouvelles de la révolution, une tâche plus grande et plus neuve encore vous attend, vous qui représentez les masses laborieuses d'Orient. Il apparaît de toute évidence que la révolution socialiste, imminente dans le monde entier, ne sera pas seulement la victoire du prolétariat de chaque pays sur sa bourgeoisie. Ce serait possible si les révolutions se faisaient vite, sans peine. Nous savons que les impérialistes ne se laisseront pas faire, que tous les pays sont armés contre leur bolchévisme intérieur et qu'ils ne pensent qu'aux moyens de vaincre le bolchévisme de chez eux. C'est pourquoi la guerre civile prend naissance dans chaque pays ; les vieux socialistes-conciliateurs y sont entraînés aux côtés de la bourgeoisie. Ainsi, la révolution socialiste ne sera pas seulement, ni principalement, une lutte du prolétariat révolutionnaire de chaque pays contre sa bourgeoisie ; non, ce sera la lutte de toutes les colonies et de tous les pays opprimés par l'impérialisme, de tous les pays dépendants contre l'impérialisme international. Caractérisant, dans le programme de notre parti adopté en mars dernier, l'approche de la révolution sociale universelle, nous avons dit que, dans tous les pays avancés, la guerre civile des travailleurs contre les impérialistes et les exploités commence à se fondre avec la guerre nationale, contre l'impérialisme international. C'est ce que confirme et confirmera de plus en plus la marche de la révolution. Il en sera de même en Orient.

Nous savons que les masses populaires d'Orient interviendront ici comme les participants indépendants, comme les créateurs d'une vie nouvelle, parce que ces centaines de millions d'hommes appartiennent à des nations dépendantes, frustrées de leurs droits ; elles ont fait jusqu'ici l'objet de la politique internationale de l'impérialisme, n'étant qu'un engrais pour la culture et la civilisation capitalistes. Et lorsqu'on parle de la répartition des mandats pour les colonies, nous savons parfaitement qu'il s'agit de répartir les mandats pour la spoliation et le pillage ; de répartir entre une infime partie de la population du globe le droit d'exploiter la majorité. Cette majorité qui, jusqu'à présent, était restée entièrement en dehors du progrès historique parce qu'elle ne pouvait constituer une force révolutionnaire indépendante, nous le savons, cessé au début du XX^e siècle de jouer un rôle passif. Nous savons qu'après 1905, des révolutions ont éclaté en Turquie, en Perse et en Chine, qu'un mouvement révolutionnaire s'est développé dans l'Inde. La guerre impérialiste a aussi contribué à la montée du mouvement révolutionnaire, car il a fallu faire participer des régiments coloniaux tout entiers à la lutte des impérialistes d'Europe. La guerre impérialiste a aussi tiré de sa torpeur l'Orient, dont elle a entraîné les peuples dans la politique internationale. L'Angleterre et la France ont armé les peuples coloniaux, les ont aidés à se familiariser avec le matériel de guerre et les machines perfectionnées. Ils se serviront de ces connaissances contre messieurs les impérialistes. A la phase où l'Orient s'éveille succède, dans la révolution actuelle, la phase où tous les peuples d'Orient contribuent à régler les destinées du monde, afin de n'être plus qu'une source d'enrichissement. Les peuples d'Orient s'éveillent pour l'action pratique, pour que chaque peuple décide du sort de toute l'humanité.

C'est pourquoi je pense que vous aurez, dans le cours de la révolution mondiale, qui, à en juger par ses débuts, durera des années et demandera beaucoup d'efforts, vous aurez dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, à jouer un rôle important et à vous associer à notre lutte contre l'impérialisme international. Votre participation à la révolution internationale vous imposera une tâche complexe et difficile dont la réalisation servira de base au succès commun, car c'est la première fois que la majorité de la population se met en mouvement pour son propre compte et sera un facteur actif dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme international.

La plupart des peuples d'Orient sont dans une situation pire que la Russie, le pays le plus arriéré d'Europe ; mais nous avons réussi à grouper les paysans et les ouvriers russes dans la lutte contre les vestiges du féodalisme et le capitalisme, et si notre lutte a été aussi facile, c'est parce que paysans et ouvriers se sont unis contre le capital et

le féodalisme. La liaison avec les peuples d'Orient est ici particulièrement importante, car la plupart de ces peuples sont les représentants typiques des masses laborieuses non pas des ouvriers qui ont été à l'école des fabriques et usines capitalistes, mais les représentants typiques d'une masse travailleuse et exploitée de paysans accablés par un joug moyenâgeux. La révolution russe a montré qu'après avoir vaincu le capitalisme, les prolétaires unis aux millions de paysans travailleurs disséminés se sont insurgés contre cette oppression moyenâgeuse et ont vaincu. Notre république des Soviets doit à présent grouper autour d'elle tous les peuples d'Orient en train de s'éveiller, afin de mener avec eux la lutte contre l'impérialisme international.

Une tâche ici se pose pour vous qui ne s'était pas encore posée aux communistes du monde entier : sur la base de la théorie et de la pratique générales du communisme, il vous faut, en vous adaptant aux conditions spécifiques inexistantes dans les pays d'Europe, apprendre à appliquer cette théorie et cette pratique là où la paysannerie forme la masse principale, où il s'agit de lutter non contre le capital, mais contre les vestiges du moyen âge. C'est une tâche difficile et originale, mais particulièrement féconde, car une masse qui n'a pas encore participé à la lutte s'y trouve entraînée ; d'autre part, grâce à l'organisation des cellules communistes en Orient, vous avez la possibilité d'établir des contacts très étroits avec la III^e Internationale. Vous devez trouver les formes propres à cette alliance des prolétaires avancés du monde entier avec les masses travailleuses et exploitées d'Orient qui vivent souvent dans des conditions moyenâgeuses. Nous avons réalisé dans notre pays, à une petite échelle, ce que vous ferez en grand, dans de grands pays. Et j'espère que vous vous acquitterez avec succès de cette seconde tâche. Grâce aux organisations communistes d'Orient que vous représentez ici, vous êtes en contact avec le prolétariat révolutionnaire d'avant-garde. La tâche qui vous incombe est de veiller, sans désespérer, à ce que la propagande communiste soit menée dans chaque pays, dans une langue accessible au peuple.

Il va de soi que seul le prolétariat de tous les pays avancés peut remporter la victoire définitive ; et nous, les Russes, nous entreprenons une œuvre que parachèvera le prolétariat anglais, français ou allemand ; mais nous voyons qu'ils ne pourront triompher sans l'aide des masses travailleuses de tous les peuples coloniaux opprimés, des peuples d'Orient en premier lieu. Nous devons nous rendre compte qu'à elle seule l'avant-garde ne peut effectuer le passage au communisme. Il s'agit d'éveiller l'activité révolutionnaire des masses laborieuses, quel que soit leur niveau, pour les amener à faire preuve d'initiative et à s'organiser ; de traduire dans la langue de chaque peuple la véritable doctrine communiste, destinée aux communistes des pays plus avancés ; de réaliser les tâches pratiques qui doivent être accomplies sans retard et de s'allier, dans la lutte commune, aux prolétaires des autres pays.

Tels sont les problèmes dont vous ne trouverez la solution dans aucun livre communiste, mais seulement dans la lutte commune que la Russie a commencée. Il vous faudra poser ces problèmes et les résoudre à l'aide de votre expérience propre. Vous serez secondés, d'une part, par votre alliance étroite avec l'avant-garde de tous les travailleurs des autres pays et, de l'autre, par votre aptitude à aborder les peuples d'Orient que vous représentez ici. Vous aurez à vous appuyer sur le nationalisme bourgeois qui s'éveille chez eux, et ne peut manquer de s'éveiller, nationalisme qui est historiquement justifié. Vous devez parallèlement trouver le chemin des masses travailleuses et exploitées de chaque pays, et leur dire dans une langue accessible que leur seul espoir de se libérer est la victoire de la révolution mondiale ; que le prolétariat international est le seul allié des centaines de millions de travailleurs et d'exploités d'Orient.

Telle est la tâche d'une ampleur exceptionnelle qui se pose à vous ; grâce à cette époque de révolution et à l'essor du mouvement révolutionnaire, dont on ne saurait douter, les efforts conjugués des organisations communistes d'Orient la mèneront à bien et aboutiront à la victoire complète sur l'impérialisme international.

*« Izvestia du C.C. du P.C.(b)R. » n° 9, 20 décembre 1919
V. Lénine, Œuvres, t. 30, pp. 149-161*

II^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE⁷⁸

19 JUILLET-7 AOÛT 1920 (EXTRAIT)

RAPPORT DE LA COMMISSION NATIONALE ET COLONIALE, 26 JUILLET

Camarades, je me bornerai à une brève entrée en matière, après quoi le camarade Maring, qui fut secrétaire de notre commission, vous présentera un rapport détaillé sur les modifications que nous avons apportées aux thèses. Le camarade Roy, qui a formulé des thèses complémentaires, prendra ensuite la parole. Notre commission a adopté à l'unanimité les thèses initiales [*Voir V. Lénine, Œuvres, t. 31, pp. 145-152. (N.R.)*] avec les amendements et les thèses complémentaires. De cette manière, nous avons pu aboutir à l'unanimité complète sur toutes les questions importantes. Je ferai maintenant quelques brèves remarques.

En premier lieu, quelle est l'idée essentielle, fondamentale de nos thèses ? La distinction entre les nations opprimées et les nations qui oppriment. Nous faisons ressortir cette distinction, contrairement à la II^e Internationale et à la démocratie bourgeoise. A l'époque de l'impérialisme, il est particulièrement important pour le prolétariat et l'Internationale Communiste de constater les faits économiques concrets et, dans la solution de toutes les questions coloniales et nationales, de partir non de notions abstraites, mais des réalités concrètes.

Le trait caractéristique de l'impérialisme est que le monde entier, comme nous le voyons, se divise actuellement en un grand nombre de nations opprimées et un nombre infime de nations oppresseurs, qui disposent de richesses colossales et d'une force militaire puissante. En estimant la population totale du globe à un milliard trois quarts, l'immense majorité, comprenant plus d'un milliard et, selon toute probabilité, un milliard deux cent cinquante millions d'êtres humains, c'est-à-dire près de 70 % de la population du globe, appartient aux nations opprimées, qui ou bien se trouvent placées sous le régime de dépendance coloniale directe, ou bien constituent des Etats semi-coloniaux, comme la Perse, la Turquie, la Chine, ou encore, vaincues par l'armée d'une grande puissance impérialiste, se trouvent sous sa dépendance en vertu de traités de paix. Cette idée de distinction, de division des nations en opprimées et oppresseurs, se retrouve dans toutes les thèses, tant dans les premières parues sous ma signature et publiées antérieurement, que dans celles du camarade Roy. Ces dernières ont été écrites principalement à partir de la situation des Indes et des autres grands peuples d'Asie opprimés par la Grande-Bretagne, et c'est en cela que réside leur grande importance pour nous.

La deuxième idée directrice de nos thèses est que, dans la situation internationale d'aujourd'hui, après la guerre impérialiste, les relations réciproques des peuples et tout le système politique mondial sont déterminés par la lutte d'un petit groupe de nations impérialistes contre le mouvement soviétique et les Etats soviétiques, à la tête desquels se trouve la Russie des Soviets. Si nous perdons cela de vue, nous ne saurons poser correctement aucune question nationale ou coloniale, quand bien même il s'agirait du point le plus reculé du monde. Ce n'est qu'en partant de là que les questions politiques peuvent être posées et résolues d'une façon juste par les partis communistes, aussi bien des pays civilisés que des pays arriérés.

En troisième lieu, je tiens à attirer tout particulièrement l'attention sur la question du mouvement démocratique bourgeois dans les pays arriérés. Cette question, précisément, a provoqué certaines divergences. Nous avons discuté pour savoir s'il serait juste ou non, en principe et en théorie, de déclarer que l'Internationale Communiste et les partis communistes doivent soutenir le mouvement démocratique bourgeois des pays arriérés ; cette discussion nous a amenés à la décision unanime de remplacer l'expression mouvement « démocratique bourgeois » par celle de mouvement national-révolutionnaire. Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois, car la grande masse de la population des pays arriérés est composée de paysans, qui représentent les rapports bourgeois et capitalistes. Ce serait une utopie de croire que les partis prolétariens, en admettant qu'ils puissent en général faire leur apparition dans ces pays, pourront, sans avoir des rapports déterminés avec le mouvement paysan, sans le soutenir en fait, poursuivre une tactique et une politique communistes dans ces pays arriérés. Mais des objections ont été faites : si nous parlons de mouvement démocratique bourgeois, toute distinction s'effacera entre mouvement réformiste et mouvement révolutionnaire. Or, ces temps derniers, la distinction est apparue en toute clarté dans les pays arriérés et coloniaux, car la bourgeoisie impérialiste s'applique par tous les moyens à implanter le mouvement réformiste aussi parmi les peuples opprimés. Un certain rapprochement s'est fait entre la bourgeoisie des pays exploités et celle des pays coloniaux, de sorte que, très souvent, et peut-être même dans la majorité des cas, la bourgeoisie des pays opprimés, tout en soutenant les mouvements nationaux, est en même temps d'accord avec la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire qu'elle lutte avec celle-ci, contre les mouvements révolutionnaires et les classes révolutionnaires. Ceci a été démontré d'une façon irréfutable à la commission, et nous avons estimé que la seule

attitude juste était de prendre en considération cette distinction et de remplacer presque partout l'expression « démocratique bourgeois » par celle de « national-révolutionnaire ». Le sens de cette substitution est que, en tant que communistes, nous ne devons soutenir et nous ne soutiendrons les mouvements bourgeois de libération des pays coloniaux que dans les cas où ces mouvements seront réellement révolutionnaires, où leurs représentants ne s'opposent pas à ce que nous formions et organisions dans un esprit révolutionnaire la paysannerie et les larges masses d'exploités. Si ces conditions ne sont pas remplies, les communistes doivent, dans ces pays, lutter contre la bourgeoisie réformiste, à laquelle appartiennent également les héros de la II^e Internationale. Les partis réformistes existent déjà dans les pays coloniaux, et parfois leurs représentants s'appellent social-démocrates et socialistes. La distinction indiquée figure maintenant dans toutes les thèses et je pense que notre point de vue se trouve ainsi formulé maintenant d'une manière beaucoup plus précise.

Ensuite, je voudrais encore faire une remarque au sujet des Soviets paysans. Le travail pratique des communistes russes dans les colonies qui ont appartenu à la Russie tsariste, dans des pays arriérés comme le Turkestan et autres, a amené la question suivante : comment appliquer la tactique et la politique communistes dans les conditions précapitalistes, étant donné que le trait caractéristique essentiel de ces pays est que les rapports précapitalistes y prédominent encore, et que, par suite, il ne saurait y être question d'un mouvement purement prolétarien. Dans ces pays, le prolétariat industriel n'existe presque pas. Malgré cela, là aussi, nous avons assumé et nous devons assumer le rôle de conducteurs. Notre travail nous a démontré qu'il faut dans ces pays surmonter d'immenses difficultés, mais les résultats pratiques ont montré également que, malgré ces difficultés, il est possible d'éveiller dans les masses une aspiration à la pensée politique et à l'activité politique indépendantes, même là où le prolétariat est presque inexistant. Ce travail a été plus difficile pour nous que pour les camarades des pays d'Europe occidentale, le prolétariat de Russie étant surchargé de besoins intéressant l'Etat. On conçoit sans peine que les paysans qui se trouvent placés dans une dépendance semi-féodale puissent parfaitement assimiler l'idée de l'organisation soviétique et la faire passer dans les faits. Il est également évident que les masses opprimées, exploitées non seulement par le capitalisme marchand, mais également par les féodaux et par l'Etat bâti sur des bases féodales, peuvent employer cette arme, cette forme d'organisation, même dans la situation qui est la leur. L'idée de l'organisation soviétique est simple ; elle peut être appliquée non seulement dans le cadre de rapports prolétariens, mais également dans celui de rapports paysans, de caractère féodal ou semi-féodal. Notre expérience dans ce domaine n'est pas encore bien grande, mais les débats en commissions, auxquels prirent part plusieurs représentants des pays coloniaux, ont prouvé irréfutablement qu'il est indispensable d'indiquer dans les thèses de l'Internationale Communiste que les Soviets de paysans, les Soviets d'exploités sont un moyen valable non seulement pour les pays capitalistes, mais également pour ceux où prédominent les rapports précapitalistes, que le devoir absolu des partis communistes et des éléments qui sont disposés à constituer des partis communistes est de faire de la propagande en faveur des Soviets de paysans, des Soviets de travailleurs toujours et partout, dans les pays arriérés, dans les colonies ; et là où les conditions le permettent, ils doivent tenter immédiatement de créer des Soviets du peuple travailleur.

Nous voyons ici s'ouvrir pour nous un domaine très intéressant et très important de travail pratique. Jusqu'à présent notre expérience commune à cet égard n'est pas très grande, mais petit à petit nous réunissons une documentation de plus en plus abondante. Il est tout à fait hors de discussion que le prolétariat des pays avancés peut et doit aider les masses travailleuses arriérées, et que les pays arriérés pourront sortir de leur stade actuel de développement quand le prolétariat victorieux des Républiques soviétiques aura tendu la main à ces masses et sera en mesure de leur prêter son appui.

Sur cette question, des débats assez vifs ont été suscités par les thèses signées par moi, mais bien plus encore par celles du camarade Roy, qu'il va défendre ici et pour lesquelles certains amendements ont été adoptés à l'unanimité.

La question se posait ainsi : pouvons-nous considérer comme juste l'affirmation que le stade capitaliste de développement de l'économie est inévitable pour les peuples arriérés, actuellement en voie d'émancipation et parmi lesquels on observe depuis la guerre un mouvement vers le progrès ? Nous y avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés. Dans toutes les colonies et dans tous les pays arriérés, nous devons non seulement constituer des cadres indépendants de militants, des organisations du parti, non seulement y poursuivre dès maintenant la propagande en faveur de l'organisation des Soviets de paysans, en nous attachant à les adapter aux conditions précapitalistes qui sont les leurs, mais encore l'Internationale Communiste doit établir et justifier sur le plan théorique ce principe qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste.

Il n'est pas possible d'indiquer à l'avance les moyens qui sont nécessaires à cet effet. L'expérience nous les soufflera. Mais il est nettement établi que l'idée des Soviets est accessible à toutes les masses travailleuses des peuples les plus éloignés, que ces organismes, les Soviets, doivent être adaptés aux conditions du régime social précapitaliste et que le travail du parti communiste doit être entrepris immédiatement en ce sens dans le monde entier.

Je voudrais encore souligner l'importance du travail révolutionnaire des partis communistes non seulement dans leur propre pays, mais aussi dans les pays coloniaux et, notamment, parmi les troupes que les nations exploiteuses utilisent pour maintenir sous leur domination les peuples de ces pays.

Le camarade Quelch, du Parti socialiste britannique, en a parlé à notre commission. Il a déclaré qu'un simple ouvrier anglais considérerait comme une trahison le fait d'aider les peuples asservis dans leurs soulèvements contre la domination anglaise. Il est exact que le jingoïsme⁷⁹ et le chauvinisme de l'aristocratie ouvrière de Grande-Bretagne et d'Amérique constituent le plus grand danger pour le socialisme, qu'ils forment le rempart le plus solide de la II^e Internationale, et que nous avons affaire ici à la plus grande trahison de la part des chefs et des ouvriers appartenant à cette Internationale bourgeoise. La II^e Internationale a également discuté de la question coloniale. Le Manifeste de Bâle en parle à son tour en termes parfaitement clairs. Les partis de la II^e Internationale avaient bien promis d'agir d'une façon révolutionnaire, mais nous ne voyons pas que la II^e Internationale et, je suppose, la majorité des partis ayant quitté celui-ci dans l'intention d'adhérer à la III^e Internationale, fassent un travail effectivement révolutionnaire et apportent une aide aux peuples exploités et dépendants dans leurs soulèvements contre les nations qui les oppriment. Nous devons le déclarer hautement, et c'est irréfutable. Nous verrons si l'on tentera de le démentir.

Ce sont ces considérations qui ont été mises à la base de nos résolutions incontestablement beaucoup trop longues ; j'espère cependant qu'elles seront utiles et contribueront au développement et à l'organisation d'un travail effectivement révolutionnaire dans les questions nationale et coloniale, ce qui constitue précisément notre tâche essentielle.

*« Messager de la II^e Internationale communiste » n° 6, 7 août 1920
V. Lénine, Œuvres, t. 31, pp. 247-253*

DE LA CULTURE PROLÉTARIENNE⁸⁰

Il apparaît, à la lecture des *Izvestia* du 8 octobre, que le camarade Lounatcharski a dit au congrès du « Proletkoul't » *exactement contraire* de ce dont nous étions convenus hier avec lui.

Il est indispensable de préparer de toute urgence un projet de résolution (du congrès du « Proletkoul't »), de le faire approuver par le Comité central et de le faire voter à *cette session* même du « Proletkoul't ». Il faut le soumettre aujourd'hui même au nom du Comité central, au Collège du Commissariat du peuple à l'Instruction publique et au Congrès du « Proletkoul't », car c'est aujourd'hui que ce congrès s'achève.

PROJET DE RÉOLUTION :

1° Dans la République soviétique des ouvriers et des paysans, tout l'enseignement, tant dans le domaine de l'éducation politique en général que, plus spécialement, dans celui de l'art, doit être pénétré de l'esprit de la lutte de classe du prolétariat pour la réalisation victorieuse des objectifs de sa dictature, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie, pour l'abolition des classes, pour la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme.

2° C'est pourquoi le prolétariat, représenté tant par son avant-garde, le Parti communiste, que par l'ensemble des diverses organisations prolétariennes en général, doit prendre la part la plus active et la plus importante dans tout le domaine de l'instruction publique.

3° L'expérience de l'histoire moderne et, en particulier, celle de plus d'un demi-siècle de lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays du monde, depuis la parution du *Manifeste Communiste*, prouve indiscutablement que la conception marxiste du monde est la seule expression juste des intérêts, des vues et de la culture du prolétariat révolutionnaire.

4° Le marxisme a acquis une importance historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que, loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a — bien au contraire — assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture humaines plus de deux fois millénaires. Seul le travail effectué sur cette base et dans ce sens, animé par l'expérience de la dictature du prolétariat, qui est l'étape ultime de sa lutte contre toute exploitation, peut être considéré comme le développement d'une culture vraiment prolétarienne.

5° S'en tenant rigoureusement à cette position de principe, le Congrès du « Proletkoul't » de Russie rejette résolument, comme fautive sur le plan théorique et nuisible sur le plan pratique, toute tentative d'inventer une culture particulière, de s'enfermer dans ses organisations spécialisées, de délimiter les champs d'action du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique et du « Proletkoul't » ou d'établir « l'autonomie » du « Proletkoul't » au sein des institutions du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique, etc. Bien au contraire, le Congrès fait un devoir absolu à toutes les organisations du « Proletkoul't » de se considérer entièrement comme des organismes auxiliaires du réseau d'institutions du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique et d'accomplir, sous la direction générale du pouvoir des Soviets (et plus spécialement du Commissariat du Peuple à l'Instruction publique) et du Parti communiste de Russie, leurs tâches, en tant que partie des tâches inhérentes à la dictature du prolétariat.

Le camarade Lounatcharski dit que sa pensée a été déformée. Cette résolution en est *d'autant plus* nécessaire.

Écrit le 8 octobre 1920 Publié pour la première fois en 1926 dans le n° 3 du journal « Krasnaïa Nov ».
V. Lénine, Œuvres, t. 31, pp. 327-328

DISCOURS À LA CONFÉRENCE DE RUSSIE DES DIRECTIONS DE L'ENSEIGNEMENT POLITIQUE AUPRÈS DES SECTIONS DE PROVINCE ET DE DISTRICT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, 3 NOVEMBRE 1920⁸¹

Camarades, permettez-moi de vous faire part de quelques idées, dont certaines ont été abordées au Comité central du Parti communiste et au Conseil des Commissaires du Peuple lors de la discussion sur l'organisation de la Direction centrale de l'Enseignement politique, et dont les autres se sont présentées à mon esprit à l'occasion du projet déposé au Conseil des Commissaires du Peuple. Ce projet a été adopté hier comme base générale, il sera encore discuté dans ses détails.

Je me permettrai seulement de faire remarquer, pour ma part, que j'ai d'abord été très hostile au changement de nom de votre institution. A mon avis, la tâche du Commissariat de l'Instruction publique est d'aider les gens à apprendre eux-mêmes et à enseigner aux autres. Mon expérience soviétique m'a habitué à considérer les variations de noms comme des plaisanteries d'enfants, chaque nouvelle appellation n'en est-elle pas une ? Voilà que celle-ci est déjà adoptée : Direction centrale de l'Enseignement politique.

La question étant réglée, veuillez ne considérer ma remarque que comme une remarque personnelle. Si l'affaire ne se borne pas à un changement d'étiquette, on ne pourra que s'en féliciter.

Si nous parvenons à nous assurer le concours de nouveaux collaborateurs pour le travail éducatif et culturel, il ne s'agira plus seulement d'une appellation nouvelle, et nous pourrons alors nous réconcilier avec la propension « soviétique » à coller des étiquettes sur toute nouvelle entreprise et sur toute nouvelle institution. Si nous réussissons, nous aurons obtenu beaucoup plus que ce qui a été obtenu jusqu'à présent.

Le problème essentiel, celui qui doit obliger les camarades à participer à notre travail commun d'enseignement et d'éducation, c'est celui de la liaison de l'enseignement avec notre politique. Le titre peut préjuger de quelque chose, s'il en est besoin, car sur toute la ligne de notre travail éducatif, nous ne pouvons pas nous placer sur les anciennes positions de l'apolitisme dans l'enseignement, nous ne pouvons pas organiser le travail éducatif en dehors de la politique.

Cette conception a prédominé et prédomine encore dans la société bourgeoise. L'enseignement « apolitique » ou « non politique » est une hypocrisie bourgeoise destinée à duper les masses qui, dans la proportion de 99 %, sont avilies par le règne de l'Eglise, de la propriété privée, etc. Dominant actuellement dans tous les pays encore bourgeois, la bourgeoisie s'attache à tromper ainsi les masses.

Et plus une institution a d'importance dans ces pays, moins elle est indépendante à l'égard du capital et de sa politique. Dans tous les Etats bourgeois, la liaison entre l'appareil politique et l'enseignement est extrêmement forte, bien que la société bourgeoise ne puisse en convenir ouvertement. Mais cette société travaille les masses par l'intermédiaire de l'Eglise, de tout le système de la propriété privée.

Notre tâche essentielle consiste, entre autres, à opposer notre vérité et à l'imposer comme contre-poids à la « vérité » bourgeoise.

La transition de la société bourgeoise à la politique du prolétariat est très difficile, d'autant plus difficile que la bourgeoisie nous calomnie constamment en mettant en branle tout son appareil de propagande et d'agitation. Elle cherche à estomper le plus possible la mission importante de la dictature du prolétariat, sa mission d'éducation, particulièrement importante en Russie où le prolétariat ne forme qu'une minorité de la population. Or, cette mission doit être avancée au premier plan, car il nous faut préparer les masses à bâtir le socialisme. Il ne saurait être question de la dictature du prolétariat si, dans la lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat ne s'était pas forgé une haute conscience, une forte discipline, un grand esprit de sacrifice, c'est-à-dire toutes les qualités requises pour assurer la victoire totale du prolétariat sur son ennemi de toujours.

Nous ne partageons pas le point de vue utopique selon lequel les masses travailleuses seraient prêtes pour la société socialiste. D'après les données précises de toute l'histoire du socialisme ouvrier, nous savons qu'il n'en est pas ainsi, que seule la grande industrie, la lutte gréviste, l'organisation sur le plan politique permettent de préparer le socialisme. Pour remporter la victoire, pour accomplir la révolution socialiste, le prolétariat doit être capable d'une action solidaire, capable de renverser les exploités. Nous voyons maintenant qu'il a acquis toutes les qualités requises et qu'il les a traduites dans les faits quand il a conquis son pouvoir.

La tâche essentielle des travailleurs de l'enseignement et du Parti communiste, avant-garde dans la lutte, doit être de contribuer à l'éducation et à l'instruction des masses travailleuses, afin de surmonter les anciennes habitudes, les vieilles routines héritées de l'ancien régime, routines et habitudes de propriétaires, qui ont profondément imprégné les masses. Cette tâche essentielle de toute révolution socialiste ne doit jamais être négligée lors de l'examen des questions particulières qui, pendant si longtemps, ont retenu l'attention du Comité central du Parti et du Conseil des Commissaires du Peuple. Quelle structure donner à la Direction centrale de l'Enseignement politique, comment l'intégrer aux diverses institutions, comment la rattacher non seulement au centre mais également aux organismes locaux, des camarades plus compétents en la matière, possédant une plus grande expérience et ayant étudié spécialement la question nous répondront là-dessus. Je voudrais simplement souligner les principes essentiels du problème. Nous ne pouvons manquer de poser la question ouvertement, en affirmant publiquement, contrairement au mensonge d'autrefois, que l'enseignement ne peut qu'être lié à la politique. Nous vivons à l'époque historique de la lutte contre la bourgeoisie mondiale, qui est beaucoup, beaucoup plus forte que nous. En un tel moment, nous devons défendre l'édification révolutionnaire, combattre la bourgeoisie par les armes et, encore davantage, sur le plan idéologique, par l'éducation, afin que les habitudes, les usages et les convictions que la classe ouvrière a acquises durant des dizaines d'années de lutte pour sa liberté politique, afin que l'ensemble de ces habitudes, coutumes et idées deviennent les moyens d'éducation de tous les travailleurs ; et c'est le prolétariat qui doit résoudre la question des moyens à employer. Il est indispensable d'inculquer aux masses qu'il est impossible, qu'il est inadmissible de rester à l'écart de la lutte du prolétariat, lutte qui embrasse aujourd'hui, et de plus en plus, tous les pays capitalistes, de rester à l'écart de la politique internationale. La coalition de tous les pays capitalistes puissants du monde contre la Russie des Soviets, telle est la base véritable de la politique internationale actuelle. Et il faut reconnaître que le sort de centaines de millions de travailleurs des pays capitalistes en dépend. Car, à l'heure actuelle, il n'y a pas un coin de terre qui ne soit soumis à la domination d'une poignée de pays capitalistes. La situation est donc telle qu'il faut ou bien rester à l'écart de la lutte en cours et faire ainsi preuve d'une inconscience totale, comme ces ignorants demeurés à l'écart de la révolution et de la guerre, et qui ne voient pas que la bourgeoisie dupe les masses et les laisse sciemment dans l'ignorance, ou bien engager la lutte pour la dictature du prolétariat.

Nous parlons de cette lutte du prolétariat tout à fait ouvertement et chacun doit se placer de ce côté, du nôtre, ou de l'autre côté. Toutes les tentatives de ne se mettre ni d'un côté ni de l'autre aboutissent à la faillite et à la catastrophe.

Considérant les épaves innombrables de l'expérience Kérenski, les épaves des socialistes-révolutionnaires, de la social-démocratie, en la personne des Ioudénitch, des Koltchak, des Pétlioura, des Makhno, etc., nous avons connu dans les différentes régions de la Russie une telle variété de formes et de nuances de la contre-révolution que nous pouvons nous dire aguerris comme personne et, quand nous jetons un regard sur l'Europe occidentale, nous voyons s'y reproduire les phénomènes que nous avons connus, nous voyons notre histoire s'y répéter. Presque partout, à côté de la bourgeoisie, on trouve des éléments de « kérenskisme ». Ils l'emportent dans toute une série de pays, en Allemagne surtout. On observe partout la même chose : l'impossibilité d'une position intermédiaire quelle qu'elle soit et la claire conscience de la nécessité du choix : ou bien la dictature blanche (la bourgeoisie s'y prépare dans tous les pays d'Europe occidentale en s'armant contre nous) ou bien la dictature du prolétariat. Nous avons si fortement et si profondément fait cette expérience que je n'ai pas à m'étendre sur les communistes russes. Une seule conclusion s'impose dès lors, conclusion qui doit servir de base à toutes les discussions et toutes les thèses relatives à la Direction centrale de l'Enseignement politique. Avant tout, dans le fonctionnement de cette institution, la primauté de la politique du Parti communiste doit être hautement reconnue. Nous ne connaissons pas d'autre forme et aucun pays n'en a pas encore trouvé. Le parti peut répondre plus ou moins aux intérêts de sa classe. Il subit telles ou telles modifications ou redressements, mais nous ne connaissons pas encore de forme supérieure, et toute la lutte dans la Russie des Soviets qui, durant trois années, a résisté aux assauts de l'impérialisme mondial, est conditionnée par le fait que le Parti se donne à bon escient pour tâche d'aider le prolétariat à remplir son rôle d'éducateur, d'organisateur et de guide, sans quoi l'effondrement du capitalisme est impossible. Les masses laborieuses, les masses paysannes et ouvrières doivent vaincre les anciennes habitudes des intellectuels et se rééduquer en vue de l'édification du communisme, sinon nous ne saurions aborder cette œuvre. Toute notre expérience montre que c'est là une question extrêmement grave, aussi devons-nous avoir toujours présente à l'esprit l'affirmation du rôle dirigeant du Parti et ne point l'oublier lors des discussions sur l'activité de cet organisme et les problèmes d'organisation. Comment réaliser cette tâche, il faudra en parler encore beaucoup, et au Comité central du Parti et au Conseil des Commissaires du Peuple : le décret qui a été adopté hier a servi de base à la Direction centrale de l'Enseignement politique, mais le Conseil des Commissaires du Peuple n'en a pas encore arrêté tous les termes. Il sera publié ces jours-ci et vous verrez que dans sa rédaction définitive il ne comporte aucune déclaration directe sur les rapports avec le Parti.

Mais nous devons savoir et ne jamais oublier que la constitution juridique et pratique de la République des Soviets repose sur le fait que le Parti rectifie, prescrit et bâtit tout à partir d'un principe unique, afin que les éléments communistes, liés au prolétariat, puissent imprégner celui-ci de leur esprit, le soumettre à ses directives, le libérer du mensonge bourgeois que nous cherchons depuis si longtemps à éliminer. Le Commissariat du Peuple à l'Instruction publique a dû soutenir une longue lutte ; l'organisation des instituteurs a, pendant très longtemps, combattu la révolution socialiste. Dans ce milieu des enseignants, les préjugés bourgeois sont particulièrement enracinés. La lutte y a été longue, sous forme de sabotage direct, sous forme d'une résistance tenace des préjugés bourgeois, et il nous faut y conquérir, pas à pas, les positions du communisme. Pour la Direction centrale de l'Enseignement politique, qui travaille dans le domaine de l'enseignement extra-scolaire, qui doit résoudre les problèmes que pose cet enseignement et éduquer les masses, la tâche apparaît clairement : soumettre à la direction du Parti cette gigantesque institution, cette armée d'un demi-million d'enseignants, aujourd'hui au service de l'ouvrier, l'imprégner de son esprit, l'animer de l'ardeur de son initiative. Le corps enseignant, les instituteurs ont été élevés dans le sens des habitudes et des préjugés bourgeois, dans un esprit hostile au prolétariat, ils n'avaient absolument aucun lien avec lui. Nous devons maintenant former une armée nouvelle de pédagogues et d'enseignants qui devront être étroitement liés au Parti et à ses idées, qui devront être imprégnés de son esprit, qui devront rallier les masses ouvrières, leur insuffler l'esprit communiste, les intéresser à l'œuvre des communistes.

Puisqu'il faut briser avec les habitudes, les coutumes et les conceptions d'autrefois, la Direction centrale de l'Enseignement politique et ses collaborateurs ont à résoudre un problème de la plus haute importance et sur lequel ils doivent porter avant tout leur attention. Nous sommes en effet devant le problème suivant : comment lier le corps enseignant, en sa majorité de formation ancienne, aux membres du Parti, aux communistes ? C'est une question extrêmement difficile, à laquelle il faut réfléchir encore et encore.

Examinons les moyens d'établir des liens d'organisation entre des hommes aussi différents. Sur le plan des principes, il ne peut pas y avoir de doute pour nous quant au rôle dirigeant du Parti communiste. Ainsi, le but de la culture politique, de l'instruction politique, est de former de vrais communistes, capables de vaincre le mensonge et les préjugés et d'aider les masses travailleuses à vaincre l'ancien régime et à bâtir un Etat sans capitalistes, sans exploités et sans propriétaires fonciers. Mais comment s'y prendre ? Ce n'est réalisable que si nous acquérons toute la somme de connaissances que les enseignants ont héritées de la bourgeoisie. Sans cela, toutes les conquêtes techniques des communistes seraient impossibles et il serait vain d'y songer. Alors, comment donc les lier sur le terrain d'organisation, ces travailleurs qui ne sont pas habitués à faire cadrer leur activité avec la politique, et en particulier avec la politique qui nous est nécessaire, c'est-à-dire nécessaire au communisme ? C'est, je l'ai dit, une tâche très ardue. Nous en avons discuté aussi au Comité central, et, lors de la discussion, nous nous sommes efforcés de tenir compte des indications accumulées par l'expérience, et nous pensons qu'un congrès comme celui où je parle maintenant, une conférence comme la vôtre, aura sous ce rapport une très grande importance. Chaque comité du parti doit désormais considérer sous un angle nouveau tout propagandiste que l'on considérait jusqu'à présent comme un homme appartenant à un cercle donné, à une organisation déterminée. Chacun d'eux appartient au parti qui gouverne, qui dirige tout l'Etat et la lutte mondiale de la Russie des Soviets contre le régime bourgeois. Il représente la classe en lutte et le parti qui domine et doit dominer l'énorme machine d'Etat. De très nombreux communistes, qui ont été à la dure école du travail illégal, éprouvés et trempés dans la lutte, ne veulent ni ne peuvent comprendre l'importance de ce changement, de ce bouleversement qui d'un agitateur-propagandiste fait un dirigeant d'agitateurs, un dirigeant d'une immense organisation politique. Qu'on lui donne, en la circonstance, tel ou tel nom, voire celui fort délicat de directeur des écoles populaires, cela n'a pas tant d'importance, ce qui importe, c'est qu'il sache diriger la masse des enseignants.

Il faut le dire, les centaines de milliers d'instituteurs forment l'appareil qui doit faire avancer le travail, stimuler la pensée, lutter contre les préjugés qui existent encore dans les masses. L'héritage de la culture capitaliste, le fait que la foule des instituteurs est imprégnée de ses défauts et que, par là-même, elle ne saurait être communiste, ne peuvent cependant pas nous empêcher d'intégrer ces maîtres dans les rangs des travailleurs de l'enseignement politique, étant donné qu'ils possèdent des connaissances sans lesquelles nous ne saurions atteindre notre but.

Nous devons mettre au service de l'enseignement communiste des centaines de milliers d'hommes utiles. C'est un problème qui a déjà été résolu au front, dans notre Armée Rouge, où ont été incorporés des dizaines de milliers de représentants de l'ancienne armée. Un long processus de rééducation les a fondus avec l'Armée Rouge, et leurs victoires en ont, finalement, administré la preuve. Dans notre œuvre culturelle et éducative, nous devons suivre cet exemple. Moins brillante, il est vrai, cette œuvre est plus importante encore. Chaque agitateur et chaque propagandiste nous est nécessaire, il s'acquiesce de sa tâche quand il travaille strictement dans l'esprit du Parti, mais ne s'en tient pas à l'action au sein de ce dernier et se souvient qu'il lui appartient de diriger les

centaines de milliers de membres du corps enseignant, de les intéresser, de vaincre leurs vieux préjugés bourgeois, de les faire participer à l'œuvre que nous accomplissons, de leur donner conscience de l'immensité de cette œuvre ; ce n'est qu'en nous attaquant à ce travail que nous pourrions orienter dans la bonne voie toute cette masse que le capitalisme opprimait et écartait de nous.

Telles sont les tâches dévolues à chaque agitateur, à chaque propagandiste qui travaille en marge de l'école et il ne doit jamais les perdre de vue. Leur réalisation comporte une foule de difficultés pratiques, mais vous devez aider le communisme et devenir les représentants et les dirigeants non seulement des cercles du parti, mais de tout le pouvoir d'Etat exercé par la classe ouvrière.

Briser la résistance des capitalistes non seulement militaire et politique, mais également idéologique, résistance la plus profonde et la plus puissante, telle est notre tâche. Il revient à nos travailleurs de l'enseignement de procéder à cette rééducation des masses. L'intérêt qu'elles manifestent, leur aspiration à l'instruction et à la connaissance du communisme sont le gage de notre victoire aussi dans ce domaine, peut-être moins rapide qu'au front, plus difficile peut-être, interrompue même par des revers, mais c'est nous, en fin de compte, qui vaincrons.

Je voudrais, pour terminer, m'arrêter encore sur un point : les termes de « Direction centrale de l'Enseignement politique » ne sont peut-être pas bien compris. Si la politique y est mentionnée, c'est que la politique y est l'essentiel.

Mais comment comprendre la politique ? Si l'on prend ce mot dans son acception ancienne, on peut commettre une grave, une lourde erreur. La politique, c'est la lutte entre les classes ; la politique, c'est le comportement du prolétariat en lutte pour sa libération, contre la bourgeoisie mondiale. Mais dans notre lutte il faut distinguer deux aspects du problème : d'une part, la tâche de détruire l'héritage du régime bourgeois, de faire échec aux tentatives réitérées de la bourgeoisie tout entière qui veut briser le pouvoir des Soviets. Jusqu'à présent, c'est cette tâche qui a le plus accaparé notre attention et qui nous a empêchés de passer à la seconde tâche, celle de l'édification. Dans la conception bourgeoise du monde, la politique était comme détachée de l'économie. La bourgeoisie disait : paysans, travaillez pour pouvoir subsister, ouvriers, travaillez pour acquérir sur le marché ce qui est indispensable pour vivre, mais la politique économique, ce sont vos patrons qui s'en occupent. Mais il n'en est pas ainsi, la politique doit être l'affaire du peuple, l'affaire du prolétariat. Ici, il est indispensable de souligner que les 9/10 de notre temps et de notre activité sont consacrés à la lutte contre la bourgeoisie. Les victoires sur Wrangel, que nous avons apprises hier et dont vous lirez des nouvelles aujourd'hui et probablement demain, montrent qu'une étape de la lutte touche à sa fin, que nous avons conquis la paix avec toute une série de pays occidentaux. Or, chaque victoire sur le plan militaire libère nos forces pour la lutte sur le plan intérieur, pour la politique d'édification de l'Etat. Tout pas qui nous rapproche de la victoire sur les gardes blancs déplace progressivement le centre de gravité de la lutte vers la politique économique. La propagande de type ancien dit ce qu'est le communisme, en donne des exemples. Elle n'est plus bonne à rien maintenant qu'il faut montrer pratiquement comment on doit bâtir le socialisme. Toute notre propagande doit être fondée sur l'expérience politique de l'édification économique. C'est là notre tâche essentielle, et si quelqu'un s'avisait de prendre le mot dans son acception ancienne, il serait en retard et ne pourrait pas mener à bien son travail de propagande parmi la masse des ouvriers et des paysans. Notre politique principale, aujourd'hui, doit être l'édification économique de l'Etat, afin d'accumuler plus de blé, de produire plus de charbon, d'employer au mieux ce blé et ce charbon, pour qu'il n'y ait plus d'affamés. Voilà ce que doit être notre politique. Et tout notre travail d'agitation et de propagande doit reposer là-dessus. Il faut moins de beaux discours, car ce n'est pas avec de beaux discours que vous contenterez les travailleurs. Dès que la guerre nous aura permis de déplacer le centre de gravité de la lutte contre la bourgeoisie, contre Wrangel, contre les gardes blancs, nous nous tournerons vers la politique économique. Et l'agitation et la propagande y joueront un rôle énorme et sans cesse croissant.

Chaque agitateur doit être un dirigeant de l'Etat, un dirigeant de la masse des ouvriers et des paysans dans le domaine de l'édification économique. Il doit leur dire ce qu'il faut savoir, quelle brochure, quel livre ils doivent lire pour devenir des communistes.

C'est comme cela que nous améliorerons notre économie et la rendrons plus solide et plus sociale, que nous augmenterons la production, que nous améliorerons la situation en ce qui concerne le pain, que nous répartirons plus correctement les produits fabriqués, que nous accroîtrons la production de charbon et rétablirons l'industrie, sans capitalisme ni esprit capitaliste.

En quoi consiste le communisme ? Sa propagande doit être organisée d'une manière telle qu'elle aboutisse à la direction pratique de l'édification de l'Etat. Le communisme doit être accessible aux masses ouvrières comme

leur propre affaire. Cette tâche est mal réalisée. L'on y commet beaucoup d'erreurs. Nous ne cherchons pas à le dissimuler, mais ce sont les ouvriers et les paysans eux-mêmes qui doivent, avec notre aide, avec notre concours faible et limité, améliorer et redresser notre appareil ; le communisme n'est plus pour nous un programme, une théorie, une mission, il s'agit de la construction concrète d'aujourd'hui. Et si, dans notre combat, nous nous sommes vu infliger par nos ennemis les pires défaites, ces défaites nous ont instruits et nous avons remporté une victoire totale. Aujourd'hui nous devons tirer les enseignements de chacun de nos revers, nous devons nous souvenir qu'il faut instruire les ouvriers et les paysans par l'exemple du travail déjà accompli. Nous devons montrer ce qui va mal chez nous pour y remédier à l'avenir.

Par l'exemple de cette édification, en le reprenant un grand nombre de fois, nous parviendrons à faire de mauvais dirigeants communistes de véritables bâtisseurs, avant tout dans le domaine de notre économie nationale. Nous atteindrons tous nos objectifs, nous vaincrons tous les obstacles hérités de l'ancien régime et qu'il n'est pas possible d'éliminer d'un seul coup. Il faut rééduquer les masses, — seules la propagande et l'agitation peuvent le faire ; il faut, en premier lieu, faire participer les masses à l'édification de toute la vie économique. Ce doit être l'objet principal et essentiel du travail de chaque agitateur-propagandiste, et quand il l'aura bien compris, son succès sera assuré. (*Vits applaudissements.*)

« *Bulletin de la Conférence de Russie des Directions de l'Enseignement politique (1-8 novembre 1920)* »,
Moscou
V. Lénine, Œuvres, t. 31, pp. 378-388

X^e CONFÉRENCE DE RUSSIE DU P.C.(b)R.

26-28 MAI 1921⁸²

DISCOURS DE CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE, LE 28 MAI

Camarades, je pense que je puis me borner à une allocution extrêmement brève. Comme vous le savez, nous avons réuni cette conférence à titre extraordinaire, en nous fixant pour objectif principal de parvenir à une clarté complète entre le centre et les localités, entre les militants du parti et tous les militants des Soviets, à propos de la politique économique⁸³. Je pense que la conférence a incontestablement atteint son but. Les camarades ont observé ici plus d'une fois que le camarade Ossinski avait parfaitement exprimé l'état d'esprit d'un très grand nombre, et même sans doute de la majorité des responsables locaux du parti, en disant qu'il faut dissiper tous les doutes et que la politique tracée par le X^e Congrès du parti et confirmée ensuite par les décrets et arrêtés est absolument comprise par le parti comme devant être appliquée sérieusement et pendant longtemps. C'est ce que la conférence a exprimé avec force, et elle l'a complété par toute une série de points. Après que les camarades se seront séparés pour rentrer chez eux, il ne subsistera pas la moindre possibilité d'interprétation erronée. Certes, quand nous définissons une politique destinée à durer de longues années, nous n'oublions pas un instant que la révolution internationale, le rythme et les conditions de son développement peuvent tout changer. Actuellement, la situation internationale est telle qu'une sorte d'équilibre temporaire et instable s'est institué ; cet équilibre est le suivant : les puissances impérialistes, malgré toute leur haine et leur désir de se ruer sur la Russie soviétique, ont renoncé à ce dessein, parce que la décomposition du monde capitaliste va en progressant et que son unité ne cesse de diminuer, tandis que la pression exercée par les peuples coloniaux opprimés qui comptent plus d'un milliard d'habitants, s'accroît chaque année, chaque mois et même chaque semaine. Mais nous ne pouvons émettre aucune conjecture à ce sujet. Actuellement, c'est par notre politique économique que nous exerçons surtout notre influence sur la révolution internationale. Tout le monde a les yeux fixés sur la République soviétique de Russie, tous les travailleurs dans tous les pays du monde, sans aucune exception et sans la moindre exagération. Ce résultat est atteint. Les capitalistes ne peuvent rien passer sous silence ni dissimuler ; c'est pourquoi ils exploitent surtout nos erreurs économiques et notre faiblesse. La lutte est transportée sur ce terrain à l'échelle mondiale. Menons cette tâche à bien, et alors nous aurons gagné à l'échelle internationale, de façon sûre et définitive. Aussi les questions de l'édification économique revêtent-elles pour nous une importance exceptionnelle. Nous devons remporter la victoire sur ce front par une avance, une progression lente et graduelle (nous ne saurions le faire rapidement) mais sans défaillance. Et il me semble qu'à l'issue des travaux de notre conférence, nous avons, en tout cas, atteint à coup sûr cet objectif. (*Applaudissements.*)

*Publié le 2 juin 1921 dans le n° 119 de la « Pravda »
V. Lénine, Œuvres, t. 32, pp. 465-466*

LA PORTÉE DU MATÉRIALISME MILITANT

En ce qui concerne les objectifs généraux de la revue *Pod Znaméniam Marxisma* (*Sous la bannière du marxisme*), le camarade Trotski a déjà dit l'essentiel dans le n° 1-2, et il l'a dit parfaitement. Je voudrais m'arrêter à quelques questions qui définissent de plus près le contenu et le programme du travail préconisé par la rédaction de la revue dans sa note d'introduction au n° 1-2.

La note déclare que ceux qui se sont groupés autour de la revue *Sous la bannière du marxisme* ne sont pas tous des communistes, mais que tous sont des matérialistes conséquents. Je pense que cette union des communistes avec les non-communistes est absolument nécessaire et qu'elle définit exactement les tâches de la revue. Une des erreurs les plus grandes et les plus dangereuses que commettent les communistes (comme, d'ailleurs, les révolutionnaires en général qui ont mené à bien le début d'une grande révolution), c'est de se figurer que la révolution peut être accomplie par les mains des seuls révolutionnaires. Or, pour assurer le succès de toute action révolutionnaire sérieuse, il faut comprendre et savoir appliquer pratiquement l'idée que les révolutionnaires ne peuvent jouer un rôle que comme avant-garde de la classe réellement avancée et viable. L'avant-garde ne remplit sa mission que lorsqu'elle sait ne pas se détacher de la masse qu'elle dirige, lorsqu'elle sait véritablement faire progresser toute la masse. Sans l'alliance avec les non-communistes dans les domaines d'activité les plus divers, il ne saurait être question d'aucun succès en matière de construction de la société communiste.

Cela est vrai également pour la défense du matérialisme et du marxisme dont s'est chargée la revue *Sous la bannière du marxisme*. Les principales tendances de la pensée sociale éclairée de Russie se réclament, par bonheur, d'une solide tradition matérialiste. Sans parler de G. Plékhanov, il suffit de nommer Tchernychevski par rapport à qui les populistes contemporains (socialistes-révolutionnaires, socialistes-populistes⁸⁴, etc.) ont maintes fois rétrogradé en quête de doctrines philosophiques réactionnaires à la mode, se laissant séduire par le clinquant du « dernier mot » de la science européenne, incapables de discerner sous ce clinquant telle ou telle forme de servilité devant la bourgeoisie, devant ses préjugés et son esprit réactionnaire.

En tout cas, chez nous, en Russie, il y a encore — et il y aura assez longtemps, cela n'est pas douteux — des matérialistes du camp des non-communistes, et notre devoir absolu est d'attirer au travail commun tous les partisans du matérialisme conséquent et militant, en lutte contre la réaction philosophique et les préjugés philosophiques de la prétendue « société cultivée ». Dietzgen père, qu'il ne faut pas confondre avec son rejeton, littérateur aussi prétentieux que mal venu, a exprimé de façon juste, claire et précise, le point de vue fondamental du marxisme sur les tendances philosophiques qui dominent dans les pays bourgeois et retiennent l'attention de leurs savants et publicistes. Il affirme que, dans la société moderne, les professeurs de philosophie ne sont en fait, dans la plupart des cas, rien d'autre que des « valets diplômés de la prêtraille ».

Nos intellectuels de Russie, qui aiment à se croire des esprits éclairés, comme d'ailleurs leurs confrères de tous les autres pays, n'aiment point envisager la question sous cet angle. Ils n'aiment pas cela, parce que la vérité les gêne. Il suffit de méditer un peu sur la dépendance des hommes cultivés d'aujourd'hui par rapport à la bourgeoisie dominante au point de vue politique, des conditions économiques générales, des us et coutumes et ainsi de suite, pour comprendre combien est juste la brutale opinion de Dietzgen. Il suffit de rappeler l'immense majorité des courants philosophiques à la mode, qui surgissent si fréquemment dans les pays européens, à commencer, par exemple, par ceux qui se rattachent à la découverte du radium pour finir par ceux qui, maintenant, se réclament d'Einstein, pour se rendre compte du lien qui unit les intérêts de classe et la position sociale de la bourgeoisie, le soutien qu'elle accorde à toutes les formes de religion et la teneur idéologique des courants philosophiques en vogue.

De ce qui précède, il apparaît qu'une revue désireuse d'être l'organe du matérialisme militant doit être un organe de combat, en ce sens d'abord qu'elle doit dénoncer et poursuivre inlassablement les actuels « valets diplômés de la prêtraille », qu'ils s'affirment comme représentants de la science officielle ou comme francs-tireurs, qui se prétendent publicistes « démocrates de gauche ou à idées socialistes ». Cette revue doit être, en second lieu, l'organe de l'athéisme militant. Nous avons des départements d'Etat ou, pour le moins, des institutions chargées de ce travail. Mais celui-ci y est effectué avec une extrême mollesse, avec une insuffisance extrême, se ressentant visiblement de l'emprise des conditions générales de notre bureaucratie authentiquement russe (soviétique pourtant). C'est pourquoi il est de la plus haute importance que, pour compléter le travail des institutions d'Etat compétentes, pour le corriger et l'animer, la revue qui se destine à devenir l'organe du matérialisme militant, mène une propagande et une lutte athées inlassables. Il faut suivre attentivement la littérature dans toutes les langues, la traduire ou, du moins, donner des comptes rendus sur tout ce qui peut présenter une valeur quelconque dans ce domaine.

Engels a toujours recommandé aux dirigeants du prolétariat contemporain de traduire, pour la diffuser en masse parmi le peuple, la littérature militante des athées de la fin du XVIII^e siècle⁸⁵. A notre honte, nous ne l'avons pas fait jusqu'à présent (une des multiples preuves qu'il est bien plus facile de conquérir le pouvoir à une époque révolutionnaire que de savoir user convenablement de ce pouvoir). On justifie parfois notre mollesse, notre inaction et notre inhabileté par toutes sortes de considérations « grandiloquentes ». On se plaît à dire, par exemple, que la vieille littérature athée du XVIII^e siècle est désuète, non scientifique, puérole, etc. Rien de pire que ce genre de sophismes pseudo-scientifiques qui masquent soit le pédantisme, soit une incompréhension totale du marxisme. Il est certain que l'on découvrira bien des choses non scientifiques et puéroles dans les œuvres athées des révolutionnaires du XVIII^e siècle. Mais nul n'empêche les éditeurs de ces ouvrages de les abrégés et de les munir de courtes postfaces évoquant les progrès réalisés par l'humanité dans la critique scientifique des religions depuis la fin du XVIII^e siècle, en mentionnant les ouvrages les plus récents qui s'y rattachent, etc. La plus grande et la pire des erreurs que puisse commettre un marxiste serait de croire que les masses populaires, fortes de nombreux millions d'êtres humains (et surtout la masse des paysans et des artisans), vouées par la société moderne aux ténèbres, à l'ignorance et aux préjugés, ne puissent sortir de ces ténèbres que par la voie directe d'une instruction purement marxiste. Il est indispensable de fournir à ces masses les matériaux les plus variés de propagande athée, de les initier aux faits pris dans les domaines les plus divers de la vie, de les aborder de toutes les manières pour les intéresser, les tirer de leur sommeil religieux, les secouer à fond par tous les moyens, etc.

Les écrits ardents, vifs, ingénieux, spirituels des vieux athées du XVIII^e siècle qui attaquaient ouvertement la prêtraille régnante, s'avèreront bien souvent mille fois plus aptes à tirer les gens de leur sommeil religieux que les redites du marxisme, fastidieuses, arides, presque entièrement dépourvues de faits habilement choisis et destinés à les illustrer, qui dominent dans notre littérature et qui (inutile de le cacher) déforment souvent le marxisme. Toutes les œuvres de quelque importance de Marx et d'Engels ont été traduites en notre langue. Il n'y a décidément aucune raison de craindre que le vieil athéisme et le vieux matérialisme ne soient pas complétés chez nous par les correctifs qu'y ont apportés Marx et Engels. L'essentiel, et c'est justement ce qu'oublie le plus souvent nos communistes, soi-disant marxistes, mais qui, pratiquement, ne font que dénaturer le marxisme, l'essentiel est de savoir intéresser les masses encore absolument incultes par une attitude consciente envers les questions religieuses et par une critique éclairée des religions.

D'autre part, considérez les représentants de la critique scientifique moderne des religions. Presque toujours ces porte-parole de la bourgeoisie cultivée « complètent la réfutation qu'ils apportent eux-mêmes des préjugés religieux par des raisonnements qui les dénoncent aussitôt comme des esclaves idéologiques de la bourgeoisie, comme des « valets diplômés de la prêtraille ».

Deux exemples. Le professeur R. Vipper a publié en 1918 un petit livre : *La naissance du christianisme* (éd. « Pharos », Moscou). Retraçant les principales acquisitions de la science moderne, l'auteur, loin de combattre les préjugés et le mensonge, qui sont l'arme de l'Eglise en tant qu'organisation politique, élude ces questions et prétend — prétention vraiment ridicule et réactionnaire — s'élever au-dessus des deux « extrêmes » : l'idéalisme et le matérialisme. C'est de la servilité devant la bourgeoisie régnante qui, dans le monde entier, dépense des centaines de millions de roubles, prélevés sur les profits extorqués aux travailleurs, pour soutenir la religion.

Le savant allemand bien connu Arthur Drews qui, dans son livre intitulé *le Mythe du Christ*, combat les fables et préjugés religieux et démontre que Jésus n'a jamais existé, se prononce, à la fin de son ouvrage, pour la religion, mais rénovée, expurgée, subtilisée, capable de tenir tête au « torrent naturaliste qui s'affermir de jour en jour » (p. 238 de la 4^e édition allemande, 1910). C'est un réactionnaire déclaré, conscient, qui aide ouvertement les exploités à substituer aux vieux préjugés religieux pourris des préjugés tout nouveaux, encore plus répugnants et plus infâmes.

Cela ne signifie pas qu'il ne faille point traduire Drews. C'est dire que les communistes et tous les matérialistes conséquents doivent, tout en réalisant, dans une certaine mesure, leur alliance avec la partie progressive de la bourgeoisie, la dénoncer inlassablement, quand elle verse dans l'esprit réactionnaire. Se soustraire à l'alliance avec les représentants de la bourgeoisie du XVIII^e siècle, époque où elle fut révolutionnaire, reviendrait à trahir le marxisme et le matérialisme, car l'« alliance » avec les Drews sous telle ou telle forme, dans telle ou telle mesure, s'impose à nous qui luttons contre la domination des obscurantistes religieux.

La revue *Sous la bannière du marxisme*, qui entend être l'organe du matérialisme militant, doit réserver une bonne place à la propagande athée, à des aperçus de presse portant sur ces questions et au redressement des graves défauts dans l'activité de notre Etat en cette matière. Il importe notamment d'utiliser les livres et les

brochures qui contiennent de nombreux faits concrets et des confrontations, illustrant le lien qui unit les intérêts de classe et les organisations de classe de la bourgeoisie contemporaine avec les institutions religieuses et les organismes de propagande religieuse.

D'une extrême importance sont tous les matériaux relatifs aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, où la liaison officielle, administrative, étatique entre la religion et le Capital apparaît bien moins. Par contre, nous y voyons plus clairement que la « démocratie moderne » (devant laquelle menchéviks, socialistes-révolutionnaires et, en partie, anarchistes, etc., se prosternent si inconsidérément) n'est rien d'autre que la liberté de prêcher ce que la bourgeoisie a intérêt à voir prêcher, savoir : les idées les plus réactionnaires, la religion, l'obscurantisme, la défense des exploités, etc.

Nous voulons espérer que la revue, qui entend être l'organe du matérialisme militant, donnera à nos lecteurs des aperçus de littérature athée, en indiquant pour quels cercles de lecteurs et sous quel rapport tel ouvrage pourrait convenir ; on aura soin d'indiquer également ce qui a déjà paru chez nous (ne seront retenues que les traductions convenables, et il n'y en a pas tant) et ce qui doit encore être édité.

Outre l'alliance avec les matérialistes conséquents qui n'appartiennent pas au Parti communiste, ce qui n'est pas moins, sinon plus, important pour l'œuvre dont aura à s'acquitter le matérialisme militant, c'est l'alliance avec les représentants des sciences modernes de la nature qui penchent vers le matérialisme et ne craignent pas de le défendre et de le propager contre les flottements philosophiques en vogue dans ce qu'on appelle la « société cultivée », et orientés vers l'idéalisme et le scepticisme.

L'article de A. Timiriazev sur la théorie de la relativité d'Einstein, paru au n° 1-2 de *Sous la bannière du marxisme*, permet d'espérer que cette revue réalisera la seconde alliance également. Accordons-lui plus d'attention. Il ne faut pas oublier que c'est du bouleversement radical actuel des sciences de la nature que naissent constamment des écoles philosophiques réactionnaires, grandes et petites, des courants philosophiques de grande et de moindre importance. Aussi bien, suivre les problèmes posés par la récente révolution des sciences de la nature et attirer les savants dans une revue philosophique est une tâche que le matérialisme militant doit résoudre sans peine de n'être ni militant ni matérialiste. Dans le premier numéro de la revue, Timiriazev a dû faire cette réserve que la théorie d'Einstein, qui personnellement ne mène, selon Timiriazev, aucune campagne active contre les principes du matérialisme, a été accaparée par de très nombreux représentants des intellectuels bourgeois de tous les pays ; au reste ceci est vrai non seulement pour Einstein, mais pour plusieurs, sinon pour la majorité des grands réformateurs des sciences de la nature, à partir de la fin du XIX^e siècle.

Et pour agir en connaissance de cause face à ce phénomène, nous devons comprendre qu'à défaut d'une base philosophique solide, il n'est point de science de la nature ni de matérialisme qui puissent résister à l'invasion des idées bourgeoises et à la renaissance de la conception bourgeoise du monde. Pour soutenir cette lutte et la mener à bonne fin, le savant doit être un matérialiste moderne, un partisan éclairé du matérialisme représenté par Marx, c'est-à-dire qu'il doit être un matérialiste dialecticien. Pour atteindre ce but, les collaborateurs de la revue *Sous la bannière du marxisme* doivent organiser l'étude systématique de la dialectique de Hegel du point de vue matérialiste, c'est-à-dire de la dialectique que Marx a appliquée pratiquement dans son *Capital* et dans ses écrits historiques et politiques, et cela avec un tel succès que, maintenant, chaque jour, l'éveil de nouvelles classes à la vie et à la lutte en Orient (Japon, Indes, Chine) — c'est-à-dire l'éveil de centaines de millions d'êtres humains qui forment la plus grande partie de la population du globe et qui, par leur inaction historique et leur sommeil historique, ont conditionné, jusqu'à présent, le marasme et la décomposition frappant de nombreux Etats avancés d'Europe, — chaque jour, l'éveil à la vie de nouveaux peuples et de nouvelles classes confirme de plus en plus le marxisme. Assurément, le travail nécessité par une telle étude, par une telle interprétation et par une telle propagande de la dialectique hégélienne étant extrêmement difficile, il n'est pas douteux que les premières expériences dans ce domaine comporteront des erreurs. Mais ne se trompe jamais que celui qui ne fait rien. En nous inspirant de la manière dont Marx appliquait la dialectique de Hegel comprise dans le sens matérialiste, nous pouvons et devons développer cette dialectique sous toutes les faces, reproduire dans la revue des passages empruntés aux principaux ouvrages de Hegel, les interpréter dans un esprit matérialiste en les commentant par des exemples d'application de la dialectique empruntés à Marx, et aussi des exemples de dialectique tirés du domaine des relations économiques, politiques, exemples que l'histoire récente, et notamment la guerre impérialiste et la révolution actuelles, fournissent en abondance. Le groupe des rédacteurs et des collaborateurs de la revue *Sous la bannière du marxisme* doit former, à mon avis, une sorte de « société des amis matérialistes de la dialectique hégélienne ». Les savants modernes trouveront (s'ils savent chercher et si nous apprenons à les aider) dans la dialectique de Hegel, interprétée dans le sens matérialiste, des réponses aux

questions philosophiques posées par la révolution des sciences de la nature, et qui font que les intellectuels admirateurs de la mode bourgeoise « s'égarent » dans la réaction.

Sans l'accomplissement systématique de cette tâche, le matérialisme ne saurait être un matérialisme militant. Il demeurera, pour employer l'expression de Chtchédrine, moins combattant que combattu⁸⁶. Faut de cela, les grands savants resteront, aussi fréquemment que par le passé, impuissants dans leurs déductions et généralisations philosophiques. Car la science de la nature progresse avec une telle rapidité, traverse une période de bouleversements révolutionnaires si profonds dans tous les domaines, qu'elle ne peut absolument pas se passer de conclusions philosophiques.

Pour conclure, je citerai un exemple, qui ne relève pas de la philosophie, mais qui, dans tous les cas, est du domaine des problèmes sociaux auxquels la revue *Sous la bannière du marxisme* entend également porter son attention.

C'est un des exemples de la manière dont la pseudo-science moderne sert de véhicule aux conceptions réactionnaires les plus grossières et les plus répugnantes.

Dernièrement, on m'a envoyé la revue *l'Economiste*⁸⁷ n° 1 (1922), éditée par la XI^e Section de la « Société technique russe ». Le jeune communiste qui me l'a adressée (et qui, probablement, n'avait pas eu le temps de prendre connaissance de son contenu) en donne imprudemment un avis des plus favorables. Or, la revue est — je ne saurais dire à quel point consciemment — l'organe des archi-réactionnaires qui se couvrent, bien entendu, du manteau de la science, de l'esprit démocratique, etc.

Un nommé P. A. Sorokine fait insérer dans cette revue d'amples essais prétendument « sociologiques » « Sur l'influence de la guerre ».

Cet article doctoral est émaillé de références érudites aux ouvrages « sociologiques » de l'auteur et de ses nombreux maîtres et collègues étrangers. Voici un spécimen de son érudition. A la page 83, je lis :

« Sur 10 000 mariages à Péetrograd, on compte aujourd'hui 92,2 divorces-chiffre fantastique ; ajoutons que sur 100 mariages rompus 51,1 avaient duré moins d'un an ; 11 % moins d'un mois ; 22 % moins de deux ; 41 % moins de 3 à 6 mois et 26 % seulement au-delà de 6 mois. Ces chiffres attestent que le mariage légal actuel est une forme qui cache, au fond, des rapports sexuels en dehors du mariage et permet aux amateurs de « bonnes fortunes » de satisfaire « légalement » leurs appétits » (*Economiste*, n° 1, page 83).

Nul doute que ce monsieur, comme aussi la Société technique russe qui édite la revue en question et publie de telles considérations, se disent partisans de la démocratie, et ils s'estimeront profondément atteints, si on les appelle de leur vrai nom, à savoir : des féodaux, des réactionnaires, des « valets diplômés de la prêtraille ».

La connaissance même sommaire de la législation des pays bourgeois relative au mariage, au divorce et aux enfants naturels, ainsi que de la situation de fait, montrera à quiconque s'intéresse à la question que la démocratie bourgeoise de nos jours, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, révèle sous le rapport indiqué une attitude vraiment féodale à l'égard de la femme et des enfants naturels.

Bien entendu, cela n'empêche pas les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et une partie des anarchistes, ainsi que tous les partis correspondants en Occident de continuer à crier à la démocratie et à sa violation par les bolcheviks. En réalité, la révolution bolchevique seule est précisément une révolution démocratique conséquente en matière de mariage, de divorce et de la situation des enfants naturels. Or, cette question touche le plus directement les intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule la révolution bolchevique, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se prétendent démocratiques, a, pour la première fois, combattu résolument, dans le sens indiqué, la réaction et le servage aussi bien que l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes.

Si 92 divorces sur 10 000 mariages paraissent au sieur Sorokine un chiffre fantastique, il reste à supposer que l'auteur a vécu et a été élevé dans un monastère séparé de la vie au point que l'on a peine à croire à l'existence d'un semblable monastère, ou bien que l'auteur déforme la vérité pour complaire à la réaction et à la bourgeoisie.

Quiconque connaît tant soit peu les conditions sociales dans les pays bourgeois sait que le nombre réel des divorces de fait (non sanctionnés, évidemment, par l'Eglise et la loi) est partout infiniment supérieur. Sous ce rapport, la Russie ne se distingue des autres pays que par le fait que ses lois, au lieu de consacrer l'hypocrisie et l'absence de droits pour la femme et son enfant, déclarent ouvertement et au nom du pouvoir d'Etat une guerre systématique contre toute hypocrisie et contre toute absence de droits.

La revue marxiste aura à mener campagne contre ces féodaux « cultivés » de nos jours. Il est probable qu'un nombre assez considérable d'entre eux touchent, chez nous, de l'argent de l'Etat et sont titulaires d'une fonction d'Etat pour l'instruction de la jeunesse, encore qu'ils ne soient pas plus propres à ce rôle que ne le seraient des satyres à celui de surveillants dans des établissements scolaires pour petits enfants.

La classe ouvrière de Russie a su conquérir le pouvoir, mais elle n'a pas encore appris à s'en servir, car, autrement, il y a beau temps qu'elle aurait expédié fort poliment aux pays de la « démocratie » bourgeoise de pareils professeurs et membres de sociétés savantes. C'est là qu'est la vraie place de réactionnaires de cette espèce.

La classe ouvrière apprendra, il suffit qu'elle le veuille.

Le 12 mars 1922.

« Pod Znaménïem Marxisma » n° 3, mars 1922

Signé : N. Lénine

V. Lénine, Œuvres, t. 33, pp. 230-240

POUR LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE LA « PRAVDA »

Dix ans se sont écoulés depuis la fondation de la *Pravda* légale, quotidien bolchévik légal, suivant les lois *tsaristes*. Et cette décennie fut précédée de près d'une autre décennie : neuf ans (1903-1912), en comptant depuis la naissance du bolchévisme, et, si l'on compte à dater de la fondation de la vieille *Iskra* (1900), tout à fait « bolchevique » par son orientation, cela fait treize ans (1900-1912).

Dixième anniversaire du quotidien bolchevik édité en Russie... Dix ans seulement se sont écoulés depuis lors ! Mais, par l'intensité de la lutte et du mouvement, c'est cent ans qui ont été vécus. La rapidité du développement social au cours des cinq dernières années a quelque chose de surnaturel, si l'on se sert des vieilles mesures, celles des philistins européens, dans le genre des bonzes des Internationales II et II^{1/2}, de ces philistins civilisés habitués à juger « naturel » que des centaines de millions d'êtres humains (plus d'un milliard, pour être exact) dans les colonies, dans les pays semi-dépendants et tout à fait pauvres, acceptent d'être traités comme le sont les Hindous et les Chinois, acceptent une exploitation inouïe, un pillage éhonté, la famine, la violence, l'humiliation, tout cela pour que des gens « civilisés » puissent trancher « librement », « démocratiquement » et « parlementairement » la question de savoir s'il faut partager pacifiquement le butin, ou bien massacrer une dizaine ou deux de millions d'hommes pour le partage du butin impérialiste, hier entre l'Allemagne et l'Angleterre, demain entre le Japon et l'Amérique (avec la participation de la France et de l'Angleterre dans tel ou tel camp).

La cause principale de cette accélération énorme de l'évolution mondiale est le fait que de nouvelles centaines de millions d'hommes y participent désormais. La vieille Europe bourgeoise et impérialiste, habituée à se considérer comme le nombril du monde, a pourri sur pied et a éclaté au cours du premier massacre impérialiste, comme un abcès puant. Les Spengler et tous les petits bourgeois instruits capables de l'admirer (ou du moins de s'en occuper) ont beau geindre à ce sujet, ce déclin de la vieille Europe ne constitue qu'un épisode dans l'histoire de la chute de la bourgeoisie mondiale que le pillage impérialiste et l'oppression de la majorité de la population du globe font crever d'indigestion.

Cette majorité s'est maintenant éveillée et s'est mise en branle ; les Etats les plus forts et les plus « puissants » ne sauraient arrêter ce mouvement. Pensez-vous ! Les « vainqueurs » actuels du premier massacre impérialiste ne sont même pas en état de vaincre la petite, la toute petite Irlande ; ils ne peuvent même pas triompher du chaos qui règne dans leurs rapports financiers et monétaires. Cependant, l'Inde et la Chine bouillonnent. Il y a là plus de 700 millions d'hommes. Il y a là, en y ajoutant les pays asiatiques voisins, tout à fait semblables, plus de la moitié de la population du globe. Là-bas approche invinciblement et de plus en plus vite l'année 1905, avec cette différence importante et énorme qu'en 1905 la révolution pouvait encore se dérouler en Russie (tout au moins au début) d'une façon isolée, c'est-à-dire sans entraîner immédiatement d'autres pays dans la révolution. Tandis que les révolutions qui grandissent en Inde et en Chine entraînent dès à présent ces pays dans la lutte révolutionnaire, dans le mouvement révolutionnaire, dans la révolution mondiale.

Le dixième anniversaire du quotidien bolchevik légal la *Pravda* nous fait voir avec évidence une des étapes de la grande accélération de la grandiose révolution mondiale. En 1906-1907, le tsarisme semblait avoir battu la révolution à plate couture. Peu d'années après, le Parti bolchevik sut pénétrer — *sous une autre forme, autrement* — dans la citadelle de l'ennemi et entreprendre quotidiennement, « légalement », un travail visant à faire sauter de l'intérieur la maudite autocratie du tsar et des grands propriétaires fonciers. Peu d'années passèrent encore, et la révolution prolétarienne organisée par le bolchévisme triompha.

Lorsque la vieille *Iskra* fut fondée, en 1900, une dizaine de révolutionnaires y participa. Lorsque le bolchévisme naquit, une quarantaine de révolutionnaires participa à sa naissance, aux congrès illégaux de Bruxelles et de Londres, en 1903.

En 1912-1913, lorsque naquit la *Pravda* bolchevique légale, elle avait derrière elle des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers, qui avaient triomphé, en collectant copeck par copeck, à la fois du joug du tsarisme et de la concurrence des traîtres petits-bourgeois au socialisme, les menchéviks.

En novembre 1917, lors des élections à la Constituante, les bolcheviks obtinrent 9 millions de voix sur 36. Mais en fait, dans la lutte et non dans le scrutin, les bolcheviks avaient derrière eux, à la fin d'octobre et en novembre 1917, la *majorité* du prolétariat et de la paysannerie consciente, représentée par la majorité des délégués au II^e Congrès des Soviets de Russie³¹¹, par la majorité de la partie la plus active et la plus consciente du peuple travailleur, à savoir des douze millions d'hommes de l'armée d'alors.

Tel est le petit tableau, en chiffres, de l'« accélération » du mouvement révolutionnaire mondial au cours des vingt dernières années. C'est un très petit tableau, très incomplet, qui exprime très grossièrement l'histoire d'un peuple de 150 millions seulement, alors qu'au cours de ces vingt années la révolution a commencé et a grandi jusqu'à devenir une force invincible dans des pays dont la population dépasse un milliard (toute l'Asie, et n'oublions pas l'Afrique du Sud, qui a récemment rappelé la volonté de ses habitants d'être des *hommes* et non des esclaves, et ce, d'une façon pas tout à fait « parlementaire »).

Et si certains, passez-moi l'expression, « spenglerots » en tirent la conclusion (on peut attendre n'importe quelle stupidité des chefs si « intelligents » des Internationales II et II^{1/2}), que ce calcul exclut des forces révolutionnaires le prolétariat d'Europe et d'Amérique, nous répondrons : les chefs si « intelligents » que je viens de citer raisonnent constamment comme si le fait qu'il faut attendre la naissance de l'enfant neuf mois après la conception permettrait de déterminer l'heure et la minute de l'accouchement, ainsi que la position de l'enfant au moment des couches, l'état de l'accouchée et le degré exact des douleurs et des dangers que l'enfant et la maman devront subir. O hommes « intelligents » ! Ils ne parviennent pas à deviner que, du point de vue de la marche de la révolution internationale, le passage du chartisme⁸⁸ aux Henderson, qui font les laquais devant la bourgeoisie, de Varlin à Renaudel, ou de Wilhelm Liebknecht et de Bebel à Züdekum, Scheidemann et Noske, ressemble simplement au fait, pour une automobile, de « passer » d'une chaussée lisse et unie de plusieurs centaines de kilomètres à une mare sale et puante située sur la même chaussée, à une mare de quelques mètres.

Les hommes font eux-mêmes leur histoire. Mais les chartistes, les Varlin et les Liebknecht la font avec leur tête et leur cœur. Tandis que les chefs des Internationales II et II^{1/2} la « font » avec des parties toutes différentes de leurs corps : ils engraisent le sol pour les nouveaux chartistes, pour les nouveaux Varlin et les nouveaux Liebknecht.

Se leurrer serait la chose la plus nuisible pour les révolutionnaires dans le *très difficile* moment actuel. Bien que le bolchévisme *soit devenu* une force internationale, bien que dans *tous* les pays civilisés et avancés soient déjà nés les nouveaux chartistes, les nouveaux Varlin et les nouveaux Liebknecht, qui grandissent sous l'aspect de partis communistes légaux (comme était légale notre *Pravda* sous le tsarisme, il y a dix ans), la bourgeoisie internationale n'en reste pas moins pour l'instant infiniment plus forte que son adversaire de classe. Cette bourgeoisie, qui a fait tout ce qui dépendait d'elle pour rendre l'accouchement plus difficile, pour décupler les dangers et les souffrances de l'enfantement du pouvoir prolétarien en Russie, est encore capable de condamner aux tortures et à la mort des millions et des dizaines de millions d'hommes au moyen de guerres de gardes blancs, de guerres impérialistes, etc. Cela, nous ne devons pas l'oublier. Nous devons savoir adapter notre tactique à cette particularité de l'état de choses actuel. Pour l'instant, la bourgeoisie peut encore faire souffrir, torturer et tuer en toute liberté. Ce qu'elle ne peut pas faire, c'est arrêter la victoire complète, inévitable, et, du point de vue de l'histoire mondiale, très proche, du prolétariat révolutionnaire.

2.V.1922

La « *Pravda* » n° 98, 5 mai 1922

Signé : N. Lénine

V. Lénine, *Œuvres*, t. 33, pp. 355-359

PROJET D'ARRÊTÉ DU C.E.C. DE RUSSIE SUR LE RAPPORT DE LA DÉLÉGATION À LA CONFÉRENCE DE GÊNES ⁸⁹

Rédiger le projet de résolution du C.E.C. de Russie sur le rapport de Ioffé à peu près dans ces termes :

1. La délégation du C.E.C. de Russie a correctement rempli sa mission en défendant la souveraineté entière de la R.S.F.S.R., en luttant contre les tentatives d'asservissement et de restauration de la propriété privée, en signant un traité avec l'Allemagne⁹⁰.

2. La situation politique et économique sur le plan international se caractérise par les traits suivants :

— politique : absence de la paix et danger de nouvelles guerres impérialistes (Irlande, Inde, Chine, etc. ; aggravation des relations entre l'Angleterre et la France, entre le Japon et les Etats-Unis, etc., etc. (plus en détail]).

3. — économique : les pays « vainqueurs », tout-puissants et enrichis par la guerre (= le pillage), 3 ans 1/2 après la fin de la guerre, sont incapables de rétablir même les anciens rapports capitalistes [chaos monétaire ; le traité de Versailles n'est ni appliqué ni applicable ; non-paiement des dettes aux Etats-Unis, etc., etc. (plus en détail)].

4. C'est pourquoi le § 1 des résolutions de Cannes⁹¹, en reconnaissant *l'égalité en droits* des deux systèmes de propriété (capitaliste, ou propriété privée, et communiste, adopté *pour l'instant* en R.S.F.S.R. seulement), doit ainsi reconnaître, bien qu'indirectement, la faillite, l'effondrement du premier système de propriété, la nécessité d'une *entente* avec le second, d'égal à égal.

5. Les autres paragraphes des conditions de Cannes, de même que les mémorandums, etc., des puissances à Gênes, sont en contradiction avec ce qui précède et par là-même sont condamnés à rester lettre morte.

6. L'égalité en droits effective des deux systèmes de propriété, *du moins en tant qu'état temporaire, tant que le monde entier n'a pas renoncé* à la propriété privée, au *chaos économique* et aux guerres qu'elle engendre, pour adopter le système supérieur de propriété, n'est formulée que dans le traité de Rapallo. C'est pourquoi le C.E.C. de Russie

— approuve le traité de Rapallo comme l'unique issue juste aux difficultés, au chaos et au danger de guerre (tant que subsistent les deux systèmes de propriété, y compris un système aussi périmé que la propriété capitaliste) ;

— reconnaît que *seuls* des traités de ce genre sont normaux pour les relations entre la R.S.F.S.R. et les Etats capitalistes ;

— charge le Conseil des Commissaires du Peuple et le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de mettre en œuvre une politique dans cet esprit ;

— charge le Présidium du C.E.C. de Russie de le confirmer par une entente avec toutes les Républiques faisant partie de la fédération de la R.S.F.S.R. ;

— prescrit au Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères et au Conseil des Commissaires du Peuple de n'admettre des dérogations, c'est-à-dire un écart par rapport à ce type de traité, celui de Rapallo, que dans des cas exceptionnels, susceptibles d'assurer des avantages tout à fait particuliers aux masses laborieuses de la R.S.F.S.R., etc.

Rédigé le 15 ou le 16 mai 1922

Publié pour la première fois en 1950 dans la 4^e édition des Œuvres de V. Lénine, t. 33

V. Lénine, Œuvres, t. 33, pp. 363-364

DISCOURS PRONONCÉ À L'ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU SOVIET DE MOSCOU, LE 20 NOVEMBRE 1922⁹²

(Vifs applaudissements. « L'Internationale »). Camarades, je regrette beaucoup et je m'excuse vivement de n'avoir pu venir plus tôt à votre réunion. Si je suis bien renseigné, vous vous apprêtez il y a quelques semaines à me donner l'occasion de rendre visite au Soviet de Moscou. Je n'ai pu le faire parce qu'après ma maladie, depuis le mois de décembre, j'avais, pour employer le langage des professionnels, perdu ma capacité de travail pour un temps assez long ; de ce fait, j'ai dû remettre de semaine en semaine l'intervention que je fais ici aujourd'hui. J'ai été obligé de faire retomber sur le camarade Kaménev une part considérable du travail dont j'avais chargé au début, comme vous vous en souvenez, le camarade Tsiouroupa, puis le camarade Rykov. Et il faut dire que, pour user d'une comparaison que j'ai déjà employée, le camarade Kaménev a eu soudain deux chariots à traîner. Il est vrai que, pour poursuivre la même comparaison, il s'est montré un cheval exceptionnellement capable et ardent. *(Applaudissements.)* Néanmoins, tramer deux chariots, cela ne se fait pas, et j'attends maintenant avec impatience le retour des camarades Rykov et Tsiouroupa, pour répartir les activités un peu plus équitablement. Quant à moi, en raison de la diminution de ma capacité de travail, je dois mettre un temps beaucoup plus long que je ne le voudrais pour examiner les affaires.

En décembre 1921, lorsque j'ai dû interrompre mes occupations tout à fait, c'était la fin de l'année. Nous étions en train, à ce moment-là, de réaliser le passage à la nouvelle politique économique, et nous nous sommes aperçus alors que ce passage, bien que nous l'eussions entrepris depuis le début de 1921, était assez difficile, je dirais même très difficile. Il y a maintenant plus d'un an et demi que nous y procédons ; il est temps, semble-t-il, que la plupart occupent leurs nouvelles places et s'installent conformément aux conditions nouvelles notamment à celles de la nouvelle politique économique.

C'est dans le domaine de la politique extérieure que nous avons observé le moins de changements. Nous avons poursuivi la ligne que nous avons adoptée auparavant, et je pense pouvoir vous dire en toute conscience que nous l'avons poursuivie d'une façon parfaitement conséquente et avec un succès énorme. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de vous le rapporter en détail : la prise de Vladivostok, la manifestation qui l'a suivie et la déclaration relative à la fédération que vous avez lue ces jours-ci dans les journaux ont montré et démontré de toute évidence qu'à cet égard nous n'avons rien à changer⁹³. Nous sommes sur un chemin tracé tout à fait clairement et nettement, et nous nous sommes assuré un succès face aux Etats du monde entier, bien que certains d'entre eux soient prêts à dire, maintenant encore, qu'ils ne désirent pas s'asseoir avec nous à une même table. Néanmoins, les relations économiques, et après elles les relations diplomatiques se nouent ; elles doivent se nouer et elles se noueront nécessairement. Tout Etat qui s'y oppose risque de se retrouver à la traîne et, peut-être, risque-t-il sur certains points assez importants de se retrouver dans une situation désavantageuse. Cela, nous le voyons tous à présent, et pas seulement, par la presse, par les journaux. Je pense que les camarades qui ont eu l'occasion d'aller à l'étranger se rendent compte aussi de l'importance des changements intervenus. A cet égard, pour employer une vieille comparaison, nous n'avons eu besoin de changer ni de train ni d'attelage.

Mais pour ce qui est de notre politique intérieure, le changement de train que nous avons effectué au printemps de 1921 et qui nous était dicté par des circonstances d'une force persuasive extrême, à tel point qu'il n'y a eu à ce sujet aucun débat ni aucun différend entre nous, ce changement-là continue à nous causer quelques difficultés ; je dirais qu'il continue à nous causer de grandes difficultés. Et cela, non pas que nous ayons douté de la nécessité du tournant (il n'y a aucun doute là-dessus), non pas que nous ayons douté que l'essai de cette nouvelle politique économique ait réussi comme nous l'attendions. Je peux dire de la façon la plus nette qu'il n'y a aucun doute là-dessus, ni dans les rangs de notre Parti, ni dans les rangs de l'immense majorité des ouvriers et des paysans sans-parti.

En ce sens, la-question n'offre pas de difficultés. Celles-ci viennent de ce que nous avons eu à affronter une tâche dont l'exécution requiert très souvent des hommes nouveaux, des mesures et des procédés extraordinaires. Nous avons encore des doutes concernant la justesse de telle ou telle chose, il y a des changements dans telle ou telle direction, et il faut dire que tout cela subsistera encore pendant un temps assez long. « Nouvelle politique économique » ! Etrange appellation. Cette politique a été appelée nouvelle parce qu'elle retourne en arrière. Actuellement, nous reculons, nous semblons reculer, mais nous agissons ainsi pour reculer d'abord, et ensuite prendre notre élan et faire un bond plus puissant en avant. C'est à cette seule condition que nous avons reculé en adoptant notre nouvelle politique économique. Où et comment nous devons maintenant nous regrouper, nous adapter et nous réorganiser pour entreprendre, après le recul, le mouvement en avant le plus opiniâtre, nous ne le savons pas encore. Pour mener toutes ces actions dans un ordre normal, il faut, comme dit le proverbe, mesurer non pas dix fois, mais cent fois, avant de se décider. Il le faut pour venir à bout des difficultés incroyables

auxquelles nous nous heurtons dans l'accomplissement de toutes nos tâches. Vous savez parfaitement combien de sacrifices ont été consentis pour réaliser ce qui a été réalisé ; vous savez combien la guerre civile a été longue et combien de sacrifices elle a coûtés. Et voilà que la prise de Vladivostok nous a montré — Vladivostok est loin, mais elle est bien à nous, cette ville — (*applaudissements prolongés*) à tous la tendance générale vers nous, vers nos conquêtes. Là-bas comme ici, c'est la R.S.F.S.R. Cette tendance nous a délivrés à la fois des ennemis civils et des ennemis extérieurs qui nous attaquaient. Je parle du Japon.

Nous avons conquis une situation diplomatique bien déterminée, ce n'est rien d'autre qu'une situation diplomatique reconnue par le monde entier. Vous le constatez tous. Vous en voyez les résultats, mais que de temps il a fallu pour cela ! Nous avons obtenu maintenant la reconnaissance de nos droits par nos ennemis, qu'il s'agisse de politique économique ou de politique commerciale. La conclusion des accords commerciaux le démontre.

Nous pouvons nous rendre compte pourquoi il nous est si incroyablement difficile, à nous qui nous sommes engagés il y a un an et demi sur le chemin de ce qu'on appelle la nouvelle politique économique, d'avancer sur cette voie. Nous vivons dans un Etat à tel point détruit par la guerre, à tel point dévié de tout chemin tant soit peu normal, dans un Etat qui a tellement souffert et tant enduré, que maintenant, bon gré mal gré, nous commençons tous nos calculs par un pourcentage très, très petit, un pourcentage d'avant-guerre. Nous essayons d'ajuster cette mesure aux conditions de notre vie ; nous le faisons parfois avec beaucoup d'impatience et de fièvre ; et toujours nous nous persuadons qu'il y a des difficultés incommensurables. La tâche que nous nous sommes fixée là apparaît d'autant plus écrasante que nous la comparons aux conditions d'un Etat bourgeois ordinaire. Nous nous sommes assigné cette tâche, parce que nous comprenions qu'il était vain d'attendre des puissances les plus riches l'aide qui vient habituellement dans une telle situation. Après la guerre civile, on nous a presque boycottés, c'est-à-dire qu'on nous a dit : l'aide économique que nous avons l'habitude d'accorder et qui est normale dans le monde capitaliste, nous ne vous la consentirons pas.

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis que nous nous sommes engagés sur le chemin de la nouvelle politique économique ; un temps beaucoup plus long s'est écoulé depuis que nous avons conclu notre premier accord international et, néanmoins, ce boycottage de toute la bourgeoisie et de tous les gouvernements à notre égard continue. Nous ne pouvions espérer rien d'autre lorsque nous avons adopté les nouvelles conditions économiques, toutefois, nous ne doutions pas qu'il fallût les adopter, et que nous eussions à vaincre seuls. Plus le temps passe, et plus il devient clair que toute aide qui pourrait nous être accordée et qui nous sera accordée par les puissances capitalistes, loin d'éliminer cette situation, l'accentuera et l'aggravera encore davantage, selon toute vraisemblance, dans la grande majorité des cas. « Tout seuls », nous sommes-nous dit à nous-mêmes. « Tout seuls », nous dit presque chacun des Etats capitalistes avec qui nous avons conclu des marchés quels qu'ils soient, avec qui nous avons passé des conventions quelles qu'elles soient, avec qui nous avons engagé des négociations quelles qu'elles soient. Et il y a là une difficulté particulière. Nous devons en prendre conscience. Nous avons mis sur pied notre régime d'Etat par un travail de plus de trois ans, incroyablement pénible, incroyablement rempli d'héroïsme. Dans les conditions qui étaient les nôtres jusqu'à présent, nous n'avions pas le temps d'examiner si nous n'allions pas briser quelque chose en trop, nous n'avions pas le temps d'examiner s'il n'y aurait pas trop de victimes, parce qu'il y avait bien suffisamment de victimes, parce que la lutte que nous avons entreprise alors (vous le savez parfaitement, il n'est pas nécessaire de s'étendre là-dessus), c'était une lutte à mort contre le vieil ordre social, contre lequel nous luttons pour nous forger notre droit à l'existence et au développement pacifique. Ce droit, nous l'avons conquis. Ce n'est pas nous qui le disons, ce n'est pas le témoignage de gens que l'on peut accuser d'être partiaux à notre égard. C'est le témoignage de gens qui se trouvent dans le camp de nos ennemis et qui sont partiaux, bien sûr, mais nullement en notre faveur. Ces témoins se trouvaient dans le camp de Dénikine, ils étaient à la tête de l'occupation. Et nous savons que leur partialité nous a coûté très cher, qu'elle nous a coûté de nombreuses destructions. A cause d'eux, nous avons subi des pertes immenses, nous avons perdu des richesses de toute sorte, et la richesse principale — les vies humaines — dans des proportions incroyablement élevées. A présent, nous devons, en considérant nos tâches avec la plus grande attention, comprendre que la principale va être maintenant de ne pas céder nos anciennes conquêtes. Nous ne céderons aucune de nos anciennes conquêtes. (*Applaudissements.*) En même temps, nous sommes placés devant une tâche absolument nouvelle ; l'ancien peut s'avérer un obstacle manifeste. Cette tâche est la plus difficile à comprendre. Pourtant, il faut s'en rendre compte pour apprendre à travailler lorsqu'on doit pour ainsi dire se retourner comme un gant. Je pense, camarades, que ces paroles et ces mots d'ordre sont compréhensibles, parce que pendant l'année presque entière où j'ai été absent, vous avez dû en parler et y réfléchir sous des angles différents, à des centaines d'occasions, pratiquement, à pied d'oeuvre ; et je suis sûr que vos réflexions ne peuvent vous conduire qu'à une seule conclusion : nous devons faire preuve maintenant plus que jamais, de cette souplesse dont nous avons donné la mesure jusqu'à présent sur le théâtre de la guerre civile.

Nous ne devons pas renoncer au passé. Toutes les concessions qui nous mettent au niveau des puissances capitalistes leur donnent l'entière possibilité d'entrer en relations avec nous, et leur assure un profit parfois plus élevé, peut-être, qu'il ne faudrait. Par ailleurs, nous ne cédon qu'une faible partie des moyens de production que notre Etat détient dans leur quasi-totalité. Ces jours-ci les journaux ont évoqué la question de la concession proposée par l'Anglais Urquhart⁹⁴ qui, jusqu'à présent, était presque constamment contre nous dans la guerre civile. Il disait : « Nous atteindrons notre objectif par la guerre civile contre la Russie, contre cette même Russie qui a osé nous enlever telle et telle chose. » Et, après cela, il nous a fallu entrer en contact avec lui. Nous n'avons pas refusé ce contact, nous l'avons accepté avec la plus grande joie, mais nous avons dit : « Excusez-nous, ce que nous avons conquis, nous ne le rendons pas. Notre Russie est tellement grande, nos possibilités économiques sont tellement nombreuses, et nous nous jugeons en droit de ne pas refuser votre aimable proposition, mais nous la discuterons de sang-froid, en hommes d'affaires. » Il est vrai que notre première conversation n'a pas abouti, car nous n'avons pu, pour des motifs politiques, accepter sa proposition. Nous avons dû lui répondre par un refus. Aussi longtemps que les Anglais n'admettaient pas notre participation au règlement de la question des détroits, des Dardanelles⁹⁵, nous devions répondre par un refus ; mais aussitôt après avoir refusé, nous devions examiner cette question quant au fond. Nous avons discuté pour savoir si cela nous est avantageux ou non, si cela nous est avantageux d'accorder cette concession et, dans l'affirmative, à quelles conditions. Il fallait discuter le prix. Voilà qui vous montre clairement, camarades, que nous devons maintenant aborder les questions tout autrement que nous le faisons auparavant. Auparavant, le communiste disait : « Je donne ma vie », et cela lui paraissait très simple, bien que ce ne fût pas toujours aussi simple. Mais maintenant une tâche entièrement différente nous incombe, à nous communistes. A présent, nous devons tout calculer, et chacun de vous doit apprendre à devenir circonspect. Nous devons calculer comment nous allons assurer notre existence dans une conjoncture capitaliste, comment nous allons tirer profit de nos adversaires, lesquels, bien entendu, vont marchander, n'ont jamais désappris à marchander et s'efforceront de marchander à notre détriment. Cela non plus nous ne l'oublions pas, et nous n'imaginons nullement que les brasseurs d'affaires se soient quelque part transformés en agneaux et qu'ils nous offrent pour rien toute sorte de biens. Cela n'existe pas, et nous ne l'espérons pas. Ce sur quoi nous comptons, c'est que, ayant pris l'habitude de la riposte, là encore nous saurons nous débrouiller, et nous montrer capables de faire du commerce, de gagner de l'argent, et de sortir des situations économiques difficiles. Cette tâche-là est très ardue. C'est à cela que nous travaillons. Je voudrais que nous arrivions à nous rendre compte clairement de l'abîme qui sépare la tâche ancienne et la nouvelle. Si profond que soit cet abîme, la guerre nous a appris à manoeuvrer et nous devons comprendre que la manoeuvre qui nous attend maintenant, que nous devons opérer à présent, est la plus difficile. En revanche, c'est apparemment la dernière. Nous devons mettre ici toutes nos forces à l'épreuve et démontrer que nous ne nous contentons pas d'avoir appris par cœur nos leçons d'hier et de rabâcher. Mille excuses, nous avons commencé à réapprendre, et nous réapprendrons de telle façon que nous réussirons certainement, et que notre succès sera pour tous évident. Et c'est pour permettre cette étude que le moment me paraît venu de nous promettre fermement l'un à l'autre, une fois de plus, ceci : tout en effectuant ce mouvement de recul, que nous avons appelé la nouvelle politique économique, nous avons fait en sorte de n'abandonner aucune acquisition nouvelle, et dans le même temps, d'offrir aux capitalistes des avantages tels que tout Etat, quelle que soit son hostilité à notre égard, se trouvât contraint d'accepter des marchés et des rapports avec nous. Le camarade Krassine, qui s'est à maintes reprises entretenu avec Urquhart, chef et soutien de toute l'intervention, a dit qu'après toutes les tentatives faites pour nous imposer coûte que coûte l'ancien régime dans la Russie entière, Urquhart vient s'asseoir à la même table que lui, Krassine, et demande : « Combien ? Quelle quantité ? Pour combien d'années ? »... (*Applaudissements.*)

Il y a encore assez loin de tels propos à la conclusion effective d'une série de concessions qui nous feraient accéder à des relations contractuelles tout à fait précises et intangibles, du point de vue de la société bourgeoise ; cependant, nous voyons dès maintenant que nous en approchons, que nous y sommes presque parvenus, mais pas encore tout à fait. Il faut le reconnaître, camarades, et ne pas être présomptueux. Nous sommes encore loin d'avoir conquis pleinement ce qui nous rendra forts, indépendants et bien assurés de ne craindre aucun marché capitaliste, bien assurés que, si difficile que soit un marché, nous pouvons le conclure, en pénétrer le sens et le régler. C'est pourquoi le travail que nous avons entrepris dans ce domaine, travail politique et travail du Parti, doit être poursuivi ; c'est pourquoi il faut que nous passions des procédés anciens à des procédés absolument nouveaux.

Notre appareil n'a pas changé, et notre tâche consiste maintenant à le refondre. Nous ne pouvons pas le faire d'un coup, mais nous devons organiser les choses de façon que nos communistes soient convenablement répartis. Il faut qu'ils tiennent en main les appareils auxquels ils sont attachés, et non pas, comme cela arrive fréquemment chez nous, que ce soit l'appareil qui les tienne en main. Il est inutile de taire nos péchés, et il faut le dire franchement. Voilà quelles tâches nous incombent ; voilà quelles difficultés nous attendent, et cela justement à un moment où nous nous sommes engagés dans la voie des réalisations, où nous avons dû cesser de considérer le socialisme comme une icône peinte de couleurs éclatantes. Il importe d'adopter l'orientation juste ; il faut que

tout soit vérifié, que les masses et toute la population vérifient notre voie et disent : « Oui, c'est mieux que l'ancien régime. » Tel est notre objectif. Notre Parti, un groupe peu nombreux par rapport à l'ensemble de la population, s'y est mis. Ce noyau s'est donné pour tâche de tout transformer, et il le fait. Que cela ne soit pas une utopie, mais une œuvre vivante, nous l'avons démontré. Nous l'avons tous vu ; c'est chose faite. Il convient de transformer de façon que la majorité des masses travailleuses, paysannes et ouvrières dise : « Ce n'est pas vous qui vous vantez, c'est nous qui vous louons ; nous disons que vous avez atteint des résultats meilleurs, après lesquels aucun homme raisonnable n'envisagera jamais de revenir au passé. » Nous n'en sommes pas encore là. *C'est pourquoi la NEP continue d'être le mot d'ordre principal, immédiat, universel d'aujourd'hui.* Nous n'oublierons aucun des mots d'ordre que nous avons appris hier. Nous pouvons le déclarer à n'importe qui en toute tranquillité et sans l'ombre d'une hésitation, et chacun de nos actes le confirme. Mais nous devons encore nous adapter à la nouvelle politique économique. Tous ses aspects négatifs qu'il n'est pas besoin d'énumérer, que vous connaissez parfaitement, il faut savoir les infléchir, il faut savoir les réduire au minimum ; il faut savoir organiser toute chose rationnellement. Notre législation en fournit entièrement la possibilité. Saurons-nous nous y prendre ? La question n'est pas tranchée, loin de là. Nous sommes en train de l'étudier. Chaque numéro de notre journal du Parti nous offre une dizaine d'articles où nous lisons : dans telle fabrique, chez tel fabricant, les conditions du bail sont celles-ci ; mais là où le directeur est un camarade, un communiste, les conditions sont autres. L'entreprise fournit-elle un revenu ou non, se justifie-t-elle ou non ? Nous sommes arrivés au cœur même des questions quotidiennes, et cela constitue un immense progrès. Dès à présent, le socialisme n'est plus la question d'un avenir éloigné, je ne sais quelle image abstraite, ou je ne sais quelle icône. A propos d'icônes, nous gardons notre ancienne opinion, fort mauvaise. Nous avons réussi à implanter le socialisme dans la vie quotidienne, et c'est là que nous devons nous y retrouver. Voilà la tâche de l'heure, voilà la tâche de notre époque. Permettez-moi de terminer en exprimant l'assurance que, si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit par rapport à l'ancienne, et si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous occasionne, tous ensemble, en l'espace de quelques années, et non demain, tous ensemble nous l'accomplirons coûte que coûte, et de la Russie de la NEP sortira la Russie socialiste. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

*La « Pravda » n° 263, 21 novembre 1922
V. Lénine, Œuvres, t. 33, pp. 447-456*

NOTES

1. *Le Congrès de Hanovre de la social-démocratie allemande* eut lieu du 9 au 14 octobre 1899. Ce fut Bebel qui présenta le rapport sur la principale question à l'ordre du jour « Les attaques contre les conceptions fondamentales et la tactique du Parti ». Lénine écrivit que son discours restait pour longtemps « l'exemple de la défense des conceptions marxistes et de la lutte pour l'esprit véritablement socialiste du parti ouvrier ». Le congrès s'opposa aux vues révisionnistes de Bernstein, mais il ne procéda pas à une critique approfondie du bernsteinisme.
2. « *Rabotchaïa Mysl* » (la Pensée ouvrière), journal des « économistes » (voir note 26) ; parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Il en sortit 16 numéros.
3. Lénine fait allusion aux grèves des ouvriers pétersbourgeois, principalement de ceux du textile en 1895, et surtout en 1896, qui se déroulèrent sous la direction de l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière » de Pétersbourg (voir note 258). Les grèves de Pétersbourg contribuèrent à stimuler le mouvement ouvrier à Moscou et dans les autres villes de Russie ; elles contraignirent le gouvernement à hâter la révision de la législation ouvrière et à promulguer la loi du 2(14) juin 1897 sur la réduction de la journée de travail dans les fabriques et les usines à onze heures et demie.
4. Il s'agit du *Manifeste du Parti ouvrier social-démocrate de Russie*, publié en 1898 au nom du I^{er} Congrès du P.O.S.D.R. par le Comité central du parti. Le *Manifeste* fixait comme objectifs principaux à la social-démocratie de Russie la lutte pour la liberté politique et le renversement de l'autocratie, il reliait la lutte politique à la mission générale du mouvement ouvrier.
5. *Economisme*, tendance opportuniste de la social-démocratie russe de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, variété russe de l'opportunisme international. Les « économistes » avaient pour organes de presse le journal *Rabotchaïa Mysl* (la Pensée ouvrière) (1897-1902) en Russie et la revue *Rabotchéïé Diélo* (la Cause ouvrière) (1899-1902) à l'étranger. Les « économistes » considéraient que les objectifs de la classe ouvrière devaient se borner à une lutte sur le plan économique pour l'augmentation du salaire, l'amélioration des conditions de travail, etc., et soutenaient que la lutte politique était l'affaire de la bourgeoisie libérale. Ils niaient le rôle dirigeant du parti de la classe ouvrière, considérant que le parti doit se contenter de contempler l'évolution spontanée du mouvement, d'enregistrer les événements. L'« économisme » menaçait de faire dévier la classe ouvrière de la voie de la lutte de classe révolutionnaire et d'en faire un appendice politique de la bourgeoisie. *L'Iskra* de Lénine joua un grand rôle dans la lutte contre l'« économisme ». Lénine acheva de démanteler l'idéologie de l'« économisme » dans son livre *due faire ?*
6. « *Rabotchéïé Diélo* » (la Cause ouvrière), revue des « économistes », organe non périodique de l'« Union des social-démocrates russes à l'étranger ». Parut à Genève d'avril 1899 à février 1902 ; douze numéros en virent le jour. La rédaction du *Rabotchéïé Diélo* constituait le centre des « économistes » à l'étranger. Les partisans du *Rabotchéïé Diélo* menaient une lutte déclarée contre le plan d'édification du parti proposé par *l'Iskra*, prônaient une politique trade-unioniste, niaient les ressources révolutionnaires de la paysannerie, etc.
7. *Listok du « Rabotchéïé Diélo »* (la Feuille de la cause ouvrière), supplément non périodique à la revue *Rabotchéïé Diélo* ; parut à Genève de juin 1900 à juillet 1901 ; il en sortit huit numéros en tout.
8. L'« *Iskra* » (l'Étincelle), premier journal marxiste illégal pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900, et qui joua un rôle capital dans la création d'un parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière. Le premier numéro de *l'Iskra* sortit à Leipzig en décembre 1900, les numéros suivants à Munich, Londres, Genève. La rédaction de *l'Iskra* comprenait Lénine, Plékhanov, Martov, Axelrod, Potressov et Véra Zassoulitch. Lénine était en fait le rédacteur en chef et le responsable de l'orientation de *l'Iskra*. *L'Iskra* devint le centre de ralliement des forces du parti, de recrutement et de formation de ses cadres. Sur l'initiative de Lénine et avec sa participation directe, la rédaction de *l'Iskra* élaborait le projet de programme du parti et prépara le II^e Congrès du P.O.S.D.R. qui eut lieu en juillet et août 1903 et qui posa en Russie les fondements d'un parti marxiste, véritablement révolutionnaire. Peu après le II^e Congrès du P.O.S.D.R., les menchéviks s'emparèrent de *l'Iskra*. A partir de son 52^e numéro, *l'Iskra* cessa d'être un organe du marxisme révolutionnaire. Lénine l'appelait la nouvelle *Iskra* opportuniste, pour la distinguer de l'ancienne *Iskra* révolutionnaire.
9. Il s'agit des actions révolutionnaires de masse des étudiants et des ouvriers : manifestations politiques, meetings et grèves qui eurent lieu en février et mars 1901 à Pétersbourg, Moscou, Kiev, Kharkov, Kazan, Iaroslavl, Varsovie, Biélostok, Tomsk, Odessa et dans d'autres villes de Russie. Le mouvement d'étudiants de l'année scolaire 1900-1901, provoqué par les revendications universitaires, prit le caractère de manifestations politiques révolutionnaires contre la politique réactionnaire de l'autocratie. Ces manifestations soutenues par les ouvriers d'avant-garde trouvèrent un écho dans tous les milieux de la société russe. Le mobile direct de l'effervescence et des grèves de février et mars 1901 fut l'appel sous les drapeaux de 183 étudiants de l'Université de Kiev pour participation à un meeting d'étudiants. Le gouvernement sévit contre les manifestants révolutionnaires ; les répressions furent particulièrement féroces contre les manifestants du 4 (17) mars 1901, place de la Cathédrale de Kazan à Pétersbourg. Les événements de février-mars 1901 attestaient la montée du flot révolutionnaire en Russie ; la participation des ouvriers au mouvement sous des mots d'ordre politiques revêtit une énorme importance.
10. Il s'agit du livre de Lénine *Que faire ? Les questions brûlantes de notre mouvement* qui fut publié par les Editions Dietz à Stuttgart en mars 1902.
11. *Zemstvo*, administration locale autonome sous la direction de la noblesse, dans les provinces du centre de la Russie tsariste, instaurée en 1864. La compétence des zemsvos n'allait pas au-delà des problèmes d'économie locale (création d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances). L'activité des zemsvos était contrôlée par les gouverneurs et le ministre de l'Intérieur qui pouvaient annuler les décisions jugées indésirables par le gouvernement.

12. « *Ioujny Rabotchi* » (l'Ouvrier du Sud), journal social-démocrate édité clandestinement par le groupe du même nom de janvier 1900 à avril 1903 ; douze numéros en virent le jour. *Ioujny Rabotchi* combattait l'« économisme » et le terrorisme, prônait la nécessité du développement d'un mouvement révolutionnaire de masse. Le groupe du *Ioujny Rabotchi* accomplit un important travail révolutionnaire en Russie ; mais il manifesta en même temps des tendances opportunistes dans la question des rapports avec la bourgeoisie libérale et le mouvement paysan et mûrit un plan séparatiste de création d'un autre journal pour toute la Russie, paraissant parallèlement à *l'Iskra*.

13. En 1898 eut lieu le 1^{er} Congrès du P.O.S.D.R.

14. Le groupe « *Libération du Travail* », premier groupe marxiste russe, fondé par Georges Plékhanov à Genève en 1883. Le groupe fit un gros effort pour diffuser le marxisme en Russie. Les deux projets de programme des social-démocrates russes (1883-1885), écrits par Plékhanov et édités par le groupe « *Libération du Travail* », firent avancer sérieusement la fondation du parti social-démocrate en Russie. Le groupe « *Libération du Travail* » établit des rapports avec le mouvement ouvrier international et, à partir du premier Congrès de la II^e Internationale (Paris, 1889), représenta la social-démocratie de Russie à tous ses congrès. Cependant le groupe « *Libération du Travail* » commit de graves erreurs : surestimation du rôle de la bourgeoisie libérale, sous-estimation du rôle révolutionnaire de la paysannerie en tant que réserve de la révolution prolétarienne. Ces erreurs furent le germe des futures conceptions menchéviques de Plékhanov et d'autres membres du groupe.

15. Il s'agit de la grève politique qui gagna la Russie entière en octobre 1905.

16. *Izvestia Soviétov Rabotchikh Députatov*, organe officiel du Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg ; parut du 17 (30) octobre au 14 (27) décembre 1905 ; publiait des informations sur l'activité du Soviet.

17. *L'affaire Dreyfus*, procès monté dans des buts provocateurs en 1894 par les milieux monarchistes réactionnaires de l'armée française contre le Juif Dreyfus, officier de l'état-major général, faussement accusé d'espionnage et de haute trahison. La condamnation de Dreyfus à la détention perpétuelle, inspirée par les milieux militaires réactionnaires, fut mise à profit par la réaction française pour attiser l'antisémitisme et attenter au régime républicain et aux libertés démocratiques. En 1899, Dreyfus fut gracié sous la pression de l'opinion publique, et en 1906, par décision de la Cour de cassation, fut reconnu innocent et réintégré dans l'armée.

18. *Incident de Saverne* se produisit en novembre 1913 dans la ville alsacienne de Saverne. Le prétexte en fut fourni par les vexations infligées aux Alsaciens par un officier prussien. Le fait souleva une forte indignation de la population locale, en majorité de sentiments français, contre le joug de la clique militaire prussienne.

19. *L'autonomie nationale culturelle*, programme opportuniste sur la question nationale lancé dans les années 90 du siècle dernier par les social-démocrates autrichiens O. Bauer et K. Renner. Ce programme comprenait les points suivants : dans un pays donné, les hommes de la même nationalité, indépendamment du lieu de leur résidence, forment une union nationale autonome. L'Etat confie entièrement à la compétence de cette union l'école (écoles distinctes pour les enfants de nationalités différentes) et les autres domaines de l'éducation et de la culture. La réalisation de ce programme aurait eu pour effet d'accentuer l'influence du clergé et de l'idéologie réactionnaire au sein de chaque groupe national et d'entraver l'organisation de la classe ouvrière, en approfondissant le clivage des ouvriers par nationalités. Dans une série d'articles, Lénine soumit à une sévère critique le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle soulignant que celui-ci repose sur l'idée « bourgeoise de bout en bout et fausse de bout en bout » selon laquelle il faut dresser des barrières solides et durables entre toutes les nations au moyen d'un organisme d'Etat particulier.

20. Voir la lettre de Karl Marx à Friedrich Engels en date du 2 novembre 1867.

21. *Ecuries d'Augias*, d'après la mythologie grecque, les étables du roi d'Elide qui n'avaient pas été nettoyées depuis de longues années et qu'Héraclès nettoya en l'espace d'une journée. L'expression « écuries d'Augias » est le synonyme d'un entassement d'ordures et de boue ou bien d'un désordre extrême dans les affaires.

22. « *Die Glocke* » (la Cloche), revue publiée en 1915-1925 à Munich, puis à Berlin, par le social-chauvin Parvus (Helfand), membre du parti social-démocrate allemand.

23. *Fabiens*, membres de la société des fabiens, organisation réformiste anglaise, fondée en 1884 ; appelée ainsi du nom de Fabius, capitaine romain du III^e siècle avant notre ère, auquel sa tactique de temporisation devant les troupes d'Hannibal avait valu le surnom de Cunctator (le Temporisateur). L'organisation comptait parmi ses membres, pour la plupart, représentants de l'intelligentsia bourgeoise, des savants, des écrivains, des hommes politiques (S. et B. Webb, R. MacDonald, B. Shaw et d'autres) qui niaient la nécessité de la lutte de classe du prolétariat et de la révolution socialiste. Ils affirmaient que le passage du capitalisme au socialisme n'était possible qu'au moyen de menues réformes, de transformations graduelles de la société. En 1900, la Société fabienne fusionna avec le Parti travailliste.

24. « *Die Neue Zeit* » (Temps nouveau) revue théorique du Parti social-démocrate allemand ; publiée à Stuttgart de 1883 à 1923, dirigée jusqu'en octobre 1917 par Kautsky, puis par Cunow. C'est dans *Die Neue Zeit* que Marx et Engels publièrent pour la première fois certains de leurs ouvrages. Engels aida de ses conseils les rédacteurs de la revue et critiqua à maintes reprises les déviations du marxisme qu'on relevait dans les colonnes de leur publication. La revue bénéficia de la collaboration d'éminents militants du mouvement ouvrier allemand et international de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle : Bebel, Liebknecht, Luxemburg, Mehring, Zetkin, Plékhanov, Lafargue, etc. A partir de la mort d'Engels, c'est-à-dire après 1895, la revue fit systématiquement paraître des articles de révisionnistes, entre autres la série d'articles de Bernstein consacrés aux « Problèmes du socialisme », série qui marqua le début de la campagne des révisionnistes contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale, la revue adopta une position centriste et soutint en fait les social-chauvins.

25. Lénine pense à la VI^e Conférence du P.O.S.D.R. qui tint ses assises du 5 au 17 (du 18 au 30) janvier 1912 à Prague. La Conférence joua en fait le rôle d'un congrès et eut une importance exceptionnelle pour l'édification du parti bolchevique, parti d'un type nouveau, pour l'affermissement de son unité. Lénine dirigea les travaux de la conférence. Il y fit des rapports sur la situation présente et les tâches du parti, sur l'activité du Bureau Socialiste International, etc. Il rédigea les projets de résolution sur les questions essentielles à l'ordre du jour. La Conférence élut le Comité central du parti. Elle fit le point de toute une période historique de lutte des bolcheviks contre les menchéviks, consolidant la victoire des bolcheviks. Les liquidateurs furent exclus du P.O.S.D.R. Les décisions de la conférence contribuèrent à resserrer la cohésion des organisations locales au sein d'un parti uni d'ampleur véritablement nationale. La conférence définit la ligne politique et la tactique du parti dans le contexte du nouveau essor révolutionnaire.
26. Lénine pense à la résolution sur la question nationale rédigée par lui et qui fut approuvée par la réunion du C.C. du P.O.S.D.R. élargie aux militants du parti qui eut lieu du 23 septembre au 1^{er} octobre (6-14 octobre) 1913 à Poronin (à proximité de Cracovie).
27. *Naché Diélo* (Notre cause), organe mensuel des menchéviks liquidateurs ; commença à paraître en janvier 1915 à la place de la revue *Nacha Zaria*, interdite en octobre 1914. *Naché Diélo*, l'organe principal des social-chauvins en Russie. Il en parut 6 numéros.
28. *La Conférence de Zimmerwald* ou première conférence socialiste internationale, tint ses assises du 5 au 8 septembre 1915. Y étaient présents 38 délégués envoyés par les socialistes de onze pays européens : Allemagne, France, Italie, Russie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, Suède, Norvège, Pays-Bas, Suisse. Lénine dirigeait la délégation du C.C. du P.O.S.D.R. La conférence adopta un manifeste élaboré en commission : l'appel « Aux prolétaires d'Europe », et qui contenait, grâce à l'insistance de Lénine et des social-démocrates de gauche, certaines thèses fondamentales du marxisme révolutionnaire. La conférence adopta également une déclaration conjointe des délégations allemande et française, une résolution de sympathie aux victimes de la guerre et aux combattants persécutés pour leur activité politique, et élut une Commission socialiste internationale. Un groupe de la gauche de Zimmerwald fut fondé à la conférence. Il comprenait des représentants du C.C. du P.O.S.D.R. Lénine en tête, de la direction de la Social-démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie, du C.C. de la Social-démocratie du territoire letton, des gauches de Suède, de Norvège, de Suisse, du groupe des « socialistes-internationalistes d'Allemagne ». A la conférence, la gauche de Zimmerwald engagea une lutte énergique contre la majorité centriste. Seuls les représentants des bolcheviks y adoptèrent une position vraiment conséquente.
29. *Bulletin de la Commission socialiste internationale de Berne* (Bulletin. Internationale Sozialistische Kommission zu Bern), édité par l'organe exécutif de l'alliance de Zimmerwald. Parut de septembre 1915 à janvier 1927 en anglais, français, allemand. Il en parut 6 numéros.
30. *I^{re} Internationale*, groupement international des partis socialistes, fondé en 1889. Avec l'avènement de l'impérialisme, les tendances opportunistes y dominèrent de plus en plus. En 1914, lorsque commença la guerre mondiale, les leaders opportunistes de la II^e Internationale prirent ouvertement le parti de la politique impérialiste pratiquée par les gouvernements bourgeois de leurs pays. La II^e Internationale se désagrégea.
31. Voir F. Engels, *Littérature des émigrés, II, Programme d'émigrés blanquis-tes de la Commune*.
32. *La Douma* d'Etat, institution représentative, convoquée par le gouvernement tsariste à la suite des événements révolutionnaires de 1905. Formellement la Douma d'Etat était un organisme législatif, mais elle ne disposait en fait d'aucun pouvoir réel. Les élections à la Douma n'étaient ni directes, ni égales, ni générales. Les droits électoraux des classes travailleuses et des minorités non russes étaient très réduits. Une grande partie des ouvriers et des paysans était privée du droit de vote. En vertu de la loi électorale du 11 (24) décembre 1905, la voix d'un propriétaire foncier était considérée comme égale à 3 voix de représentants de la bourgeoisie urbaine, à 15 voix de paysans et à 45 voix d'ouvriers. La I^{ère} Douma d'Etat (avril-juillet 1906) et la II^e Douma d'Etat (février-juin 1907) furent dissoutes par le gouvernement. Après le coup d'Etat du 3 juin 1907, le gouvernement promulga une nouvelle loi électorale qui réduisait encore plus les droits des ouvriers, des paysans et de la petite bourgeoisie des villes, et garantit une domination sans partage du bloc réactionnaire des propriétaires fonciers et des gros capitalistes à la III^e (1907-1912) et à la IV^e (1912-1917) Douma d'Etat. Les bolcheviks prirent part aux élections à la III^e et à la IV^e Douma d'Etat, y faisant élire leurs candidats.
33. Lénine évoque les événements politiques d'avril-août 1917 qui précipitèrent le développement de la révolution. Les 21-22 avril (4-5 mai), une manifestation rassembla à Pétrograd 100 000 ouvriers et soldats protestant contre la note du ministre des Affaires étrangères Milioukov sur la poursuite de la guerre jusqu'au bout. Cette manifestation marqua le début de la crise gouvernementale. Un gouvernement provisoire de coalition fut formé avec participation des cadets, des s.-r. et des menchéviks. Le parti bolchevik, lors d'une réunion tenue avec les représentants des ouvriers et des soldats, fixa au 10 (23) juin l'organisation de la manifestation. Celle-ci devait faire connaître au I^{er} Congrès des Soviets de Russie la volonté des ouvriers et des soldats de Pétrograd qui exigeaient la remise de la totalité du pouvoir entre les mains des Soviets. Les menchéviks et les s.-r. décidèrent d'empêcher la manifestation et firent adopter par le congrès, le 9 (22) juin, une résolution qui l'interdisait. Le C.C. du parti bolchevik, ne voulant pas s'opposer à la décision du Congrès des Soviets, décida d'annuler la manifestation. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires qui prédominaient au Congrès des Soviets décidèrent d'organiser une manifestation le 18 juin (1^{er} juillet), espérant qu'elle serait une expression de confiance envers le Gouvernement provisoire. Le 18 juin (1^{er} juillet) près de 500 000 personnes descendirent dans la rue. La majorité suivait les mots d'ordre bolcheviques : « A bas les ministres capitalistes ! » « Tout le pouvoir aux Soviets ! » La manifestation témoigna de l'activité révolutionnaire croissante des masses et de l'énorme progrès de l'influence des bolcheviks. Des actions spontanées d'ouvriers, soldats et marins eurent lieu les 3-4 (16-17) juillet 1917 à Pétrograd. Elles furent provoquées par la politique du Gouvernement provisoire qui s'entêtait à poursuivre la guerre impérialiste. A ce moment, le parti bolchevik se prononça contre les actions armées car la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre. Or, tenant compte de l'état d'esprit des

masses, le C.C. du Comité de Pétersbourg et l'organisation militaire du parti bolchevik prirent la décision de participer à la manifestation du 4 (17) juillet afin de lui donner un caractère organisé et pacifique. Près de 500 000 personnes prirent part à cette manifestation. Le Gouvernement provisoire soutenu par le Comité exécutif central où prédominaient les menchéviks et les s.-r. fit ouvrir le feu. Les répressions qui suivirent frappèrent particulièrement le parti bolchevik. Après les journées de juillet les bolcheviks retirèrent leur mot d'ordre « Tout le pouvoir aux Soviets », car les dirigeants de ces organismes, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, s'étaient rangés ouvertement du côté de la contre-révolution. Le 25 août 1917, le général Kornilov, voulant restaurer la monarchie tsariste renversée par le peuple au mois de février, provoqua un soulèvement contre-révolutionnaire et lança les troupes contre Pétrograd révolutionnaire. Le soulèvement fut écrasé par les ouvriers et paysans dirigés par les bolcheviks. Sous la pression des masses, le Gouvernement provisoire ordonna d'arrêter Kornilov et ses complices et de les traduire en justice.

34. Le 1^{er} (14) septembre 1917, le Gouvernement provisoire décida la création d'un directoire comprenant cinq membres. Officiellement les cadets ne faisaient pas partie du gouvernement, mais celui-ci avait été créé grâce aux accords passés avec eux dans la coulisse. Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires adoptèrent une résolution de soutien au nouveau gouvernement. Tout en proclamant leur rupture avec les cadets, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires aidèrent cette fois encore les propriétaires terriens et les capitalistes à garder le pouvoir.

35. *La « Retch »* (la Parole), quotidien, organe central du parti cadet ; parut à Pétersbourg du 23 février (8 mars) 1906 à août 1918. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, le journal donna son appui total à la politique du Gouvernement provisoire à l'intérieur comme à l'extérieur, mena une campagne de calomnie contre Lénine et le Parti bolchevik. « *Novaïa Jizn* » (Vie nouvelle), quotidien à tendance semi-menchévique ; parut à Pétrograd du 18 avril (1^{er} mai) 1917 à juillet 1918. Lénine disait des gens de *Novaïa Jizn* : « C'est chez vous qu'un scepticisme d'intellectuels est l'état d'esprit dominant qui masque et exprime l'absence de principes. »

36. Le fait dont Lénine fait mention eut lieu à la séance du 1^{er} Congrès de Russie des Soviets des députés ouvriers et soldats, le 4 (17) juin 1917. Au moment où le menchévik Tsérétéli, ministre du Gouvernement provisoire, proclamait dans son discours qu'il n'y avait pas de parti politique en Russie qui accepterait de prendre entre ses mains le pouvoir dans le pays, Lénine lança, de sa place, au nom du Parti bolchevik : « Si, il y en a un », et dans son allocution du haut de la tribune du congrès, il déclara que le parti bolchevik est prêt à n'importe quel moment à assumer la plénitude du pouvoir.

37. « *Rabotchi Pout* » (la Voie ouvrière), un des titres de la *Pravda* en 1917.

38. Lénine cite ici le poème de Nékrassov, *Bienheureux le poète serein*.

39. Personnage des *Ames mortes* de Gogol.

40. « *Znamia Trouda* » (Drapeau du Travail), quotidien, organe du comité de Pétrograd du parti socialiste-révolutionnaire ; parut du 23 août (5 septembre) 1917 à juillet 1918.

41. « *Volia Naroda* » (Volonté du peuple), quotidien, organe de l'aile droite du parti s.-r. Parut à Pétrograd du 29 avril à novembre 1917. « *Edinstvo* » (l'Unité), journal, organe du groupe d'extrême-droite des menchéviks-jusqu'aboutistes ; parut à Pétrograd de mars à novembre 1917 ; de décembre 1917 à janvier 1918 eut pour titre *Naché Edinstvo* (Notre unité). Le journal donnait son appui au Gouvernement provisoire, prônait la coalition avec la bourgeoisie, exigeait la poursuite de la guerre impérialiste jusqu'au bout.

42. Lénine songe à son article « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution » (« Thèses d'avril »).

43. *Menchéviks-internationalistes*, aile peu nombreuse du parti menchévik qui adopta, au cours de la première guerre mondiale, une position internationaliste inconséquente, une position centriste. Tout en critiquant les social-chauvins, ils avaient peur de rompre avec eux sur le plan de l'organisation ; ils prenaient position contre les principes fondamentaux de la tactique léniniste du Parti bolchevik dans les questions de la guerre, de la paix et de la révolution.

44. *Tit Titytch*, un marchand grossier et inculte de la comédie d'Ostrovski *Payer les pots cassés*.

45. Pendant la guerre franco-allemande de 1870-1871, l'armée française, avec Napoléon III, fut cernée et faite prisonnière près de Sedan.

46. Les « *Izvestia* », quotidien ; parut du 28 février (13 mars) 1917, d'abord sous le titre de *Nouvelles (Izvestia) du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd*, puis sous celui de *Nouvelles (Izvestia) du Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats*. L'influence des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires y était prédominante. Après la Révolution d'Octobre, organe officiel du pouvoir des Soviets.

47. *Vendée*, foyer de la contre-révolution pendant la Révolution française du XVIII^e siècle. Devenue synonyme de la contre-révolution en général.

48. *Troudoviks* (groupe du Travail), groupe peu nombreux de démocrates petits-bourgeois, fondé en avril 1906 par les députés paysans à la Douma d'Etat. Pendant la Première Guerre mondiale, les trouroviks adoptèrent une position social-chauvine. En 1917, le groupe du Travail fusionna avec le parti des socialistes-populistes (voir la note 307), soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les trouroviks se rangèrent du côté de la contre-révolution bourgeoise.

49. *Koulak*, en Russie tsariste, paysan aisé exploitant le travail d'autrui.

50. *La modération et la précision*, c'est par ces paroles que Moltchaline, personnage du *Malheur d'avoir trop d'esprit* de Griboïédov, flatteur et arriviste, désigne ses deux qualités. Lénine se servit souvent de ces mots pour caractériser les représentants de la bourgeoisie libérale et du social-opportunisme.

51. En citant les dates indiquées dans le texte, Lénine faisait allusion aux faits suivants : le 28 février (13 mars), jour de la révolution bourgeoise démocratique de Février ; le 30 septembre (13 octobre), jour fixé initialement par le Gouvernement provisoire pour la convocation de l'Assemblée constituante, qui fut remise ensuite au 28 novembre (11 décembre) 1917.

52. Lénine cite les paroles du menchévik Soukhanov. Smolny abritait depuis août 1917 les fractions bolcheviques du Comité exécutif central de Russie et du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Au mois d'octobre, le Comité militaire révolutionnaire s'y trouva également.

53. « *Communistes de gauche* », groupe antiparti apparu au début de 1918 à propos de la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne (paix de Brest-Litovsk). Sous couvert de phrases de gauche sur la guerre révolutionnaire, les « communistes de gauche » s'efforçaient d'entraîner la République des Soviets, qui n'avait pas encore d'armée, dans la guerre contre l'Allemagne impérialiste, en mettant en cause l'existence même du pouvoir des Soviets. Lénine et ses partisans ont dû soutenir une lutte opiniâtre au sein du Comité central contre Trotski et les « communistes de gauche » pour obtenir la décision concernant la signature du traité de paix avec l'Allemagne et sauver ainsi la jeune République des Soviets. Les « communistes de gauche » adoptèrent une position erronée dans une série de questions relatives à l'édification économique. La lutte menée par le parti eut pour effet d'enrayer vers mai-juin 1918 toute influence des « communistes de gauche ». « *Kommounist* », revue hebdomadaire, organe fractionnel du groupe antiparti des « communistes de gauche » ; parut du 20 avril à juin 1918, à Moscou. Il en sortit quatre numéros.

54. Lénine pense au VI^e Congrès extraordinaire du P.C.(b)R., premier congrès du Parti communiste qui se tint après la victoire de la Grande Révolution socialiste d'Octobre. Le Congrès tint ses assises les 6-8 mars 1918 à Pétrograd. Il fut réuni pour trancher définitivement la question relative à la conclusion du traité de paix avec l'Allemagne, qui provoquait une lutte aiguë au sein du parti. Lénine dirigea les travaux du congrès. Il présenta le compte rendu politique du C.C. Le congrès approuva à l'unanimité le rapport du C.C. et procédant au vote nominale, adopta par 30 voix contre 12 et 4 abstentions la résolution de Lénine qui reconnaissait la nécessité d'entériner la paix de Brest-Litovsk. Le IV^e Congrès extraordinaire des Soviets de Russie, qui eut lieu les 14-16 mars, ratifia le traité de paix de Brest-Litovsk.

55. Le vote de la résolution sur la ratification du traité de paix de Brest-Litovsk à la fraction communiste du IV^e Congrès extraordinaire des Soviets, le 13 mars 1918, donna 453 voix pour et 36 contre.

56. Lénine pense au passage suivant du compte rendu politique du C.C. qu'il présenta au VII^e Congrès extraordinaire du parti, le 7 mars 1918 : « Leur journal porte le titre de *Kommounist*, mais c'est le *Gentilhomme* qu'il devrait s'appeler, car il considère les choses du point de vue gentilhomme polonais qui disait, mourant en beauté, l'épée à la main : « La paix c'est la honte, la guerre c'est l'honneur. » (Voir *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 27. p. 102). *Kommounist*, quotidien, organe fractionnel du groupe des « communistes de gauche » ; parut à Pétrograd du 5 au 19 mars 1918 en tant qu'organe du Comité de ville et d'arrondissement de Pétersbourg du P.O.S.D.R. La publication du journal cessa par décision de la Conférence générale de la ville de Pétrograd du P.O.S.D.R.

57. *Nozdrev*, personnage des *Ames mottes* de Gogol ; type de bavard et de hâbleur.

58. Lénine cite les paroles de Marx qu'Engels utilisa dans son ouvrage *La question paysanne en France et en Allemagne*. (Voir K. Marx et F. Engels, *Œuvres choisies* en deux volumes, t. II, Editions du Progrès, Moscou, p. 481).

59. *Les Liber-Dan*, surnom ironique qui s'attacha aux leaders menchéviks Liber et Dan et à leurs partisans après la parution de l'article de Démian Bedny intitulé « Liberdan ».

60. Lénine cite une épigramme de Pouchkine où il est question de Phoebus bâillant à la lecture des « odes solennelles » d'un jeune poète. A sa question quel âge a le poète ? on lui répond : « quinze ans ». A quoi Phoebus rétorque : « Quinze ans seulement. Alors qu'on le fouette ! ».

61. *La Lettre aux ouvriers américains* fut publiée (avec abréviations) en anglais en décembre 1918 dans les organes de l'aile gauche du Parti socialiste d'Amérique : la revue *The Class Struggle* (Lutte de classes), publiée à New York, et l'hebdomadaire *The Revolutionary Age* (Epoque révolutionnaire), édité à Boston avec la collaboration de John Reed et San Katayama. Par la suite, elle fut publiée en brochure et reproduite maintes fois dans la presse périodique américaine et de l'Europe occidentale.

62. En avril 1898, les impérialistes américains cherchant à utiliser à leurs fins le mouvement de libération nationale à Cuba et aux Philippines contre les colonisateurs espagnols, engagèrent les hostilités contre l'Espagne. Sous prétexte d'aider le peuple des Philippines qui proclama son pays République indépendante, ils débarquèrent leurs troupes sur les îles. Par le traité de paix, signé le 10 décembre 1898 à Paris, l'Espagne vaincue céda les Philippines aux U.S.A. En février 1899, les impérialistes américains attaquèrent perfidement la République des Philippines. Une guérilla contre les envahisseurs se déploya largement dans les îles. En 1901, le mouvement de libération nationale fut écrasé et les Philippines tombèrent sous la dépendance coloniale des U.S.A.

63. Il s'agit du « Décret sur la Paix » ratifié par le II^e Congrès des Soviets de Russie, le 25 octobre (8 novembre) 1917.

64. *La guerre de sécession de 1861-1865 aux U.S.A.* mit aux prises les Etats du Nord et du Sud, les esclavagistes du Sud voulant maintenir et étendre l'esclavage.

65. *Appeal to Reason* (Appel à la raison), quotidien des socialistes américains fondé en 1895 à Jirard, Etat de Kansas. Le journal propageait les idées socialistes et jouissait d'une grande popularité parmi les ouvriers. Pendant la Première Guerre mondiale adopta une position internationaliste. L'article de J. Debs fut publié dans le journal le 11 septembre 1915. Le titre de l'article que Lénine cite, sans doute, de mémoire, fut : « When I shall fight » (Quand je vais lutter).
66. Il s'agit de la Révolution bourgeoise anglaise du XVII^e siècle et de la Révolution bourgeoise française de la fin du XVIII^e siècle.
67. Le Décret sur la terre en date du 26 octobre (8 novembre) 1917, qui proclama la confiscation de la terre seigneuriale et abolit la propriété privée de la terre, réalisa la nationalisation de la terre en Russie soviétique.
68. La Constitution de la R.S.F.S.R. fut ratifiée par le Ve Congrès des Soviets de Russie, le 10 juillet 1918. Un rôle de premier plan dans sa mise au point revient à Lénine.
69. Lénine commença à travailler à son ouvrage *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* au début d'octobre 1918, immédiatement après avoir pris connaissance de la brochure de Kautsky *la Dictature du prolétariat* où le maître à penser de la II^e Internationale s'évertuait à déformer et avilir la théorie marxiste de la révolution prolétarienne et calomniait l'Etat soviétique.
70. « *Revue socialiste* » (The Socialist Review), revue mensuelle, organe du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre (parti réformiste) (voir la note 18) ; parut de 1908 à 1934, à Londres.
71. Il s'agit du soulèvement contre-révolutionnaire du corps d'armée tchécoslovaque, fomenté par les impérialistes de l'Entente avec participation active des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Le corps d'armée tchécoslovaque avait été formé en Russie avant la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre avec des prisonniers de guerre tchèque et slovaque, anciens soldats de l'armée austro-hongroise. Sur accord avec le gouvernement soviétique, possibilité fut offerte au corps d'armée tchécoslovaque de quitter la Russie via Vladivostok à condition de rendre ses armes. Mais le commandement contre-révolutionnaire du corps provoqua, fin mai 1918, une mutinerie contre la Russie soviétique. Agissant en contact étroit avec les gardes blancs et les koulaks, les mutins s'emparèrent d'une partie considérable de l'Oural, du bassin de la Volga, de la Sibérie, restaurant partout le pouvoir de la bourgeoisie. De nombreux soldats s'étant rendu compte qu'ils avaient été dupés par leur commandement contre-révolutionnaire, quittèrent le corps, refusant de lutter contre la Russie soviétique. Près de douze mille Tchèques et Slovaques combattirent dans les rangs de l'Armée Rouge. La mutinerie du corps d'armée tchécoslovaque fut définitivement écrasée en 1919.
72. Les paroles appartiennent à Moltchaline, personnage du *Malheur d'avoir trop d'esprit* de Griboïédov.
73. Les partisans de Longuet, partisans de la minorité du Parti socialiste français, menèrent une politique de conciliation avec les social-chauvins pendant la guerre impérialiste de 1914-1918 ; ils rejetaient la lutte révolutionnaire et prônaient « la défense de la patrie » dans la guerre impérialiste. Après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, ils se déclarèrent partisans de la dictature du prolétariat, mais, en fait, restèrent ses ennemis. En décembre 1920, les longuettistes, avec les réformistes déclarés, se détachèrent du parti et adhérèrent à l'Internationale dite II^{1/2} (voir la note 300).
74. *Les pays de l'Entente*, bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) constitué au début du XX^e siècle ; il était dirigé contre la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Il tira son nom de l'« Entente cordiale » conclue en 1904 entre la France et l'Angleterre. Pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918), les U.S.A., le Japon et d'autres pays se joignirent à l'Entente. Après la Révolution socialiste d'Octobre, les principaux membres de ce bloc — l'Angleterre, la France, les U.S.A. et le Japon — furent les inspirateurs et les réalisateurs de l'intervention militaire contre le pays des Soviets.
75. L'enregistrement des discours de Lénine sur disque fut organisé par le Centre de presse. En 1919-1921, on enregistra seize interventions de Lénine. Le discours publié ici, ainsi que les discours : « A propos des paysans moyens » et « A propos de l'impôt en nature » jouissaient d'une grande popularité.
76. Le II^e Congrès de Russie des organisations communistes des peuples de l'Orient, convoqué par le Bureau central de ces organisations près le C.C. du P.C.(b)R., se tint à Moscou du 22 novembre au 3 décembre 1919. Le jour de l'ouverture du congrès, Lénine présenta un rapport sur la situation actuelle. Le congrès traça le plan de l'activité du parti et des organes d'Etat en Orient, élut le nouveau Bureau central des organisations communistes de l'Orient.
77. Il s'agit du gouvernement formé à Samara (aujourd'hui Kouïbychev) par des gardes blancs, des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks le 8 juin 1918 après la prise de la ville par les troupes tchécoslovaques contre-révolutionnaires. Vers août 1918, le Comité des membres de l'Assemblée constituante (ou la Constituante de Samara, c'est ainsi qu'on appelait ce gouvernement), aidé par les mutins tchécoslovaques, s'empara du pouvoir dans plusieurs provinces de la région de la Volga et de l'Oural. A l'automne 1918, ce gouvernement contre-révolutionnaire tomba écrasé par l'Armée Rouge.
78. Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste qui jeta les bases du programme, des principes d'organisation et de la tactique de l'Internationale Communiste, eut lieu du 19 juillet au 7 août 1920. Plus de 200 délégués représentant les partis communistes et les organisations ouvrières de 37 pays prirent part à ses travaux. A la première séance, Lénine présenta un rapport sur la situation internationale et les tâches essentielles de l'Internationale Communiste. Au cours des séances ultérieures du Congrès, Lénine prononça un discours sur le Parti communiste, présenta un rapport sur les questions nationale et coloniale, intervint sur le parlementarisme, etc. Lénine prit une part active aux travaux de plusieurs commissions du Congrès. Les idées de l'ouvrage classique de Lénine *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* furent à la base des décisions du Congrès. Comme résolution sur la première question de l'ordre du jour, le Congrès adopta les « Thèses sur

les tâches fondamentales du II^e Congrès de l'internationale Communiste », rédigées par Lénine. La question du rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne, sur les rapports du parti avec la classe ouvrière, retint particulièrement l'attention du Congrès. Il adopta une résolution « Sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne » qui stipulait que le Parti communiste est l'instrument essentiel et principal de la libération de la classe ouvrière. A titre de résolutions le Congrès adopta les thèses de Lénine sur les questions nationale, coloniale, agraire. Le Congrès adopta les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste, élaborées par Lénine. Cet acte eut une grande importance pour la création et le renforcement au sein du mouvement ouvrier des pays capitalistes des partis de type nouveau. Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste joua un grand rôle dans le développement du mouvement communiste international. Après le Congrès, écrivait Lénine, « le communisme est devenu la question cruciale de l'ensemble du mouvement ouvrier ».

79. *Jingoïsme*, chauvinisme militant, propagande d'une politique agressive impérialiste ; le terme provient de l'exclamation d'origine peu claire « jingo » qui servait de refrain à une chanson anglaise chauvine des années 70 du XIX^e siècle.

80. Le projet de résolution « Sur la culture prolétarienne » fut rédigé par Lénine à l'occasion du 1^{er} Congrès de Russie du Proletkoul't qui se tint à Moscou du 5 au 12 octobre 1920. Il fut proposé à la fraction communiste au 1^{er} Congrès du Proletkoul't de présenter au Congrès une résolution prescrivant la soumission des organisations centrales et locales du Proletkoul't aux organes du Commissariat de l'Instruction publique. Cette résolution, rédigée en conformité avec les indications de Lénine, fut unanimement adoptée par le Congrès.

81. *La Conférence de Russie des directions de l'enseignement politique auprès des sections de province et de district de l'Instruction publique* eut lieu à Moscou les 2-8 novembre 1920. 283 délégués y assistaient. La Conférence examina principalement les questions portant sur la création du Comité principal de propagande politique de la République (Glavpolitprosvet). L'ordre du jour comprenait aussi les questions suivantes : campagne de ravitaillement et propagande politique, propagande économique dans l'édification économique du pays, liquidation de l'analphabétisme, etc.

82. *La X^e Conférence de Russie du P.C.(b)R.* se tint à Moscou du 26 au 28 mai 1921. Elle consacra principalement son attention à la mise en œuvre de la nouvelle politique économique. Lénine dirigea les travaux de la Conférence, il prononça les discours d'ouverture et de clôture, prit la parole à la discussion de l'ordre du jour, présenta le rapport sur l'impôt en nature et fit le discours de conclusion sur ce point. A plusieurs reprises il prit la parole pendant la discussion de la résolution « Sur la politique économique ». Cette résolution souligna que « la tâche politique fondamentale du moment consiste pour tous les militants du parti et des Soviëts à assimiler intégralement et à appliquer exactement la nouvelle politique économique ».

83. *La nouvelle politique économique (NEP)*, c'est la politique économique de l'Etat prolétarien dans la période de passage du capitalisme au socialisme. Les principes de cette politique furent élaborés par Lénine au printemps 1918, mais l'intervention militaire étrangère et la guerre civile de 1918-1920 empêchèrent son application. Cette politique était dite « nouvelle » par rapport à la politique économique mise en œuvre par la Russie des Soviëts dans la période de l'intervention et de la guerre civile, et qui reçut le nom de « communisme de guerre ». C'était une politique économique imposée par les conditions de la guerre, caractérisée par la centralisation extrême de la production et de la répartition des produits, l'interdiction du commerce libre et les prélèvements des denrées alimentaires ; les paysans devaient remettre à l'Etat tous les excédents de produits agricoles. Après la fin de l'intervention et de la guerre civile, les prélèvements furent abolis et remplacés par l'impôt en nature ; les paysans pouvaient disposer librement de leurs excédents, les vendre au marché et acquérir par l'intermédiaire du marché les articles manufacturés nécessaires. La nouvelle politique économique qui tolérait dans certaines limites l'existence des éléments capitalistes, les positions clés dans l'économie demeurant entre les mains de l'Etat prolétarien, visait à développer les forces productives du pays des Soviëts, à assurer l'essor de son agriculture, à créer une base économique pour le passage au socialisme.

84. *Socialistes-populistes* (s.-p.), membres du Parti socialiste-populiste du Travail. Ce parti petit-bourgeois se forma à partir de l'aile droite du parti des socialistes-révolutionnaires en 1906. Il se prononçait pour l'union avec les cadets. Après la révolution démocratique bourgeoise de Février 1917, le parti des socialistes-populistes entra au Gouvernement provisoire bourgeois et le soutint activement. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les socialistes-populistes prirent part aux complots contre-révolutionnaires et aux interventions armées contre le pouvoir des Soviëts.

85. Voir F. Engels, *Littérature des émigrés*.

86. Cette expression est tirée par Lénine du livre de M. Saltykov-Chtchédrine *Histoire d'une ville*.

87. L'« *Economiste* », revue de la section économique et industrielle de la Société technique russe comprenant des cadres techniques bourgeois, hostiles au pouvoir des Soviëts, et d'anciens propriétaires d'entreprises. Parut à Pétrograd de décembre 1921 à juin 1922.

88. *Chartisme* (du mot anglais *charter* - charte), mouvement révolutionnaire de masse des ouvriers anglais qui protestaient contre leur pénible situation économique et exprimaient leur mécontentement de la réforme parlementaire de 1832 dont la seule bourgeoisie tira des avantages. Le mouvement débuta à la fin des années 30 par de grandioses meetings et manifestations et continua avec des interruptions jusqu'au début des années 50 du XIX^e siècle. L'absence d'un programme et d'une tactique nettement formulés, ainsi que d'une direction prolétarienne, révolutionnaire et conséquente, constitue la cause principale de la défaite du chartisme. Néanmoins l'histoire politique de la Grande-Bretagne et le mouvement ouvrier international furent grandement influencés par les chartistes. Lénine caractérisait le chartisme comme « le premier mouvement du prolétariat révolutionnaire, large, effectivement massif, politiquement défini ».

89. *La Conférence de Gênes*, conférence économique internationale, se tint du 10 avril au 19 mai 1922. Des représentants de 29 pays y participaient. La délégation soviétique fit une série de propositions visant au renforcement de la paix et de la coopération économique des peuples, à l'établissement de relations commerciales, d'une collaboration pratique entre la Russie

des Soviets et les pays capitalistes. La réduction générale des armements était un point important de ce programme. Au cours de la conférence, les puissances impérialistes tentèrent d'exploiter les difficultés économiques de la Russie soviétique pour lui imposer des conditions asservissantes. Elles exigeaient le paiement de toutes les dettes tsaristes, y compris celles d'avant-guerre, la restitution des entreprises nationalisées aux propriétaires étrangers, etc. La délégation soviétique, suivant les directives du Comité central du parti et les indications de Lénine, repoussa fermement les exigences impudentes des impérialistes, les tentatives de porter atteinte à la souveraineté de l'Etat des Soviets. En raison de la position de la France et de l'Angleterre, hostiles à la Russie des Soviets, la Conférence fut interrompue. Le 19 mai, à sa séance de clôture, la Conférence adopta une décision sur la création de deux commissions d'experts (l'une soviétique, l'autre des puissances occidentales) qui devaient se réunir en juin 1922 à La Haye pour une discussion ultérieure des questions qui n'avaient pas trouvé de solution à Gênes. La conférence de La Haye s'acheva également sans résultat.

90. Il s'agit du traité conclu le 16 avril 1922 par la Russie des Soviets et l'Allemagne pendant la Conférence de Gênes à Rapallo (près de Gênes). Le traité prévoyait la renonciation réciproque à l'indemnisation des dépenses de guerre. Le gouvernement allemand renonçait également à réclamer la restitution des entreprises nationalisées par le gouvernement soviétique à leurs anciens propriétaires allemands, à condition que le gouvernement soviétique refuse de satisfaire les prétentions analogues des autres Etats. En même temps, les deux pays décidèrent le rétablissement des relations diplomatiques et adoptèrent le principe de l'avantage réciproque dans les questions économiques. La conclusion du traité de Rapallo fut un grand succès de la diplomatie soviétique. Elle marqua le renforcement de l'autorité internationale de l'Etat des Soviets et l'échec des tentatives de créer un front antisoviétique uni.

91. Lénine fait allusion au premier paragraphe de la résolution sur la convocation de la Conférence économique internationale de Gênes, adoptée le 6 janvier 1922 à la conférence du Conseil Suprême des pays de l'Entente qui se tint du 6 au 13 janvier 1922 à Cannes. La résolution formula les conditions qui devaient, selon le Conseil Suprême, assurer un travail fructueux de la conférence projetée. Le premier paragraphe de ces conditions déclara : « Les Nations ne peuvent s'attribuer le droit de dicter à d'autres Etats les principes à suivre concernant le système de propriété, l'organisation de la vie économique intérieure et le mode de gouvernement. Chaque nation a le droit de choisir librement son propre système. »

92. L'Assemblée plénière du Soviet de Moscou, siégeant avec les assemblées plénières de tous les Soviets des arrondissements de Moscou au Théâtre Bolchoï, entendit le rapport d'activité du Présidium et du Comité exécutif du Soviet de Moscou à la veille des élections régulières aux Soviets de la ville et des arrondissements. Ce fut la dernière intervention publique de Lénine.

93. Lénine a en vue l'Arrêté sur la réunification de la République de l'Extrême-Orient avec la R.S.F.S.R. qui fut adopté par l'Assemblée populaire de la République de l'Extrême-Orient le 14 novembre 1922 et rendu public le 15 novembre 1922.

94. Fin octobre-début novembre 1922, la *Pravda* publia une série d'articles polémiques concernant la conclusion d'un accord avec Urquhart. Les pourparlers en vue de la conclusion d'un accord de concession pour l'exploitation des gisements de minerais avec l'industriel et financier anglais Urquhart se tinrent en 1921-1922. Le projet de cet accord devait être ratifié par le Conseil des Commissaires du Peuple dans le délai d'un mois après sa signature. Après avoir examiné le contrat, Lénine l'apprécia comme très désavantageux pour l'Etat soviétique et se prononça contre sa ratification. Le plénum du C.C. du P.C.(b)R. le 5 octobre et le Conseil des Commissaires du Peuple le 6 octobre 1922 décidèrent de rejeter le contrat préalable avec Urquhart.

95. Il s'agit de la conférence sur les problèmes du Proche-Orient que préparaient l'Angleterre, la France et l'Italie après l'échec de l'intervention anglo-grecque en Turquie (Conférence de Lausanne). Les puissances impérialistes déclarèrent que la Russie soviétique serait admise à la conférence seulement pour les débats portant sur les détroits de la mer Noire.